

LE MONDE

N° 374 - 32^e année

MAI 1985

36 pages - 11,50 F
Algérie : 6 DA
Arabie Sa. : 12,50 F
Belgique : 35 FB
Canada : 2,25 \$ C
C-Fra. : 805 F CFA
Espagne : 255 P
E.-U. : 2,10 \$ US
Gr.-Bret. : 1,10 £
Irlande : 1,70 £
Italie : 3,500 Lira
Japon : 13,80 Yen
P.-Bas : 4,50 Fl.
Suisse : 840 F CFA
Tunisie : 3,500 TS
Gr.-Bret. : 1,10 £
Abonnements : voir tarif page 4

diplomatique

NOUVELLE :

« A Jackie,
de tout notre cœur »

(Pages 22 et 23.)

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Une bête à abattre : le « tiers-mondisme »

L'Europe est de plus
en plus concurrencée
par des pays du tiers-
monde qui accroissent
leurs exportations à la
fois vers les nations
industrialisées et vers
les continents sous-
développés. Les

armes multinationales jouent, dans cette évolution, un rôle déterminant. Mais leur stratégie, très souple, s'adapte d'une région à l'autre : selon les ressources disponibles, selon aussi la nature des régimes en place. La rapide expansion des échanges Sud-Sud remodèle la géographie économique. Elle ouvre aussi un nouveau chapitre dans l'histoire des moyens d'exploitation et de domination. Telle est, généralement ignorée, la toile de fond sur laquelle se déroulent à la fois une intense compétition Est-Ouest et, en Occident, une très vive querelle. Une fois de plus, la passion ignore la réalité, dénature les situations. Les attaques se font particulièrement virulentes contre de prétendus « tiers-mondistes » dont les thèses seraient responsables du sous-développement, de la famine, d'un endettement excessif, des dictatures, des violations des droits de l'homme, etc. Cette offensive cache une idéologie qui n'est évidemment pas celle du nom. « Le Monde diplomatique » démonte ce dossier complexe : des faits méconnus, des analyses qui déroutent, des chiffres, des accents polémiques (voir pages 13 à 35).

TECHNOLOGIES DE POINTE, RÊVE DE PAIX

La « guerre des étoiles » et la chance de l'Europe

Par CLAUDE JULIEN

VOICI donc la fin du cauchemar : la planète va être libérée de la terreur nucléaire, les armes de l'Apocalypse deviendront « impuissantes et obsolètes ». Viendra du même coup, selon M. Reagan, la fin de l'« immoralité » qui, depuis quarante ans, fonde une paix monstrueuse sur l'intolérable principe de la « destruction mutuellement assurée ». Odiux langage : « Si vous faites sauter mon peuple, je fais sauter le vôtre. » Cette folle logique appartiendra bientôt au passé. Car les deux superpuissances ont enfin renoncé à la déraison qui, si longtemps, inspira leurs actes : les dirigeants soviétiques « ont dit récemment, en plusieurs occasions, que leur but était l'élimination totale des armes nucléaires ; maintenant, déclare M. Reagan, nous acceptons ce but et nous allons, avec eux, nous efforcer de l'atteindre ».

Avenir souriant. Cela prendra vingt ou trente ans. Mais supposez, dit M. Reagan, que, pendant ce temps, « le monde continue d'accumuler des stocks de fusées atomiques » : la situation serait vite intenable. Ne l'est-elle pas déjà ? Nous devons donc voir, ajoute le président des Etats-Unis, si nous ne pouvons pas inventer « une arme non nucléaire, qui ne détruirait pas les gens mais empêcherait les missiles d'atteindre leur cible ». Alors ceux-ci deviendraient inutiles. Telle est l'idée centrale de la « guerre des étoiles ».

Le bilan de quarante ans de négociations américano-soviétiques laisse-t-il quelque espoir d'instaurer ainsi le paradis sur terre ? Certes, dans le passé, les dirigeants soviétiques ont cyniquement écarté toutes sortes de propositions pacifiques. Mais « l'un d'eux m'a dit, juste entre nous, il m'a dit : Pouvons-nous indéfiniment rester assis sur ces montagnes d'armes, toujours plus hautes ? Et je lui ai dit : non, pourquoi n'essayerions-nous pas de ré-

duire ces montagnes (1) ? » C'est en ces termes que, au mois de mars dernier, le président Reagan exposait avec conviction les vertus de son « initiative de défense stratégique » (IDS), lancée deux ans plus tôt, le 23 mars 1983, à grand renfort de publicité.

En deux ans, l'idée a fait du chemin. Avec sa panoplie de satellites, miroirs spatiaux, rayons de particules, rails électromagnétiques, etc., elle séduit par sa modernité en ces temps où, infi-

niment plus vite qu'à l'époque de Jules Verne, la science-fiction devient réalité quotidienne. Elle peut toucher ceux qui, trop rapidement baptisés « pacifistes », considèrent, comme M. Reagan lui-même, que la menace d'extermination nucléaire rétrograde à quelque chose d'« immoral ». Elle frappe aussi par sa générosité, puisque, en 1983, M. Reagan voulait offrir aux Soviétiques la technologie américaine d'interception et de destruction des missiles, mettant ainsi les deux Empires à l'abri d'un invulnérable « bouclier » qui garantirait la paix.

Une idée du président

MAIS, dans le même temps, en cheminant dans les bureaux, l'idée a évolué. On ne saurait trop s'en étonner, si grande fut la part d'improvisation dans son lancement.

Le discours présidentiel du 23 mars 1983 fut, en effet, une surprise totale pour la plupart des collaborateurs de M. Reagan. Ni M. John Gardner, directeur des systèmes défensifs au Pentagone, ni M. Richard Cooper, directeur des projets de recherche avancée, n'avaient été informés ou consultés. Le Dr Richard DeLauer, le principal expert du Pentagone en la matière, n'eut connaissance du discours que la veille, et ne put en rien influencer son contenu. Le Dr George A. Keyworth, conseiller scientifique du président, a donné cette précision : « Ce n'était pas un discours préparé par les services pour le président ; c'était un discours qui venait du cœur du président (2). »

Est-ce tellement sûr ? Le rédacteur en chef de Newsweek demande récemment à M. Reagan :

« Quand avez-vous pour la première fois entendu parler de cette idée, ou quand y avez-vous pensé ? »

Le président répond :

« Cela m'amuse que tout le monde soit si sûr que je doive en avoir entendu parler, que je n'aie pas pu y penser par moi-même. La vérité est que j'ai eu l'idée. »

Il explique alors en détail qu'il a demandé aux chefs d'état-major s'il n'était pas possible de mettre au point une arme qui intercepterait les missiles lorsqu'ils quittent leurs silos. « Et,

comme ils ne paraissaient pas stupéfaits, et qu'ils disaient, oui, une telle chose est possible, il faut faire des recherches, je leur ai dit : Allez-y (3). »

Le Grand Communicateur est donc aussi un Grand Concepteur. Mais peut-être sa mémoire est-elle défaillante ? En 1981, la Heritage Foundation (4) avait réuni autour du général Daniel O. Graham un groupe d'hommes d'affaires proches de M. Reagan.

Ceux-ci collectèrent un demi-million de dollars pour financer une étude d'où sortit le projet « High Frontier » : en six ou sept ans, 432 satellites seraient mis en orbite ; équipés d'armes non nucléaires, ils pourraient intercepter les missiles soviétiques peu après leur lancement ; afin de détruire les fusées adverses qui parviendraient à franchir ce premier barrage, un second volet organiserait une protection rapprochée des sites de missiles américains ; quatre ou cinq ans plus tard, prévoyait le général Graham, un troisième volet (rayons de particules, etc.) compléterait le système.

(Lire la suite page 2.)

APRÈS DIX ANS DE SANGLANTS CONFLITS

L'affirmation des chiïtes libanais

Par SAMIR KASSIR

La résistance du Liban du Sud à l'occupation israélienne et, tout récemment, les affrontements de Beyrouth-Ouest qui avaient conduit le premier ministre, M. Rashid Karamé, à démissionner ont mis en relief l'importance du fait chiïte au Liban. De fait, l'affirmation nouvelle de cette communauté, après dix ans de guerre et d'interventions externes, marque un réajustement radical des équilibres internes.

Depuis plusieurs années, la communauté chiïte est devenue la plus nombreuse : entre 26 et 35 % de la population totale, selon les estimations (il n'y a pas eu de recensement depuis... 1932). C'est dans ses rangs que l'on rencontre la plus grande proportion de démunis, essentiellement répartis dans trois régions : la plaine de la Bekaa, à l'est ; dans le Sud, et dans la banlieue de Beyrouth. De surcroît, elle était tenue en marge du pouvoir réel, apaisage des chrétiens maronites et, dans une moindre mesure, des musulmans sunnites. Or voilà qu'elle s'affirme comme un pôle majeur de la vie du pays, en particulier par le rôle qu'elle assume aujourd'hui sur l'échiquier

politique le mouvement Amal, dix ans après sa création par l'imam Moussa Sadr, le chef spirituel des chiïtes aujourd'hui disparu.

Mouvement politique et militaire, Amal était représenté en la personne de son chef, M. Nabih Berri, dans le gouvernement d'union nationale mis en place le 30 avril 1984 sous la présidence de M. Rashid Karamé.

Sur le terrain, il encadre la mobilisation populaire au Sud et contrôle Beyrouth-Ouest, où ses milices prédominent sur celles d'autres mouvements politiques ou confessionnels et où il exerce son influence sur l'une des chaînes de la télévision et sur la radio officielle. C'est précisément en s'installant à Beyrouth-Ouest, le 6 février 1984, que le mouvement Amal a fait de la communauté chiïte, dont il était entre-temps devenu le représentant incontesté, un acteur à part entière de la guerre civile.

Celle-ci avait été comme mise entre parenthèses après l'invasion israélienne de 1982 et la victoire — qui se révéla très provisoire — du parti des Phalanges. Mais la guerre reprend très vite dans la montagne du Chouf, où les

druzes affrontent les milices chrétiennes, arrivées dans les fourgons de l'armée israélienne. Dans la capitale, la pratique de l'armée apparaît alors comme très sectaire. La convergence apparente entre le projet d'hégémonie des Forces libanaises (milices chrétiennes) sur l'ensemble de la société et le régime du président Amine Gemayel, accusé de « phalangisme », l'Etat, aboutit à la révolte des quartiers musulmans. En août 1983, un premier soulèvement est contenu par l'armée, qui parvient à reprendre en main Beyrouth-Ouest. En revanche, la banlieue sud échappe désormais à l'autorité légale. Elle est « sanctuarisée » par Amal. Le soulèvement de février 1984 partira de ces quartiers misérables sur lesquels s'était déchaînée l'artillerie de l'armée. Cette dernière devait d'ailleurs perdre toute cohésion, les soldats chiïtes, majoritaires, ayant mis bas les armes à l'incitation d'Amal.

Avec ce soulèvement, le mouvement chiïte devient pour la première fois l'un des principaux protagonistes de la guerre civile. Jusqu'alors, surtout occupé à unifier la communauté chiïte autour de lui, Amal avait fait preuve d'un sens légaliste très poussé.

(Lire la suite page 12.)

EN KIOSQUE
en jeu
POUR LA RÉPUBLIQUE ET LE SOCIALISME

EXEMPLAIRE GRATUIT SUR DEMANDE

Un besoin
Une ambition
Un grand mensuel
pour toute la gauche

BULLETIN D'ABONNEMENT

A RETOURNER avec votre règlement (1 an : 250 F) par chèque bancaire ou postal 3 volets à l'ordre des EDITIONS DU DIX MAL 52, rue de Bourgogne, 75007 Paris (CCP n° 17897 07 P Paris)

NOM : Prénom :
Adresse :

CONSEIL EDITORIAL

Raymond Aubrac,
Edmond Charles-Roux,
Jean-Pierre Chevènement,
André Deluchat, François Donzel,
Pierre Dumayet, Marc Ferro,
Alain Gerber, Maurice Godelier,
Pierre Guideron, Georges Hourdin,
Pierre Joffroy, Jean Kahn,
Emile Le Beller, Dominique Lecourt,
Jean-Louis Moynet,
Gilles Perrault, René-Victor Pilhes,
Nicole Questiaux, Jacques Ruffié,
Antoine Sanguinetti, Jacques Thibaut,
Rolande Trempe, Henri Weber.

TECHNOLOGIES DE POINTE,

La « guerre des étoiles »

(Suite de la première page.)

Ainsi le projet « High Frontier » devançait-il la « guerre des étoiles » dans sa définition technique, mais aussi dans sa formulation politico-stratégique : il s'agissait déjà d'abandonner le concept de « destruction mutuellement assurée », fondement de la dissuasion, pour lui substituer celui de « survie mutuellement assurée » grâce au « bouclier » qui rendrait les missiles nucléaires superflus puisque inefficaces (5).

Examiné, au Pentagone, par une commission que dirigeait précisément le Dr Richard DeLauer, le projet « High Frontier » ne fut pas pris au sérieux et, le 24 novembre 1982, M. Caspar Weinberger lui-même, secrétaire à la défense — qui maintenant presse les Européens (6) de participer à la recherche sur la « guerre des étoiles » — écrivait au général Graham que son idée n'était pas scientifiquement réalisable. Au Congrès, l'Office of Technological Assessment l'écartait à son tour pour raison d'inefficacité.

Père putatif de la « guerre des étoiles », M. Reagan aurait-il ignoré, ou tout simplement oublié, l'épisode « High Frontier » ? Toujours est-il que, quelques heures à peine avant le discours présidentiel du 23 mars 1983, le responsable des armes à énergie dirigée, au Pentagone, déclarait devant une sous-commission du Sénat que, se fondant sur des considérations techniques, il ne pouvait pas recommander l'octroi de nouveaux crédits pour la recherche en ce domaine, pourtant essentiel à la « guerre des étoiles » (7). Depuis, les données scientifiques n'ont guère changé. Ce qui a changé, c'est l'humeur du Grand Communicateur.

Ce rapide rappel historique jette, certes, une étrange lumière sur le mécanisme

même des prises de décision. Mais il n'aurait d'autre intérêt que folklorique si la « guerre des étoiles » n'était programmée à échéance de « vingt ou trente ans ». Pour qu'elle aboutisse, il faudrait donc qu'elle fût soutenue par cinq présidents consécutifs après M. Reagan, et financée pendant le même temps par des fluctuations majoritaires au Congrès. Les fréquents changements de doctrine stratégique aux Etats-Unis, depuis quarante ans, ont été commandés à la fois par des avancées scientifiques et techniques, dans l'un et l'autre camp, mais aussi par des considérations politiques tenant à l'état d'esprit du président, des chefs mili-

taires ou du Congrès. Il en ira nécessairement de même avant que la zénoplie de la « guerre des étoiles » ne devienne opérationnelle. En 1985, elle n'est déjà plus ce qu'elle était en 1983.

Fascinant est l'apport scientifique et industriel injecté dans une nouvelle approche stratégique qui, selon M. Reagan, peut « changer le cours de l'histoire de l'humanité ».

Pour la première phase, qui concerne l'interception des missiles adverses dans les quatre ou cinq minutes qui suivent leur lancement, M. Brzezinski et deux personnalités de haut rang prévoient cent satellites, chacun étant équipé de cent cinquante intercepteurs, plus quatre satellites géosynchrones et dix satellites à basse altitude — le tout pour un budget estimé à 45 milliards de dollars. Cette phase, affirmait-il, pourrait être opérationnelle au début des années 90.

Les équipements de la seconde phase, vi-

sant à détruire les satellites qui survolent à la première, les traqueraient d'abord au-dessus de l'atmosphère, puis dès leur retour dans l'atmosphère, cette tranche reposerait sur des intercepteurs probablement guidés par la chaleur que dégage leur cible.

« L'efficacité combinée des deux phases serait supérieure à 90 % (...). C'est plus qu'il n'en faut pour décourager les Soviétiques de penser qu'une « première frappe » serait couronnée de succès (8) ». C'est aussi moins qu'il n'en faut pour détruire quelques dizaines de villes américaines. Or la dissuasion d'une « première frappe » est déjà assurée par les sous-marins nucléaires.

De même que le débat sur la politique économique et budgétaire de M. Reagan, très vif aux Etats-Unis, est à peu près ignoré en France (9), de même le débat sur son initiative stratégique voit intervenir des membres de l'administration, les leaders du Congrès, les industries travaillant pour le Pentagone, de nombreux savants et ingénieurs, etc., sans parler des lobbies

des passions, qui témoignent de la vitalité d'une société. Or l'Europe est directement concernée : est-ce la fin d'une longue période où la paix était fondée sur l'équilibre de la terreur (10) ? Et la France ne l'est pas moins : sa force de dissuasion deviendrait-elle périmée, comme certains affectent de le croire ?

Plusieurs points essentiels ressortent du débat. D'abord, de nombreux dirigeants et ingénieurs des entreprises américaines travaillent dans les secteurs vitaux de la « guerre des étoiles », s'expliquent volontiers sur les pro-

(5) Partie intégrante de l'IDS, la doctrine de la « survie mutuellement assurée » est largement développée dans l'article de MM. Zbigniew Brzezinski (ancien conseiller du président Carter), Robert Jastrow, physicien, et Max M. Kampelmann, ancien ambassadeur à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et délégué de M. Reagan aux négociations de Gorbachev, cf. *International Herald Tribune*, 28 janvier 1985. Du point de vue technique mais aussi politique, ce texte est sans doute le plus efficace plaidoyer en faveur de l'IDS. Sur le contenu dans lequel celle-ci s'inscrit, voir Vincent Mosco, « Culture change de bataille », *Le Monde diplomatique*, mars 1984, et Michael Klare, « M. Reagan accélère le renforcement de son arsenal », *Le Monde diplomatique*, juillet 1984.

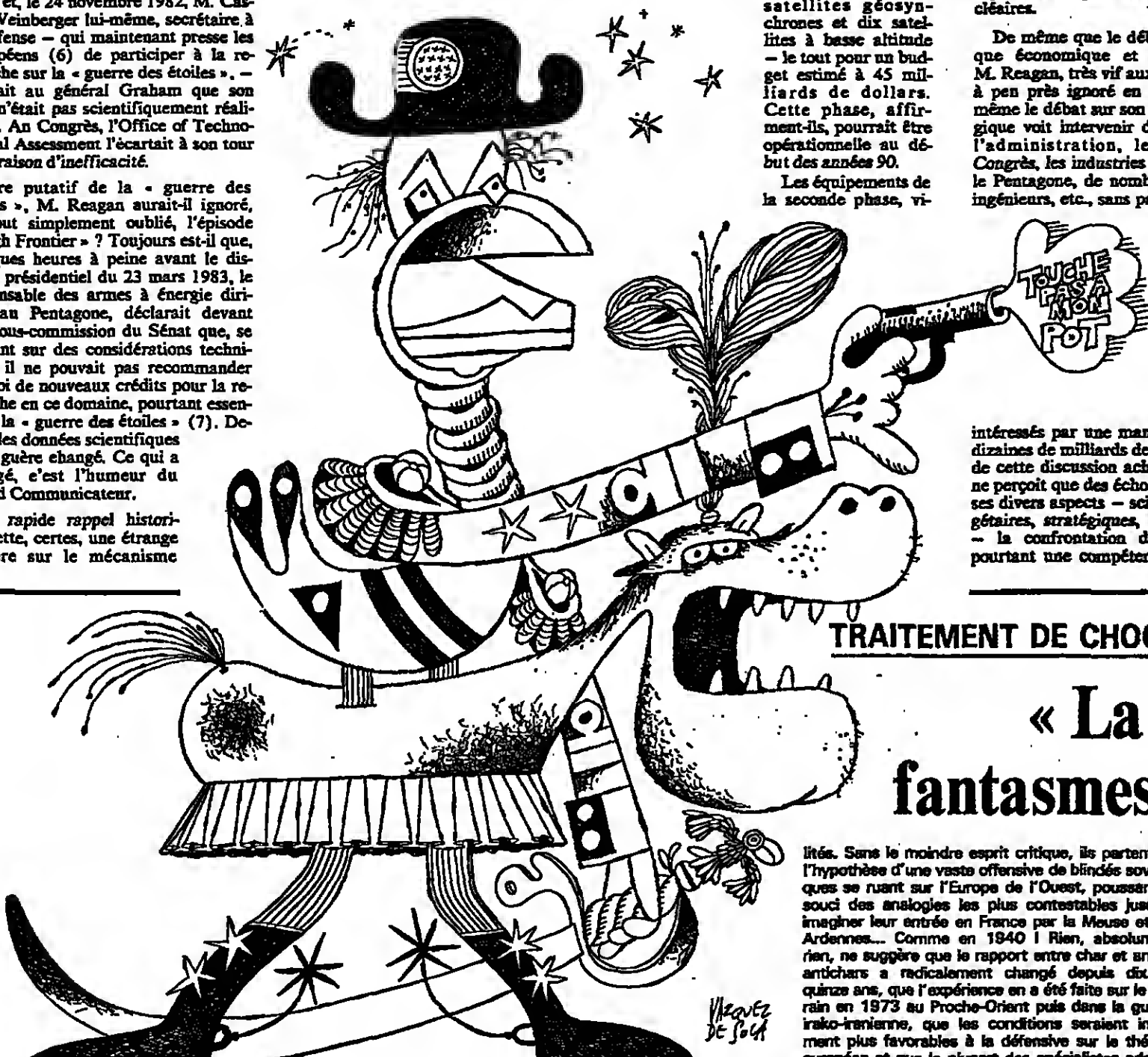
(6) Mais aussi le Japon, l'Australie, Israël, et plus récemment la Corée du Sud.

(7) Cf. Philip M. Boffey, « As Research Gains Momentum, Basic Questions Remain Unresolved », *International Herald Tribune*, 12 mars 1983.

(8) Z. Brzezinski, article cité.

(9) Voir « L'empire du dollar » et « Reaganisme », *Le Monde diplomatique*, février et mars 1985.

(10) Christoph Bertram (Die Zeit), ancien directeur de l'Institut stratégique de Londres, « Defense is Only a Vision ; Deterrence is a Reality », *International Herald Tribune*, 21 mars 1985.



(Vazquez de Sola)

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE

L'EMISSION présentée, le 18 avril dernier, par FR3 sous le titre « La guerre en face » (1), n'était pas un banal épisode de la vie ordinaire de nos chaînes de télévision : c'était un événement politique, du moins dans la mesure où elle se voulait le reflet des interrogations de l'opinion publique et cherchait en même temps à peser sur elle. Les moyens mis en œuvre témoignaient, du reste, de l'ambition des auteurs : mise en scène spectaculaire, audacieux scénarios de politique-fiction, recours à des personnalités nombreuses, qualifiées, à tort ou à raison, de « spécialistes », présentation par Yves Montand, l'un des plus célèbres acteurs français, connu aussi pour ses interventions fréquentes dans le débat politique.

On ne se plaindrait certes pas que tant de moyens aient été consacrés à l'examen, sur une grande chaîne de télévision française, des problèmes stratégiques les plus actuels et des risques de guerre s'il ne s'agissait que de cela. Mais, à l'évidence, le dessin des auteurs était tout autre : c'est une certaine mobilisation psychologique et politique qu'ils ont recherchée, une thèse qu'ils ont voulu défendre, un choix politique qu'ils ont voulu suggérer, sinon imposer, aux téléspectateurs.

Le point de départ de l'émission est, au fond, la remise en cause de la parité nucléaire entre les deux plus grands Etats, c'est-à-dire de leur capacité de se détruire mutuellement ou plusieurs fois. Les auteurs ont raison de rappeler qu'elle a été le fondement de la paix entre l'URSS et les Etats-Unis : bien que, théoriquement, ces deux pays auraient pu se faire la guerre sans recourir à leurs armes nucléaires stratégiques, la risque de dérapage, pour eux, était si grand et les conséquences en auraient été si inconcevables qu'ils ont toujours choisi de ne jamais s'affronter directement. Il est donc tout à fait légitime de s'interroger sur ce qui peut, dans l'évolution actuelle des armes et des stratégies, remettre en cause la parité nucléaire. Malheureusement l'émission révélait aussitôt ses défauts — à moins que ce ne soit sa véritable nature.

D'abord par une accumulation d'erreurs de faits. Les auteurs citent trois crises qui auraient pu déboucher sur une guerre mondiale sans le frein décisif constitué par le risque de « destruction mutuelle assurée » : le blocus de Berlin en 1948-1949, lors

que l'Union soviétique n'avait pas encore sa première bombe atomique ; l'affaire des fusées de Cuba en 1962, où elle était encore loin d'avoir une capacité de destruction totale des Etats-Unis et où l'enjeu n'était pas une guerre entre les superpuissances mais le statut militaire de Cuba ; et la guerre d'octobre 1973 au Proche-Orient, où pas un instant il n'y eut un risque de conflit général, mais où la seule question était de savoir à quel seul fût la succès des contre-offensives israéliennes.

Mais à tant d'erreurs de faits d'époque, hélas, des erreurs de raisonnement. Car s'il est vrai que l'on assiste maintenant, comme à plusieurs reprises, à une tentative de remise en cause de la parité nucléaire, celle-ci subside et subsistera de toute façon encore longtemps, les deux plus grandes puissances continuant de s'y employer puisque elles multiplient leurs armes nucléaires stratégiques — bombardiers stratégiques B-1 et missiles MX pour les Etats-Unis, missiles SS-24, SS-25 et bombardiers Blackbird pour la Russie — et renforcent ainsi leur capacité de destruction mutuelle. Et si l'on croit, comme les auteurs de l'émission le disent pour commencer, que le maintien de la paix a été lié à celui de la parité nucléaire, alors ils devraient dénoncer les dangers de tout ce qui la menace et montrer l'intérêt de tout ce qui peut la garantir : mais c'est exactement le contraire qu'ils font.

A juste titre, ils présentent comme un fait nouveau, de grande portée stratégique, l'éventement des armes nucléaires antirusses, c'est-à-dire assez précises pour détruire à longue distance des objectifs militaires. On pouvait donc s'attendre à ce qu'ils en examinent les conséquences, en particulier la vulnérabilité nouvelle des forces conventionnelles et des infrastructures militaires à un tir présumé de ces armes nucléaires antirusses, ou encore la nécessité d'une doctrine d'emploi de ces armes. Mais il n'en est pas question : pas un mot n'est dit sur leur emploi, pas un mot sur les conclusions qu'il faudrait en tirer. C'est peut-être qu'il résulterait une critique radicale du dispositif militaire de l'OTAN et de ses choix stratégiques. En tout cas, les auteurs de l'émission se situent aussitôt dans le cadre de l'organisation militaire atlantique, de ses principes, de ses options, de sa doctrine, et ils n'en sortent pas.

Force est de dire qu'à partir de là ils cèdent à tous les fantasmes habituels à ce genre d'exercice et tournent délibérément le dos aux plus tangibles ré-

intéressés par une manne de plusieurs dizaines de milliards de dollars — mais, de cette discussion acharnée, l'Europe ne perçoit que des échos atténués. Sous ses divers aspects — scientifiques, budgétaires, stratégiques, politiques, etc., — la confrontation des vues révèle pourtant une compétence, un sérieux,

TRAITEMENT DE CHOC A LA TÉLÉVISION

« La guerre en face » : fantasmes et manipulations

ités. Sans le moindre esprit critique, ils partent de l'hypothèse d'une vaste offensive de blindés soviétiques se ruant sur l'Europe de l'Ouest, poussant le souci des analogies les plus contestables jusqu'à imaginer leur entrée en France par la Moselle et les Ardennes... Comme en 1940 ! Rien, absolument rien, ne suggère que le rapport entre char et armes antichars a radicalement changé depuis dix ou quinze ans, que l'expérience en a été faite sur le terrain en 1973 au Proche-Orient puis dans la guerre irako-iranienne, que les conditions seraient infiniment plus favorables à la défense sur le théâtre européen et que le plupart des spécialistes admettent aujourd'hui que le char n'est plus l'arme de la rupture qu'il a été naguère. Rien non plus sur le concept américain d'« AirLand Battle », ni sur le plan Rogers, ni sur l'emploi des armes autoguidées de nouvelle génération et les contre-offensives sur toute la profondeur du théâtre d'opérations que prévoit la nouvelle doctrine de l'OTAN. Quant aux armes nucléaires tactiques de l'OTAN, l'émission ignore à la fois leur doctrine d'emploi et leurs effets probables aussi bien sur les pays européens que sur le sort de la bataille.

Le scénario imaginé par les auteurs met en cause la rôle de la France, son système de défense, ses choix politiques et stratégiques, et c'est ici peut-être qu'apparaît le mieux la véritable signification politique de l'émission. On voit d'abord le président de la République mettre immédiatement les forces conventionnelles françaises « aux ordres de l'alliance atlantique », comme si, au premier choc, on devait tout oublier de la stratégie nationale. Puis un porte-parole du ministère français de la Défense déclare que « la doctrine d'emploi de l'arme nucléaire tactique » est bien connue et qu'elle est commune à l'OTAN et à la France — ce qui est exactement le contraire de la vérité, et laisse entendre que l'on « oublie » aussi la rôle d'ultime avertissement que l'arme tactique a dans notre système de défense. Enfin, les auteurs, à aucun moment, n'admettent ou même n'envisagent que la France, atteinte dans ses intérêts vitaux, menace l'agresseur de l'emploi de ses armes nucléaires stratégiques, c'est-à-dire de destructions inacceptables pour lui et qui suffiraient à rendre son entreprise irrationnelle et inconcevable.

Tant d'omissions et d'erreurs — évidemment voulues — suggèrent que l'objectif est bien ici d'évacuer tout le système français de défense et d'en nier la validité. Et, au fond, il n'y a là rien d'autre qu'une nouvelle attaque contre la stratégie de dissuasion nationale, après tant d'autres qui l'ont précédée. Et, pour éviter toute ambiguïté, les auteurs font ici intervenir le général Coppel, le plus récent des adversaires connus de la stratégie française et qui reprend les arguments toujours utilisés depuis vingt-cinq ans par les partisans de l'abandon de toute stratégie nucléaire nationale et de l'intégration des forces françaises dans l'OTAN.

Car l'émission conduit, à chaque séquence, à la même conclusion : « l'Europe » — car il n'est évidemment question de défense indépendante — doit renforcer indéfiniment ses armées, qui doivent se situer, bien entendu, dans l'ensemble atlantique et sans qu'à aucun moment elle mette en cause

les choix stratégiques de l'OTAN, c'est-à-dire des Etats-Unis.

Caractéristique à cet égard est le façon dont elle aborde le projet de système antissiles du président Reagan. Pas un mot sur le fait que ce système, s'il est étanche, empêcherait les missiles soviétiques d'atteindre le sol américain tandis que les missiles américains pourraient continuer d'atteindre le territoire soviétique et qu'enfin on sortirait de la parité nucléaire. Pas un mot sur les possibilités qu'aurait la France de reconnaître sa force nucléaire stratégique de manière à contourner le système antissiles d'un agresseur éventuel. Plus encore : il est suggéré, malgré les dangers que le projet américain comporte pour l'équilibre stratégique international et pour les intérêts nationaux de la France, que l'Europe s'y associe, sans aucune discussion sur les avantages et les inconvénients qui en résulteraient et, simplement, nous dit-on, parce que « l'Europe doit être présente dans l'espace » — ce qui est évident mais ne passe pas nécessairement, c'est le moins qu'on puisse dire, par une adhésion à l'entreprise du président Reagan — et sans même que l'on rappelle qu'il ne peut en aucune façon s'appliquer à la défense de l'Europe, qui est à quelques minutes à peine des bases nucléaires adverses, comme à celle des Etats-Unis, qui ne seraient touchés qu'au bout de trente ou trente-cinq minutes.

A ce niveau, rien ne frappe le dévoiement des propagandes. Elles prennent parfois un tour comique, comme cette évocation d'une future occupation de la France où les occupants parlent avec un faux accent slave et où les résistants circulent dans les rues avec des lunettes à roulettes aux pieds. Elles peuvent être ridicules quand elles suggèrent la manipulation des mouvements de paix en Europe par l'Union soviétique alors que chacun sait que, dans les pays concernés, le nombre des communistes est insignifiant. Elles peuvent être choquantes, pour ne pas dire davantage, quand on entend dénoncer une autre menace, celle qui viendrait du Sud par l'afflux de réfugiés ou d'immigrés en provenance d'Afrique du Nord ou du Proche-Orient et quand on nous recommande, pour l'éviter, d'être « fermes » « dès maintenant ».

Au vrai, si l'émission valait d'être regardée et vue d'être rappelée, c'est qu'elle est la plus remarquable témoignage que l'on ait vu récemment de l'esprit de guerre froide qui souffle aujourd'hui sur l'Europe, imposant ses conformismes, ônant l'esprit critique et minant les intelligences et les caractères.

(1) FR3, 18 avril 1985, 20 h 30 : « La guerre en face », émission de Jean-Claude Guillebaud d'après un scénario original écrit avec Laurent Joffin, coproduite par FR3, Channel 50, Le Point et Le Soleil. Avec Yves Montand.

VOIR PAGE 10 : Les vrais enjeux de la stratégie stratégique « LA GUERRE ET L'ATOME », de Paul-Marie de La Gorce

RÊVE DE PAIX

et la chance de l'Europe

blèmes d'ingénierie qui restent à résoudre (11). Deux exemples parmi beaucoup d'autres : une antenne spéciale, dont le plus grand modèle déjà expérimenté ne mesure que 3 mètres carrés, devrait avoir la surface de plusieurs terrains de football ; les « projectiles intelligents » atteignent neuf mille fois la force de gravité, alors qu'ils seraient efficaces s'ils étaient portés à plusieurs centaines de milliers de fois cette force. De surcroît, le « bouclier » laisserait passer les missiles de croisière et les bombardiers à basse altitude, volant au-dessous des zones couvertes par les radars (12). Pour boucher ce « trou », il faudrait compléter le « bouclier spatial » par une « défense continentale » qui coûterait quelque 50 milliards de dollars par an - prix excessif qui fit abandonner et démanteler un système analogue dans les années 60.

En second lieu, alors que M. Reagan présente la « guerre des étoiles » comme un système purement défensif, les professionnels interrogés admettent volontiers que toute arme utilisant de grandes quantités d'énergie peut être utilisée à des fins offensives aussi bien que défensives (13). Dès lors, le débat se déplace et porte sur la nature des cibles qui seraient vulnérables à l'emploi de telles armes.

Troisièmement, la discussion n'évite nullement les arguments à caractère politique. Ils concernent trois aspects. L'attitude des Etats-Unis : la commission présidentielle sur les forces stratégiques a dégonflé le mythe de la « fenêtre de vulnérabilité », que M. Reagan avait exploité lors de son premier mandat ; les évaluations des capacités respectives des deux superpuissances ont toujours été et seront toujours sujettes à caution. La Russie soviétique : dans le passé, l'URSS a franchi avec quel retard les étapes qui donnaient aux Etats-Unis une avance qu'elle considérait comme très importante ; fut-elle le cas avec la bombe A, la bombe H, les fusées à tête multiples (MIRV), etc. ; l'URSS peut maintenant développer ses armes offensives en vue de saturer le « bouclier » ou de le contourner « par-dessous », et simultanément perfectionner ses propres défenses (14).

La réaction des alliés : si leurs industriels peuvent être tentés par la perspective de retombées technologiques, les stratèges s'interrogent sur l'efficacité réelle du « bouclier » pour les Etats-Unis et pour l'Europe, pendant que les gouvernements s'inquiètent des intentions réelles de l'extrême droite américaine, toujours prête à la croisade, qui appelle la « guerre des étoiles » (15).

Quatrièmement, le débat entre Américains met l'accent sur les changements introduits dans le contenu même de la « guerre des étoiles » au cours des deux dernières années (16). D'une part, il n'est plus question, comme le disait M. Reagan le 23 mars 1983, de donner aux Soviétiques les technologies qui leur permettraient de constituer leur propre « bouclier ». D'autre part, il n'est pas davantage question de renoncer à la dissuasion, fondée sur la certitude d'une « destruction mutuellement assurée » en cas d'attaque de l'une des superpuissances par l'autre, mais de « renforcer » la crédibilité de cette dissuasion, dont M. Reagan disait qu'elle est « immorale » : telle est du moins la position de M. Max Kampelman, nouveau chef de la délégation américaine aux pourparlers de Genève, et du département d'Etat (17). Ensuite, nul ne parle plus d'offrir un « bouclier » aux populations civiles, mais plus simplement de protéger les silos de fusées. Enfin, les Etats-Unis invitent désormais leurs alliés à participer à la « recherche » sur la faisabilité et l'efficacité du « bouclier », et, bien que l'on ait rarement parlé avec autant d'insistance de « consultations franches et sincères » entre alliés, M. Caspar Weinberger ose donner aux Européens un délai de soixante jours pour répondre à son offre.

Mieux, chaque allié européen est sommé de répondre individuellement : tel est le sens de la lettre adressée par M. Richard Burt, du département d'Etat, à chacun des sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), les informant avec fermeté qu'ils n'ont pas à adopter une attitude commune (18) ni sur la maîtrise des armements ni sur l'IDS.



DANS LA LIGNE MAGINOT, UNE GALERIE DE CELLULES A MUNITIONS
Un bouclier peut-il être vraiment étanche ?

(Roger Viollet)

faudrait beaucoup d'optimisme, ou une véritable révolution à Washington, pour espérer qu'il pourrait en aller différemment à l'avenir.

Ce qui est en jeu dans l'IDS, ce n'est ni la sécurité de l'Allemagne ni celle de la Belgique, ou de la Grande-Bretagne, ou de la France, ou de tout autre allié des Etats-Unis. Ce qui est en jeu, c'est la sécurité de toute l'Europe prise comme un ensemble, quelle que soit la situation géographique de chacun des pays qui la composent, quel que soit aussi leur niveau d'armement. Devant cette communauté de destin, une attitude commune des alliés européens s'impose, en dépit des fortes pressions exercées par Washington sur chacune des capitales concernées. Faire cavalier seul exposerait chaque pays, au cours des « vingt ou trente ans » à venir, à accepter individuellement, au nom des résultats de la recherche engagée, tout nouveau changement de doctrine, alors même qu'il ne lui paraîtrait pas compatible avec sa propre conception de sa sécurité nationale. Conclure une alliance pour renforcer la sécurité d'un pays souverain est une chose. Mais le choix des moyens d'assurer la sécurité de la nation ne se délègue pas.

Les prudences de langage auxquelles s'obligent les alliés des Etats-Unis ne s'imposent nullement aux commentateurs américains eux-mêmes. Que l'Europe sache donc manifester une égale liberté d'esprit. S'étendant des propos par lesquels le président Reagan déplorait que son initiative stratégique eût été baptisée « guerre des étoiles », le New York Times écrivait en conclusion d'un éditorial :

« M. Reagan dit non, la « guerre des étoiles » n'est pas négociable... Mais si elle est incapable de défendre les villes, inutile pour défendre les missiles, trop grandiose pour n'être qu'un

programme de recherche, et si elle n'est pas une carte à négocier, alors qu'est-elle ? Quel que soit le nom qu'on lui donne, elle reste la « guerre des étoiles » - la plus ourlée et la moins réfléchie des entreprises de l'âge nucléaire (23). »

Tel est le langage qu'aucun chef d'Etat ou de gouvernement européen ne peut évidemment tenir, sous peine d'offenser trop gravement le « Grand Timonier » de l'alliance. Mais le discours diplomatique est riche en ressources : il permet à la fois de témoigner du plus grand respect pour l'IDS,

(11) Wayne Bidle, « For US, Path to Star Wars is Strewn with Engineering Obstacles », *International Herald Tribune*, 11 mars 1985.

(12) Joseph Fitchett, « Attackers Could Bypass Shield », *International Herald Tribune*, 11 mars 1985.

(13) Philip M. Boffey, « Proposed Space Defense Has Offensive Capabilities », *International Herald Tribune*, 12 mars 1985.

(14) Charles Mohr, « Soviet May Choose Countermeasures and More Missiles », *International Herald Tribune*, 11 mars 1985.

(15) Intentions officiellement reprises dans le *Defense Guidance*, analysé par Michael Klare, « Comment le Pentagone veut braver de l'histoire l'empire soviétique », *Le Monde diplomatique*, septembre 1982.

(16) Si Z. Brzezinski et ses deux co-auteurs ont présenté la meilleure défense de la « guerre des étoiles », le réquisitoire le plus convaincant est dû à M. George Ball, qui fut sous-secrétaire d'Etat de 1961 à 1966 ; voir son article « The War for Star Wars », *The New York Review of Books*, 11 avril 1983. Cf. aussi Stanley Hoffman, « The SDI Means Trouble », *International Herald Tribune*, 25 février 1985 ; il considère la « guerre des étoiles » comme un « noble rêve » qui « aggraverait les risques d'une guerre classique en Europe » et « estomperait la ligne qui sépare la dissuasion de la provocation » contre l'URSS.

et de la considérer en fait avec la plus grande circonspection.

Quelques mois à peine après le lancement de l'IDS, le président Mitterrand souhaitait que « cesse la surenchère en matière d'armes anti-missiles, anti-sous-marines et anti-satellites ». Il importe, ajoutait-il, de « prémunir les peuples contre les menaces provenant de l'espace », celui-ci étant « par essence le patrimoine commun de l'humanité » (24).

Un peu plus tard, il revenait à la charge en insistant sur la nécessité de faire avancer la CEE vers une « direction politique, qui commande naturellement la réalité d'une direction militaire » européenne. Il n'ignore évidemment pas les difficultés auxquelles se heurte une « défense européenne ». Mais il ajoutait un avertissement de bon sens : « S'il n'y a pas [en Europe] de réalité politique, la réalité économique ira en se défilant... Condition du maintien et du développement de l'Europe économique, une Europe politique est aussi l'indispensable étape vers une Europe de la défense. La vraie question, ajoutait M. Mitterrand, c'est celle de l'« indépendance de l'Europe ». Dans le cadre de l'alliance atlantique, l'Europe souscrit à une interdépendance avec les Etats-Unis, mais « il ne faut pas que cette interdépendance acceptée se transforme, si ce n'est déjà fait dans certains cas, en dépendance à l'égard des Etats-Unis d'Amérique ». On peut au moins « imaginer que l'Europe, faute de disposer pour l'instant d'une défense et d'une armée communes, pourrait quand même commencer à parler d'une stratégie » qui lui serait propre. Cet effort, précisait le président de la République, devrait porter à la fois sur les armes classiques et sur les armes nouvelles (25).

Militairement et industriellement, l'avenir de l'Europe se joue en grande partie sur les nouvelles technologies. Or, indiquait plus récemment M. Mitterrand, « aujourd'hui l'Allemagne, l'Angleterre, la France réunies dépendent plus de crédits pour la recherche que le Japon ou les Etats-Unis d'Amérique. Mais [ces trois pays] n'en profitent pas, car leurs divisions organiques les empêchent de bénéficier dans leurs réalisations de cette formidable recherche fondamentale ». On comprend que, pour mettre au point les complexes équipements de la « guerre des étoiles », les Etats-Unis souhaitent s'assurer le concours scientifique, industriel et financier des pays européens, mais pris un par un dans une série d'accords bilatéraux.

(Lire la suite page 4.)

(17) Ce point est confirmé par M. Richard Burt, sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes, dans un article publié par *le Monde* le 21 mars 1985. M. Burt écrit notamment : « Affirmer que la dissuasion nucléaire est une stratégie inapplicable ou contraire aux lois de la morale, c'est faire fi de l'essentiel : l'IDS est un programme destiné à explorer les moyens à long terme de consolider la dissuasion, à laquelle le président Reagan demeure fermement attaché. »

C'est là un renversement complet de la position affirmée par M. Reagan dans son discours du 23 mars 1983 et reprise dans son interview à *Newsweek* le 18 mars 1983. Voir un peu plus loin l'intervention inouïe de M. Richard Burt auprès des « alliés » européens.

(18) Bridget Bloom, « US Warns Europe on Independent Defence Stance », *The Financial Times*, 2 avril 1985.

(19) Bulletin n° 4, ambassade de la RFA à Paris.

(20) Bulletins n° 5, 6 et 7, ambassade de la RFA à Paris.

(21) *The Times*, 16 mars 1985 ; *International Herald Tribune*, 16-17 mars 1985.

(22) *International Herald Tribune*, 28 mars 1985.

(23) *The New York Times*, 25 février 1985.

(24) Discours du président Mitterrand devant l'Assemblée générale des Nations unies, 28 septembre 1983.

(25) Interview accordée au *NRC Handelsblad*, 2 février 1984, avant la visite du président Mitterrand aux Pays-Bas.

L'entreprise « la moins réfléchie »

TOUT homme d'Etat européen normalement constitué devrait trouver, dans cette arrogante démarche, une raison suffisante pour s'efforcer de parvenir avec ses voisins à une position commune, tout en sachant qu'elle déplaît souverainement à Washington.

Mais bien d'autres arguments plaident en faveur d'une réponse européenne. A Bonn, M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères, a insisté sur la triple nécessité d'« empêcher la course aux armements dans l'espace », de renforcer le « pilier européen de l'alliance atlantique par la relance de l'UEO » et de réaliser « des progrès décisifs dans la construction de l'union politique européenne » (19). Quelques jours plus tard, le document adopté par le gouvernement fédéral allemand aboutissait à une conclusion parfaitement nette : la RFA souhaite que « les Européens fassent preuve d'une attitude commune dans les consultations » au sujet de l'IDS. Contrairement à ce qui a été dit, MM. Kohl et Genscher ont, le 18 avril, plaidé dans les mêmes termes en faveur d'une réponse européenne commune aux propositions américaines (20).

A Londres, M. Thatcher a manifesté son accord de principe pour une participation britannique à la recherche sur la « guerre des étoiles », mais elle ajoutait aussitôt que l'éventuel déploiement des nouvelles armes de l'espace devrait être négocié avec Moscou. Par la suite, dans un discours engageant le gouvernement, Sir Geoffrey

Howe, secrétaire au Foreign Office, a publiquement marqué son profond scepticisme à l'égard d'une « ligne Maginot du vingt et unième siècle, qui pourrait être tournée par des contre-mesures relativement plus simples et considérablement moins chères ». Il exprimait aussi la crainte que, emportée par sa dynamique propre, la recherche engagée ne force la main des responsables politiques en soumettant leur future décision à la « marche de la technologie » (21). Bien que M. Michael Heseltine, ministre de la défense, ait adopté une attitude favorable à l'IDS (22), ses collègues au gouvernement mesurent bien les risques qu'ils prendraient en se liant sans précaution aux Etats-Unis dans une aventure pleine d'écueils.

Gouvernements et industriels européens ont le souci de ne pas rater une étape importante du développement scientifique dont ils recueilleraient au moins quelques retombées technologiques. S'ils hésitent, c'est en raison du flux qui entoure le programme dès son annonce en 1983, en raison aussi des ajouts et retraites qui, depuis, ont altéré la substance. Rien ne peut aujourd'hui garantir que de nouvelles modifications de contenu n'interviendront pas. En seraient-ils informés en temps opportun ? Alors qu'elle bouleversait les fondements de la paix en Europe, l'IDS fut publiquement lancée sans consultation préalable des alliés. Comme à l'accoutumée. Les variations enregistrées par la suite ne firent pas davantage l'objet de consultations. II

Une gamme complète à partir de 37.425 F.H.T.*



Confort, sécurité et robustesse. Découvrez la qualité Volvo. Une gamme de 5 à 15CV. Turbo, Essence, Diesel, Turbo Diesel. Boîte manuelle ou automatique. * Prix de la Volvo 340 L au 1.1.85.

Pour recevoir la documentation sur les modèles et services Volvo, écrivez à :

Volvo France. Service I.D.S.

138, Av. des Champs Elysées 75008 Paris. Tél. : 225.60.70.

Volvo, une gamme de 5 à 15CV. 37.425 F.H.T. à 142.500 F.H.T. - Vente TT, retour définitif, conditions spéciales aux diplomates. Prix clés en main, au 1.1.85.

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code Postal : _____ Ville : _____
Pays : _____ Date de l'arrivée en France : _____

VOLVO

TECHNOLOGIES DE POINTE, RÊVE DE PAIX

La « guerre des étoiles » et la chance de l'Europe

(Suite de la page 3.)

Cela serait d'autant moins acceptable que l'Europe possède déjà un potentiel appréciable dans les domaines relatifs à la conquête de l'espace. « La France, a encore déclaré M. Mitterrand, remplit un rôle éminent dans la construction et le lancement d'Ariane. Ariane-5 sera en mesure de lancer dans l'espace, bien au-delà de ce qu'on imagine aujourd'hui, de véritables stations habitées. » De même que le Marché commun européen gêne les États-Unis sur le plan commercial, a fortiori une Europe scientifique, spatiale et militaire (et donc politique) leur poserait-elle des problèmes. Washington a demandé aux Européens de s'associer au projet Columbus. Une telle participation doit être « mûrement étudiée, élément par élément », afin de s'assurer qu'elle présente des avantages



(Cagnot)

curité. Le projet Euréka que la France vient de soumettre aux Européens, marquerait une étape décisive dans cette direction.

Projet ambitieux ? Trop ambitieux ? Ce refrain était déjà chanté, par des Français et par les Américains, lorsque de Gaulle mobilisait les ressources humaines et financières du pays pour mettre au point la force de dissuasion française. Un tel effort, ironisait-on gentiment à Washington, outrepassait les capacités scientifiques et budgétaires de la France. Sur le même air, des Français et les Américains reprennent le même argument, appliqué maintenant à la stratégie spatiale. Si tranchant que soit leur ton, leur assurance n'est pas mieux fondée aujourd'hui qu'elle ne l'était hier. Ce n'est pas pour flatter la vanité des Européens que M. Caspar Weinberger sollicite le concours de leurs savants, de leurs industries, de leurs budgets.

En 1985, Washington consacre 1,4 milliard de dollars à la « guerre des étoiles ». Cette somme passe à 3,7 milliards en 1986. Dans le même temps, 40 à 50 milliards sont affectés aux armes offensives — MX, Trident, etc. Ces chiffres disent clairement les priorités de l'Amérique. Lorsque Washington parle de 26 milliards de dollars sur cinq ans pour la « guerre des étoiles », cet objectif ne serait atteint qu'avec la généreuse contribution des Européens — non consultés à l'avance, aimablement invités à se comporter en sous-traitants dociles, à la merci d'un nouveau changement d'humeur à Washington, et impérativement priés de répondre, isolément, dans les soixante jours... (27).

Rien de plus facile que d'amuser la galerie avec des descriptions et des diatribes futuristes tout en esquissant les problèmes de fond. Ceux-ci concernent la place de l'Europe dans le monde dès maintenant. Son existence même. Sa

sécurité. Son avenir. Paradoxe de ces temps où la science ouvre à l'homme des champs de connaissance de plus en plus complexes : la pensée courante tend au contraire à devenir chaque jour un peu plus simple. Trop simple pour être encore une pensée.

Chez nombre d'analystes, le raisonnement semble fonctionner selon le mode du langage binaire, qui fait merveille dans les ordinateurs où de multiples transistors, aux connexions ultrasensibles, donnent en un temps record des résultats précis. Mais malheur aux cerveaux humains qui, moins puissants que l'ordinateur, ne veulent connaître que deux signaux : positif pour les États-Unis, négatif pour l'URSS — ou vice versa. Prisonniers de ce schéma système binaire, leurs sommaires calculs seront toujours faux, erronés les résultats sur lesquels ils fonderont des choix toujours perdants (28).

M. Richard Burt leur a déjà expliqué que, à considérer l'IDS avec quel que méfiance, ils serviraient les intérêts de l'Union soviétique. Quoi de plus drôle ? Pourquoi, une fois de plus, ne feraient-ils pas confiance au grand protecteur qui, avant d'arriver à la « doctrine Rogers », leur promit successivement d'assurer leur sécurité par des représailles massives, puis par une riposte graduée, pour finalement leur dire, comme le fit M. Kissinger à Bruxelles en septembre 1979, qu'ils auraient tort de demander aux États-Unis des garanties que ceux-ci ne souhaitaient pas donner, des promesses que, s'ils les formulaient, ils ne pourraient

pas tenir ? La « guerre des étoiles » est ainsi adossée que le fut la stratégie des représailles massives. Aussi simple dans son principe, où le bouchier remplace la foudre. Aussi incertaine. Aussi peu fiable. Aussi éphémère. Aussi assujettissante. Le « parapluie atomique » obéit la place au « bouclier spatial ». Le « parapluie » était percé, le « bouclier » ne sera jamais étanche. A défaut d'assurer lui-même sa propre défense, un peuple protégé est toujours un peuple vassal. Cette protection n'est jamais gratuite. Puisqu'il faut bien en payer le prix, pourquoi l'Europe ne finance-t-elle pas elle-même sa défense, dont elle gardera la maîtrise au lieu de la confier au vassal ?

La « guerre des étoiles » ne sera pas opérationnelle avant vingt ou trente ans, disent M. Reagan et ses collaborateurs. Vingt ou trente ans, c'est plus qu'il n'en faut pour donner vie à l'Europe de la recherche, pour passer d'Ariane à Hermès et à Eureka, pour substituer une stratégie authentiquement européenne à un pâle décalque des stratégies américaines, pour faire l'Europe politique, dont l'absence entraînerait deux conséquences : le dépeçage de l'Europe économique, l'impossibilité de réaliser l'Europe de la défense.

Hors de cette voie, il ne reste place que pour une Europe de plus en plus désuète. (29). La « guerre des étoiles » offre ainsi au Vieux Continent une occasion de choisir. De choisir entre un assujettissement renforcé et une chance de devenir elle-même. L'espace commande l'avenir. « J'ai dit à nos partenaires que, si l'Europe s'y refusait, la France le ferait », déclarait le président Mitterrand à Rennes.

Il serait imprudent d'opposer à M. Reagan et Weinberger un refus désinvolte ou fracassant. La sagesse est de leur présenter une attitude commune de l'Europe, qui les dérange. Une attitude faite d'intérêt croissant et, au plus, de participation symbolique. Ainsi l'Europe pourra-t-elle consacrer la majeure part de ses moyens à l'effort qui la dotera de ses propres satellites d'observation et, si besoin, d'intervention. Seule une telle Europe a une chance de survivre. Seule une telle Europe peut exercer, sur les pays de l'Est, la force d'attraction qui relèvera leur propre assujettissement. Choisir une autre voie serait figer la logique des blocs : pour soi-même et, dir même coup, pour ces Européens de l'Est sur le sort desquels on s'agitait furieusement sans jamais rien faire de concret pour les aider à desserrer leur carcan.

CLAUDE JULIEN.

L'avenir de l'Europe et les enseignements de la seconde guerre mondiale

Par VADIM ZAGLADINE*

ON ne saurait faire revivre l'histoire en arrière, ni la refaire. Pourtant, un regard en arrière permet d'acquiescer la certitude qu'il était possible d'éviter la tragédie. Des efforts en ce sens furent déployés par l'Union soviétique et par d'autres pays et diverses forces politiques. Rappelons aussi le traité franco-soviétique de 1935 et les tentatives de conclure un accord militaire de coopération entre l'URSS, la France et la Grande-Bretagne. Ce fut un échec. Pourquoi ? L'essentiel est évident : l'anticommunisme, la méfiance aveugle, voire la haine envers l'Union soviétique empêchèrent alors l'Occident de porter un jugement réaliste sur la situation internationale, de conclure un accord avec l'URSS afin de conjurer la guerre par des efforts collectifs. Menant des pourparlers avec l'URSS, certains milieux de Paris, Londres et aussi de Washington essayaient, de nombreux documents rendus publics l'ont établi, de diriger l'expansionnisme de l'Allemagne naziste vers l'est, contre l'Union soviétique.

Aujourd'hui comme hier, l'antisovietisme aveugle risque de précipiter de nouveau notre continent dans le gouffre d'une guerre. En son temps, Hitler affirmait (son idée est parfois reprise aujourd'hui) que l'existence de deux systèmes sociaux opposés sur notre continent et dans le monde ne manquerait pas d'engendrer un conflit armé. Les Soviétiques insistèrent résolument sur la mal-fondée de ce point de vue.

Nul ne conteste plus la légitimité de la révolution américaine de la fin du dix-huitième siècle ou de la grande révolution bourgeoise française de 1789. Marxistes et représentants d'autres courants idéologiques les considéraient comme des jalons importants dans la voie du progrès historique. En leur temps, ces deux révolutions furent proclamées légitimes, et des hostilités furent engagées pour tenter de mettre en échec leurs conquêtes et de supprimer leurs suites. La révolution d'Octobre 1917 fut aussi une nécessité historique. Elle marqua elle aussi un pas qualitatif nouveau dans la voie du progrès social. Telle est l'opinion d'une partie considérable de l'humanité. Cependant, l'autre partie s'obstina à affirmer que la révolution d'Octobre était « illégitime », qu'il faut raser le communisme de la face de la Terre, car il se rait l'empire du mal. On a tenté plus d'une fois d'enterrer le socialisme par

le fer et le feu. Il en fut ainsi de 1918 à 1922, puis en fin de compte pendant la seconde guerre mondiale. Ceux qui voulaient enterrer le socialisme essayèrent un échec cinquant. Il en sera de même à l'avenir. Non seulement parce que le socialisme est devenu une grande force sociale, politique, économique et militaire. Mais tout d'abord parce que le socialisme incarne, qu'on le veuille ou non, une étape logique de l'histoire humaine, un degré plus élevé du progrès social.

Nous estimons que le socialisme, même s'il n'a pas encore utilisé toutes ses possibilités, a des avantages indéniables sur le capitalisme. Dans le monde, nombreux sont ceux qui croient le contraire. Comment régler ce désaccord ? Le faire manœuvrer n'a pas de sens, ce serait dangereux, car cela risquerait d'enterrer l'ensemble de l'humanité sans pour autant fournir une réponse à la question.

Les systèmes sociaux doivent démontrer leurs avantages respectifs dans une compétition pacifique. Chaque peuple est en droit de se choisir un système, c'est son affaire. Nous ne refusons pas au capitalisme le droit à l'existence, bien que nous ayons notre conception de sa place historique et de ses perspectives. Mais on ne saurait nier que le socialisme a le droit à l'existence. Tout comme on ne saurait refuser le droit aux transformations aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui se sont engagés ou s'engagent dans la voie d'un développement indépendant.

Nous n'ignorons pas qu'une partie précoce de l'opinion mondiale est allergique aux changements qui se produisent dans le monde. Ces forces veulent prendre une revanche sociale à l'échelle universelle, refaire le monde à leur manière. Afin d'atteindre leurs objectifs, elles engagent la course aux armements, cherchant à parvenir à la suprématie militaire. Par là même, tout comme dans les années 30 et 40, on tente à nouveau de refaire l'histoire. Mais puisque ces tentatives n'ont rien donné dans le passé, pourraient-elles être tant soit peu efficaces de nos jours ?

Il faut — c'est l'essentiel — renoncer aux tentatives de refaire l'histoire, comprendre ses lois, établir les impératifs du progrès social et appliquer sur cette

base une politique strictement réaliste. Une telle politique peut-elle donner aux peuples quelques choses de positif ? Oui. Notre continent l'a appris par sa propre expérience. Je pense à la détente des années 70. C'est l'Europe qui y a gagné le plus dans cette période. La plus, mais pas tout.

Nous estimons toujours que la détente n'est pas perdue, qu'elle n'est pas un simple épisode d'un passé récent. Il est possible de la poursuivre. Nous sommes même convaincus qu'il n'est aucune alternative à la détente. Bien entendu, dans de telles conditions, la compétition des deux systèmes se poursuivrait, mais sur la base de la coexistence pacifique : une compétition pour assurer une vie meilleure et non pour extirper le plus sûrement l'humanité.

La seconde guerre mondiale a été menée avec des armes classiques. Modernes à l'époque, elles sont vieilles par rapport à celles d'aujourd'hui, même conventionnelles. Toutefois, ces armements ont causé à notre continent des blessures extrêmement graves. On parle des suites d'une guerre nucléaire. Ce serait un « Euroshock », comme disent certains. On ne doit pas le permettre. Les États européens, socialistes et non socialistes, y sont intéressés. La conclusion s'impose : aujourd'hui, immédiatement, sans attendre que les bombes commencent à tomber, tout faire pour conjurer la guerre.

Autre conclusion, non moins logique : tout faire pour « désamorcer » la bombe européenne, tout faire pour que notre continent ne soit pas une poudrière. D'où les propositions des pays du traité de Varsovie, de l'Union soviétique invitent à cesser d'accumuler sur le continent les armes meurtrières, à suspendre le déploiement des missiles nucléaires de moyens portés (comme on le sait, Moscou a proclamé un moratoire unilatéral), en particulier compte tenu des pourparlers entamés à Genève sur ce thème. Ces propositions visent aussi à parvenir au plus vite à un accord sur le commencement de la réduction des troupes et des armements en Europe centrale, à arriver à un accord mutuellement acceptable lors des pourparlers de Stockholm. L'Union soviétique et les autres pays socialistes dési-

* Docteur en philosophie, professeur, chef adjoint du département international du comité central du PC d'Union soviétique.

rent sincèrement obtenir, tous ces résultats.

Je ne vais pas affirmer que, tous ces problèmes une fois résolus, le continent européen deviendrait d'emblée un paradis terrestre. Il y aura encore des difficultés, des divergences. La vaste coopération voulue par les Européens ne s'organisera pas aussitôt (sur ce plan, tout ne dépend pas de la seule Europe). La confiance réciproque, indispensable pour une vie pacifique stable, ne s'instaurera pas instantanément.

Le débat entre socialisme et capitalisme se poursuivra. Mais il y a lieu d'espérer que, vu sa culture ancienne et son expérience historique richissime, l'Europe est apte (et appelée) à démontrer l'efficacité de la coexistence pacifique stable et de la coopération entre les pays, quel que soit leur régime social. C'est là la conclusion maîtresse des enseignements du passé.

(Agence de presse Novosti.)

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY

Directeur : Claude JULIEN

Rédaction en chef : Micheline PALINET

Rédaction : Ignace RAMONET - Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

Prix de l'abonnement annuel (en francs français)

VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Bélar, Bulgarie, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, République de Djibouti, Gabon, Guinée, Haïti, République malgache, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie, Pays arabes, Roumanie, Serbie, Yougoslavie, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Syrie, 132

Autres pays... 151

PAR AVION (abonnement et taxes)

Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Afrique, Asie, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Corée, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Indonésie, Japon, Malaisie, Maldives, Mexique, Pays-Bas, Philippines, Singapour, Thaïlande, Thaïlande, Vietnam, Australie, Fidji, Nouvelle-Guinée, Nouvelle-Zélande, République de Chine, République démocratique de Chine, République populaire de Chine, République de Corée, République de Cuba, République de Tchad, République de Togo, République de Tunisie, République de Turquie, République de Yougoslavie, République de Zambie, République de Zimbabwe, République de Botswana, République de Namibie, République d'Angola, République de Mozambique, République de Swaziland, République d'Afrique du Sud, République d'Algérie, République d'Égypte, République d'Arabie saoudite, République d'Irak, République d'Israël, République de Liban, République de Syrie, 231

Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, 271

Prix de vente au numéro : 11,50 F

RÉDACTION

5, rue des Indes

75007 PARIS CEDEX 09

Tél : MONDIPAR 659572 F

Tél : 246-72-23

Publication : Publication, 17, boulevard Pétion, 75001 PARIS - Tél : 261-51-26

ABONNEMENTS

R.P. 59795

75001 PARIS CEDEX 09

Tél : 246-72-23

Publication : Publication, 17, boulevard Pétion, 75001 PARIS - Tél : 261-51-26

LASERS, INFRAROUGES, RADIOFRÉQUENCES

Les « rayons de la mort » dans les armes classiques

BIEN que rarement mentionnée dans le débat sur les stations de combat au laser, qui, un jour peut-être, patrouilleront dans le ciel, il est une catégorie plus « terre à terre » d'armes à faisceaux, utilisables sur le champ de bataille. Ces armes ont toutes les chances de venir grossir les arsenaux des superpuissances bien avant que la « guerre des étoiles » n'en utilise le principe sur une autre échelle.

Des systèmes à énergie dirigée (ED) de faible puissance sont déjà largement utilisés dans l'armée à titre d'accessoires destinés à des armements classiques : télémètres au laser (1) sur les chars, indicateurs d'objectif au laser montés sur des hélicoptères, des chasseurs et des véhicules télépilotes, et systèmes de navigation inertielle gyroscopique à laser en anneau pour les avions et les missiles.

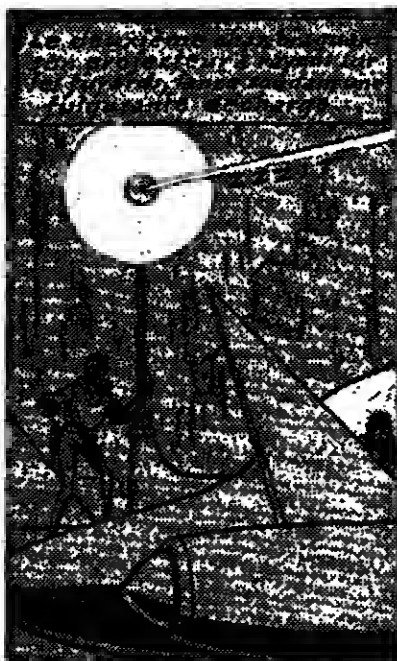
La prochaine étape du développement des armes à énergie dirigée, déjà bien avancée, verra l'apparition de versions plus puissantes de ces accessoires au laser, qui seront alors utilisés en tant

qu'armes offensives antimatériel et antipersonnel.

« A l'Est comme à l'Ouest, la technologie approche rapidement du stade où il va devenir possible de produire en série des armes tactiques à énergie dirigée », annonçait fin 1983 le commandant Clark Campbell dans la revue professionnelle de l'armée de terre, *Infantry* (2). Ces officiers ont collaboré au programme « activité combinée de développement d'armes de combat » en qualité de « projet directeur for directed energy concepts ».

Parmi les armes à ED qui inquiètent le commandant Campbell, figurent les lasers mobiles qui « pourraient détruire la vue des soldats » ; les faisceaux de particules qui pourraient traverser les sacs de terre ou le blindage en anéantissant tous les objectifs situés à leur portée ; les ondes acoustiques susceptibles « de troubler la vue et de provoquer nausées, craintes et confusion » ; et enfin les armes à radiofréquences qui, « en brûlant la peau et en chauffant les os », pourraient infliger d'intenses souffrances.

Par DAVID C. MORRISON •



UNE « FULGURANTE DÉCHARGE »...

« marines ». Muni d'une tourelle en forme de dôme, le véhicule d'essai a effectivement réussi à descendre des avions-cibles — hélicoptères et appareils à ailes fixes — lors d'une série d'essais réalisés en 1976, mais, jugés peu maniables et enclavés à la surchauffe, la MTU n'a pas tardé à être retirée.

L'armée de terre a repris l'offensive en 1982 en faveur d'un laser de champ de bataille de faible puissance, le Close-Combat Laser Assault Weapon (C-CLAW). Elle avait prévu de l'installer sur un véhicule blindé de transport de troupe de type Bradley dans le cadre d'un projet de prototype de

• Center for Defense Information, Washington D.C.

212 millions de dollars et répondant au nom de code de « Roadrunner ». Mais, à la suite d'une avalanche d'articles à sensation parus dans la presse fin 1983 pour dénoncer cette nouvelle arme destinée à aveugler les soldats ennemis, l'armée de terre a fait connaître sa décision d'annuler ce programme.

« Evidemment, la guerre est meurtrière », protesta le chef d'état-major de l'armée de terre, le général John Wickham, interrogé par le Congrès sur le programme Roadrunner au début de l'année 1984 (3). Mais l'hostilité de la presse, se plut-il à souligner, « n'a joué

aucun rôle » dans l'abandon de ce projet : « Même si le C-CLAW peut aveugler des soldats, ce n'est pas à cette fin qu'il a été conçu. Il n'a rien de voir avec le problème des différents moyens de mettre des adversaires hors de combat ».

Le programme Roadrunner, ajouta le général Wickham, « s'est heurté à quelques difficultés dues à l'augmentation des coûts, à des problèmes techniques, à la lourdeur du prototype — mais cela s'ajoutant au fait que nous disposions de technologies plus riches de promesses en d'autres domaines ».

Un système monté sur chars

CES technologies plus riches de promesses sont actuellement développées dans le cadre du programme Stingray ; elles portent sur la mise au point de ce que l'armée de terre appelle un « système de contre-mesures optiques et électro-optiques ». Le Stingray est un système de faible puissance monté sur char et muni, précise le général Wickham, de « faisceaux laser qui détraqueront l'optique et semeront la confusion à l'intérieur des cockpits » des chars. Les crédits alloués au programme Stingray sont fixés à 21 millions de dollars pour 1985, et il est prévu de débiter, l'an prochain, des crédits d'un montant comparable. L'armée envisage de présenter un prototype Stingray en 1986, et le système d'armes proprement dit au tout début des années 90. La société Martin Marietta est le principal partenaire de l'armée dans la mise au point du Stingray, tandis que la conception du laser a été confiée à General Electric.

Le système Stingray « perturbera les dispositifs ennemis de détection et de poursuite des objectifs », expliquait de son côté le général de corps d'armée James Merryman, chef d'état-major adjoint chargé de la recherche, dans la déposition, très largement censurée, qu'il a faite devant une sous-commission du Congrès (4). « L'idée serait d'équiper un char d'un système

de ce genre avec une possibilité de balayage de 45 degrés environ. Dans le même temps, le canon principal du char pourrait être pointé contre un autre char ».

Les chars américains modernes tels que le Patton M-60 et l'Abrams M-1 sont équipés de toute une série de systèmes électro-optiques : détecteurs thermiques pour vision nocturne, périscopes assortis pour le commandement et la conduite, et télescopes auxiliaires d'amplification. Des faisceaux laser peuvent détraquer ces systèmes soit directement, en déformant ou en brouillant les lentilles et en saturant les écrans thermographiques, soit indirectement, en les utilisant afin de canaliser un faisceau intense de lumière laser dans les yeux des opérateurs des chars.

(Lire la suite page 6.)

(1) Laser : Light Amplification by Stimulated Emission of Radiation ; il s'agit d'une source lumineuse pouvant produire de très intenses éclairs de lumière. Le laser procède du même principe pour des ondes électromagnétiques.

(2) Maj. Clark P. Campbell, « Directed Energy Weapons », *Infantry*, novembre-décembre 1983, pp. 8-10.

(3) House Appropriations Committee, Fiscal Year 1985 Hearings, deuxième partie, p. 393.

(4) House Armed Services Committee, Fiscal Year 1985 Hearings, quatrième partie, p. 753.

Aveugler l'ennemi

MAIS, parmi ces horreurs de la technologie de pointe, plusieurs ne sont sans doute pas pour demain. Le commandant Campbell reconnaît, par exemple, que la recherche sur les armes à ondes acoustiques « est demeurée limitée », mais suggère que les ondes de compression atmosphérique engendrées par les projecteurs sonores pourraient bien un jour entrer dans l'arsenal de l'armée, sinon comme systèmes antipersonnel, du moins pour des missions antimatériel telles que le déminage. Il admet également que, en raison de leur volume encombrant et de leurs hauts besoins énergétiques, « la technologie paraît loin encore de la production de systèmes tactiques de faisceaux de particules ». Les armes à radiofréquences, au contraire, ont un peu plus de chances d'apparaître d'ici une vingtaine d'années, et le Pentagone s'est déjà alarmé des recherches soviétiques en ce domaine.

Dans l'arsenal des armes tactiques à ED, le laser aveuglant est la seule dont les États-Unis ont prévu le déploiement dans un proche avenir. L'armée étudie le problème de l'énergie dirigée depuis les années 50 et s'est entreprise à la construction de prototypes ED depuis maintenant plus d'une dizaine d'années. Selon une étude réalisée en 1984 par la société d'études de marché Frost et Sullivan, il faut s'attendre à un essor des dépenses consacrées aux lasers militaires — des détecteurs d'objectifs jusqu'au laser de la « guerre des étoiles » — qui devraient ainsi passer de 2,5 milliards de dollars en 1984 à 4,2 en 1987.

Au milieu des années 70, des ingénieurs de l'armée de terre ont mis au point l'« antenne mobile d'essai » (Mobile Test Unit) — laser de 30 000 watts à l'acide carbonique monté sur un véhicule blindé de transport de troupe, le LTPV-7 du corps des

Bientôt quarante ans de guerre nucléaire dans les films américains

Par ANNE-MARIE BIDAUD •

VISIBILE du hublot d'un bombardier B-29, surgit soudain une masse déferlante de nuages blancs qui se transforme en boule de feu rouge foncé. L'avion décrit alors un cercle, à plus de 10 000 mètres d'altitude, pour que la caméra puisse enregistrer la métamorphose des volutes sombres en un gigantesque champignon... Il ne s'agit pas là d'une nouvelle fiction hollywoodienne cherchant à égaler *The Day After* (le Jour d'après) : ce film très modeste — en 16 millimètres couleur — dure exactement trois minutes cinquante secondes, mais son réalisme ne peut être mis en cause : il appartient aux archives de l'US Air Force qui en commande le tournage « du haut du bombardier qui, le 9 août 1945, lança une bombe au plutonium sur Nagasaki (1) ».

Cinéma et guerre atomique semblent entretenir des relations privilégiées aux États-Unis : le nombre de films réalisés sur ce sujet, depuis les années 50 notamment, est d'une telle ampleur qu'on peut les assimiler à un genre cinématographique autonome.

Le problème est devenu préoccupation à l'échelle planétaire, d'autres pays se sont sentis concernés et ont exprimé cinématographiquement cette hantise. Hiroshima mon amour, d'Alain Resnais, date de 1959 ; *War Games*, du Britannique Peter Watkins, évoque en 1965 ce que serait une explosion atomique en Angleterre — la BBC refusa de le diffuser : il était « trop terrifiant ». Le Déserteur et les Nomades est une coproduction italo-tchèque de 1969... Et le Japon, pour sa part, a réalisé bon nombre de films sur ce sujet (2). Mais, quels que soient leurs mérites, ces films restent des cas relativement isolés.

La recrudescence de l'intérêt que suscite la guerre atomique chez les cinéastes américains, depuis quelques années, pourrait être mise au compte d'une résurgence de vieilles peurs confuses, ravivées dans toutes les périodes de crise — politique, économique — ou de mutations technologiques angoissantes, débouchant sur une vision catastrophique de l'avenir. C'est pourtant l'accumulation d'informations précises, émanant d'organisations officielles, qui semble à l'origine de la multiplication de tels films : le nombre accru de pays disposant de la bombe, le déploiement des Pershing et des Cruise en Europe, les 4 tonnes de TNT par habitant que représentent les quelques cinquante mille têtes nucléaires dans le monde, le phénomène de l'overkill, traduisant une aggravation bien réelle des risques de conflit. La miniaturisation de certaines armes les rend encore plus redoutables : la tentation est forte de les utiliser comme de l'artillerie conventionnelle. Et les arsenaux américains s'accroissent actuellement au rythme de huit ogives nucléaires par jour... (3).

Il n'est pas étonnant que, dans ce contexte, des cinéastes se fassent l'écho des préoccupations de l'opinion publique et choisissent des sujets en prise directe sur le réel ou, du moins, sur le plausible.

• Maître de conférences à l'université Paris IX - Nanterre.

Deux films sont, à ce titre, paradigmatiques : *The Day After*, de Nicholas Meyer, représente un événement médiatique sans précédent, dépassant l'impact d'Holocauste, diffusé en 1980 sur CBS. Plus de cent millions d'Américains l'ont regardé sur ABC, le 20 novembre 1983 ; il est diffusé dans quarante pays et a donné lieu à de multiples débats et controverses. Son succès ne peut s'expliquer par le seul effet-choc qu'il produisit sur le public, à l'instar de la Guerre des mondes, programmée par Orson Welles à la radio, en 1938, et qui sema la panique dans la population.

The Atomic Café, réalisé par Jayne Loader, Kevin et Pierce Rafferty en 1982, confirme ce changement de climat culturel et propose, par un travail de montage de documents anciens, une réflexion rétrospective sur le rôle des médias dans les années 40 et 50 et leur participation à un phénomène de désinformation systématique auprès des Américains. Alors que tous les services officiels disposaient de documents inquiétants, une véritable conspiration du silence était organisée pour que le pays vive le péril atomique dans un climat d'euphorie. Des dessins ennemis « éducatifs » à l'usage des enfants leur apprenaient à adopter des postures de protection, au cas où la bombe tomberait quand ils se rendent à l'école ; on suggérait que, après une heure d'attente dans un abri anti-atomique, on pouvait ressortir à l'air libre sans danger et, éventuellement, chanter les refrains à la mode, comme *My Atomic Love* (4)... La déramatisation des conséquences d'une guerre atomique avait commencé dès 1945 : ne surmonterait-on pas effectivement, *Little Boy* (Petit Garçon) et *Fat Man* (Gros Bonhomme), les deux bombes de calibre différent, lâchées sur Hiroshima et Nagasaki (5) ?

Le danger atomique fournit une entrée en matière comode à une parabole sur le racisme — *The World, the Flesh and the Devil* (1959) — ou rend plus paradigmatiques des thrillers classiques. Dans *DOA* (1949), un mégalomane tue un homme (DOA signifiant « dead on arrival »), comme dans *Kiss me Deadly* (1955, En quatrième vitesse), une mystérieuse bête émettant une chaleur suspecte



(Cahiers du cinéma)

• THE DAY AFTER : PLUS PROCHE DU RÉEL

provoque, une fois ouverte, une configuration catamytique.

Les films dont le thème principal est la guerre atomique n'ont pas seulement une fonction dramatisante ou allégorique ; ils l'envisagent presque tous comme une guerre à venir. Peu de productions cinématographiques ont osé évoquer, autrement que sous forme de documents d'archives souvent non accessibles au grand public, l'utilisation des bombes atomiques par l'armée américaine en 1945. Encore prennent-ils une dimension évidente de justification a posteriori... En 1947, la MGM produisit, sous la surveillance vigilante du gouvernement américain, *The Beginning or the End* (6) pour expliquer l'origine de la bombe, le « projet Manhattan ». C'est le président Truman lui-même qui, dans le film, dégage le message en assimilant la bombe atomique à un élément naturel : « Les forces mêmes qui font briller le Soleil ont été libérées contre les criminels qui ont déclenché la guerre dans le Pacifique ».

Above and Beyond, en 1952, évoque l'entraînement du colonel Paul Tibbatts, qui fut responsable de l'opération de lancement des bombes sur Hiroshima et Nagasaki. C'est un militaire parfait et discipliné, secondé par une femme exemplaire qui accepte sans broncher que son époux soit chargé d'une mission secrète...

Montrer l'inimaginable ?

La genèse de la bombe atomique n'a cependant pas toujours été présentée dans une perspective aussi optimiste : Fritz Lang, dès 1946, voulait sensibiliser l'opinion aux dangers de l'énergie nucléaire par un film d'espionnage scientifique, *Clock and Dagger* ; mais les responsables de la production (United States Pictures) lui ont imposé un happy-end insipide et ont supprimé la phrase finale de mise en garde, prononcée par le héros du film, un savant qui représentait Robert Oppenheimer de façon transparente : « Que Dieu fasse que les secrets de la bombe atomique demeurent en notre possession. Sans quoi l'humanité est perdue (7) ».

Hormis ces rares films à dimension historique, c'est la troisième guerre mondiale, la « guerre totale », qui domine l'horizon cinématographique américain dès que l'on fait référence à la guerre atomique. Dans un premier temps, les auteurs en ont donné une image édulcorée, presque abstraite à force d'omissions et de périphrases visuelles, tant ils répugnaient à en dévoiler l'horreur tout en l'évoquant indirectement. Puis les ellipses et les euphémismes iconiques ont fait place à un mode de représentation moins oblique, ancré dans une chaîne de causalité. Ces films révélaient comment le public, par tout un système de valeurs sur les codes visuels, a peu à peu accepté d'affronter ce que serait la réalité d'une guerre nucléaire : par fictions interposées, il a acquis la maturité suffisante pour que, enfin, on lui parle de l'indicible et lui montre l'inimaginable. C'est toute la relation du public américain au réel qui est en jeu.

Le premier grand film commercial à avoir vraiment abordé le problème de l'annihilation atomique reste *On the Beach*. Événement comparable à *The Day After* à l'époque de sa sortie, en décembre 1959, il fut projeté simultanément dans la plupart des grandes villes du monde. Nous sommes en 1964, une guerre atomique a pulvérisé tous les continents. Seuls survivants : l'équipe d'un sous-marin américain et les habitants de l'Australie, épargnés grâce à des vents favorables. Mais la radio-activité progresse, tous se savent condamnés à une mort prochaine, inévitable.

Cette œuvre fournit une illustration parfaite des stratégies d'effacement ou de mise à distance du réel. La fiction commence après l'explosion de la bombe : ce choix du hors-champ évite la représentation cauchemardesque de la configuration, en même temps qu'il place immédiatement le spectateur en dehors de tout champ politique : aucune cause n'est donnée, nous sommes bien dans le temps des fatalités...

L'éloignement dans l'espace est à plusieurs degrés : les héros américains sont dans un autre hémisphère, sous l'eau, c'est-à-dire sans contact direct avec la terre. C'est seulement lorsque les Australiens succombent les uns après les autres que l'équipage décide de rentrer mourir aux États-Unis.

La représentation des conséquences de la guerre atomique est pareillement occultée : l'irradiation des Australiens se manifeste par des maux, des nausées, mais sans aucune trace extérieure : Ava Gardner garde jusqu'au bout son beau visage lisse, les populations acceptent d'absorber des capsules de cyanure pour hâter leur mort. D'ailleurs, les gens ne meurent pas, ils tombent...

(Lire la suite page 6.)

(1) En janvier 1980, le Comité de publications Hiroshima-Nagasaki a obtenu des copies de ce film et les a diffusées sur NHK (télévision d'État japonaise). L'événement eut un retentissement considérable.

(2) Voir l'article de Donald Ritchie : « Mono No Awaru, Hiroshima in Film » in Hughes, R. ed., *Film : Book 2. Films of Peace and War*, Grove Press, New York, 1962.

(3) L'engin le plus puissant, la bombe B 53, pèse 4 tonnes et porte une charge explosive de 9 millions de TNT — soit l'équivalent de 1 000 bombes d'Hiroshima.

(4) Dans la même période, la presse publiait des articles identiques. Voir *U.S. News and World Report* (25 septembre 1961) : « If Bombs Do Fall », où l'on assure que, même si les banques sont détruites, les chèques continueront d'être tirés. Ou *Life* (15 septembre 1961) : « How You Can Survive Fallout. 97 out of 100 Can Be Saved » : ou comment on peut se protéger des radiations en buvant du thé chaud... L'article publie des photos d'une famille de cinq personnes vivant confortablement dans son abri, et fait de la publicité pour des abris coûtant seulement 700 dollars.

(5) Des copies grandeur nature de ces deux bombes sont exposées au National Atomic Museum d'Albuquerque, Nouveau-Mexique.

(6) Le titre du film aurait été suggéré par Truman lui-même.

(7) Interview de Fritz Lang par R. Lefèvre, dans *Image et Son*, n° 216, avril 1968.

LASERS, INFRAROUGES

Les « rayons de la mort »

(Suite de la page 5.)

L'armée de terre se refuse à préciser les caractéristiques exactes du laser du Stingray, mais on sait qu'il s'agit d'un laser à semi-conducteurs et à pompage optique, de puissance légèrement inférieure à celle prévue pour le C-CLAW. Le laser du C-CLAW, en effet, se serait inspiré du télescope des chars M-1, qui emploie un laser de 100 milliwatts. Pour ce qui est des dégâts infligés au matériel électro-optique, son efficacité ne devrait probablement pas dépasser un rayon d'action de plus de 8 kilomètres ; en revanche, les yeux resteraient à sa merci à des distances plus grandes encore.

L'armée de l'air poursuit actuellement un programme analogue et met au point un système baptisé « Coronet Prince » destiné à être placé dans une nacelle accrochée sous l'avion. Héritier d'un programme antérieur répondant au nom de « Compass Hammer », le Coronet Prince utilisera le même laser que le Stingray, mais porté à des intensités plus élevées en raison des distances supérieures qu'il aura à couvrir pour « badigeonner » les chars, les avions et les missiles de l'ennemi. Le Coronet Prince pourrait servir à endommager les systèmes d'affichage électro-optiques et les appareils de télé-détection à infrarouges (FLIR, Forward Looking Infrared) des avions, à mystifier le système de guidage à infrarouges des missiles anti-aériens, ou encore à blesser les yeux des pilotes. De 1985 à 1988, date à laquelle un prototype sera présenté, le programme Coronet Prince bénéficiera d'un budget de 20 millions de dollars.

Il ne faut pas confondre le Coronet Prince avec le projet de Laboratoire laser aéroporté (Airborne Laser Laboratory, ALL), aujourd'hui abandonné par l'armée de l'air. Lancé en 1974, l'ALL était un laser de 400 000 watts à l'acide carbonique, monté sur un appareil de transport militaire, le KC-135. S'il connut un échec retentissant en 1981 lors d'un essai public, il devait néanmoins, deux ans plus tard, réussir à abattre cinq missiles Sidewinder avant d'être mis au rancart en 1984 sous prétexte d'impasse technologique. Le Congrès et le Pentagone s'accordent

à conclure que le laser ALL, d'une longueur d'onde de 10,6 microns, « n'avait pas d'application potentielle » et que les crédits de recherche seraient mieux employés à la mise au point de lasers de longueur d'onde inférieure au micron.

Alors que des fonctionnaires du Pentagone, comme le général Wickham, prétendent que les armes ED, comme le Stingray et le Coronet Prince, sont exclusivement destinées à détruire l'appareillage électro-optique de l'ennemi, la vue des troupes ennemies devient inéluctablement un objectif secondaire. Il y a longtemps que



JET DE FEU DÉSINTÉGRANT

l'armée de terre a pris conscience du danger d'un aveuglement involontaire de ses propres troupes avec les télémetres et les systèmes de détection d'objets au laser — dispositifs de puissance relativement faible, largement déployés sur toute une gamme de systèmes d'armes afin de guider les missiles et les obus.

« En comparaison des projecteurs d'une portée de 100 mètres dont sont équipés les chars », observait en 1979 une étude de l'Army Environmental Hygiene Agency, un télémetre au laser « semblerait plus de 100 millions de fois plus lumineux (5) ». Une nouvelle étude, réalisée deux ans plus tard par l'Army's Combat Analysis Agency, conclut que des troupes évoluant sur un

champ de bataille avec des lasers de faible puissance « avaient toutes les chances d'être touchées (6) ». Suivant leurs longueurs d'onde, les lasers ont des effets plus ou moins graves sur l'œil humain. Les lasers visibles ne émettant à des fréquences situées dans le proche infrarouge donnent un faisceau lumineux qui traverse l'œil et se focalise sur la rétine ou la fovéa, provoquant des points aveugles ou un aveuglement total. Les radiations des lasers situées dans l'infrarouge lointain ou l'ultraviolet sont absorbées par la cornée et provoquent des brûlures de la corée, des vésications ou encore la cataracte.

« Du fait de l'introduction prochaine des lasers sur le champ de bataille, vers 1985-1990, expliquait en 1983 le général Edward Meyer (alors chef d'état-major de l'armée de terre, qui jouissait de la réputation d'être un homme pondéré), les Russes et nous-mêmes envisageons de provoquer une multitude d'effets oculaires. Tous les soldats présents sur le terrain vont devoir, comme les tankistes, porter des lunettes protectrices, et il nous faudra protéger des lasers en permanence parce que l'on ne sait jamais quand les fusillades vont être pointées sur nous (7). »

« Le port permanent de lunettes protectrices sur le champ de bataille n'est pas sans poser des problèmes aux soldats », conclut le général Meyer. Il est déjà assez difficile de regarder un gars dans les yeux et de lui dire « monte la côte ». Maintenant, j'imagine, il faudra le regarder à travers deux verres teintés en rose. Cela va être un changement dans les guerres.

Les recherches se poursuivent sur la mise au point de lunettes protectrices à l'épreuve des lasers, mais la plupart des filtres obscurcissent malencontreusement la vision et bien peu sont efficaces face à toute la gamme des fréquences possibles. On peut se faire une idée de la gravité du problème d'après l'appel d'offres lancé au début de l'année 1984 par l'armée de terre, concernant la mise au point de lunettes protectrices — contre la lumière des lasers visibles ou émettant à des fréquences situées dans l'infrarouge proche — susceptibles de conserver au moins 50 % de la vision normale. C'est apparemment le meilleur résultat que l'armée puisse espérer. Un problème supplémentaire se pose du fait que, une fois filtrés les infrarouges, l'aptitude du soldat à discerner le vert naturel d'un camouflage s'en trouve dramatiquement amoindrie.

« La crainte est contagieuse, et les rumeurs se propagent rapidement », s'inquiétait Bacon. Même si un nombre relativement limité de soldats étaient victimes de lésions oculaires provoquées par des lasers, la nouvelle ne manquerait pas de se répandre et d'arriver jusqu'aux forces de l'avant, au risque de diminuer l'efficacité au combat de ses unités.

Il va sans dire que l'armée déployée pour la mise au point d'armes au laser de champ de bataille se nourrit, en partie, de la crainte que l'autre camp n'en fasse autant. « Si l'on ne poursuit pas avec acharnement les travaux de recherche, de mise au point, d'essai et d'évaluation de contre-mesures visant le personnel, avertissait l'armée de l'air dans sa demande de crédits pour financer le Laboratoire d'énergie dirigée de Brooks, nos adversaires seront encouragés à mettre au point des systèmes d'armes à énergie dirigée d'une grande puissance menaçant l'élément humain de nos systèmes stratégiques et tactiques (10). »

A l'heure actuelle, les Soviétiques déploient, eux aussi, toute une gamme de lasers de champ de bataille, mais ce ne sont encore que des systèmes accessoires. Si l'on en croit le général Wickham, « il s'agit pour l'essentiel de lasers du type télémètre, qui n'en font pas moins courir des dangers antipersonnels et antidétecteurs (11) ».

L'armée de terre « étudie des contre-mesures, parce que nous savons que les

« La crainte est contagieuse »

Le Directed Energy Laboratory, nouvellement créé à la base aérienne de Brooks, au Texas, est chargé d'intensifier les travaux de recherche sur les effets biologiques des armes au laser. « Le but de cette installation, expliquait dernièrement au Congrès le général de division de l'armée de l'air Clifton Wright, chef de l'Engineering and Services Directorate de l'aviation, est de procéder à des expériences d'irradiation sur des animaux afin d'évaluer les effets potentiels sur les humains d'une exposition à des radiations de haute puissance. » En guise de cobaye, précise-t-il, ce laboratoire de 9 millions de dollars se servira « essentiellement de rongeurs et de moutons (8) ».

Certains experts militaires ne se maintiennent pas moins inquiets de l'impact psychologique de l'emploi des lasers sur le champ de bataille que de leurs effets physiologiques. « Imaginons un soldat disposant d'un médiateur bagage technique touché, sans trop de gravité, par une source invisible et non identifiée : une fois rétabli, sa répugnance à repartir sur le front risque fort d'en faire un combattant incapable », écrivait en 1980 le lieutenant-colonel Douglass Bacon, directeur d'études au sein du Training and Doctrine Command de l'armée de terre, dans un article publié par la *Military Review* — la revue de l'Ecole supérieure de guerre de l'armée de terre (9).

- (5) « Laser Weapon Sparks Debate Over Ethics », *Washington Post*, 17 décembre 1983, p. A6.
- (6) Lt. col. Douglas P. Bacon, « Battlefield Lasers : A New Problem with an Old Cure », *Military Review*, octobre 1980, p. 34.
- (7) House Appropriations Committee, Fiscal Year 1984 Hearings, deuxième partie, p. 330.
- (8) House Appropriations Committee, Fiscal Year 1985 Military Construction Hearings, cinquième partie, p. 501.
- (9) Bacon, op. cit., p. 37.
- (10) House Appropriations Committee, Fiscal Year 1985 Military Construction Hearings, troisième partie, p. 131.
- (11) House Appropriations Committee, Fiscal Year 1985 Hearings, deuxième partie, p. 416.

Bientôt quarante ans de guerre nucléaire

(Suite de la page 5.)

Psychologiquement, même déréalisation : tous sont curieusement passifs ; aucune panique, aucune violence, une persistante inhibition ! La découverte de San-Francisco après le cataclysme, déjà retardée, est d'abord faite du plus loin possible : c'est par le péricope du sous-marin que les spectateurs découvrent la ville ; mais il n'y a aucune ruine, tous les bâtiments sont debout. La mort des habitants n'est signalée, visuellement, que par le vide, contrairement au livre de Nevil Shute, dont le film est une adaptation, où les maisons incendiées débordent de cadavres.

Bien que réalisé neuf ans plus tard, *Planet of the Apes* fonctionne de façon similaire. La guerre atomique qui a détruit déjà l'humanité ; la race à distance ne se fait pas dans l'espace, mais dans le temps ; nous sommes projetés deux mille ans en avant, ce qui permet au cinéaste de faire l'économie d'une représentation traumatisante des effets immédiats de l'explosion nucléaire. Les survivants sont également coupés du réel, non plus par l'eau, mais par l'air : ils sortent d'un engin spatial retombé sur la Terre par erreur.

Tous les films de cette catégorie évoquent la guerre atomique, mais ils en nient toute représentation précise et s'apparentent plutôt à des paraboles ou à des fables sur la nature humaine. Les personnages ne sont pas individualisés, mais conformes à une typologie archétypale : le dernier homme, Chertan Heston (dont le rôle principal dans *The Omega Man*, en 1971, confirmait cette dimension), est symétrique d'Ava Gardner, la dernière femme, debout dans le vent, sur le dernier rivage.

Humaine ou technique, une simple défaillance...

DANS les années 60, le recours à l'ontologie et à des représentations sans lien avec le réel, pour éviter d'aborder de front le sujet de la guerre atomique, se fait moins fréquent. De nouvelles dimensions sont intégrées, la problématique est mieux insérée dans une continuité historique et politique. Des films comme *Dr Strangelove* (*Dr Folamour*), *Fail Safe*, *The Bedford Incident*, *Panic in the City*, au lieu de considérer la guerre nucléaire comme une donnée axiomatique, tellement inéluctable qu'il n'est pas besoin de la montrer, introduisent une recherche en amont sur les mécanismes qui rendent possible le recours à l'arme nucléaire, et se terminent là où des films comme *On the Beach* commencent.

A la suite d'une fausse alerte, des bombardiers américains porteurs de bombes atomiques dépassent le point limite à au-delà duquel ils ne peuvent théoriquement plus être rappelés. Tous les systèmes de contrôle seront mis en œuvre, le président lui-même ordonne aux bombardiers de faire demi-tour... Un seul avion passera outre, et lancera une bombe sur Moscou. Le président américain, pour prouver aux Soviétiques qu'il n'est pas un ennemi, décide alors de sacrifier New-York, comme témoignage de sa bonne foi... C'est la résolution « optimiste » (*Fail Safe*) du scénario également développé dans *Dr Strangelove*, et selon lequel la troisième guerre

mondiale ne pourra être stoppée. Le film se clôt sur les images d'une explosion totale.

Dans la recherche des causes possibles de déclenchement d'une guerre nucléaire, la responsabilité est constamment partagée entre les faiblesses humaines individuelles (délire militariste dans *Dr Strangelove*, erreur d'interprétation d'un ordre dans *The Bedford Incident*), le complot politique organisé par un dément (*Panic in the City*) et le pouvoir incontrôlable des nouvelles technologies.

L'intelligence artificielle qui représente les ordinateurs organise une coalition contre les hommes et menace de provoquer une guerre atomique (*Forbin Project*). Un adolescent de dix-sept ans, cherchant à pirater une firme de jeux vidéo, réussit, à l'aide d'une simple ligne téléphonique et d'un micro-ordinateur personnel, à déjouer tous les procédés cryptographiques de la défense nationale américaine et met en marche les systèmes de lancement des armes nucléaires (*War Games*).

En montrant l'aggravation du risque de guerre atomique, en démontant les mécanismes et les causes de dérapage, ces films entrent de plain-pied dans le champ des préoccupations de l'opinion publique : comment une défaillance humaine ou technique peut-elle dégénérer en « bavure » cosmique ? Quels sont les responsables ? La mise en question de l'équilibre de la terreur, sous-jacente à tous ces films, induit une autre réaction des spectateurs : de condamnés réduits à l'impuissance, ils se perçoivent comme menacés, la résignation en moins.



Dr FOLAMOUR : UNE ILLUSTRATION DU DÉLIRE MILITARISTE

(Cahiers du cinéma)

Classées dans la catégorie « politique-fiction », dans les années 60, ces productions consacrées au déclenchement accidentel d'une guerre atomique ont été rattrapées par le réel. Un rapport du comité des forces armées du Sénat américain, publié en 1980, faisait état de cent quarante-sept fausses alertes nucléaires enregistrées en dix-huit mois, plus quatre autres, très sérieuses, qui avaient entraîné la mise en état d'alerte de bombardiers B-52 et des unités responsables de missiles intercontinentaux. Dans l'été 1983, la police a démantelé un réseau de jeunes lycéens du Wisconsin qui, de façon empirique, avaient réussi à forcer les systèmes de codage d'ordinateurs sur l'ensemble du territoire national. Des accidents d'effets limités ont déjà eu lieu : en 1966, une bombe atomique tombe par erreur d'un avion, en Espagne. Le 21 janvier 1968, un B-52 américain s'écrase, avec quatre bombes atomiques à bord, près de Thulé, au Groenland : comme dans un film de fiction, c'est l'homme primitif — des Esquimaux avec leurs traîneaux à chiens — qui sauvera le pilote, mais il n'échappera pas à la contamination radio-active... (8).

En dépit de leur enracinement plus explicite dans le temps et l'espace américains, ces films plus récents offrent une version « déréalisante » de la guerre atomique, quoique les procédés mis en œuvre soient différents et plus subtils que dans la décennie précédente. La plupart fournissent une catharsis à bon compte : la catastrophe est évitée d'extrême justesse (*Panic in the City*, *Forbin Project*, *War Games*) ou limitée (*Fail Safe*). La représentation de l'explosion reste souvent occultée, comme dans *Fail Safe* : le

film se termine par une série d'images fixes des habitants de New-York dans les secondes précédant le lancement de la bombe. Quand la configuration nucléaire est montrée (*Dr Strangelove*), la distance est immédiatement établie par un contrepoint musical ironique, une rengaine stupéfiante des années 40 : « Nous nous retrouverons / Je ne sais où / Je ne sais quand / Mais nous nous retrouverons / Un jour de grand soleil... » Le noir et blanc, utilisé dans la majorité des cas, stylise la représentation, comme les effets graphiques en couleurs, dans *War Games*, confèrent aux séquences situées au NORAD une beauté abstraite glacée.

Simulation à domicile

The Day After a marqué un tournant : ce film de télévision annule toutes les tactiques qui, dans les films précédents, permettaient d'évoquer le sujet tout en le maintenant à distance, en jouant sur les hors-champs — spatiaux ou temporels — et les ellipses. Le film de Nicholas Meyer inaugure l'ère des expériences de simulation.

Le changement de médium marque, à lui seul, la fin de l'éloignement dans l'espace : c'est à domicile, dans le cadre de la vie privée, que le film vient interpeller les spectateurs. L'expérience est d'autant plus dérangeante que c'est probablement par la télévision qu'ils seraient informés du déclenchement d'une guerre nucléaire réelle. Déjà, en 1983, une autre expérience de simulation avait été programmée à la télévision américaine : *Special Bulletin* se contentait d'annoncer des informations à la manière des journaux télévisés. Un groupe de ténoristes s'était emparé d'une bombe atomique et menaçait de la faire exploser... En dépit du passage continu, au bas de l'écran, de la phrase « c'est une fiction » (« This is not real »), imposé par la Federal Communication Commission, une partie du public fut assailli de panique et téléphona sans relâche pour obtenir des conseils de survie.

The Day After, de Nicholas Meyer, encore sa fiction dans l'Amérique profonde : Kansas-City, Lawrence, Sedalia, Greenridge — comme Hamilton, dans *Testament* (9) — ne sont pas les grandes cités mythiques, mais des villes moyennes. On y voit des gens ordinaires, dans leur vie quotidienne — domicile privé, lieux de travail ou de loisirs. Ce ne sont plus les hauts responsables politiques ou militaires qui occupent le devant de la scène, comme dans les films de politique-fiction des années 60, où la population américaine était invisible, mais le *Common Man* habitant Middletown.

L'importance accordée au temps de l'« après » reste la plus grande audace cinématographique de *The Day After* et de *Testament* : au contraire des films apocalyptiques, la vie continue, et le public peut enfin voir l'endossement d'un écosystème (disparition de la végétation, mort des animaux), la mort de la violence par peur de la mort et de l'enfermement, la privation de tous les acquis de la civilisation (eau, électricité, moyens de communication), la progressive dégradation physique des survivants.

- (8) L'un des sauveteurs imité est interviewé dans le film de Jean Malaurie : *Les Derniers Rois de Thulé* (deuxième partie), 1970, production Antenne 2.
- (9) Sorti à Paris le 13 juin 1984.

JPP 120155

RADIOFRÉQUENCES

dans les armes classiques

Soviétiques mettent le paquet sur les programmes laser dans la seconde moitié des années 80, explique le général Merryman. Nous avons des programmes destinés à protéger les hommes des lésions oculaires, et nous étudions la mise au point d'une approche meurtrière susceptible d'écartier la menace que représentent les armes au laser de l'ennemi. Il nous faut en apprendre davantage sur les lasers ennemis et les parades possibles et ne pas nous préoccuper uniquement d'optique. Le durcissement systématique n'est certainement pas le seul et unique moyen de faire échouer aux lasers de l'ennemi (12).

On ne sait pas très bien ce que reconstruit exactement « l'approche meurtrière de la menace ennemie », qu'évoque le général Merryman. Sans doute, l'armée de terre fera-t-elle porter tous

ses efforts sur la conception de moyens permettant de détecter et de détruire les lasers soviétiques avant qu'ils n'aient pu infliger de dommages importants. Le Pentagone étudie des projets visant à équiper les hélicoptères de combat de détecteurs capables de repérer les rayons laser, tout en permettant aux pilotes de neutraliser les télémetres et les indicateurs d'objectifs au laser de l'ennemi. En juillet 1984, on a appris que le Congrès n'avait pas donné son aval au lancement d'un satellite-espion secret évoluant en orbite basse et destiné à localiser les armes soviétiques au laser basées au sol. Et de même que des armes antiradiations telles que le missile HARM se dirigent vers les sources radar, on peut tout à fait imaginer que des obus ou des missiles guidés aux infrarouges puissent prendre pour cibles les sources de laser.

l'artillerie et de tirs directs. Malgré cela, dit-il, « si un soldat est touché par un faisceau de radiofréquences, la seule contre-mesure qu'il puisse prendre est de se jeter à terre et de ramper jusqu'à l'abri le plus proche. A moins que l'émetteur ne soit extrêmement rapproché, il garde d'excellentes chances de survie, car il faut être

mise au point d'armes à faisceau de micro-ondes de forte puissance (16). » Au cours de nos essais, nous avons pu nous faire une première idée des dégâts infligés aux composants par les micro-ondes. Pour assurer la génération des faisceaux, nous sommes en train de mettre au point un canon à électrons faisant appel à une technologie



(L'Enigme de l'Atlantique, éd. Lombard, Bruxelles)
- TERRIBLE RAYON D'UN CHÂR VOLANT - LA BANDE DESSINÉE TROUVE UN NOUVEAU OBJET MYTHIQUE

exposé au moins plusieurs secondes pour que les ondes provoquent des brûlures invalidantes (15).

Les États-Unis poursuivent eux aussi des recherches dans le domaine des armes à radiofréquences. Dans le cadre du programme des technologies à énergie dirigée du Pentagone, expliqué en 1983 le général de division de l'armée de l'air Donald Lamberson (directeur adjoint chargé des armes à énergie dirigée) à une commission de parlementaires, nous avons récemment décidé de concentrer nos efforts sur la

généralité ainsi que des cathodes à haute émissivité et des techniques d'émission pulsée. Si nos expériences confirment l'existence des mécanismes de destruction recherchés, cette technologie aura certainement un avenir comme système d'armes. Les crédits alloués à ces recherches devraient atteindre plusieurs millions de dollars par an, mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans le budget du Pentagone.

Quoi qu'il en soit, les lasers d'attaque optique tels que le Stingray feront leur apparition sur le champ de bataille

bien avant les armes à radiofréquences. En fait, c'est peut-être déjà chose faite. Des rumeurs non confirmées ont fait état de l'emploi de télémetres et d'indicateurs d'objectifs au laser de fabrication soviétique afin d'aveugler les troupes chinoises lors des incidents frontaliers de 1979 entre la Chine et le Vietnam.

On doit au docteur C. David Decker un récit de première main, pris sur le vif, de ce que la guerre au laser signifie pour le soldat qui se trouve sur le terrain. En 1977, en effet, il a été victime d'une lésion rétinienne irréversible après avoir été atteint, accidentellement, par un faisceau laser de faible puissance analogue à ceux utilisés pour les calculateurs télémetriques.

Lorsque le faisceau a touché mon œil, j'ai entendu un bruit sec et très net dû à l'explosion provoquée par le laser au pôle postérieur de mon œil, devait-il confier par la suite (17). Ma vision s'est obscurcie presque instantanément du fait de filers de sang filant dans l'humour vitré. Pendant les quelques minutes de l'accident, j'ai ressenti une douleur locale, mais celle-ci n'a jamais pris des proportions insupportables.

Après un accident de ce type, la toute première réaction est une réaction d'horreur. En tant que vétérans de la guerre du Vietnam, j'ai plusieurs fois assisté à des scènes terribles de carnage, mais rien ne m'a touché autant que de voir le monde à travers mon œil rempli de sang.

DAVID C. MORRISON.

- (12) House Armed Services Committee, Fiscal Year 1985 Hearings, quatrième partie, p. 753-754.
- (13) Defense Intelligence Agency, Soviet Military Power, 1984, Government Printing Office, Washington, 1984, p. 106.
- (14) Aerospace Daily, 11 avril 1984, p. 233.
- (15) Campbell, op. cit., p. 10.
- (16) House Armed Services Committee, Fiscal Year 1984 Hearings, p. 1155-1156.
- (17) Bacon, op. cit., p. 33.

« Comme un four à micro-ondes »

La toute dernière édition de la brochure Soviet Military Power, publiée par la Defense Intelligence Agency, donne à penser que les armes au laser ne sont pas les seules armes soviétiques à énergie dirigée qui préoccupent le Pentagone. La technologie soviétique des radiofréquences, prétend la DIA, « en est maintenant arrivée à un stade qui rend possible la mise au point d'un prototype d'arme à radiofréquences de courte portée... susceptible non seulement d'endommager très gravement les composants électroniques, mais aussi de faire perdre le sens de l'orientation au personnel ou d'infliger des blessures corporelles (13).

Dans une entrevue qu'il a accordée à la suite de la publication du rapport de la DIA, le Dr Robert Cooper, directeur de la Defense Advanced Research Projects Agency, a expliqué que les armes à radiofréquences marcheraient « comme un four à micro-ondes » (14). Et d'ajouter : « Les Soviétiques

se sont servis de micro-ondes contre l'ambassade des États-Unis à Moscou, et l'effet des armes à radiofréquences serait similaire. »

Les effets biologiques des radiations de micro-ondes sont incertains et mal connus : la longue controverse sur leur emploi contre l'ambassade des États-Unis à Moscou est là pour en témoigner. En revanche, les effets physiques d'une irradiation à plus forte dose sont moins contestés : brûlures des tissus et des os, cataractes, et - résultat d'une utilité militaire plus douteuse - stérilité temporaire. En ce qui concerne les applications antimatérielles, les micro-ondes pourraient soit surchauffer les composants électroniques, soit, à des intensités plus faibles, perturber les transmissions.

A en croire le commandant Campbell, « le meilleur moyen de contrecarer une arme à radiofréquences est de la détecter avant d'entrer dans son champ de tir ; une fois détectée, l'antenne parabolique est à la merci de

nucléaire dans les films américains

« Les images que vous venez de voir sont atténuées par rapport aux dommages que créerait une vraie guerre nucléaire », conclut The Day After. Les quelque 327 000 Hiss Kushi (les survivants de Hiroshima et Nagasaki) font confirmés. Ces films de simulation ne prétendent pas être des reconstructions authentiques, bien qu'ils soient classés comme reality films par Newsweek (10). Ils choisissent délibérément un registre épique : l'effet dissuasif attendu serait annulé par la représentation trop précise de l'insoutenable (les spectateurs risquent de rejeter le film ou, au contraire, de prendre un plaisir pervers à la vision de ce que Tom Wolfe appelle « pornoviolence »). Un certain nombre de trucages ou de « ficelles dramatiques » furent incorporés pour accroître l'effet de réalité : des ralentis dans les explosions permettent de mieux les voir, alors que, en fait, tout se passe si vite qu'on ne perçoit qu'un gigantesque éclair aveuglant. De même, dans The Day After, la première grande explosion est visuellement exprimée par ce qui semble être son signe distinctif : le nuage en forme de champignon. Or il ne se forme pas toujours dans la réalité - les films d'archives en font foi : tout dépend des conditions météorologiques, de l'atmosphère... La scénarisation est plus efficace, cinématographiquement, que la réalité.

La représentation de la guerre atomique ne peut pas encourager l'identification aux héros militaires, mais elle risque de ranter d'autres échecs spécifiques. « Le champignon atomique est un spectacle magnifique à contempler », affirmait un amiral pour rassurer des soldats inquiets, dans un document du service des armées américaines des années 50, inséré dans Atomic Café... Toutes les guerres sont cinématographiques ; les conflits, les incendies, réels ou simulés, appartiennent au domaine du grand spectacle. Le risque de dérive esthétique a été perçu par les responsables des effets spéciaux de The Day After, ceux-là même qui ont travaillé pour le film Star Wars : ils ont choisi d'éliminer certains plans parce qu'une partie de ce qu'ils avaient le mieux réussi rendait l'explosion plus belle que terrifiante (11).

Du jeu au délire

La sophistication technologique qu'implique la guerre atomique la rend également abstraite : tout est décidé par ordinateurs, dans des salles de contrôle où la visualisation des trajectoires de missiles et de fusées lui donne toutes les apparences d'un gigantesque jeu vidéo. Le film War Games, au titre explicite, rend bien compte de ce glissement progressif de la stratégie militaire au plaisir ludique. Le film récent, le Diagnostic du fou (qui vient de recevoir l'Oscar du meilleur film étranger), est entièrement construit sur ce dérapage idéologique à partir du jeu d'échecs. Cinématographiquement, la guerre atomique permet l'exploitation de toute une dimension graphiquement photographique et cérébralement excitante, parce qu'elle fait céder au vertige de la toute-puissance : l'affiche de War Games, une carte du monde sur un écran de contrôle, où les fusées font se disloquer des continents entiers, donne au spectateur le sentiment illusoire de jouer le rôle du créateur/destructeur de l'univers. Aucune représentation de guerre conventionnelle n'avait été aussi loin.

« Laissons pour une fois de côté nos critères de cinéphilie », écrivait un lecteur de Télérama à propos de The Day After (12). Il est certain qu'apprécier la qualité des films sur la guerre quelle qu'elle soit - en fonction de leur valeur dramatique et esthétique est quelque peu suspect.

L'escalade dans la réalisation de ce genre de films, loin d'alarmer l'opinion publique, peut au contraire mythifier ses peurs, créer un effet d'accoutumance en en banalisant les représentations les plus effrayantes. « Les gens reçoivent tellement d'informations sous une forme visuelle que la réalité se transforme en spectacle, et, par conséquent, le spectacle s'est trans-

formé en réalité (13) », commente une critique de cinéma interrogée sur la vogue des reality films aux États-Unis. L'effacement des frontières entre le réel et le fictif, au cœur de la culture américaine, comme l'a analysé Daniel Boorstin il y a plus de vingt ans, aboutit à une confusion des deux registres et à une perception déformée de toute expérience.

Comment s'en étonner quand les instances suprêmes du pouvoir contribuent à estomper la ligne qui sépare réalité et fiction ? Le programme américain de systèmes spatiaux antimissiles est baptisé Star Wars (guerre des étoiles), comme si la référence au film de George Lucas en atténuerait, magiquement, le danger.

Les militaires eux-mêmes, dans leurs expériences de simulation de guerre atomique, l'interprètent en termes de jeux vidéo : le programme Janus, le plus sophistiqué de tous, « est des années-lumière en avance sur n'importe quel jeu Atari », s'exclame un officier supérieur ; bien qu'une partie du programme Janus reste secrète, il s'agit, en fait, d'une variante, mise sur ordinateurs, du vieux jeu de la bataille navale (14). Les résultats de ces expériences sont inquiétants : pris au jeu, même les plus anciens officiers ne résistent pas à la tentation de lancer des missiles sans discernement, au point de détruire leurs propres troupes au même temps que celles de l'ennemi. Dr Strangelove et War Games sont des fictions beaucoup moins audacieuses que ces jeux de simulation réelle...

Réalisateur : Thanatos

Le spectacle de l'holocauste atomique se vend bien : aucun producteur n'aurait investi à perte. Certains films ont des budgets conséquents (13,6 millions de dollars pour War Games) ; on fait appel à des metteurs en scène commerciaux, comme John Badham : les grandes firmes hollywoodiennes récupèrent des projets initialement prévus pour la télévision : Testament devait être fait pour la chaîne culturelle PBS mais, à la suite de tractations complexes, c'est finalement Paramount qui sort le film. Hollywood a découvert un nouveau filon : celui de la peur atomique.

Le succès de tels films rend perplexes quant aux motivations des spectateurs : le plaisir trouble que représente la contemplation renouvelée de sa propre disparition n'est peut-être qu'un rituel d'exorcisme de l'angoisse collective en période d'incertitudes. Déjà, dans les années 60, les jeunes reconnaissent leur attachement à des films, tel Easy Rider, qui mettaient en scène leur propre mort : « La paranoïa a représenté la métaphore centrale de notre culture, notre expression favorite (15) », avouaient-ils. La fascination délétère de la mort absolue, la promotion de Thanatos au rang de metteur en scène suprême, dans les films sur la guerre atomique, témoignent pourtant d'une mise en forme culturelle de la tentation de l'autodestruction.

L'ambiguïté fondamentale de tous ces films sur les horreurs de la guerre nucléaire n'en déduit pas complètement l'efficacité : ils rappellent que désormais c'est la survie de l'espèce qui est en cause. La représentation cinématographique d'une planète retournée au chaos permet-elle de rester éternellement dans le registre de la fiction, de démentir ce graffiti que l'on pouvait lire, à la fin des années 80, sur les murs de San Francisco : « Un jour, le jour viendra où le jour ne viendra pas » ?

ANNE-MARIE BIDAUD.

- (10) Newsweek, 2 janvier 1984, p. 55.
- (11) American Cinematographer, février 1984, p. 60.
- (12) Télérama, 22 février 1984.
- (13) Newsweek, 2 janvier 1984, p. 55.
- (14) Time, 16 août 1982, Brutal Games of Survival (A New Army Program Simulates the Carnage of Nuclear Warfare).
- (15) Richard Lorber : « Peter Fonda as Scorpio Rising », Interview, vol. 1, n° 1, 1969.

LES PRINCIPALES RÉALISATIONS

- 1946 Clock and Dagger (Cape et poignard), réal. : Fritz Lang.
- 1947 The Beginning or the End, réal. : Norman Taurog.
- 1949 D.O.A., réal. : Rudolph Maté.
- 1951 Five (Cinq survivants), réal. : Arch Oboler.
- 1952 Above and Beyond (Au Grand Sacré), réal. : Melvin Frank et Norman Panama.
- 1953 Invasion USA, réal. : Alfred E. Green.
- 1955 Kiss Me Deadly (En quatrième vitesse), réal. : Robert Aldrich.
- 1956 The Cyclops, réal. : Bert L. Gordon.
- 1957 The Day the World Ended, réal. : Roger Corman.
- 1957 The Twenty Seventh Day, réal. : William Asher.
- 1959 The World, the Flesh and the Devil (Le Monde, la Chair et le Diable), réal. : Samuel Bischoff.
- On the Beach (Le Dernier Rivage), réal. : Stanley Kramer.
- 1961 Flight that Disappeared, réal. : Reginald Le Borg.
- 1962 Panic in the Year Zero (Panique année zéro), réal. : Ray Milland.
- 1963 Ladybug Ladybug, réal. : Frank Perry.
- 1964 Dr. Strangelove, or how I Learned to Stop Worrying and Love the Bomb (Dr Folamour), réal. : Stanley Kubrick.
- 1965 Fail Safe (Point final), réal. : Sidney Lumet.
- 1966 The Bedford Incident, réal. : James B. Harris.
- 1968 Panic in the City, réal. : Eddie Davis.
- Planet Of The Apes (Le Planète des singes), réal. : Franklin J. Schaffner.
- 1970 Forbin Project, réal. : Joseph Sargent.
- 1971 Glen and Randy, réal. : Jim McBride.
- 1973 Battle for the Planet of the Apes, réal. : J. Lee Thompson.
- 1982 Atomic Café, réal. : Kevin et Pierce Rafferty et Jayne Loader.
- 1983 War Games, réal. : John Badham.
- The Day After (Le Jour d'après), réal. : Nicholas Meyer.
- Testament (Le Dernier Testament), réal. : Lynne Littman.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES AMBASSADES - CONSULATS - DIPLOMATES ÉTUDIANTS - STAGIAIRES - NON-RÉSIDENTS

Cette annonce vous concerne

SIVAX

DISTRIBUTEUR OFFICIEL
D'AUTOMOBILES
A L'EXPORTATION

met à votre disposition
son service de ventes directes
pour l'achat de véhicules

Toutes marques - tous modèles
POUR TOUS LES PAYS DU MONDE

IMMATRICULATIONS TT - CMD - CD - K et WW.

Livraison à Paris et à l'étranger.

Tarif préférentiel TT et CD clé en main.

Une seule démarche.

Un seul interlocuteur : SIVAX.

59, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. 563.76.76 - Télax n° 280 192



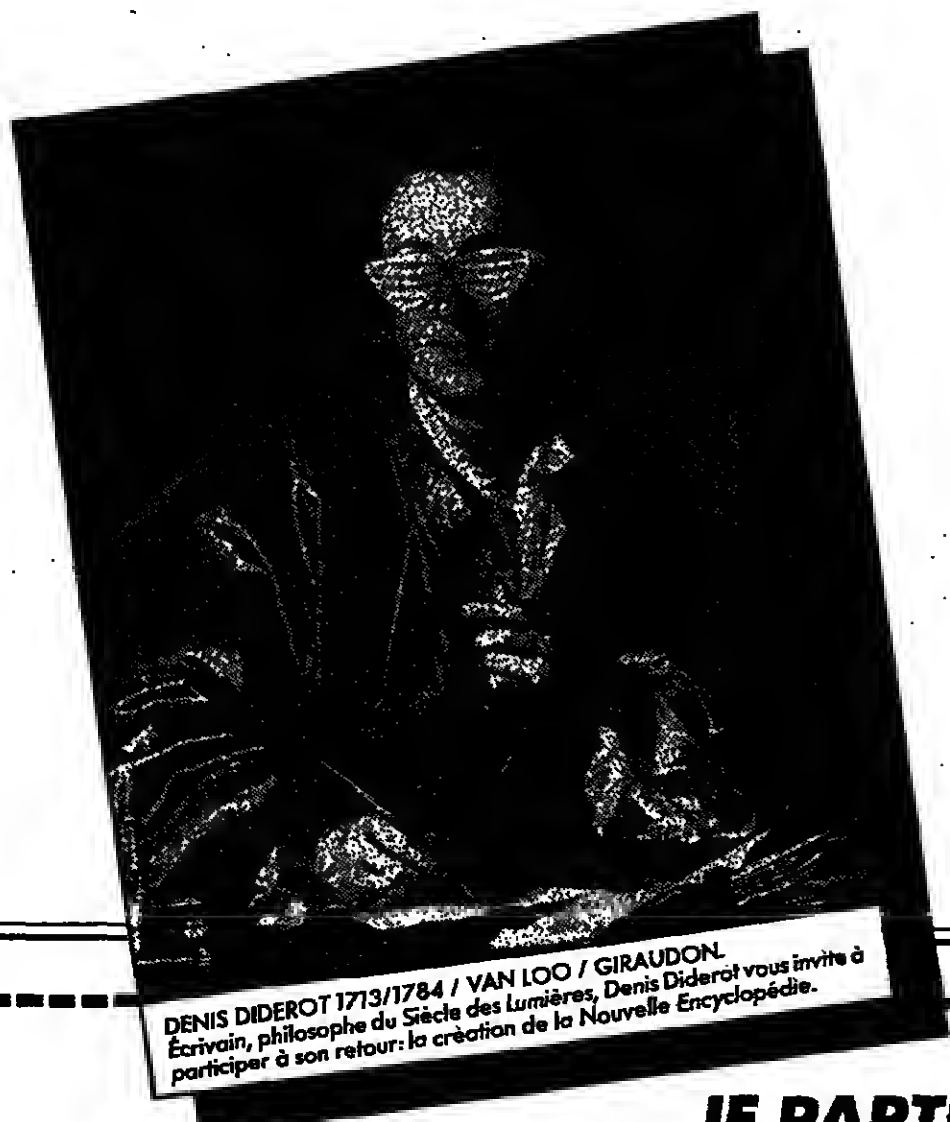
LA NOUVELLE
ENCYCLOPÉDIE
FONDATION
DIDEROT

LE RETOUR DU PÈRE DENIS

... 5 octobre 1986, 20 h 15. La conférence mondiale
sur les conséquences des manipulations génétiques va débiter.
J'allume mon écran, tape le code d'accès. L'image apparaît...
la Science est au rendez-vous.

Il y a deux siècles, en 1765, Denis DIDEROT et Jean LE
ROND D'ALEMBERT créaient l'Encyclopédie et offraient
à leurs contemporains le libre accès aux connaissances.
Pour la première fois, les connaissances étaient rassem-
blées, donnant à chacun les moyens de comprendre et de
juger les transformations scientifiques et techniques. Le
monde changeait...

Aujourd'hui... à l'heure où nous vivons une nouvelle muta-
tion technologique, à l'heure où l'informatique et la téléma-
tique peuvent mettre les connaissances à la portée de cha-
cun, où il est nécessaire que les chercheurs et les ingénieurs
exposent à tous les enjeux de leurs disciplines, il nous faut
une Nouvelle Encyclopédie, l'Encyclopédie de notre temps.



DENIS DIDEROT 1713/1784 / VAN LOO / GIRAUDON.
Écrivain, philosophe du Siècle des Lumières, Denis Diderot vous invite à
participer à son retour: la création de la Nouvelle Encyclopédie.

DU LIVRE À L'INFORMATIQUE

Diderot faisait écrire son Encyclopédie à la plume; la Nou-
velle Encyclopédie utilisera tous les supports à sa disposi-
tion, du livre à l'informatique, pour réunir et diffuser les
travaux des meilleurs chercheurs.

Mieux qu'une somme des connaissances classées de A à Z,
la Nouvelle Encyclopédie s'interrogera en permanence sur
des questions d'aujourd'hui, des "questions vives". Celles qui
bougent actuellement, qui suscitent discussion, voire con-
troverse. Celles aussi, qui interfèrent sur notre manière de
voir le monde, et sur notre façon de vivre: existe-t-il une
mort naturelle? Quelles sont les limites de l'intelligence arti-
ficielle? Verrons-nous mieux d'où vient l'univers?...

Deux cents questions seront ainsi traitées en deux cents
volumes par près de deux mille chercheurs. Ce fonds biblio-
graphique donnera naissance à des ouvrages de vulgari-
sation et sera complété par un ensemble de logiciels, un sys-
tème de téléconférence, et toute une série d'informations
disponibles sur MINITEL.

MAÎTRISEZ LE SAVOIR DE DEMAIN

Pour donner le jour à la Nouvelle Encyclopédie dès 1986,
la Fondation Diderot fait appel au concours de 100 000
donateurs, à votre concours.

En donnant aujourd'hui 100 F pour la Nouvelle Encyclopé-
die, vous pourrez demain assister aux débats des cher-
cheurs du monde entier et maîtriser ainsi les grandes inter-
rogations du XXI^e siècle.

POUR 100 F ENTREZ DANS L'HISTOIRE

En donnant 100 F à la Fondation Diderot, associez-vous aux
chercheurs, ingénieurs, professeurs, industriels et préparez
ensemble le "retour du père Denis".

En remerciement, une œuvre d'Art vous sera dédiée.
Composée de 100 000 modules, elle symbolisera le
geste des donateurs, votre geste.

Un journal de l'Encyclopédie, édité à votre intention, vous
permettra de suivre régulièrement les travaux de ce vaste
chantier intellectuel.

Bon à retourner à Donation Encyclopédie B.P. 313 - 75989 PARIS CEDEX 20

JE PARTICIPE AU RETOUR DU PÈRE DENIS

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

Je participe au retour du père Denis et vous adresse la somme de : _____



par chèque bancaire à l'ordre de "L.E.E. Donation Encyclopédie".



par chèque postal 3 volets CCP 21 500 80 Z Paris.

Votre don est déductible de vos impôts dans la limite de 5% de votre revenu imposable. Dès le mois d'octobre vous recevrez un reçu de déductibilité fiscale.

LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

CREDIT LYONNAIS

الرجاء العودة

Dans les revues...

■ Dans **FOREIGN AFFAIRS**, trois articles sur la diplomatie américaine : « The Reagan Road to Detente », par Norman Podhoretz, « Diplomacy Restored? », par Leslie H. Gelb et Anthony Lake, et « From Carter to Reagan », par Charles Bell. On retiendra tout particulièrement un article au titre provocant : « La politique économique de la censure » (*Gunboat Economics*), par Jeffrey E. Garten, de la firme Lehman Brothers, d'une certaine célébrité. (N° 63, trimestriel, le n° : 6,95 dollars, PO Box 2615, Boulder, Colorado 80322.)

■ « Quelle politique étrangère ? » demande **LE DÉBAT** à travers deux livres récemment parus : de Régis Debray (*Les Empires contre l'Europe*) et de Thierry Montbrail (*La Revanche de l'histoire*), et plus précisément à propos d'un « échange » entre leurs auteurs. On a tout de suite le ton : le second, d'entrée de jeu, interroge : « Comment peut-on caractériser le système international actuel ? ». « Je n'ai jamais compris », répond le premier, l'expression spéculative de système international. D'où sa propre analyse. Ainsi de suite au cours de douze pages instructives à divers titres, dont **LE DÉBAT** croit pouvoir déduire un accord au fond, que R. Debray confirme - mais autrement. Il s'agit en tout cas de l'affirmation qu'il n'y a « qu'une seule politique pour la France » : celle de l'indépendance, pour elle et pour l'Europe. (N° 34, mars, bimestriel, 63 F. - Gallimard, Paris.)

■ Consacré à la « guerre des étoiles », le dernier article de Jacques Vernant, décédé en février dernier, ouvre le dernier numéro de **DÉFENSE NATIONALE**. On retiendra deux autres articles fort bien documentés, de Georges de Bouteiller sur l'Arabie saoudite, et d'Ivo Paparelli sur les organes politiques des forces armées soviétiques. (Avril, mensuel, 30 F. - 1, place Joffre, 75700 Paris.)

■ Dans **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** : « Vers un nouveau Japon ». Nouveauté capitale : la mise en cause de l'article de la Constitution impliquant le désarmement. En fait, les forces armées ne sont pas négligeables. L'option a-t-elle changé? Seul déterminerait le tabou nucléaire. Ce qui a changé, en tout cas, ce sont les options fondamentales du pouvoir sur la sécurité. Pour l'autour (qui signe d'un pseudonyme), cet effort pour la sécurité correspond à un sens recouvré du destin national. Il ne dit pas vers quoi. De son côté, Marc Dupuis, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris 1), décrit la puissance technologique du Japon et ses « implications internationales ». (N° 1/85, trimestriel, 70 F. - IFRI, 6, rue Fernand, 75693 Paris Cedex 14.)

■ **LES CAHIERS D'ÉTUDES STRATÉGIQUES** présentent deux dossiers, l'un sur la dissuasion populaire yougoslave, l'autre sur les principes de dissuasion civile. (N° 5 et 6, janvier 1985, respectivement 30 et 45 F. - CIRPE, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.)

■ Aline Maillard, dans **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST**, établit le bilan des contrats d'exportation des firmes françaises avec l'URSS de 1980 à 1984. Il en ressort que 80 % de ces contrats concernent des équipements et des mines « clé en main ». (N° 293, mars, mensuel, 40 F. - La Documentation française, Paris.)

■ Sous le titre « Portugal : dix ans de démocratie », les **PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX** publient une étude inédite sur l'évolution de ce pays depuis le 25 avril 1974. Cette analyse arrive à point, à la veille de l'entrée de ce pays dans la CEE. (N° 507, 8 mars 1985, un vendredi sur deux, 16,50 F. - La Documentation française, Paris.)

■ **MAGHREB-MAGHREK** attire l'attention, dans sa partie « dossiers et documents », sur la « redéfinition » de la politique méditerranéenne de la CEE après la prochaine adhésion de l'Espagne et du Portugal. On y trouvera en particulier un résumé des propositions de la Commission de Bruxelles pour réaménager les rapports commerciaux avec les pays méditerranéens associés. (N° 107, janvier-mars, trimestriel, 27 F. - La Documentation française, Paris.)

■ **ÉCONOMIE RURALE** consacre, quant à elle, un article à la politique agricole commune dans ses rapports avec les pays sous-développés. Alan Matthews dégage les effets possibles d'une baisse du niveau de protection de l'agriculture communautaire sur les exportations agricoles du tiers-monde. (N° 165, janvier-février, six numéros par an, 85 F. - Société française d'économie rurale, 4, rue Hardy, 78000 Versailles.)

■ **ÉLÉMENTS** se déclare « pour une alliance euro-arabe ». On y lit notamment : « Le réveil de l'arabisme constitue un fait objectif favorable au destin de l'Europe dans la mesure où il trouble le « double » américano-soviétique. Et : « Une grande politique euro-arabe n'est-elle pas possible que si nous ne nous contentons pas de certains clichés racistes à l'égard d'un peuple qui attend encore de l'Europe de grandes initiatives. » **Éléments** est la revue de la « nouvelle droite ». (N° 53, printemps, bimestriel, 20 F. - 13, rue Charles-Lucas, 75337 Paris Cedex 15.)

■ Trois articles, dans **ÉTUDES INTERNATIONALES**, concernent les relations entre le tiers-monde et les pays industrialisés : l'un, par Claudio Jodice, sur l'Amérique latine et ses échanges avec l'Europe, de Bertrand Nozay, sur la stratégie de l'indépendance technologique, dont l'auteur considère qu'elle place les pays sous-développés dans une impasse ; le troisième, de Louis Plianton sur l'influence que les relations Nord-Sud ont sur les dépenses militaires des pays en voie de développement. (Mars 1985, trimestriel, 8 dollars. - Centre québécois de relations internationales, université Laval, Québec, Québec, Canada G1R 7P4.)

■ Dans **RAW MATERIALS REPORT**, l'accord conclu en 1976 entre le gouvernement jamaïcain et les sociétés de bauxite nord-américaines offre à Thomas W. Walde l'occasion d'étudier les relations qui se développent entre gouvernements et sociétés de bauxite d'exploitation des matières premières. La revue inaugure, d'autre part, une série d'articles sur les minerais « mineurs » qui ont pris une grande importance stratégique, tel le gallium qui fait l'objet du premier article. (Vol. 3, n° 2, 1985, trimestriel, abonnement annuel : 150 couronnes suédoises. - PO Box 5195, S-10244, Stockholm.)

■ Une série d'études sur l'importance et le rôle de la classe moyenne dans le tiers-monde, dans la revue **TIERS-MONDE**. De la Belgique à l'Indonésie, en passant par l'Algérie ou la Côte d'Ivoire, éclaire la diversité historique, politique, sociale. (N° 101, janvier-mars, trimestriel, abonnement annuel : 244 F. - PUF, Paris.)

■ Sous le titre « Masks and Marx » (Masques et Marx), Ayi Kwei Armah revient, dans **PRÉSENCE AFRICAINE**, sur le rôle des élites intellectuelles africaines, marquées par l'eurocentrisme de leur culture politique, y compris lorsqu'elles s'affirment marxistes. Une culture étrangère aux valeurs africaines, estime l'auteur, qui note cependant l'existence d'une petite fraction d'intellectuels s'efforçant aujourd'hui de révéler les valeurs authentiques. (N° 131, troisième trimestre 1984, un trimestre par an, 60 F. - 25 bis, rue des Ecoles, 75005 Paris.)

■ Un excellent dossier d'**ÉCONOMIE ET HUMANISME** sur l'approvisionnement des villes du tiers-monde en produits alimentaires. Quelques études claires et concises, s'appuyant sur des exemples concrets, font ainsi ressortir les principaux aspects de cet immense problème engendré par l'urbanisation rapide. (N° 282, mars-avril, 50 F. - 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 08.)

■ Pour son deuxième numéro, **CITÉS AFRICAINES** publie un dossier sur l'habitat ruralisé avec le concours de l'ORSTOM : planification, équipement, croissance, mais aussi tous les aspects sociaux de la vie dans cette capitale africaine de plus de deux millions d'habitants. (N° 2, janvier-mars, 50 F. - 26, rue Desfontaines-Rochereau, 92100 Boulogne.)

■ **POLITIQUE AFRICAINE** se préoccupe également de la croissance des villes en Afrique, et propose, en introduction à un dossier sur ce thème, d'appréhender le problème « en recourant à d'autres cadres théoriques que ceux élaborés dans les sociétés industrielles et post-industrielles ». Transports, planification, Etat, Banque mondiale sont quelques-uns des thèmes qui offrent ainsi l'occasion de remettre en question bien des choix et des pratiques de gestion. (N° 37, mars, trimestriel, 65 F. - Karthala, Paris.)

■ Dans **FUTURIBLES**, Bishara Khader approuve le monde arabe dans sa totalité pour dresser, chiffres à l'appui, un tableau peu encourageant des réalités présentes quant aux problèmes du développement (agriculture, industrie, démographie, etc.). Cette vision pessimiste s'accompagne d'un effort de réflexion sur les moyens d'améliorer ou au moins d'arrêter. (N° 87, avril, mensuel, 40 F. - 55, rue de Valenciennes, 75341 Paris Cedex 07.)

■ **DEVELOPMENT DIALOGUE** se penche sur les dimensions culturelles du développement et propose une série d'articles sur

l'édition autonome africaine dont la tâche urgente est de répondre aux « distorsions culturelles et aux déformations de l'histoire de l'Afrique » répandues dans les ouvrages édités par les sociétés transnationales. (N° 1984 : 1-2, semestriel, prix non indiqué. - One Shengagata 2, S-75230 Uppsala, Suède.)

■ Dans son dossier consacré à la Nouvelle-Calédonie, **LIBÉRATION AFRICAINE, CAIRAIRES, PACIFIQUE** insiste sur les origines de la situation actuelle et, surtout, sur les injustices en matière de partage foncier. (N° 25, mars, trimestriel, 15 F. - 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)

■ Sous le titre « Cinq continents à la une », **LES CAHIERS FAIM-DÉVELOPPEMENT** consacrent leur numéro à l'information dans le tiers-monde : la communication orale, les agences de presse, les affrontements à propos de l'UNESCO et du nouvel ordre mondial de l'information, l'action des « artisans de l'information » pour démocratiser la communication dans les pays sous-développés, etc. (N° 8, dix numéros par an, abonnement : 100 F. - CCFD, 4, rue Jean-Lautier, 75001 Paris.)

■ Sur la couverture d'**EN JEU** (« pour la République et le socialisme »), la photographie de M. Chevènement, à l'intérieur, il désigne l'alternative : « République arrêtée ou République conquérante ». Et, à un siècle de distance, au n° 1, la République sera conservatrice ou ne sera pas » de Thiers, il répond : « La République moderne sera progressiste ou ne sera pas... ». Il glisse en passant : « Ce ne sera pas à moi si les socialistes étaient déjà de vrais républicains ». (Avril, mensuel, 25 F. - 52, rue de Bourgogne, 75007 Paris.)

■ Un sujet rarement exploré - « L'entreprise et l'impôt » - occupe l'essentiel de la **REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES**. Après une introduction de José Bédigian, Bernard Pignat montre que les entreprises ont des obligations devant l'impôt. Christian Pierrat décrit les changements intervenus depuis 1981. Jean Cosson traite de la fraude fiscale par les entreprises nationalisées, d'autres auteurs examinent la situation en

Suisse, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis. (N° 9, mars 1985, trimestriel, 72 F. - LCDI, 20, rue Soufflot, 75005 Paris.)

■ **JUSTICE** publie les débats et les orientations du dernier congrès du syndicat de la magistrature et, en particulier, le « rapport du bureau » qui met l'accent sur les « reculs » et les « reconquêtes » du gouvernement français en matière de libertés. (N° 104, mars, bimestriel, 28 F. - B.P. 155, 75523 Paris Cedex 11.)

■ La revue **TRAVAIL** traite de l'immigration, dans un numéro en grande partie consacré aux travailleurs étrangers en France. On appréciera le souci d'offrir aux lecteurs une description concrète, et chiffrée, de cette communauté que la réglementation appliquée depuis 1970 a contribué à « isoler » de la société française. En marge, une étude sur l'immigration co-provenant du Commonwealth au Royaume-Uni. (N° 7, février, trimestriel, 60 F. - 6, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.)

■ **NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES** publie le rapport du congrès international d'Amsterdam sur « L'esclavage sexuel des femmes » que le féminisme de tous les pays, en particulier du tiers-monde, qui en est la principale victime, a décidé de combattre. Une plaie mise à nu. « Ni les Etats, ni les organisations internationales ne veulent s'attaquer à un commerce florissant, même si tuc... » (N° 8, trimestriel, 50 F. - 34, passage du Fosseux, 75002 Paris.)

■ Trois grands axes de réflexion - état des médias en France, enjeux pour la liberté et l'information sur les droits de l'homme - structurent l'analyse qu'**HOMMES ET LIBERTÉS** consacre aux « nouveaux médias ». (N° 36, mars, bimestriel, 20 F. - 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)

■ Après les secousses politiques des années 60 et 70, la littérature chinoise s'éveille. **EUROPE** témoigne de ce renouveau et propose une série de textes (nouvelles et poèmes) représentatifs de la production actuelle. (N° 672, avril, mensuel, 60 F. - 146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris.)

CORRESPONDANCE

L'histoire du fascisme

A la suite de la publication dans notre numéro de mars 1985 de l'article de Gilbert Comte sur « Zeev Sternhell, historien du fascisme en France », M. Max Gallo nous adresse la lettre suivante :

Dans l'article de Gilbert Comte, je dois le dire, un passage m'a scandalisé. Il s'agit du paragraphe qui, dans la partie « Sollicitation de texte », commence par « Il oublie opportunément... ». Je ne me prononce pas sur Zeev Sternhell, je prétends que toutes les affirmations de Comte sont historiquement erronées, représentent les arguments - notamment ceux de Laval - de la possible alliance « fascisme-démocratie » et toutes les illusions (odes des mensonges de la propagande fasciste) sur les aspects « sociaux » du fascisme. Ma thèse qui portait sur la propagande fasciste, un livre, *l'affaire d'Ethiopie* (Centaur, 1965), me permettent d'avancer cela.

Il est grave que de telles contro-versités continuent à propos du fascisme d'être véhiculées, et surtout par le *Monde diplomatique*. Dire que le fascisme ressemblait le chantage en 1935!

En 1930, la France accueillait des intellectuels « libéraux » et socialistes qui publiaient documents et analyses sur la réalité du régime.

[En 1985, la politique sociale des gouvernements successifs ne s'appréhende évidemment pas d'après leur propagande ni sur des propos de Pierre Laval. Les travaux d'historiens]

tiens sérieux autorisent un meilleur jugement. Rien, dans mon article, ne suggère une autre interprétation. Je laisse d'ailleurs plus volontiers à M. Max Gallo la responsabilité de la sienne qu'il ne l'appelle par aucun argument démontré, mais sur un simple procès d'intention. Les mots « mensonges », « mensonges » qu'il emploie pour décrire quelques décennies de dictature fasciste ne suffisent pas davantage à l'exacte intelligence d'une aussi longue période. Dans leur *Italie contemporaine*, parue en 1973 dans la collection « U » d'Armand Colin, MM. Pierre Berstein et Pierre Milza, alors tous deux professeurs à l'Institut d'études politiques de Paris, expriment ainsi des opinions, et donnent sur le même sujet des renseignements beaucoup plus nuancés.

Très respectueusement, MM. Berstein et Milza relèvent, expliquent les erreurs, les tics et les tares du fascisme. Une phrase résume les recherches et les analyses de cet ouvrage complet et documenté : « Considéré d'un point de vue socio-économique, le fascisme n'est autre chose que l'instrument politique qui a permis à l'Italie de passer d'une transition à un minimum de heures au stade du capitalisme monopolistique. »

Les « résultats » obtenus par la « politique économique de reprise » patronnée par Mussolini leur semblent ainsi, à bien des égards, « incontestablement positifs ». Selon leurs données, « le revenu national par tête est passé de 1 375 lires durant la période 1916-1920 à 2 786 lires pour la période 1921-1925 ; les salaires ont augmenté de 10 %, et le nombre des chômeurs qui était de 541 000 en 1921 est tombé à 222 000 ». Bien sûr, « l'augmentation des revenus entraîne une libération de consommation intérieure et une rapide montée des prix ». Simultanément, une discipline rigoureuse rétablissait les finances publiques, en constant déficit depuis la guerre. - G. C.]

Les violences au Pérou

Chercheur à l'Institut français d'études andines, à Lima, M. Denis Sautter nous adresse la lettre suivante :

A propos de l'intéressant article de M. Marc Ferro intitulé « La quatrième ère a-t-elle trouvé son prophète? », paru dans le *Monde diplomatique* de février 1985, permettez-moi une observation : M. Marc Ferro écrit : « Multiplier les bénéficiaires de la réforme agraire en cours pose des problèmes au gouvernement ». Il convient de signaler que la réforme agraire péruvienne, décrétée le 24 juillet 1969 par le gouvernement du général Velasco, a pris fin en mars 1982 avec le décret-loi n° 002 du gouvernement Belaunde, qui stipule l'inaffectabilité des terres de propriété privée.

Il est indiscutable que Sentier Lumineux, puis l'armée, ont utilisé les rivalités entre villages des plateaux et villages des vallées dans leurs stratégies de contrôle de la zone d'Ayacucho. Mais ce qui inquiète le plus, c'est que la violence des combats a déclenché une sorte de guerre civile dont le contrôle semble échapper tant aux militaires qu'aux forces armées (voir *Que hacer*, n° 33, février 1985).

Calendrier des fêtes nationales

1-31 mai	
9	TCHÉCOSLOVAQUIE Anniv. de la lib.
14	PARAGUAY Fête de l'Indép.
17	NORVÈGE Fête de la Const.
20	CAMEROUN Fête nationale
25	ARGENTINE Fête nationale
30	JORDANIE Fête de l'Indép.
31	AFRIQUE DU SUD Fête nationale

Trois ouvrages pratiques, utiles, actualisés, fiables



MODÈLES DE LETTRES

à l'usage des collectivités locales, des administrations et des organismes publics

- Un ouvrage à feuilles mobiles en un volume
- 120 pages
- 4 mises à jour par an
- au prix de 1,95 F franco TTC la page
- 825 F franco TTC

Prêts à l'emploi, voici 280 modèles de lettres et documents pour tous vos actes administratifs :

- écrire à un représentant de l'Etat, un élu, un haut fonctionnaire ; correspondre avec un service public, des administrations, une entreprise privée...
- solliciter une intervention... ou une subvention
- justifier un refus ; rédiger une délibération, une circulaire ou un carton d'invitation...
- chercher la bonne formule de courtoisie...

Pour vous, c'est maintenant une question de secondes !



RECUEIL DE DISCOURS

à l'usage des élus et des personnalités publiques

- Un ouvrage à feuilles mobiles format 21 x 29,7
- Plus de 400 pages
- 3 à 4 mises à jour par an
- 30 discours environ par envoi au prix de 9,85 F franco TTC le discours
- 845 F franco TTC

Réussissez brillamment toutes vos interventions ! Ces modèles de discours permettent de prononcer à tout moment l'allocation qu'un attend de vous :

- cérémonies officielles ; fêtes locales et nationales ; banquets ; manifestations culturelles ou sportives ; anniversaires et commémorations ; accueils et visites ; remerciements ; allocutions au sein d'organismes publics professionnels ou privés...
- Avec, en plus : « tous les « trucs » d'orateur qu'un personnage officiel se doit de connaître » ; un index analytique plus un index thématique pour trouver votre texte en quelques secondes.

Don de commande à renvoyer aux Editions WEKA, 12, Cour Saint-Eloi, 75012 Paris, Tél. (1) 307.60.50, Télex 210 304 F



MODÈLES DE TABLEAUX DE BORD

pour gérer et contrôler la rentabilité de votre entreprise

- Un ouvrage à feuilles mobiles en deux volumes
- 1 864 pages
- 4 mises à jour par an
- au prix de 1,95 F franco TTC la page
- 950 F franco TTC

En plus de 380 tableaux, complétés par des exemples chiffrés, ce nouvel ouvrage de référence vous donnera les moyens d'établir les diagnostics immédiats, et surtout fiables.

Gestion de production, gestion commerciale, comptable, financière ou administrative : vous contrôlez vos coûts, vous analysez vos ratios, vous évaluez la rentabilité de vos clients, vous surveillez votre trésorerie, vos marges... et vos impayés !

Offre spéciale : J'économise 500 F en commandant les 3 ouvrages au prix spécial de 2 120 F franco TTC au lieu de 2 620 F.

* Prix au 1.1.85, susceptibles de modifications ultérieures

• Le service d'actualisation exclusif : pour prendre en compte les modifications imposées par l'évolution, et pour renouveler votre style comme votre inspiration, ces ouvrages sont actualisés 4 fois par an par un comité de rédaction et mis à jour, vous pouvez réutiliser le service sur simple demande.

Editeur WEKA, pour l'entreprise et l'administration.

les livres

«LE MERDIER», de Gustav Hasford

La culture de la guerre

LE Vietnam n'en finit pas d'obséder l'Amérique. C'est la première guerre jamais perdue. Le plus puissant mouvement de contestation intérieure depuis la guerre de Sécession. Le point de départ du désordre mondial international, du déclin économique, de la dégradation psychique d'une société déchirée entre le rêve et le cauchemar. Un élément décisif dans la révolution culturelle des années 60 et 70. Très tôt, le poète Allan Ginsberg lance son prophétique ragissement (« Howl ») : « J'ai vu les meilleurs esprits de ma génération détruits par la folie, affamés, hystériques... »

Il faudra des lustres avant que l'Amérique jette un regard détaché sur ce grand schisme. A la phase de honte de l'après-guerre - au cinéma comme dans les livres - succède, avec l'essor du conservatisme américain dans les années qui suivirent 1975, une génération de films et d'ouvrages qui réhabilitent, parfois exaltent, l'engagement que le président Reagan qualifie de « noble cause (1) ». La série télévisée de l'automne 1983 sur le Vietnam (2), marque un tournant : l'information est plus équilibrée, le questionnement plus fondamental, la réalité montrée dans sa complexité.

Aujourd'hui, dix ans après, les magazines américains font de l'événement la couverture de leur publication : *Time* et *Newsweek*, entre autres, et, à sa façon, *US News & World Report* (3) qui titre sur la Nicaragua : « La pression américaine conduira-t-elle à la guerre ? ». Ce premier anniversaire est aussi un vaste marché. A l'école et à l'université, les enseignements se multiplient sur le sujet. Parmi les best-sellers annoncés pour le printemps et l'été figurent au moins cinq ouvrages sur le Vietnam, dont deux - signe des temps - sont présentés comme de l'« histoire orale », c'est-à-dire la guerre vue par les acteurs.

Le *Merdier* (4) - c'est ainsi qu'on appelle la guerre du Vietnam aux Etats-Unis - est plus que le témoignage sans compromis d'un soldat qui vit au quotidien l'offensive du Têt. C'est, à partir de l'expérience militaire, une fresque de la mutation irréversible du corps, de l'âme, de l'esprit d'un homme, d'une armée, d'un peuple enlisés dans la culture de la guerre.

L'ESPRIT de la baïonnette, la première partie du roman, est le système de l'humiliation, de la hiérarchie, de la déconditionnement d'un marine - sur le mode superlatif. On songe à l'une des premières productions théâtrales de Julian Beck, dans les années 60, *The Brig* (le Trou), qui présente la décomposition d'un homme et la reconstruction d'une autre personnalité. Ici, l'auteur franchit une étape : c'est à la constitution d'un monde auquel on assiste - un monde de schizophrénie, d'autisme, de paranoïa (chaque soldat est comme un petit univers éloigné d'un camp d'entraînement pour les marines, situé dans une île, en Caroline du Sud. L'un des tests qui vous rend apte à « décoller » est le « parcours du risque » - une corde raide tendue au-dessus des marécages où la recrue avance tête en bas et, si elle tombe, c'est la noyade.

« Victimes confirmées », la seconde partie, est le voyage dans le monde sans pesanteur où « le sang fait pousser l'herbe ». X % des passagers deviendront fous, Y % commettront des meurtres contre leurs proches ou eux-mêmes, Z % iront nourrir les pissenlits vietnamiens. La ligne de démarcation entre fantasmes et réalité est ténue. Léonard, le soldat modèle qui carresse chaque soir sa Charlotte de PM, tire sur son sergent - sans raison - et, en mourant, ce dernier s'assied tranquillement (le sang d'un marine n'éclabousse pas, il sort proprement d'un trou parfaitement circulaire). Puis le soldat-assassin se suicide. Pour se changer les idées, ses camarades tendent un piège à rats vietnams : quelques biscaïtes, des projecteurs, de l'essence, et tout explose dans une fête d'« aficionados ». Une bonne blague du petit chef : envoyer à l'épouse de la première classe un machabée viet dans un sac en plastique. Carnaval de délire et de fantasmes sur fond de peur : qu'arrivera-t-il à l'atterrissage, quand on rentrera dans le monde - celui des hommes.

« Les grignards », la dernière partie du roman, offre un embryon de réponse. Là, les « victimes confirmées » ne sont plus les rats qui l'on compte, mais les Viet qui l'on personnellement descendus. Le quartier rasé à l'obus pour retrouver, sur une toiture calcinée, la Vietnamiennne de quatorze ans qui a mobilisé une patrouille américaine pendant la matinée. Les Viet, ce sont eux les « vrais marines », suggèrent certains soldats. Le retour, c'est une petite fille juchée sur un buche que le tank n'évite pas. Bien entendu, sur terre, il y a l'engoulement du chef qui veut une guerre « humaine ».

IL ne reste plus que quelques jours avant la quille. Le vrai retour sera difficile. « Dans ce monde de merde, les monstres vivent à jamais, rappelle l'un des soldats. Si tu tires par plaisir, t'es un sadique. Si tu tires pour du fric, t'es un mercenaire. Si tu tires pour plaisir et pour du fric, t'es un marine ».

Les droits du livre de Gustav Hasford viennent d'être achetés par Stanley Kubrick, l'auteur des films *Orange mécanique* et *Chargé sur le Caire*. On imagine la brutalité, l'humour, l'acidité d'images rouges, vertes, noires, grises, blanches, qui aveugleront tout en ouvrant les yeux.

PIERRE DOMMERGUES.

- (1) Marilyn Young, « Rastatuer les consciences », *Le Monde diplomatique*, février 1984.
(2) *Patrice de Boer*, « Une grande fresque télévisée américaine sur la guerre du Vietnam », *Le Monde diplomatique*, février 1984.
(3) *Time*, *Newsweek*, *US News & World Report*, semaine du 15 avril 1985.
(4) Gustav Hasford, *Le Merdier*, Stock, Paris 1985, 224 pages, 79 F.

LES VRAIS ENJEUX DE LA SURENCHÈRE STRATÉGIQUE

« La Guerre et l'atome », de Paul-Marie de La Gorce

LORS que la stabilité de la dissuasion réciproque est menacée par le rythme de la compétition technologique et que les variations du discours américain sur la stratégie de l'alliance préoccupent les Européens, il était utile de faire le point et d'exposer au grand public les problèmes actuels de la guerre et de la paix.

En effet, l'opinion joue aujourd'hui un rôle important dans la mise en œuvre des politiques de sécurité, et les actions menées par les mouvements de paix pour entraver l'application de la « double décision » de l'OTAN en sont l'illustration la plus récente. Mais on a observé que les arguments échangés à cette occasion ressortissent surtout à la propagande et l'on peut craindre que le débat qui s'est amorcé sur les implications politiques et militaires de l'initiative de défense stratégique des Etats-Unis se déroule dans la même confusion. Aussi faut-il savoir gré à Paul-Marie de La Gorce d'avoir tenté, dans son dernier livre (1), de clarifier les données du problème en le situant dans une perspective historique et d'avoir abordé franchement des questions litigieuses telles que la fonction des stratégies contre-forces, l'avenir de la force nucléaire française et les risques découlant des conflits armés périphériques.

La Guerre et l'atome fait la synthèse de toutes les informations disponibles sur l'évolution des stratégies nucléaires depuis la fin de la seconde guerre mondiale et présente une vue cavalière des rapports entre les deux systèmes politico-militaires qui se sont établis à l'époque de la guerre froide et se sont perpétués jusqu'à nos jours. L'auteur renvoie à grands traits les principales étapes de la compétition entre les Etats-Unis et l'Union soviétique dans le domaine des armements ; il analyse les inflexions de la stratégie américaine après la perte du monopole atomique et souligne les limites de la dissuasion américaine à l'ère de la parité stratégique ; il s'interroge sur le sens des efforts déployés par les Américains et les Soviétiques pour se doter de systèmes d'armes contre-forces ; enfin, il marque le lien entre le blocage nucléaire, qui semble infirmer la formule de Clausewitz sur la guerre envisagée comme une « continuation de la politique par d'autres moyens », et les conflits dans le tiers-monde où les facteurs belliqueux locaux et régionaux se conjuguent avec la politique des sphères d'influence des grandes puissances pour perpétuer les affrontements armés.

Selon Paul-Marie de La Gorce, la compétition techno-stratégique entre les deux protagonistes est une donnée irréductible de la vie internationale, et les relations interétatiques s'apparentent à l'« état de jungle », de sorte qu'on ne doit pas escompter à vues humaines une réduction significative du volume de la violence collective. Cette vision conduit l'auteur à privilégier dans son analyse les rapports de forces entre les protagonistes et à prendre acte de leurs luttes pour l'allégeance des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. En outre, il ne prête qu'une attention distraite aux négociations internationales en vue de la réglementation des armements puisque les résultats obtenus sont fort modestes et que les accords conclus n'ont nullement ralenti le rythme de la compétition militaire. En définitive, ce qui lui importe est la dynamique de la

course aux armements et la propension des deux Grands à vouloir se « soustraire aux contraintes de la terreur partagée », selon l'excellente formule de l'un des meilleurs stratèges français, le général Potier. Or, les spéculations sur la « guerre des étoiles » pourraient n'être que le prétexte à une nouvelle étape de la course à la supériorité, et l'auteur redoute, à juste titre, que le perfectionnement des armements stratégiques, tant offensifs que défensifs, se conduise à une érosion de la dissuasion nucléaire, accroisse les risques de préemption en cas de crise majeure et ne se traduise, dans la meilleure des hypothèses, par un formidable gaspillage de ressources sans que la sécurité des Etats et du monde y gagne.

QUELLES sont, dans ce contexte, les chances d'une politique indépendante de la France ? Paul-Marie de La Gorce, qui s'est vu très tôt à la défense et à l'illustration de la politique du général de Gaulle, estime que les choix faits dans les années 60 doivent être maintenus et qu'il faut faire preuve d'une grande vigilance pour éviter que, sous prétexte d'une participation efficace de la France à la défense de l'Europe, sa stratégie de dissuasion ne subisse des altérations susceptibles de nuire à sa crédibilité, voire de conduire à la perte de l'autonomie de décision. Par ailleurs, il est essentiel, selon lui, que, dans la perspective d'une stratégie du « faible au fort », la France soit constamment en mesure de relever le défi technologique lancé par les Grands et de parer les menaces de destruction préventive ou d'interception de ses forces de représailles. S'agissant des parades à l'initiative de défense stratégique, l'auteur suggère des mesures dont l'application permettrait à la France de préserver dans la voie où elle s'est engagée et d'assurer la défense de ses intérêts vitaux en cas d'épreuve de force et, partant, de contri-

buer au règlement des crises et au maintien de la paix sur le continent européen.

Ecrit dans un style brillant et selon un plan rigoureux, le livre répond à l'attente d'un vaste public qui souhaite comprendre les enjeux des politiques de sécurité et s'interroge sur les moyens les plus appropriés pour défendre l'indépendance et l'intégrité du pays. Sans illusions sur les vertus de la stratégie de la riposte graduée et peu enclin à souscrire à des formules dont le raffinement exerce la logique de la dissuasion, l'auteur plaide pour une modernisation des acteurs internationaux dans leur comportement « géopolitique » et met en garde contre les inconvenients d'une dynamique qui tend à rendre plus vraisemblable une guerre que les perspectives de destruction apocalyptique sembleraient exclure à tout jamais. A cet égard, le livre doit joindre les stratégies contre-forces ne laisse pas d'inquiéter, de même que les ajustements apportés aux doctrines d'emploi des armes classiques et militaires tactiques dans le cadre de l'alliance atlantique. Toutefois, sur ces sujets, il est permis d'avoir des opinions différentes et, personnellement, nous ne souscrivons pas aux jugements tranchés sur la doctrine Rogers et ne considérons pas que les options contre-forces témoignent de la volonté des Etats-Unis de mener une guerre nucléaire. Mais ces dissensions n'empêchent en rien notre adhésion aux thèses de l'auteur, et notamment à son souci de tout mettre en œuvre pour que la « force nationale de dissuasion continue de régner sur la sécurité et la survie de la France ».

JEAN KLEIN,
Institut français
des relations internationales.

- (1) *La Guerre et l'atome*, Paul-Marie de La Gorce, « Tribune libre », Plon, Paris, 1985, 243 pages, 58 F.

« THE WHISTLEBLOWER », de John Hale

Lorsque le Secret menace...

DANS certains livres de fiction politique, la réalité est au coin de la page, même si elle paraît improbable, chequante, voire monstrueuse. Ainsi on aura toujours du mal à croire que dans nos pays de liberté, un « accident » puisse si vite arriver à celui qui, enfreignant les lois sur les secrets d'Etat pour dénoncer une affaire scandaleuse - le *whistleblower*, comme disent les Anglais (1), - casse le morceau. Et il paraît invraisemblable que l'Etat puisse s'immiscer aussi avant dans la vie privée des individus, menacer sans cesse, en invoquant la sécurité, d'entraver les libertés par l'intermédiaire, notamment, des services secrets dont la marge de manœuvre varie en fonction des pouvoirs politiques en place.

Et pourtant... Le livre de John Hale attire l'attention sur un grave malaise au Royaume-Uni : depuis la guerre des Malouines, le renseignement britannique semblerait en voie de devenir « l'œil et l'oreille du pouvoir ».

Paru à Londres fin 1984, *The Whistleblower* se situe en pleine controverse sur l'affaire de Cheltenham, après la décision prise en février 1984 par Margaret Thatcher d'interdire les organisations syndicales au centre d'écoutes ultrasecrètes de Cheltenham, sous prétexte que les grèves menées par ses employés (sept mille personnes, syndiquées à 60 %) ont perturbé trop sérieusement le fonctionnement vital pour les membres de l'OTAN. Une décision qui, au demeurant, s'inscrivait dans une série de projets visant depuis 1980 à dompter le mouvement syndical en général et, au-delà, toute contestation politique.

C'est sur ce dernier aspect qu'insiste John Hale dans son roman. L'action se situe au cœur du « CCHQ » de Cheltenham. Un « traître », Dodgson, travaillant depuis dix ans pour Moscou, vient d'être découvert. Comme dans la réalité, c'est davantage le scandale dû à l'incompétence de ses services qui porte préjudice au pouvoir, plutôt que l'importance des fuites. Aussitôt, tout le contre-espionnage se met à l'œuvre avec l'aide des Américains, pour coincer d'éventuels autres traîtres, et l'histoire est simple, lamentable de banalité ; on liquide les suspects par « suicide », « accident », etc. Cependant, à l'intérieur du système, Bob Jones, jeune contestataire, se rend compte que ces procédés dépassent en brutalité ce que la conscience peut admettre. Malgré l'obligation de réserve et l'*Official Secrets Act*, Bob se prépare à « parler ». Il n'en aura pas le temps. Le pouvoir ne peut se permettre le luxe d'un procès public, d'un scandale.

Le père de Bob, Frank Jones, en essayant de comprendre pourquoi son fils est si amer, découvre comment des milliers de personnes disparaissent, comment des lettres sont interceptées par les services secrets des postes, comment des journalistes servent d'appât, comment on manipule un meurtre. Frank Jones, conservateur bon teint, change de bord, tente de trouver des preuves, et lui aussi, de « parler ». Mais nous ne sommes pas dans un « Western », et le « gouvernement invisible » se protège des justiciers.

Cette impunité préoccupe l'auteur : « Si l'on ne peut distinguer les méthodes utilisées par nos services secrets de celles utilisées par le KGB ou la CIA, alors quelque chose de terrifiant est en train de frapper les structures d'une société libre (2). »

Depuis longtemps, John Le Carré, dans *L'Espion qui venait du froid*, avait mis l'accent sur l'atroce nécessité de se salir les mains « afin que les braves gens, ici ou ailleurs, puissent dormir tranquilles dans leurs lits ». Mais, dans *The Whistleblower*, aucune fin ne vient justifier les moyens employés. Aucun idéal, aucune trace de « facteur humain ». Or, au début de 1985, le malaise exprimé semble crever à la surface, même si, dans la réalité, il n'y a pas eu de mort d'homme : deux anciens agents du MI-5 révélaient dans un document de télévision, interdit de diffusion en vertu de la loi sur les secrets d'Etat, que les principaux leaders pacifistes, syndicalistes, etc., ont été mis sur table d'écoute. Le scandale et l'inquiétude ne s'arrêtent pas là : on découvre que le MI-5, contrevenant à la directive Maxwell Frye, selon laquelle « les services secrets doivent se tenir à l'écart de toute influence ou tendance politique », communique ses informations à un service spécial de contre-propagande, le DE-19, créé en mars 1983 par M. Michael Heseltine, ministre de la défense... (3).

Coincidence ? Prémonition ? Dans le roman, c'est à la télévision que Frank Jones pensait finalement recourir pour « casser le morceau ». Il avait aussi mentionné un certain DI-5 (et non MI-5) qui collectait les informations sur les éventuels contre-espions du CCHQ.

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

- (1) John Hale, *The Whistleblower*, Jonathan Cape, Londres, 1984, 85 livres.
(2) Cf. William Hinchey, entretien avec John Hale, *Venue*, 26 septembre-11 octobre 1984, Bristol.
(3) *The Guardian*, 21 février 1985, Londres.

UN AN DEJA...

... le 26 mars 1984,
Sekou Touré
disparaissait
après 26 ans
de pouvoir absolu.

SEKOU TOURE

PAR
ANDRÉ LEVIN -
SERMIN
AMMANIANGA -
SHIRAZI DIALLO

- Un « livre-bilan » complet, sans complaisances d'une dictature sanglante.
- Portrait d'un homme qui a marqué l'histoire de l'Afrique.
- Des témoignages, des écrits bouleversants.

En vente sur place et par correspondance :
LE GROUPE JEUNE AFRIQUE
51, avenue des Ternes, 75017 Paris.
90 FF prix public, 105 FF franco de port France-Europe.
125 FF franco de port autres continents.
Chèques libellés à l'ordre du Groupe Jeune Afrique.



215 PAGES - NOUVELLE EDITION

DEFENCE AND DISSENT IN CONTEMPORARY FRANCE - Jolyon Howorth and Patricia Chilton (ed.)

■ Groom Helm, Londres 1984, 284 pages, 16,95 livres.

C'est peut-être en matière de défense que, en France, la communauté entre la politique observée par l'ancienne majorité et la nouvelle est la plus nette. Cette remarquable fidélité aux principes généraux d'indépendance militaire a retenu l'attention d'une équipe de spécialistes britanniques et français, qui, réunie autour de deux universitaires, tente de dresser un inventaire minutieux de la politique française de défense.

Replaçant la politique actuelle dans une continuité historique, les auteurs abordent successivement le rôle des militaires dans la vie politique nationale, la valeur symbolique de la dissuasion nucléaire, en soulignant son importance dans le renforcement du statut du chef de l'Etat et la position des principales forces politiques face à l'arme atomique. Pour la période actuelle, les auteurs mettent l'accent sur l'ambiguïté de la position du gouvernement socialiste, qui semble s'être définitivement écarté des principes de Jaurès. P. Chilton fait notamment observer, au terme d'une présentation détaillée des moyens militaires de la France, que sa politique de défense devra soit s'orienter vers une intégration plus poussée avec les options stratégiques américaines, soit évoluer vers la recherche d'une politique de défense commune avec ses partenaires européens.

Cet ouvrage a le mérite de faire une place aux mouvements antinucléaires français. Les auteurs notent que le ralliement des principales formations politiques au principe de la dissuasion nucléaire prive les mouvements antinucléaires du relais institutionnel qui leur permettrait d'acquiescer une véritable audience. Au total, le reflet très nuancé de la politique française de défense que propose ce livre vient opportunément rappeler l'originalité et l'inconfort d'une position qui semble pourtant faire l'objet d'une rare unanimité.

JEAN-CLAUDE SERGEANT.

livre
ÉGIQUE
arie de La G

du mois

ECONOMIE

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA GAUCHE, tome II : LE GRAND ÉCART. - Michel Beaud.

* Syros, Paris, 1985, 224 pages, 60 F.

Dans son premier tome, Michel Beaud avait cherché dans l'analyse de la contrainte extérieure une explication des inflexions de la politique économique de la gauche : faible compétitivité du tissu industriel français, internationalisation dépendante de l'appareil productif mené par les précédents gouvernements, baisse du franc par rapport au dollar sous l'effet de la politique monétaire comme du côté de la relance de 1961-1962. Ce second volume s'attache, toujours avec clarté, sur la contradiction fondamentale de la politique économique de la gauche. Exaltée entre capitalisme d'un côté, étatisme de l'autre, cette politique s'est révélée incapable de penser « une économie socialiste de production », distincte de ces deux pôles d'attraction. Refusant la logique du « tout étatisme », la gauche est alors amenée à multiplier les concessions au capitalisme privé : abandon du caractère directeur et décentralisé de la planification ; passage d'une idéologie de « rupture avec le capitalisme » à l'apologie de l'économie mixte et de l'entreprise privée ; progression du chômage (des jeunes, notamment), nécessaire aux restructurations et prix de l'illiance entre travailleurs organisés et techno-bureaucratie (ou encore « techno-bureaucratie »).

Si la distinction capitalisme-étatisme apparaît féconde pour l'analyse, on pourra aussi regretter sa relative rigidité, le fait qu'elle évacue totalement le dynamisme potentiel de la société civile, conforme en cela aux cadres d'analyse de pouvoir actuel. Il est dommage, par ailleurs, que les questions de la dévaluation et du protectionnisme soient « expédiées » en quatre pages, avec des arguments souvent idéologiques et dans la perspective de régler certains comptes internes à la gauche... Il est gênant, enfin, que le tiers-monde soit absent de cette analyse, et ce n'est à titre d'innovation quelque peu rituelle, sans critique des propositions du pouvoir actuel.

Malgré ces réserves, ce livre constitue actuellement le seul outil simple et bien documenté, accessible au public le plus large (1), sur l'un des thèmes les plus brûlants de la conjoncture française.

PHILIPPE NOREL.

(1) Autres ouvrages récents, mais d'abord moins « pédagogiques » : A.C. Lippard, *Autismes ou l'industrialisme*, La Découverte, Paris, 1984, et deux numéros de la revue *Critique de l'économie politique* : « La gauche et la contrainte extérieure », n° 29 et 30, dernier trimestre 1984 et premier trimestre 1985.

LA GUERRE DES SEMENCES. QUELLES MOISSONS, QUELLES SOCIÉTÉS ? - Jacques Grail, Bertrand-Roger Lévy.

* Fayard, Paris, 1985, 410 pages, 96 F.

La semence, vecteur du progrès génétique, assure une fonction essentielle dans la reproduction des systèmes agricoles : elle conditionne le mode technique de production et détermine donc, en grande partie, de ce fait, notre alimentation.

Moyen de production pour l'agriculteur, elle est devenue marchandise produite et laquée par la recherche et l'industrie des semences. Or cette dernière connaît, depuis quelques années, une transformation radicale : concentration effrénée et internationalisation accrue. De nouveaux acteurs surgissent : firmes pétrolières chimiques et pharmaceutiques, notamment - dans une activité qui était restée longtemps l'appanage des agriculteurs eux-mêmes ou d'agents qui en étaient très proches, les sélectionneurs.

Jacques Grail et Bertrand-Roger Lévy nous font découvrir ce monde fascinant des semences, aux ramifications nombreuses. Sous ce jeu, dénoué, des stratégies complexes et

parfois contradictoires : celles des grandes firmes, des organisations de recherche, des associations de producteurs et des États. La question que posent les auteurs est ambitieuse : qu'est-ce qui fait d'une simple graine, un élément d'un système, la base et le point de départ de l'alimentation mondiale ? En d'autres termes, « la faculté de créer, de distribuer, de vendre des semences » ne serait-elle pas la véritable source du « pouvoir vert » ?

Une moisson de faits vient à l'appui d'une démonstration qui, on l'imagine, s'est pas aisée. L'exposé est vivant, l'information puisée aux meilleures sources et le souci pédagogique permanent, afin de permettre au lecteur d'accéder à la compréhension des phénomènes économiques sous-jacents par des réalités techniques complexes et en permanente évolution. Un ouvrage de référence dans un domaine où les publications scientifiques sont encore trop rares et dispersées.

JEAN-PIERRE BERTRAND.

CROISSANCE ET CRISE CAPITALISTES. - Bernard Ruscio.

* PUF, Paris, 1984, 392 pages, 180 F.

« Croissance » et « crise » un singulier : il s'agit bien des deux (ou vingt-cinq) « glorieuses », et cette crise qui ressemble à un état malheureusement normal ; mais, à travers elle, d'un type général propre au système capitaliste. L'auteur décrit les cycles longs et courts ; puis il analyse le phénomène croissance, critique les théories qui s'y appliquent, réfléchit sur la « problématique de Marx », sur la dynamique du capital monopoliste. Il critique enfin cette forme de croissance et expose le bien-fondé et les conditions d'un « nouveau développement ».

Y. F.

EUROPE

EUSKADI, UNE NATION POUR LES BASQUES.

- Christian Rudol.

* Érudite, coll. « Latitudes », Paris, 223 pages, 80 F.

Le titre donne le contour de ce livre sur la couverture duquel flotte l'icône, d'abord drapée de la seule Bascque mais que tous les nationalistes basques ont ensuite adoptée : Christian Rudol a épousé, avec une passion qui échauffe sa plume, la cause des « guerriers » d'Euskadi, en qui il voit l'avant-garde d'un peuple fier dont il retrace l'histoire, faite de combats, et dont il s'attache à peindre la singularité et la grandeur.

Qu'ont apporté les changements politiques des deux côtés des Pyrénées ? Amertumes et déceptions, estime l'auteur, aussi sévère à l'égard de M. Felipe Gonzalez que de M. François Mitterrand. Pas étonnant, dès lors, que la violence se poursuive, encore attisée par les ténants du GAL (groupe de terroristes d'extrême droite très soucieux des nostalgiques du franquisme), que l'ETA conserve son projet d'édifier le socialisme dans le cadre d'une patrie réunissant les sept provinces du Sud et du Nord. Les lecteurs qui jugent ce rêve fou, ou qui y voient une sanglante utopie, pourront peut-être évoluer dans leur opinion, mais ils en changeront difficilement. D'autant que c'est là le principal défaut de cet ouvrage, par ailleurs très riche : les perceptions mal, ou même pas du tout, les réalités actuelles, économiques et sociales, telles qu'elles se posent dans le Pays basque espagnol à l'heure de l'entrée dans la CEE. Bizarrement, le Pays basque français, trop souvent réduit à son image touristique, donne lieu à une approche plus concrète.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

Les Canadas

Par YVES FLORENNE

Il est assez significatif que, de l'énorme littérature politique canadienne publiée depuis quelques dizaines d'années par des Canadiens, la très grande masse en soit due à des Canadiens français, quelque deux mille de ces livres portant sur le seul Québec contemporain ; et que, dans une bibliographie sélective limitée à un seul sujet : le fédéralisme canadien et les questions constitutionnelles et juridiques, sur cinq cents ouvrages près de quatre cents soient en français. Ne trouve-t-on pas là un reflet de l'intérêt que voient respectivement à l'« état de choses » deux communautés radicalement distinctes ? Une bien assurée dans son nombre, dans sa force et dans sa langue, l'autre contestataire et revendicatrice ; d'un côté, un peuple à l'aise dans sa « non-histoire », et longtemps peu tourmenté de s'en faire une ; de l'autre, ce peuple qui a, lui, une histoire et s'y ancre, avec une ferme détermination de la maintenir avec sa langue, contre l'assimilation, lequel est choqué par cette obsession passionnée, irrationnelle, irréaliste, et pour tout dire, rustique et sauvage.

Nos statistiques bibliographiques, nous les tirons de deux ouvrages assez importants que récents, chacun en deux très gros volumes. Les mille cinq cents pages du premier ne sont rien moins que l'analyse exhaustive du fédéralisme canadien et de ses deux lois constitutionnelles : celles de 1867 et de 1982 (1). Le second, à peu près aussi copieux (2), est une synthèse de l'histoire entière du Canada, puisée, tout de même, il en a une. Mais cette histoire-là retient naturellement à travers l'expansionnisme de C. J. Rémillard, tout comme cette fédération orageuse s'identifie à une certaine histoire, non seulement de cent vingt ans, mais de trois siècles et demi, que Kaye Holloway réussit à saisir ensemble et d'un « œil neuf ».

En dépit de son nom, Kaye Holloway doit être de langue française ; en tout cas, c'est en français qu'elle écrit. Inspirée par le seul souci des « valeurs humaines » dans un monde dominé par une « Realpolitik néfaste », elle entend considérer objectivement un sujet passionnément subjectif, avec « l'esprit détaché d'un auteur qui a choisi la voie dure de l'indépendance ». L'indépendance, il y aura au moins quelquefois, dans cette histoire, à l'avoir conquise. Et elle le montre : dans l'exposé pathétique d'une séparation continue de trois siècles et qui vient d'atteindre ce point extrême de crise que l'auteur appelle « l'impasse ». Mais « Pourquoi ? ». Le constat appelle l'interrogation et la recherche. Le titre ne suggère-t-il pas qu'il n'est que deux moyens connus de sortir d'une impasse : rebrousse chemin ou abattre un mur ? A moins qu'on ne s'élève et passe par-dessus l'impasse.

DEUX cents ans avant la Constitution de 1867, si l'on se penche sur le passé et pleine d'arrière-pensées, les projets fédéraux étaient apparus, une union s'était réalisée, mais marquée, des origines, par le fait qu'elle était libre d'un côté, forcée de l'autre : après leur abandon par le métropole, les « arrières de neige » de la Nouvelle-France avaient été objet de conquête par la Nouvelle-Angleterre, de sorte que le premier colonisateur s'était retrouvé dans la situation particulièrement révoltante d'être à son tour colonisé et, qui plus est, par d'autres colonies.

C'est en 1821 que, pour la première fois, cette situation a été clairement perçue et exprimée : par un Anglais, Kaye Holloway donne toute son importance au rapport de lord Durham, député de Londres après les insurrections qui avaient éclaté non seulement au Québec, mais dans l'Ontario. Il s'agit de l'« état de choses », de la Nouvelle-France avant le gouvernement et le peuple ». Ce qu'il découvre, ce sont « deux nations en guerre au sein d'un seul État ». En dix mots, tout est dit une fois pour toutes.

Lord Durham avait cru voir l'issue, après qu'il eut fort bien posé l'alternative : « La province aurait dû être tout à fait française, si elle ne devait pas devenir entièrement anglaise ». Mais, tout libéral non-conformiste qu'il fût,

l'assimilation lui avait paru imposée inéluctablement par « la force naturelle des choses » ; cette même force naturelle devant laquelle ne pouvait que s'incliner « la partie la plus réfléchie des Canadiens français », qui ne saurait « entretenir quelque espoir de conserver sa nationalité ». L'anglais, qui progressait, était appelé à régner sans partage, « comme doit le faire la langue des riches et des employeurs de main-d'œuvre ». Le dix-neuvième siècle avait cette franchise qui paraît aujourd'hui impossible, tout en gardant, toutefois, intacte sa foi dans « la force naturelle des choses ».

Et tout naturellement, par analogie et par anticipation, on est amené à cette constatation développée par l'auteur que « le ciment de l'unité », ce fut la naissance des États-Unis. Non par leur exemple, mais par la crainte. Car, depuis lors, jusqu'à la première guerre mondiale, la hantise du Canada fut l'annexion par son voisin. Ce qui mesure la confiance que pouvait inspirer la grande démocratie, ses grands principes et son culte de la liberté. Et c'est ce qui explique aussi que l'un des Canadas se garde de l'imiter en rompant avec sa métropole, cependant que la double menace resserrait l'attachement de l'autre Canada à sa terre d'origine. Le Royaume-Uni et la France seraient la plus sérieuse garantie pour que les États-Unis réaffirment la tentation de faire au Nord ce qu'ils feraient au Sud.

Dis après la première guerre mondiale et surtout la seconde, la menace d'annexion a changé de nature : plus que jamais économique, elle est devenue culturelle. Alors, c'est l'ensemble anglophone qui se sent le plus menacé, en raison même de sa communauté d'origine et de langue avec le géant voisin. Par un paradoxe tout apparent, il s'est cramponné au Québec comme au noyau dur de la résistance.

L'époque actuelle aura vu cet autre paradoxe que l'unité et l'indépendance sont symbolisées par trois Québécois : Trudeau, Lesage et Lévesque, le second ayant d'ailleurs évolué de la dixième option vers la première. Il est à lui seul le sujet d'un autre livre (3). Encore faut-il ajouter que les tensions qui se manifestent dans l'ensemble anglophone et aussi les revendications, allant jusqu'à l'autonomie, des premiers occupants, ex-« bons sauvages ». D'autre part, peut-être inhérente à tout système centralisé, l'évolution qui, selon Gil Rémillard, est en train de conduire le fédéralisme canadien à « mettre en danger le respect du principe de l'autonomie des États fédérés, qui est la base de tout État vraiment fédératif ». D'où la position résolue des partisans de ce qui pourrait être l'issue : la confédération.

LA fin de son premier tome, Kaye Holloway se réfère à Claude Julien, qui, dans le Canada, dernière édition de l'Europe (4), posait une question qui est en réalité la question : « Comment le Canada anglais et le Canada français, qu'ils renouvellent leur alliance ou qu'ils exigent le divorce, pourraient-ils éviter de devenir les satellites des États-Unis ? ». En filigrane : « Comment l'Europe ? ».

Il est vrai qu'on peut imaginer une Europe enfin unie, où, après un, deux ou trois siècles, une, deux ou trois nations revendiqueraient leur indépendance, cependant que les grandes Unions russe et américaine auraient éclaté. Curieuse époque, unitaire et émette, centraliste et centrifuge, où les uns rêvent d'un gouvernement du monde, et les autres - ou les mêmes - d'une indépendance de clocher.

- (1) Gil Rémillard, *Le fédéralisme canadien*, Édit. Québec/Amérique, 450 E. r. Sherbrooke, suite 801, Montréal, Québec H2Z 1J8.
- (2) Kaye Holloway, *Le Canada, pourquoi l'impasse ?* Édit. Nouvelle Optique et Librairie générale de droit et de jurisprudence, Montréal, 1984.
- (3) Dave C. Thomson, *Jean Lesage et la révolution tranquille*, Édit. du Trécaré, Saint-Laurent, 1984, 273 p., Sarselon, Saint-Laurent.
- (4) Grasset, Paris, 1965.

PROCHE-ORIENT

POLITIQUE ET MINORITÉS AU PROCHE-ORIENT, LES RAISONS D'UNE EXPLOSION.

- Laurent et Annie Chabry.

* Maspéro, éd. et Larousse, Paris, 1984, 369 pages, 125 F.

L'attention portée au « réveil » de l'islam s'accompagne d'un regain d'intérêt pour le fait minoritaire que l'on voit à l'œuvre, de manière dramatique, au Proche-Orient, et dont les ressorts sont souvent méconnus. Le propos d'Annie et Laurent Chabry consiste justement à retracer l'histoire des minorités, l'expression étant entendue au sens le plus large puisqu'il s'agit simultanément des non-Arabs (Kurdes, Arméniens, Assyriens) et des non-musulmans (chrétiens et juifs), voire des non-sunnites (chiites, druzes, ismaéliens, alouites, etc.). Une radioscopie de chacune de ces minorités est ainsi établie : origines ethniques et religieuses, expressions politiques de l'identité du groupe, mais surtout évolution des rapports avec la « majorité ». Les auteurs prennent soin de ne pas présenter les groupes minoritaires fondés comme des blocs monolithiques, dépeçant, à l'occasion, les relations entre l'existence du groupe et ses situations de classe, ainsi que l'influence éventuelle de ces relations sur les élaborations idéologiques dominantes, en l'occurrence les différentes formes du nationalisme arabe.

S'il faut regretter un certain nombre de petites erreurs à propos de la Syrie et du Liban, c'est surtout la démarche des auteurs qui peut susciter des réserves. Dans cette juxtaposition de « fiches techniques », ils valorisent à l'extrême le rôle des minorités, dont ils tendent à dire qu'elles sont le moteur de l'histoire. De ce fait, ils minimisent le poids de l'arabité - et de l'arabisme - dans les consciences collectives et dans le devenir de la région sans tenir compte des effets déstabilisateurs de l'implantation israélienne au Proche-Orient.

SAMIR KASSIR.

LES KURDES AUJOURD'HUI, MOUVEMENT NATIONAL ET PARTIS POLITIQUES. - Christiane Mora.

* L'Harmattan, Paris, 1984, 310 pages, 110 F.

« L'inventaire rapide que nous venons de faire des organisations, mouvements et partis

kurdes d'aujourd'hui peut rappeler l'inventaire de Prévert. » C'est par ces mots que se conclut une description minutieuse des différentes forces nationalistes du Kurdistan. Un tel relevé devenait nécessaire alors que le mouvement kurde s'est effrit en Irak, a connu une renaissance spectaculaire en Iran et tente de trouver de nouvelles voix en Turquie. Il parait un spécialiste comme un profane de se retrouver dans le dédale des sigles et des organisations, reflet de l'émiettement du mouvement kurde mais aussi de sa vitalité. C'est là l'apport spécifique de cet ouvrage, qui offre aussi au lecteur non averti un survol succinct mais clair de l'histoire et de la civilisation des Kurdes. De nombreuses annexes et plusieurs cartes constituent un complément indispensable.

ALAIN GRESH.

LE PHARAON ET LE PHARAON. LES MOUVEMENTS ISLAMISTES DANS L'EGYPTE CONTEMPORAINE. - Gilles Kapel.

* La Découverte, Paris, 1984, 246 pages, 110 F.

« Relayer le défi qu'adresse à nos catégories de pensée l'islam contemporain dans sa manifestation la plus spectaculaire, la plus monstrueuse - au sens propre - celle du mouvement islamiste », tel est le but que s'assigne l'auteur. Les sept chapitres qui constituent le corps de l'ouvrage abordent alors quelques-unes des facettes des mouvements politiques islamiques qui ont déchiré l'actualité récente de l'Égypte. Après un très bref rappel historique sur la confrérie des Frères musulmans, créée en 1928, on passe tout à tour en revue la répression qui affecta, sous Nasser, la confrérie - dont l'un des pères, Sayed Kutb, fut exécuté - puis les groupes extrémistes apparus sous Sadat (Al Takfir wal Higra, Gama'at islamiya), le mensuel *Al-Dawa*, le prédicateur Cheikh Kheikh. Ce tour d'horizon terminé, l'auteur conclut : « Peut-être le lecteur a-t-il été déconcerté. Il lui faut s'en féliciter tant il est primordial pour penser le mouvement islamiste que cet Orient-là désoberne. » La démarche est habile qui vise à déclarer que si l'on n'a pas tiré le bon enseignement, c'est tout simplement à cause de la nature même de l'objet, en l'occurrence l'islam. Elle est surtout dangereuse et abusive à l'égard des lecteurs moins avertis, qui se lais-

seront prendre au piège des informations fournie sans pouvoir discerner la problématique sous-jacente à l'ensemble de l'enquête.

Car l'ouvrage, avec la caution de Bernard Lewis, se préoccupe de tout en prenant insidieusement le contre-pied d'une telle approche. Ainsi emprunte-t-il à l'orientalisme une vision essentialiste qu'on croyait aujourd'hui dépassée, et ne recourt-il à la science politique que dans sa référence quasi idéologique à l'état légitime. À partir de tels postulats ? L'explication se heurte, bien entendu, à une impasse. Il en aurait été autrement si Gilles Kapel avait abordé le problème des mouvements islamistes non par l'essence - de l'islam mais par celle du politique (ne s'intéressant curieusement à cet aspect que lorsqu'il concerne la judaïsme et l'islam...). Ainsi omis-il, tout comme Bernard Lewis dans sa préface, la référence de base du politique en terre d'islam - à savoir le califat, qui, des origines méconnues (au VII^e siècle), s'est poursuivi jusqu'en... 1923 - à l'origine de la création des Frères musulmans et aujourd'hui encore sans cesse évoqué dans les textes des militants islamiques.

MARIE-CHRISTINE AULAS.

HISTOIRE

ALGÈRE, LA GUERRE EST FINIE. - Jean Lacouture.

* Éditions Complexe, Bruxelles, 1985, 206 pages (diffusion PUF), 37 F.

L'auteur a « vu naître », au Caire, le FLN. Il a « couvert » pour le *Monde*, au cours de sept années, la guerre d'Algérie, puis la négociation. Ayant médité sur d'autres expériences - le Vietnam, le Maroc, la Tunisie, - il n'avait jamais douté que cette négociation était la seule voie vers une solution inéluctable, mais qui aurait pu connaître une évolution raisonnable. C'est cette histoire, de l'insurrection de 1954 aux accords d'Évian, à leur « sabotage » et à ce qu'il en subsiste de « plaies » seulement « en voie de cicatrisation », qu'écrit un témoin privilégié, lucide et impartial.

Y. F.

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS - Tél. 354-05-97

Henry ROLLET

LA POLOGNE AU XX^e SIÈCLE

Un siècle d'événements politiques pour comprendre la situation actuelle 1 vol. : 240 F

Organisation des Nations Unies

- Manuel de statistiques du commerce international et du développement (E/F84.II.D12). Supplément 1984, 550 p. \$ 50
- Etude sur la situation économique de l'Europe, 1983 (F84.II.E1), 300 p. \$ 35
- Techniques indirectes d'estimation démographique (F83.XII.2), 324 p. \$ 32
- Annuaire F.A.O. du commerce, 1983, 370 p. \$ 18

APRÈS DIX ANS DE GUERRE

L'affirmation des chiites libanais

(Suite de la première page.)

Avant l'invasion israélienne, des convergences étaient même apparues entre Amal et la droite chrétienne. Elles furent sans lendemain, faute de projet politique commun, hormis l'hostilité à la présence palestinienne.

Quoi qu'il en soit, en se plaçant, en février 1984, résolument dans le champ de la guerre civile, Amal impose la communauté chiite comme partenaire obligé dans toute recherche de solution à la crise. Une première illustration en est le *modus vivendi* au sujet de l'armée conglomérée du lendemain du soulèvement : pour préserver au moins nominativement son unité, il est convenu que ses différentes brigades, tout en dépendant administrativement de l'état-major et du ministère de la défense, seront pratiquement réparties sur une base confessionnelle et épouseront sur le terrain le rapport de forces. La sixième brigade, commandée par le général Jaber (chiite), et théoriquement en charge de Beyrouth-Ouest, prendra donc ses ordres chez Amal. Cet accord sera institutionnalisé par le gouvernement d'union nationale formé en avril 1984 après la conférence de dialogue de Lausanne (mars), et dont M. Nabih Berri est, avec M. Walid Joublat, chef du Parti socialiste progressiste (druze), le principal pôle musulman. Les sunnites, qui gardent la présidence du Conseil, sont, dans la pratique, écartés. Et pour cause : ils n'ont pas de cohésion, pas d'avantage de milice unifiée et, partant, plus de « territoire ».

La ville traditionnellement sunnite qu'était Beyrouth-Ouest avait déjà subi une forte poussée démographique chiite. Le soulèvement de février 1984, parti de la banlieue pauvre (elle-même surpeuplée en raison de l'exode rural et de la guerre) accéléra le processus de « ruralisation » dont elle est le théâtre, à l'image d'autres métropoles arabes, et qui en fait une ville à dominante chiite, politiquement du moins. La liquidation de la milice sunnite des Mourabitoun (formation nassérienne), avec l'aide du PSP, consacre la prédominance chiite. Toutefois, des facteurs régionaux, en l'occurrence le conflit Syrie-OLP, ont joué. Et c'est de

Damas, qui fixe les limites à ne pas dépasser, que l'on attend une définition des nouveaux rapports de forces entre les deux principales communautés musulmanes.

La mobilisation idéologique au sein de la communauté chiite tend à effacer la frontière entre identité confessionnelle et appartenance politique, en premier lieu dans le Sud du Liban. La résistance qui se produit dans cette région à majorité chiite est considérée comme une expression du « chiisme politique », dans la mouvance d'Amal. Sans doute est-ce vrai de la mobilisation populaire, encadrée par les dignitaires religieux et par les militants d'Amal. Ça l'est assurément moins pour la lutte armée qui a impulsé cette résistance, car elle a été lancée par des partis laïques : Parti communiste, Organisation d'action communiste, Parti syrien national et social, ainsi que par des combattants (libanais et palestiniens) des organisations palestiniennes (1).

Malgré la perception politique des événements importe ici davantage que les événements eux-mêmes : dès lors que le mouvement Amal contrôle Beyrouth-Ouest, la mobilisation dans le Sud s'intensifie, assurée désormais d'un relais et d'un soutien dans la capitale. En retour, Amal trouve dans l'essor de cette lutte un moyen d'affirmer son poids politique, tant vis-à-vis de ses concurrents que de ses adversaires. Ainsi le mouvement Amal rejoint-il, en lui donnant sa forme la plus achevée, la vision de son fondateur, l'imam Moussa Sadr, qui déjà établissait le lien entre la pauvreté dans le Sud et la nécessité pour cette communauté de s'affirmer sur la scène politique, notamment grâce à une représentation des chiites plus conforme à leurs aspirations.

La guerre du Liban, comme le bouillonnement intense qui l'annonça, a plusieurs dimensions. Trois d'entre elles au moins concernent, d'une manière ou d'une autre, les chiites : le Sud, cible des attaques israéliennes ; la question sociale ; les clivages confessionnels. Toutes trois sont synthétisées par la problématique de l'imam Moussa Sadr.

Venu d'Iran en 1960, l'imam est élu en 1969 président du Conseil supérieur

chiite, créé en partie sous son impulsion pour donner une assise politique à la communauté. A la tête de cet organisme, qui regroupe des dignitaires religieux mais aussi les représentants des élites, Sadr articule son action autour d'un mot-clé : les *dahiriya*. Ce sont ceux qui habitent les « régions désertées », gravement sous-développées par rapport au « centre » (le mont Liban et Beyrouth), ou ceux qui les ont fuies en quête de travail pour venir former autour de la capitale une véritable « ceinture de misère ». Or les régions

désertées sont habitées en majorité par des paysans chiites, même si Sadr évoque parfois les *dahiriya* chrétiens. Il s'agit notamment de la Bekaa et du Sud. Dans cette dernière province, où l'on cultive le tabac et les agrumes, les paysans, métayers ou semi-salariés, vivent très mal. La création de l'Etat d'Israël les a coupés de leur voisinage immédiat, la Galilée, dont ils étaient plus proches que de Beyrouth. De surcroît, la multiplication des raids israéliens à partir de 1968 désorganise une économie déjà faible.

Populisme et nouvelles élites

DANS le Sud, mais aussi dans la « ceinture de misère » de la capitale, la cohabitation avec les *fedayin* palestiniens offre un modèle aux masses chiites. D'autant que l'organisation de la présence armée palestinienne met fin au monopole de la violence exercée par l'Etat. L'imam Sadr entretient d'ailleurs des relations privilégiées avec la résistance palestinienne qui l'aidera à former, en 1975, le mouvement Amal (sigle qui signifie « espoir ») mais qui désigne à l'origine les Brigades de la résistance libanaise, destinées à défendre les villages du Sud. Mais, même avant 1975, les Palestiniens fournissent des armes et un encadrement. La présence palestinienne est ce par quoi l'équilibre libanais est rompu, affirme généralement la droite chrétienne. C'est vrai, à ceci près que ceux qui en profitent y voient plutôt un équilibre enfin instauré.

Dans cette atmosphère, une impulsion est donnée aux luttes sociales - qui prennent parfois un tour dramatique. Les partis de gauche sont au demeurant particulièrement actifs en milieu chiite, même s'ils ne peuvent prétendre à la popularité de l'imam Sadr. Des élaborations théoriques voient ainsi le jour, tel le concept de « communauté-classe ». L'Organisation d'action communiste (OACL) parle, en 1975, de la nécessaire « union des *dahiriya* dans chaque communauté et des communautés *dahiriya* ». Le PC élargit aussi sa base chiite.

Dans le même temps les revendications confessionnelles se trouvent amplifiées. L'ensemble des musulmans contestent la primauté de la communauté maronite, exacerbée par la présidentialisation d'un régime à l'origine parlementaire. Les sunnites veulent une véritable participation à la prise de décision. La communauté chiite, elle, est tout à fait écartée du pouvoir réel. Pour l'imam Sadr, la chose est d'autant plus intolérable que cette communauté est devenue la plus nombreuse.

La tactique alors adoptée consiste en des démonstrations de force. L'imam Sadr, qui a fondé le Mouvement des *dahiriya*, rassemble sa province des *dahiriya* en armes devant lesquelles son charisme fait merveille. A Baalbek, en mars 1974, il lance aux cent mille personnes qui l'écoulent : « Les armes sont la parole des hommes ».

Pourtant, quand la guerre éclate, l'imam adopte une attitude de conciliation. Sa milice (le mouvement Amal) ne se distingue guère durant cette période. Au moment de la rupture, au printemps 1976, entre Kamal Joublat (alors chef du PSP et de la coalition de gauche) et l'OLP, d'une part, et la Syrie, de l'autre, il choisit Damas. C'est d'ailleurs lui qui, en août 1976, négociera la reddition du quartier chiite de Nabab, assiégé par les phalangistes et dont la chute accéléra celle du camp de Tall-el-Zatar. Du coup Sadr perd beaucoup de sa crédibilité chez les chiites, au profit de la gauche.

La raison de ce revirement tient sans doute à la profonde ambiguïté du discours politique de l'imam Sadr. Populiste dans son expression, il n'en tient pas moins compte des intérêts des nouvelles élites chiites, qui existent bel et bien, à côté de la masse des *dahiriya*. Une trentaine d'années après l'indépendance de l'Etat, une certaine redistribution de la richesse commençait à se produire, dont ont pu profiter des catégories sociales, inégalement réparties selon les communautés, mais présentes dans chacune. Ainsi, parmi les chiites, une nouvelle bourgeoisie cherche à mieux s'intégrer au système, y compris dans le monde politique. Elle inclut en particulier les *daïra* qui se sont enrichis à l'étranger, et singulièrement en Afrique noire (2). Egalement, une petite et moyenne bourgeoisie s'est développée à la suite des progrès - timides, certes, mais bien réels - de la scolarisation, de la formation d'un appareil d'Etat et de la diffusion d'une norme de culture (à caractère plus ou moins occidental).

Enfin, une intelligentsia chiite s'est peu à peu constituée. A l'échelon inférieur, elle fournit les contingents de l'éducation nationale. A l'échelon supérieur, elle donne des universitaires et des écrivains de haut niveau, comme

Waddad Charara, Ahmad Beydoun, Abbas Beydoun, Wajih Kawharani, etc. ; des artistes, comme le cinéaste Bourhane Alawiyyé, le peintre Rafic Charaf ; des journalistes, tel Tabet Salaman, qui fonde, à la veille de la guerre, le quotidien *Al-Safir*, devenu l'un des journaux les plus importants du monde arabe.

Dans son ensemble, cette intelligentsia s'investira dans les partis de gauche. La nouvelle bourgeoisie, elle, est à la recherche d'une expression politique dont la privent les grandes familles chiites traditionnelles (les Assads, Ousseirane, Khalil, Zein, Hamade). Pour l'imam Sadr, l'affirmation de sa communauté exige justement de saper l'influence de ces grandes lignées qui la représentent si peu. D'où la convergence avec les élites. L'accession de M. Nabih Berri à la présidence d'Amal, en 1980, traduira ces aspirations. Bien sûr, dans le discours de Sadr, les droits des *dahiriya* avaient la priorité. Mais les autres catégories n'étaient pas négligées.

C'est dans cette optique qu'il faut considérer sa demande d'une augmentation du nombre de postes administratifs de la première catégorie réservés

aux chiites ou de l'aide aux projets industriels du Sud qui impliquent la bourgeoisie « africaine » (3). Le programme politique du Conseil supérieur chiite reflète ces orientations, tout en les marquant plus à gauche (plusieurs personnalités de gauche y siègent en effet).

L'influence de l'imam avait connu un reflux pendant la guerre dite « des deux ans » (1975-1976). Mais, après la défaite de la gauche et, surtout, après l'assassinat de Kamal Joublat (mars 1977), la ligne de l'imam devient la seule qui puisse attirer les chiites, d'autant que l'on assiste à un repli communautaire généralisé, y compris à la tête du Mouvement national où M. Walid Joublat choisit de travailler à l'affermissement de sa base druze. Du côté du mouvement Amal, qui se renforce paradoxalement après la mystérieuse disparition de l'imam Sadr au cours d'un voyage en Libye (août 1978), ce repli s'accompagne d'une fidélité proclamée à l'Etat ainsi que d'un chauvinisme antipalestinien qui justifie une convergence tactique avec la droite chrétienne.

Car, dans le Sud, les raids israéliens ont porté leurs fruits. La résistance palestinienne et la gauche y ont commis des erreurs, et un clivage s'installe entre la population canalisée par Amal et l'alliance palestinienne-progressive, surtout après la première invasion de mars 1978. Pour Amal, il s'agit alors de préserver son aire d'influence naturelle, le Sud, et de monopoliser la représentation de la communauté chiite au sein de laquelle communistes et baasistes sont encore bien implantés. Le schéma est identique à Beyrouth et dans sa banlieue, à cette différence près qu'une étroite collusion avec la Syrie transforme Amal, au sein duquel plusieurs tendances coexistent, en un instrument de mise au pas de l'OLP.

Le refus de l'occupation israélienne

L'INVASION israélienne de 1982 est d'abord accueillie avec soulagement dans une grande partie du Sud. L'existence d'Amal y est tolérée par l'occupant. Mais, à Beyrouth, les combattants du mouvement participent aux côtés des Palestiniens et de la gauche à la résistance contre le siège. Celui-ci est à peine terminé que l'agitation reprend dans le Sud. La résistance armée, déclenchée pendant l'occupation de Beyrouth, en septembre 1982, se généralise assez vite. D'abord accueillie avec hostilité par une population épuisée, elle réussit cependant à mettre en marche une dynamique du refus, qui sera mieux repue au fur et à mesure que l'occupation se fera plus pesante et s'annoncera plus durable. A cet égard, la fermeté des dignitaires religieux chiites a été cruciale. Attitude logique, puisque l'imam Sadr, dont ces cheikhs sont les héritiers, n'avait jamais montré de faiblesse envers Israël. Il avait même déclaré, bien des années auparavant, que la coopération avec cet Etat était contraire à la religion. Les responsables locaux d'Amal suivent la même démarche, tandis que les *Israélis* cherchent à pénétrer les rangs chiites par le biais de collaborateurs crédibles : l'occupation apparaît clairement comme un obstacle majeur à l'affirmation d'une communauté chiite unifiée, ce qui est la raison d'être d'Amal.

Au terme d'un long processus, la convergence entre la lutte dans le Sud et la prédominance du mouvement Amal à Beyrouth témoigne de l'homogénéité acquise par la communauté chiite, qui désormais réagit à l'unisson face à l'agression étrangère et au regain de la guerre civile. L'œuvre entreprise par l'imam Sadr est parachevée avec la prise en charge de la communauté par une force politique qui l'incarne tout entière. Le fait nouveau, cependant, c'est qu'il n'y a pour ainsi dire plus d'Etat central où s'imposent. L'affirmation chiite s'inscrit dans un espace national désormais morcelé. Cette trajectoire rejoint, après bien des méandres et avec bien des nuances, celles des communautés maronite et druze, dans le cadre d'une « territorialisation » des clivages.

Mais la fermeture de la communauté sur elle-même permet le jeu d'un pluralisme interne. C'est ainsi que s'expriment des rivalités entre la force dominante d'Amal et le Conseil supérieur chiite d'un côté, entre Amal et le Hizbollah (« parti de Dieu ») de l'autre - rivalités qui, parfois, prennent la forme d'une course mystique au martyre. La contestation la plus radicale prend la forme d'une revendication en faveur d'une république islamique, et jusqu'ici elle a été contenue. Demeurant limitée au cadre de l'une des tendances du Hizbollah, elle a été

condamnée par le chef de ce mouvement.

Est-ce à dire qu'Amal gouverne définitivement le chiisme libanais ? Son chef, M. Nabih Berri, a su s'imposer par un habile dosage de fermeté et de modération. Mais la réponse dépendra surtout de la capacité des héritiers de l'imam Sadr à atteindre l'objectif vers lequel tendait son action et qui est aussi le leur : mettre fin à la condition de *dahiriya* des masses chiites qui ont soutenu l'ascension d'Amal. Outre la fin des hostilités, cela exige le maintien de l'unité de l'Etat libanais.

SAMIR KASSIR.

(1) Sur la résistance dans le Liban du Sud, voir nos précédents articles : « La résistance à l'occupation israélienne s'amplifie », *Le Monde diplomatique*, mai 1983 et « L'essor de la résistance dans le sud du Liban », *Le Monde diplomatique*, septembre 1984.

(2) Cf. Albert Dagher, « La grande dévotion de l'économie libanaise », *Le Monde diplomatique*, janvier 1985.

(3) Cf. Tabet Salaman, « Le discours chiite sur le pouvoir », *Peuples méditerranéens*, n° 20, juillet-septembre 1982.

PARTISAN

Mensuel pour un marxisme d'aujourd'hui, pour la reconstruction du mouvement ouvrier révolutionnaire et anti-impérialiste.

— INFORMATIONS
— ANALYSES
— DÉBATS

PARTISAN n'a pas pour but de conseiller, replâtrer, faire pression sur la gauche. Mais de transformer les illusions perdues en forces nouvelles pour construire un monde libre, communiste, internationaliste.

Exemplaire gratuit sur demande et abonnement : Voir Préféréments, 22, rue de la République, 93401 Saint-Ouen Cedex.

RFI RADIO FRANCE INTERNATIONALE
SERVICE MONDIAL EN FRANÇAIS

3 h/20 h 30 : vers le Proche et le Moyen-Orient.
5 h/21 h 50 : vers l'Afrique centrale et orientale et l'Océan Indien.
6 h/21 h 50 : vers le Maghreb.
5 h/30 h 45 : vers l'Europe.

Informations :
3 h • 3 h 30 • 4 h • 4 h 30 • 5 h • 5 h 30 • 6 h • 6 h 30 • 7 h
7 h 30 • 8 h • 9 h • 10 h • 10 h 30 • 11 h • 12 h • 12 h 45 • 14 h
15 h • 16 h • 17 h • 18 h • 19 h 15 • 21 h 15 • 22 h • 22 h 30
23 h • 23 h 30 • 1 h 30

8 h 20 : Résultats sportifs
7 h 30, 10 h 45, 12 h 15, 15 h.
21 h 30 : Revue de presse.
6 h/21 h 50 : Croque-matin (sauf vendredi : Mondial sport).
9 h : Croque-matin (sauf jeudi : Priorité santé).
12 h 30 : Jour des 1 000 Francs.
12 h 45 : 24 heures en Afrique.
13 h 15 : Carrefour.
14 h : Equinoxes + Quotidien Phare.
15 h : Lundi : Sciences et techniques.
Mardi : Classiques pour tous.
Mercredi : Escapes.
Jeudi : Rendez-vous des marins.
Vendredi : Chanson française.
15 h 50 : Cours de clôture de la Bourse.

Modifications pour le samedi :
7 h 15 : Chronique des matières premières.
9 h : Les enquêteurs du samedi.
9 h : Rencontre avec 2. Intergrines.
3. Futur. 4. Intertropiques.
10 h : Revue de la presse internationale.
11 h : Sciences et techniques.
13 h 15 : RFI hebdo (France-monde).
15 h : Hier à la Une ou Club de la presse du tiers monde.
16 h : Priorité santé.
17 h : Hit parade international.
18 h 20 : Arts hebdo.
19 h 45 : Plein cap.

Modifications pour le dimanche :
7 h 45 : Courrier technique des auditeurs.
8 h : Les Français de l'étranger.
8 h 30 : L'Océan en coque.
11 h : Cinéma d'aujourd'hui, cinéma sans frontières.
13 h 15 : RFI hebdo (Afrique).
14 h : Sports et musique.
17 h : Magazine de Pierre Bouteiller ou Club de la presse du tiers monde.
20 h : Sports dimanche.

ÉMISSIONS EN LANGUES ÉTRANGÈRES

Vers l'Europe de l'Est :
Russe : 4 h et 20 h 45.
Polonais : 5 h 45, 17 h 30 et 21 h 15.
Roumain : 18 h 30.

Vers l'Europe occidentale :
Allemand : 19 h.
Espagnol : 22 h.
Portugais : 16 h.

Vers l'Afrique et le Moyen-Orient :
Anglais : 3 h 15, 3 h 45, 4 h 15, 4 h 45 et 16 h.
Vers l'Afrique :
Portugais : 16 h et 18 h.
Vers l'Amérique latine :
Portugais : 22 h et 2 h.
Espagnol : 10 h, 11 h 30, 12 h 45, 23 h et 0 h.
Anglais : 3 h 15 et 3 h 45.

Les heures sont indiquées en temps universel (GMT).

البيان 2015

ais

Une bête à abattre :

le « tiers-mondisme »

Par CLAUDE JULIEN

Le tiers-monde n'existe pas. Par quel aveuglement des esprits brouillons ont-ils pu englober sous cette fallacieuse étiquette des pays aussi disparates que les petites îles du Cap-Vert et l'Inde deux mille cinq cents fois plus peuplée, la Tanzanie dépourvue de tout et le Nigéria ou le Mexique riches en pétrole, la Corée du Sud qui conquiert des marchés en Europe et la République centrafricaine qui s'enfonce dans le dénuement, ou même ces voisins qui sont l'Argentine du président Alfonsín et le Chili du général Pinochet ? Depuis vingt ans, de sages observateurs répètent inlassablement : le tiers-monde est un « concept flou, inconsistant, indéfinissable », un « fourre-tout (1) ».

Superficie, population, ressources, vitalité économique, régime politique : tout n'est que contrastes, accentués par l'extrême diversité des héritages culturels et religieux qui, plus encore que les structures de l'Etat ou de l'appareil de production, définissent le trame de la vie quotidienne, les rapports familiaux et sociaux, le sens même de l'existence. La proximité géographique rapproche-t-elle les destins de ces pays hétéroclites ? Non, le Honduras accueille les bases d'où les masquards partent à l'attaque du Nicaragua sandiniste. La foi en un même dieu transcende-t-elle les différences ethniques et linguistiques ? Voyez donc avec quel acharnement s'entre-tuent les troupes de l'Iran chiite et de l'Irak laïque. Collines de sable que déplace le vent, les immensités désertiques ne créent qu'une apparente ressemblance : c'est dans le sous-sol, pétrolier ou non, et dans la tête des dirigeants que gisent différences et antagonismes. La cause est entendue : le tiers-monde n'existe pas.

D'intolérables abus de langage ont pourtant osé l'identifier à l'extrême pauvreté, voire à la misère. Un esprit libre ne peut alors que sympathiser avec les quelques pays prospères dont les frémissements outragés, aux abords du Golfe, disent assez clairement qu'ils ne sauraient être rangés dans la pitoyable catégorie des nations prolétaires. Leur légitime indignation rejoint celle des minorités opulentes qui mettent un soin jaloux à se distinguer des populations démunies sur lesquelles elles règnent avec une bienveillance attristée...

Des voix dans le désert

NON, décidément, le tiers-monde n'existe pas. Par quelle aberration des braves gens ont-ils donc pu consacrer tant d'attention à ce non-être ? Et pourquoi, dans le même temps, d'aussi savantes études ont-elles, sur des milliers de pages, docilement expliqué qu'aucun concept ne pouvait rendre compte des multiples facettes d'une aussi complexe réalité ?

Ne vous y trompez pas. Rivalisant de cuistrerie, les uns et les autres savaient ce qu'ils faisaient. Les premiers bâtissaient sur le sable de leurs illusions romantiques un mythe que nourrissaient leurs fugaces émotions révolutionnaires avant de les rendre à leur véritable vocation : faux intellectuels, vrais conformistes balancés par l'air du temps. Quant aux seconds, ils poursuivaient sans défaillance un objectif beaucoup plus pragmatique : ils s'attachent à démontrer que l'exploitation coloniale ou néo-impérialiste n'est pas « responsable de la misère du tiers-monde », que « la liberté du marché est le moyen le plus rapide de juguler la famine », que « le but avoué des multinationales, autrement dit le profit », est conforme non seulement à « la confiance de leurs actionnaires qui leur ont confié leur épargne », mais aussi aux véritables intérêts du tiers-monde en vertu de l'« efficacité de [leurs] décisions économiques (2) ».

Contre le pragmatisme dont se prévaut cette idéologie libérale, les arguments ne manquent pas. Ils appartiennent à des registres fort divers : aggravant la sous-alimentation ou la famine, la production agricole se développe moins vite que la population ; encouragées pour procurer des devises, les cultures d'exportation s'étendent au détriment des cultures vivrières, ce qui accroît les importations de denrées payables en devises ; les ressources minières sont en général exploitées par des compagnies étrangères, qui rapatrient chez elles de substantiels profits ; les firmes multinationales ont déplacé leurs centres de production vers le tiers-monde parce qu'elles y trouvent une main-d'œuvre sous-payée, sans protection sociale ; les investissements étrangers éprouvent une compréhensible prédilection pour les régimes autoritaires, qui savent parfaitement juguler les travailleurs trop remuants ; les pays sous-développés ne peuvent guère peser sur les prix de leurs exportations, fixés au dehors d'eux ; leurs valeurs familiales et culturelles sont ébranlées par le choc des civilisations, nécessitant une urbanisation anarchique, clochardisation, délinquance, prostitution infantile, etc., mais aussi révolte et, bien vite, répression.



(Ernest Pignon-Ernest)

Rien de tout cela n'a jamais constitué un corps de doctrine, en raison précisément de l'extrême diversité des situations. Sur ce tableau, nul n'a jamais tenté d'élaborer une idéologie.

Plus modestement, des agronomes ont montré du doigt les résultats désastreux de certains grands travaux, des déséquilibres alimentaires, des systèmes de fixation des prix, de diverses formes d'aide ; ils ont raison. Des médecins s'acharnent à répéter que leurs efforts pour soulager la souffrance n'auront qu'une portée limitée aussi longtemps que ne seront pas assurés un minimum d'hygiène, l'approvisionnement en eau potable, une diète mieux équilibrée, un meilleur contrôle des produits pharmaceutiques : ils ont raison.

Des pédagogues ont réalisé des expériences montrant à quel point il est absurde de transposer tel ou tel système d'enseignement : ils ont raison. Aux équipements lourds et chers, vite hors d'usage, que les pays industrialisés présentent comme autant de

symboles du progrès, des ingénieurs ont opposé des outillages adaptés, des énergies moins coûteuses, des techniques simples et efficaces : ils ont raison. Des urbanistes, des banquiers, des officiers supérieurs, ont tout dit sur les méfaits de l'urbanisation sauvage, d'un endettement défilant, des achats d'armes et de l'installation de bases militaires : ils ont raison.

Grâce au ciel, il n'ont pas été entendus... Qu'on les laisse donc crier dans le désert. Les pratiques qu'ils dénoncent depuis deux ou trois décennies continuent de se répandre, avec toujours plus d'ampleur, des moyens plus considérables, et, bien sûr, des profits accrus.

Mais que se passerait-il si, au vu des résultats, leur diagnostic finissait par s'imposer ? Voilà bien le péril qu'il faut conjurer. Tout doit être mis en œuvre pour assurer la perpétuation d'un système qui, en dépit des crises, des tensions et des explosions, reste éminemment rentable. A cette fin, le meilleur moyen est encore de disqualifier ces agronomes, médecins, éducateurs, ingénieurs, urbanistes, etc. Comment ?

D'abord, en leur attribuant une doctrine qu'ils n'ont jamais élaborée, une idéologie qui n'est pas la leur. Deuxièmement, en les présentant comme des agents, conscients ou naïfs, de la subversion soviétique (3). Troisièmement, en leur attribuant des motivations qui leur sont étrangères, et notamment on ne sait quelle « mauvaise conscience », née d'une « idéologie de la culpabilité (4) ».

De toute évidence, si le « tiers-mondisme » est né de la monstrueuse rencontre entre un complot soviétique et la générosité dévoyée de frères individus tourmentés par leur conscience coupable, il n'a aucun avenir. Rien ne lui permettra de survivre au tableau qu'en brosent ses adversaires.

Le plus ancien paternalisme

Il est probable que ce tiers-mondisme-là n'a jamais existé que dans la tête de ceux qui le condamnent aujourd'hui avec un tel acharnement : sans doute, dans leurs jeunes années, plus ou moins stalinien ou maoïstes, ont-ils eux-mêmes été tentés de considérer le tiers-monde comme un terrain favorable à l'expansionnisme chinois, soviétique ou, plus généralement, communiste. Sans doute aussi ont-ils romantiquement considéré qu'il leur suffirait... d'éliminer l'« impérialisme » - et l'ampleur de la tâche ne les faisait pas reculer ! - pour transformer le Sabel en paradis terrestre, l'Amérique latine en foyer révolutionnaire, et l'Asie du Sud-Est en un jardin fleuri où coulerait le lait et le miel.

Quiconque ne partageait pas leurs certitudes était traité d'intellectuel petit-bourgeois. Car ils se nourrissaient, eux, de quelques brèves citations de Lénine, de phrases magiques extraites du Petit Livre rouge, des récits de vaillants guérilleros.

Avec un tel bagage culturel, ils confondaient tout, comme en mai 68 ils confondaient les CRS et les SS. Certains avaient une excuse : si leurs parents n'avaient pas affronté l'occupant nazi, ils ne pouvaient leur expliquer la différence. Mais, plus ils profitaient de la fortune ou de l'aisance de papa, plus ils se prenaient pour des juifs allemands ou pour des révolutionnaires du tiers-monde.

Le combat « anti-impérialiste » les absorbait tellement que, aveuglés par leur passion adolescente, ils dressaient, rue Gay-Lussac, d'imprennables barricades contre le seul chef d'Etat ayant osé sortir son pays de l'OTAN, critiquer la guerre du Vietnam dans le discours de Phnom-Penh, troquer ses vils dollars-papier contre le bon or de Fort-Knox.

(Lire la suite page 14.)

(1) Développé depuis longtemps dans quantité de livres et d'articles, cet argument est repris par Thomas Sowell, dans *The Economics and Politics of Race: An International Perspective*, dont un extrait est publié dans *Dialogue*, revue de l'United States Information Agency, n° 65, 3-1984.

(2) Idem.

(3) Ainsi, au colloque de Liberté sans frontières, qui s'est tenu à Paris les 23 et 24 janvier 1985, M. Gérard Chailand présentait le tiers-mondisme comme un avatar de la pensée stalinienne, et M. Ilan Yamajackie, secrétaire général de la fondation, affirmait que la « vulgate tiers-mondiste » avait son origine dans le congrès de Bakou (1920), où Zinoviev présentait le programme de la lutte anti-impérialiste.

(4) Dr Rony Brauman, président de Médecins sans frontières, interview dans *Croissance des jeunes nations*, mars 1985. Le Dr Claude Malburet, président de Liberté sans frontières, parle des « axiomes culpabilisants » qui inspireraient l'action en faveur du tiers-monde ; lettre au *Monde*, 26 janvier 1985. Voir aussi page 24, « La Grande Peur de l'An Deux Mille ».

Dossier pour une querelle

LE DÉBAT D'IDÉES

Suite de l'article de Claude Julien (pages 14 et 15).
Une fondation au-dessus de tout soupçon (Alain Gresh, pages 18 à 20).
Les nouveaux antisémites (Samir Kassir, page 18).
Du tiers-mondisme à la dérive des continents (Claude Liauzu, pages 24 et 25).

LES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES

L'histoire économique face aux sanglots et aux invectives (Philippe Morel, pages 16 et 17).

L'argent gaspillé de la dette (Françoise Barthélemy, page 21).

Comment une économie de production s'est effacée au profit d'un système purement spéculatif (Moïse Ikonicoff, pages 28 et 27).

L'art et la manière d'utiliser les firmes multinationales (Moïse Ikonicoff, page 31).

Le développement des échanges commerciaux entre pays du tiers-monde (Jean Lempérière, pages 33 à 35).

Diversité, inégalité : le langage des chiffres (page 32).

OPINIONS

Edem Kodjo : Faut-il oublier le dialogue Nord-Sud ? (page 17).
Gabriel Marc : Trois milliards de nouveaux pauvres (page 20).
Roger Leray : Une source d'espérance, la solidarité humaine (page 26).
Mgr Joseph Rozier : Un impératif de la foi (page 30).

LE CADRE INTERNATIONAL

L'ONU, de l'anticolonialisme aux droits économiques (Edmond Jouvenot, page 29).

LES DROITS DE L'HOMME

Petit bréviaire des vertus et des pudeurs des régimes répressifs (page 30).

LES EXPRESSIONS LITTÉRAIRES

« A Jackie, de tout notre cœur » (nouvelle de Sergio Ramirez, pages 22 et 23).
Dens l'Afrique privée de ses vslours : Férocas visions de romanciers (page 28).
La Grande Peur de l'An Deux Mille (page 24).

PARTIS



Une bête à abattre :

(Suite de la page 13.)

Puis, pendant qu'ils se dirigeaient vers les rivages plus sereins de la nouvelle philosophie, de la nouvelle histoire, de la nouvelle économie, d'autres, après eux, persévéraient dans les mêmes voies d'une rhétorique fulgurante. Peut-être se sentaient-ils coupables des « crimes du colonialisme et de l'impérialisme » ?

De tels transferts ne sont pas rares. Pour les soigner, il existe la délicate chimie des tranquillisants et les services d'un bon neurologue. Un honnête psychiatre les aurait sans doute convaincus que, étant donné leur jeune âge et leurs modestes fonctions, ils n'avaient vraiment aucune part dans les hauts faits d'armes de Faidherbe et de Gallieni, dans les massacres de Madagascar ou dans le mauvais coup du général Guillaume contre le sultan du Maroc. Et pas davantage dans les profits réalisés outre-mer par des entreprises métropolitaines, comme jadis Boussac dans l'exploitation du coton au Tchad.

S'ils ont suivi ce douloureux parcours, ils pourraient au moins se garder d'attribuer leurs propres motivations à ceux qui, depuis longtemps, analysent et dénoncent les injustices et les désastres qui s'accumulent dans le tiers-monde. Expliquer une telle action par un complot ourdi à Bakou en 1920 ou par une quelconque « mauvaise conscience » ne relève pas seulement de la « malhonnêteté intellectuelle », comme le dit M. Jean-Pierre Cot, ou du « mensonge », comme le dit René Dumont avec sa fange habituelle (5). La malhonnêteté n'étant pas nécessairement stupide et le mensonge n'excluant pas automatiquement l'intelligence, il faut bien admettre, chez ceux qui attaquent ainsi le « tiers-mondisme », une confortable dose de sottise. Avec aussi une pincée de cette arrogance que fournissent les grandes certitudes, l'arrogance que



DAME D'OEUVRES SUIVIE DE SON SERVITEUR, PAR KARL GIERARDT
(Rogier Violette)

manifestaient les stalinistes puis les « révolutionnaires » de mai 68 : ils allaient construire, sur des bases meilleures, un monde qu'ils connaissent si mal. Les voici donc en train de camper sur le terrain de la droite la plus classique.

Mais comme l'arrogance a toujours su se faire humble ! « Moi, l'Afrique, l'Asie, je les ai connues dans la boue, dans les camps de réfugiés », dit le docteur Brauman dans l'interview déjà citée. Depuis plus d'un siècle, le discours n'a guère changé : « Moi, mes pères, je les connus dans leurs taudis et dans leur crasse », disait la dame d'œuvres sous la Restauration ou sous le Second Empire ; imperturbable, son arrière-petite-fille tenait le même discours en revenant de l'ouvrage au moment du Front populaire. En effet, elle les connaissait : elle leur portait à domicile des bons de repas, des vêtements chauds qu'ils ne pouvaient acheter, un peu d'argent pour le loyer auquel le salaire ne permettait pas de faire face.

L'Afrique et l'Asie ne sont pas seulement la « boue » et les « camps de réfugiés ». C'est d'abord un ensemble de pays dont la population travaille et, pourtant, parvient à peine à survivre. C'est un jeu de forces extrêmement embrouillé, aux multiples acteurs : gouvernements en place, cours du zinc ou du cacao, taux pratiqués par les banques, techniques de production plus ou moins avancées, mécanismes du marché de Londres, spéculations, sorties de capitaux, corruption, pressions de groupes économiques dont le chiffre d'affaires est supérieur au budget de l'Etat, mais aussi une culture et une manière de vivre, une attitude devant la mort, une dignité qui vont celer de tous les « missionnaires » laïques ou religieux.

Des experts de choix

HUMBLE arrogance ! Les problèmes sont en effet tellement complexes que, dit le président de Liberté sans frontières, « il était indispensable que nous nous entourions d'experts ». Sentencieux : « On ne doit pas préjuger leurs conclusions avant la fin de l'enquête (6) ». Conseil valable pour les autres, pas pour soi. Car, sans attendre la fin de l'enquête, le Dr Brauman conclut : « Le responsable [des drames du tiers-monde], affirme-t-on, c'est le système économique mondial, c'est la détérioration des termes de l'échange, c'est le prix injuste payé aux producteurs de matières premières, etc. Je pense que ce diagnostic est faux (7) ». Les experts savent donc, d'avance, ce qu'ils doivent démontrer. Et quels « experts » : Emmanuel Le Roy Ladurie, qui passe de *Montaigne* à l'économie du développement ; Jean-François Revel, qui sait tout sur le sujet ; Pascal Bruckner.

Les experts pourront choisir leur itinéraire. L'important est qu'ils parviennent au but fixé par le Dr Brauman : « Il s'agit pour nous de remettre en cause une problématique dans laquelle la pauvreté là-bas est le reflet de la richesse ici, les libertés ici s'appuient sur des absences de liberté là-bas (8) ».

Pour ce faire, il suffira aux experts de montrer que les investissements, transferts de technologie et ouvertures de crédit décidés par des firmes, banques et gouvernements qui ont leur

siège en Europe occidentale ou en Amérique du Nord échappent à toute considération sur :

— les profits qu'ils escomptent en retirer ;
— les conditions dans lesquelles ces profits seront réalisés : bas salaires horaires, longue semaine de travail, absence de syndicats ;

— la nature du régime en place, d'autant plus utile à la « richesse » et à la « liberté » des nations industrialisées « ici » qu'il est plus autoritaire, plus répressif, plus apte à maintenir les classes populaires dans la pauvreté et la soumission « là-bas ».

La tâche n'a rien de surhumain. Les experts devront démontrer que le décollage économique de la Corée du Sud ne doit rien à l'abominable dictature de Syngman Rhee (1948-1969), que celle-ci n'était en rien soutenue par les Etats-Unis, que les capitaux n'ont pas été alloués par l'ordre que Syngman Rhee et son successeur ont su faire régner dans le pays, que les profits ainsi réalisés n'avaient rien à voir ni avec l'exploitation des travailleurs corens ni avec l'efficacité de la police. Fermé le dossier coréen, ils devront montrer que la CIA n'a pas installé le président Mobutu à la tête du Zaïre, que les armes françaises n'ont pas, par deux fois, sauvé son pouvoir, que les mines (cuivre, cobalt, uranium, zinc, diamants, etc.) sont exploitées par des Zaïrois pour les Zaïrois, que le Fonds monétaire international a tort d'entretenir sur place des contrôleurs pour limiter la gabegie et la corruption de ce protégé de l'Occident, et, surtout, que tout cela profite à la population.

Sur leur lancée, les experts devront réécrire l'histoire de l'Iran, pour gommer le coup d'Etat de la CIA (1953) et « blanchir » les profits réalisés par les firmes occidentales sous le contrôle de la féroce Savak ; ils nous présenteront une version expurgée du coup d'Etat militaire au Chili, ne verront aucun lien entre les assassinats ou tortures et la restitution des entreprises nationalisées à leurs anciens propriétaires, trouveront une explication satisfaisante à l'enrichissement de quelques-uns pendant que le pays était ruiné par Pinochet ; ils prouveront que le massacre de quelque cinq cent mille personnes en Indonésie (1965) a échappé à l'attention des firmes occidentales qui ont ensuite investi dans ce pays ; ils jetteront le voile de l'oubli sur les crimes, la loi martiale et la corruption du président Marcos aux Philippines, etc.

Les mains dans la caisse et dans le sang

VIOLENCE et mystère au Sud n'ont aucun lien avec liberté et prospérité au Nord. Non pas favorables aux intérêts supérieurs de l'Occident, mais très profitables à des groupes parfaitement identifiés, ces coups d'Etat et dictatures allient malencontreusement des crimes politiques (assassinats, « disparitions », tortures) à des crimes économiques (vol, détournement de fonds publics, enrichissement sans cause, exploitation de gens sans défense). Aucun témoignage, aucune confession publique ne peut établir un quelconque « tiers-mondisme » ait jamais eu « mauvaise conscience » pour de tels méfaits, auxquels il n'a eu aucune part et qu'il ne cesse de démentir. Un auteur, dont il convient, généralement, de taire le nom, a pu parler du « sentiment de culpabilité masochiste et suicidaire » de ceux qu'il appelle « tiers-mondistes ». Un tel sentiment ne pourrait habiter que les individus qui, directement ou par intermédiaires, ont trempé leurs mains dans la caisse et dans le sang. Fort heureusement, ils sont assez coriaces pour ne pas succomber à d'aussi vaines émotions. Peut-être un remords diffus a-t-il pu hanter ceux qui, occupés à des tâches plus utiles, ont négligé de s'émouvoir de tels crimes ?

Non. Un autre auteur, qui ne mérite pas davantage de passer à la postérité, posait le vrai problème lorsque, voilà déjà deux ans, il s'en prenait aux « adeptes d'un tiers-mondisme [qui] nient ou minimisent à outrance la rivalité Est-Ouest ». Il faut oser, comme le faisait Bernanos, traiter de « farceurs » ceux qui ne savent pas voir ce qui leur saute aux yeux : depuis quarante ans, le tiers-monde est le terrain privilégié des affrontements Est-Ouest, et l'Ouest n'a cessé d'y perdre des points pour avoir soutenu les dictatures les plus corrompues. Les obsédés de l'antirévisionnisme sont au créneau, mais leur regard est obstinément tourné vers l'Est. Contre les bordes mongoles qui s'apprêtent à déferler sur les démocraties, il faut encrier, sous la bannière de la liberté, en un fraternel combat, les émissaires de Ngo Dinh Diem, de Batista, de Somoza... Ils s'étonnent ensuite que des peuples spoliés, humiliés, s'engagent dans des actions qui les conduiront, même s'ils ne l'ont pas voulu, vers des régimes hostiles à l'Occident, plus ou moins soutenus par l'Union soviétique. Leur étonnement sera bref : ils inviteront le Congrès des Etats-Unis à voter les crédits demandés par M. Reagan pour chasser du pouvoir quelques autres sandinistes.

Sans doute faut-il, sans hésiter, remonter dès maintenant les experts de Liberté sans frontières : au terme d'un patient labeur, ils parviendront à « découvrir » comment certains Occidentaux, au nom de la liberté et de leur prospérité, ont apporté une irréparable contribution à l'asservissement et à l'appauvrissement du tiers-monde. Pendant qu'ils exploreront des sentiers déjà parfaitement balisés, au moins ne feront-ils de tort à personne.

La distraction des banquiers

PLUS délicat sera, pour la fondation, l'examen de dossiers d'une aide technique. L'un de ses experts a déjà pris, à cet égard, des risques inconsidérés. Ainsi Jean-François Revel, qui écrit : « Dénoncer l'endettement de l'Amérique latine comme une catastrophe tombée du ciel, c'est passer un peu vite sur l'usage que les gouvernements de ces pays ont fait des sommes gigantesques reçues par eux (9) ».

Mais c'est passer encore plus vite sur les raisons pour lesquelles les banques, assez peu portées à la philanthropie, ont ouvert d'aussi gros crédits à des Etats grisés par leurs projets pharaoniques. Aurait-elles lâché 800 milliards de dollars par légèreté, dans un moment d'inattention, comme par distraction ? Il conviendrait alors de les réprimander. Ignorent-elles la destination prise par les milliards de dollars dont M. Grinspu, l'ancien ministre du président Alfonsín, n'a pu retrouver la trace ? Les militaires argentins ont-ils pu les mettre en sécurité sans le concours de banques étrangères ? Celles-ci ne savent-elles pas où sont passés les capitaux qui ont fui non seulement l'Argentine, mais aussi le Venezuela ou le Mexique ? (Voir page 21 l'article de Françoise Barthelemy.) Il faudrait alors en conclure que leurs comptes sont mal tenus et, sans indemnité, licencier quelques directeurs.

Les banques ignorent-elles aussi dans quelles conditions le gouvernement de Washington contraignait le FMLI, malgré ses objections, à ouvrir un crédit aux militaires argentins sans leur imposer des clauses anti-inflationnistes, ce qui précipita la ruine économique du pays ? (Voir page 26 l'article de Moïse Ikoni-coff.) Aurait-elles oublié quels gages elles ont pris sur les ressources naturelles du Brésil avant de lui octroyer une centaine de milliards de dollars ?

Puisque, comme le dit le Dr Claude Malhuret, « nous ne sommes que des médecins » qui devons nous entourer d'experts, deux noms s'imposent. Deux personnalités de premier plan

auxquelles la fondation Liberté sans frontières semble ne pas avoir pensé et qui, pourtant, lui seront fort utiles.

D'abord M. Samuel Huntington, professeur à Harvard, qui, voilà quelques années, rédigea pour la Commission trilatérale un ineffable rapport sur la démocratie (10). M. Huntington a trouvé la solution aux problèmes de développement du tiers-monde :

« Prenez l'exemple du Brésil, qui a, dans les sept ou huit dernières années, connu un développement très spectaculaire. Il aurait eu de grandes difficultés à accomplir cela avec un régime démocratique (11) ».

Quand on pense au message par lequel, en avril 1964, le président Johnson félicitait les auteurs du coup d'Etat au Brésil, quand on rappelle que Dean Rusk et George Ball déclaraient alors que le « changement » s'était déroulé « dans le cadre constitutionnel », quand on évoque de surcroît le rôle que le général (alors colonel) Vernon Walters, de la CIA, joua dans l'opération, on peut imaginer qu'il sera difficile de prouver, comme le souhaite le Dr Brauman, qu'il n'existe aucun lien entre « les libertés ici et les absences de liberté là-bas », entre « la pauvreté là-bas et la richesse ici ». D'autant que le Dr Huntington fait sa déclaration en 1976 : la période à laquelle il se réfère — « les sept ou huit dernières années » — correspond donc à la phase dure, sanglante, de la dictature militaire au Brésil. Grâce à l'absence de libertés pour les Brésiliens, les entreprises, y compris américaines, n'ont été que plus libres sous la houlette des militaires. Les effets n'en sont jamais nuls sur le compte d'exploitation.

Le Dr Brauman et le Dr Malhuret peuvent, à vrai dire, mettre en doute la compétence du Dr Huntington. Car celui-ci, dans sa hâte à sauver la démocratie au Vietnam, avait imaginé la stratégie dite de l'« urbanisation forcée ». Le principe en était simple : par les bombardements, le napalm, les bombes à billes ou à fléchettes, les défoliants, etc., on rendait inhabitables les campagnes et les villages afin de contraindre les populations paysannes à s'entasser dans les camps de réfugiés. Elles étaient ainsi à l'abri de l'endoctrinement du Vietcong, et celui-ci, dans les espaces ainsi désertés, ne pouvait plus évoluer « comme un poisson dans l'eau ». Liberté sans frontières serait donc fondée à récuser la caution de M. Huntington, coupable d'avoir trop brillamment contribué à la commination du Vietnam.

La fondation peut alors se tourner vers un second expert, M. Friedrich A. Hayek, prix Nobel d'économie, dont les œuvres ont été introduites en France par celui que M. Giscard d'Estaing considérait comme le « meilleur économiste de France ». M. Raymond Barre. « Les pays, écrit M. Hayek, qui ont adopté le système de la libre entreprise ont été capables d'élever de manière significative le niveau de vie de leurs populations ; cela vaut pour la Corée du Sud, pour le Brésil (12) ». Si leurs succès et leurs performances économiques ne sont en rien comparables, les deux pays ont en commun d'avoir pratiqué la « libre entreprise », chère à M. Hayek et à beaucoup d'autres, sous des régimes de dictature.

Races supérieures, castes dirigeantes

POURQUOI les blâmerait-on ? La liberté s'épanouit dans des pays déjà industrialisés, possédant une tradition démocratique. Encore cela ne va-t-il pas sans tensions, le libre jeu démocratique aboutissant naturellement à des interventions de l'Etat pour régenter la « libre entreprise » au point que, près dans un insupportable carcan — fiscalité, normes de sécurité, droit du travail, réglementation de la concurrence, sécurité sociale, etc. — elle ne peut plus fonctionner normalement, faire des profits suffisants pour investir et créer de nouvelles richesses. Les néolibéraux, avec M. Hayek, ne cessent de le répéter : la « libre entreprise », qui a fait merveille au Brésil et en Corée, est phagocytée par les conquêtes économiques et sociales de la démocratie (13). Il faut libérer l'entreprise.

Mais alors, que dire des pays qui ne possèdent ni industrie ancienne ni tradition démocratique ? Ils ne peuvent progresser que sous des régimes à poigne. Faute de quoi ils ne travaillent pas. Ce triste phénomène a bien souvent été observé et jugé avec la sévérité qui convenait :

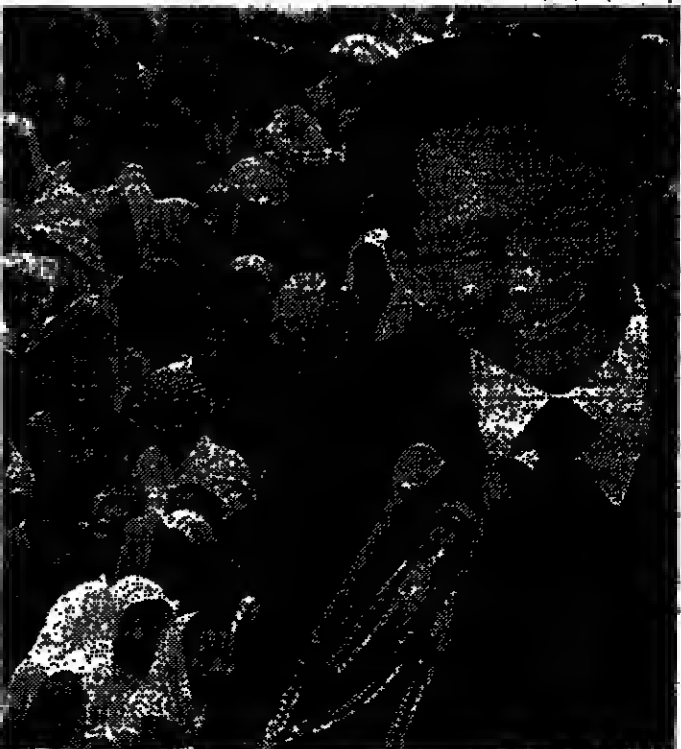
« Le Noir, n'ayant aucun besoin et vivant au jour le jour sans s'inquiéter du lendemain, ne travaillera que s'il y est forcé. Le Noir ne sera civilisé que malgré lui, et, puisque la France a étendu son protectorat sur ces contrées, elle a assumé l'obligation d'y introduire le progrès et la civilisation ».

Ainsi s'exprimait, au début du siècle, un éminent missionnaire (14) connaissant fort bien les Congolais, auxquels il consacra vingt-huit ans de sa vie.

Décrivant quelques années plus tôt les cultivateurs bambaras, le commandant Gallieni était bien obligé, voilà exactement un siècle, d'arriver aux mêmes conclusions :

« La routine, il faut le dire, est, pour le moment, la seule règle de ces peuplades ignorantes ; ainsi ont fait leurs pères, ainsi ils feront eux-mêmes. Ils se garderaient bien, si l'impulsion ne leur vient pas d'une race supérieure, de dérouter quoi que ce soit aux usages établis par leurs aïeux (15) ».

Au Congo comme au Soudan et ailleurs, la situation n'est pourtant pas désespérée. Solidement encadré, contraint de travailler, le Noir sera civilisé malgré lui. Aussi longtemps que la



(5) « Une malhonnêteté intellectuelle », par Jean-Pierre Cot, et « Des droits politiques pour des cadavres », par René Dumont, dans *Croissance des jeunes nations*, avril 1985.

(6) Lettre du Dr Malhuret au *Monde*, 26 janvier 1985.

(7) Interview à *Croissance des jeunes nations*, mars 1985. Le même argument est longuement développé dans la lettre d'invitation au colloque des 23 et 24 janvier 1985.

(8) *Croissance des jeunes nations*, mars 1985.

(9) « Le tiers-monde victime du tiers-mondisme », par Jean-François Revel, le *Point*, 11 mars 1985.

(10) Cf. « Les sociétés libérales victimes d'elles-mêmes », le *Monde diplomatique*, mars 1976.

(11) S.P. Huntington, « Is Democracy Dying? », *US News and World Report*, 8 mars 1976.

(12) F.A. Hayek, « Is Democracy Dying? », *idem*.

(13) Cf. « La faïte aux libertés », le *Monde diplomatique*, septembre, octobre, novembre 1984.

(14) Mgr Augouard, lettre au directeur de la *Dépêche coloniale*, 5 février 1902.

(15) Commandant Gallieni, *Voyage au Soudan français*, Paris, 1885.

battre

le « tiers-mondisme »



« races supérieures » exercent son « protectorat » sur ces « peuplades », elle obtient d'elles quelques résultats. Vient, hélas ! la décolonisation. Livrés à eux-mêmes, ces peuples relâchent aussitôt leurs efforts, épuisent leurs ressources. A moins qu'ils ne soient solidement pris en main par une caste supérieure - civile ou militaire - par un régime autoritaire sachant se montrer compréhensif à l'égard des entreprises - nationales ou étrangères - qui savent ce que produire veut dire.

Mais que ces « peuplades » n'aient ressenti une offense ! Comme elles, les classes inférieures, au siècle dernier, partout en Occident, se travaillaient, elles aussi, que sous la contrainte et, naturellement paresseuses, avaient revendiqué à la fois une réduction du temps de travail et des augmentations de salaire :

« Nous savons ce qu'il en adviendrait avec les mœurs actuelles : la plupart du temps, les « trois-quarts » serviraient au cabaret et au cabaretier. Et à qui profiterait la hausse des salaires ? Serait-ce à la femme de l'ouvrier, à ses enfants, à sa famille ? Non, messieurs. Ce serait probablement encore au cabaretier, au maitre du coin. Telle est la triste vérité... Si l'on veut relever l'ouvrier, il faut commencer par l'affranchir des pires exploiters qui le tyrannisent, c'est-à-dire de ses vices (16). »

Aucun antiers-mondisme n'ose aujourd'hui transposer ce discours pour l'appliquer aux peuples du tiers-monde. Ces derniers ont pourtant besoin de tuteurs éclairés, efficaces, sachant faire preuve de fermeté : communisme, parti unique, dictature militaire ou civile, contrôles policiers, élimination des tribunaux, milices privées dans les entreprises et les plantations. Sous la contrainte, ces peuples travaillent. Trop bien rémunérés, ils gaspilleraient leur nouvelle richesse et travailleraient moins.

Le « juste prix »

C'EST exactement ce que dit le docteur Rony Brauman, qui sans doute ne mesure pas l'exacte portée de son propos. Il s'en prend à ceux qui osent soutenir que « le responsable (de la misère du tiers-monde), c'est le prix injuste payé aux producteurs de matières premières... Ce diagnostic est faux ». Il rejoint les positions de Thomas Sowell, déjà cité (17), qui s'insurge contre « les théories modernes de l'impérialisme et du néocolonialisme » selon lesquelles « la main-d'œuvre et les matières premières des pays du tiers-monde sont sous-évaluées et sous-payées ». Absurde affirmation puisque, ajoute Thomas Sowell, la détermination du « juste prix » « défie la compétence des économistes depuis des siècles ».

En effet. Car le juste prix n'a pas à être défini par des économistes : il est providentiellement fixé par le jeu du marché. A vrai dire, il serait plus exact de considérer que, pour la main-d'œuvre comme pour les produits de base, s'affrontent deux définitions du juste prix. Aux yeux des salariés et des pays du tiers-monde, il sera toujours supérieur aux cours pratiqués. Déroulante avidité. Ces gens-là sont insatiables. Aux yeux des entreprises qui emploient cette main-d'œuvre et achètent ces produits de base, le prix sera toujours d'autant plus juste qu'il sera plus bas et qu'il permettra de plus beaux profits. Ces gens-là sont aussi insatiables, que les premiers. Mais ils ont des responsabilités. Qu'une entreprise soit, dans tel pays, contrainte d'augmenter les prix payés par elle, et elle ira chercher fortune ailleurs, sous des cieux plus éléments, où des gouvernements réalistes, capables d'endiguer de déraisonnables revendications, leur offriront des conditions satisfaisantes. Aussi

longtemps que l'entreprise trouve de tels havres de prospérité, la démonstration est faite que, si modeste soit-il, le prix qu'elle offre est toujours juste. Exquise sérénité des lois du marché.

Augmentez les salaires : la main-d'œuvre travaillera moins, s'engagera dans d'inutiles dépenses, s'adonnera à la débauche. Augmentez le prix des produits de base : la caste gouvernementale se grisera d'un luxe dispendieux - palais somptueux, résidences de rêve, armes sophistiquées, usines modernes qui rouillent sur place... Népotisme et corruption.

Rien n'est plus vrai. Avec une nuance. De même que, pour s'endetter, un pays a besoin de banques occidentales qui, sans désintéressement aucun, lui ouvrent des crédits chiffrés en milliards de dollars, de même il trouve des sociétés occidentales d'ingénierie pour construire ses palais présidentiels et villas ministérielles, ses palais des congrès servant une fois l'an, ses usines sophistiquées qui tournent à 30 % de leur capacité : il trouve même des marchands d'armes - soviétiques, américains, français - qui lui vendent à crédit et vont jusqu'à subventionner ses achats. Si souvent dénoncée, la corruption n'est jamais un jeu solitaire. Elle requiert au moins deux partenaires. Dans les opérations triangulaires, elle devient encore plus profitable. Et les nations industrialisées n'y sont pour rien : les potentats du tiers-monde sont corrompus.

Dictatures et vénalité ? Certes. Jamais sans la complicité intéressée de gouvernements et de firmes qui siègent aux Etats-Unis et en Europe. Faut-il encore insister sur le rôle irremplaçable assumé par des gouvernements occidentaux dans la naissance et le maintien de ces dictatures ? Oh, il est vrai que toutes n'ont pas été fomentées de l'extérieur. Certaines sont tout à fait nationales, autochtones, indigènes, *sui generis*. Mais, que voulez-vous, il faut bien être réaliste... La doctrine selon laquelle la reconnaissance diplomatique est accordée à des Etats, non à des régimes, est sacrée. Et bien commode. Chaque démocratie peut ainsi librement commercer avec des régimes que sa morale condamne sans appel.

S'ils sont corrompus, si leurs ministres réclament d'exorbitantes commissions, si les contrats comportent des clauses secrètes et s'accompagnent de stupéfiantes contre-lettres, si certains paiements s'effectuent en Suisse ou aux Bahamas, si des millions s'égarent dans des mystérieux circuits, si la lettre de voiture ou le manifeste du navire ne correspond pas exactement à la cargaison, etc., il faut, là encore, garder les pieds sur terre : on bien vous acceptez en vous bouchant les narines, ou bien un concurrent (et néanmoins allié) enlève le marché.

Le mauvais exemple vient de haut

AU même titre que le cacao, la torture et la sous-alimentation, la corruption est un produit du tiers-monde. Mais, en ces temps de mondialisation des échanges, elle circule librement. Au moment de la révolution islamique, la presse américaine a divulgué les trafics du chah et les noms des firmes, de Houston ou de New York, qui y avaient trouvé leur compte. Aucun Occidental n'a tiré profit de l'abjecte corruption de Batista (véritable père de la révolution castriste), de Somoza (véritable père du sandinisme), de S.M. Bokassa Jr, de Marcos, de tant de potentats... La corruption apparaît génétiquement au tiers-monde.

Les « races supérieures » ont un comportement radicalement différent. C'est par accident que des parlementaires américains ont touché de l'argent sud-coréen, on les a donc emprisonnés. Quel est donc ce prince généreusement acheté par Lockheed ? Non, vous vous égarez, ce n'était pas un émir d'Orient, mais le prince Bernhard des Pays-Bas. En quel pays de respectables dignitaires ont-ils été enrôlés par des sociétés pétrolières pour favoriser l'installation de centrales au fuel ? En Italie. Et la France ? Ah, la France ! S'il n'y avait que les « diamants »...

Il existe une différence de nature, qu'il faut savoir sauvegarder, entre la corruption du tiers-monde et celle de l'Occident. Car ce dernier ne se défait pas aisément d'un certain savoir-vivre transmis de génération en génération. Pour ne prendre qu'un exemple récent (18), la firme General Electric est accusée d'avoir détourné, sur des contrats pour la défense, 800 000 dollars ; Pratt & Whitney doit restituer à l'Etat 40 millions de dollars ; le Penta-

gone a acheté des cafetières au prix de 7 600 dollars l'unité, et des marteaux à 400 dollars la pièce : un cadre supérieur de General Dynamics s'est enfui avec 1,3 million de dollars détournés sur contrat public.

Mais il y a mieux (19) : symbole d'intégrité et de dignité en Nouvelle-Angleterre, la Bank of Boston a, « volontairement et en toute connaissance de cause », réalisé pour 1 200 millions de dollars d'opérations frauduleuses, probablement, d'après le FBI, pour « blanchir » les fonds de la Mafia, dont le chiffre d'affaires annuel est officiellement estimé à 100 milliards de dollars. Mais cela n'a rien à voir avec le tiers-monde ? Les entreprises travaillant sous contrat avec le Pentagone vendent aussi à quantité de pays sous-développés, et la Bank of Boston a réalisé pour 73 millions de dollars d'opérations illégales avec la Banque centrale d'Haïti (20), petit pays parmi les plus pauvres du monde sur lequel le président à vie Jean-Claude Duvalier, fort de la bénédiction de grandca démocratique, étend sa main protectrice. Non, décidément, richesse et liberté ici n'ont rien à voir avec pauvreté et oppression là-bas.

Dictature et corruption, misère et incompétence : tels sont les régimes que soutiennent les « tiers-mondistes ». Pour légitimer ces systèmes et, du même coup, rationaliser leur propre dérive, ils ont, si l'on en croit le réquisitoire, inventé de toutes pièces une extravagante conception selon laquelle toute la richesse de l'Occident serait fondée sur le pillage du tiers-monde, toute la misère du tiers-monde étant la conséquence de cette inégale et inéquitable relation.

Inconnu sur les cartes de géographie

POUR que le désordre établi à l'échelle mondiale soit condamnable, il suffit qu'une part de la richesse des uns et de la misère des autres relève de la responsabilité d'Occidentaux. Et cette part est immense. Il suffit d'une dictature soutenue par l'Occident pour ronger ses valeurs et discréditer son discours. Et de telles dictatures sont légion.

Contrairement à ce que l'on voudrait faire croire, les « tiers-mondistes » ne préconisent pas un « transfert massif de ressources financières du Nord au Sud (21) ». Ils ne savent que trop, et depuis trop longtemps, où aboutissent ces libéralités. De tels transferts ont pourtant des partisans acharnés : les banques commerciales qui ont engagé plus de 800 milliards de dollars dans le tiers-monde ; les entreprises qui livrent des armes et des usines ou construisent des complexes hôteliers ; les firmes qui transfèrent leurs centres de production vers la périphérie. Ces personnages-là ne sont pas d'humbles militants de Frères des hommes, de Terre des hommes, du Comité catholique contre la faim et pour le développement, de tant d'organisations et d'associations « tiers-mondistes » qui, pratiquement sans le sou, se dépensent sans compter.

Nombreuses sont les organisations militantes qui connaissent le tiers-monde. Elles en ont même une définition. Très claire. Impossible à repérer sur une carte géographique. Non moins clairs sont les motifs qui poussent leurs infirmières et médecins, agronomes et enseignants, ingénieurs hydrauliciens et ethologues, etc., à consacrer leur vie au tiers-monde.

Ceux-là ne vont pas mettre leur dévouement et leur compétence au service des nababs, rois nègres habillés en présidents, nouveaux riches au geste trop large, trafiquants trop distingués, ministres en Mercedes, ex-sergents sanglés dans d'étincelantes uniformes. Ils ne votent pas dans n'importe quel pays. Dans les pays de leur choix, ils ne s'intègrent pas à n'importe quelle couche sociale ; ils vivent la vie des plus humbles.

Ils n'ignorent pas pour autant les gouvernements incompétents, les bureaucraties corrompues, les mécanismes des marchés, les contrats frauduleux, les projets délirants, les polices omnipotentes, les crédits qui asservissent, les faveurs qui avilissent, les exportations qui saignent le pays, les cultures qui affament, le FMI qui appauvrit, les ukases du grand protecteur démocrate, les coups d'Etat télécommandés. Ils disent que la caution apportée par l'Occident à un tel système ne sert ni les intérêts à moyen terme du capitalisme ni, bien entendu, les intérêts des peuples concernés. Une injustice doublée d'une suicidaire stupidité.

Ils veulent, comme on le leur reproche, étendre les cultures vivrières, mais non pas « à l'écart des échanges internationaux (22) », ce qui serait absurde. Ils souhaitent un « développement autocentré » - ce qui n'a rien à voir avec un rêve autarcique - et non pas orienté par le vent fou du libéralisme. Ils favorisent les « technologies appropriées (23) », moins chères et mieux adaptées que les technologies lourdes proposées par les pays industrialisés. Et ils veulent, n'en déplaise à Liberté sans frontières, un « nouvel ordre économique international », ainsi qu'un « nouvel ordre mondial de l'information (24) » fondé sur autre chose que la vente des technologies de pointe en matière de communication.

Car, des massacres racistes d'Afrique du Sud aux incendies de villages hréiliens (25), des famines du Sabel aux guérillas d'Amérique centrale, de la ruine du Chili à la révolte qui gronde aux Philippines, des spéculations aux transferts de capitaux vers les pays riches, cet « ordre » mondial réputé innocent craque de toutes parts. Ce spectacle ne réjouit nullement les « tiers-mondistes », mais il ne leur arrache aucun sanglot. Ils savent que leur voix n'est pas entendue des gouvernements qui, hypnotisés par la compétition stratégique avec l'Est, considèrent le tiers-monde avec dédain ou, au mieux, avec une bienveillance attristée. Ils savent que d'autres pions de l'échiquier occidental tomberont, comme sont tombés Somoza ou le chah. Ils savent que leurs avertissements ne sont pas regus, alors qu'ils pourraient épargner tant d'inutiles souffrances, tant de vies humaines. Ils ne seront compris que le jour où cet aveuglement aura coûté quelques milliards de dollars de plus. Ce jour-là, les antiers-mondistes diront : c'est la faute aux Soviétiques.

CLAUDE JULIEN

- (16) Anatole Leroy-Beaulieu, *La Réforme sociale*, 1^{er} juillet 1922.
- (17) Cf. note 1.
- (18) *Time*, 6 avril 1985.
- (19) *Time* et *Newsweek*, 25 février 1985.
- (20) *International Herald Tribune*, 29 mars 1985.
- (21) Programme du colloque de Liberté sans frontières.
- (22) Idem.
- (23) Idem.
- (24) Idem. Liberté sans frontières, qui leur en fait grief, souhaite-elle le maintien de l'« ordre » actuel ? Elle serait alors aussi rigoureuse que l'*International Herald Tribune* du 28 mars 1985, qui, dans sa frénétique campagne contre l'UNESCO, traduit ainsi le sigle : United Nations Economic Social and Cultural Organization. Dans la même catégorie, on rangera la brochure de Jacques Tarnier, *Tiers-mondisme et antisémitisme*, publiée par le Centre d'études et de recherches sur l'antisémitisme contemporain, sous le patronage des principales organisations juives. Ce texte entend présenter « un très rapide survol de l'importance idéologique de l'antisémitisme comme composante essentielle du tiers-mondisme contemporain ». Pour le passage classique de l'antisémitisme évoqué dans cette phrase à l'antisémitisme cité dans le titre, l'auteur prend à partie, pêle-mêle, Amia Dada, Charles de Gaulle, Kadafi, Michel Jobert, Lord Carrington, Céline, Roger Garaudy, Yasser Arafat, Maurice Bardeche, Faurisson.
- (25) Cf. « La terre et le sang », *Le Monde diplomatique*, avril 1985.



Champions du « monde libre » : le président Marcos, des Philippines (page de gauche), les généraux Videla (Argentine), Pinochet (Chili) et Galtieri (Brésil), Syngman Rhee (Corée), le chah d'Iran, le président Mobutu (Zaire).

(Keystone-Magnum-Sygma)

L'histoire économique face

Par PHILIPPE NOREL

L'OUBLI de l'histoire n'est jamais neutre. Effacer le passé constitue l'un des plus sûrs moyens de stériliser toute analyse du présent, pour répéter inlassablement de vieilles recettes et réitérer les mêmes mécanismes de domination. Le tiers-monde n'y échappe pas, qui se voit proposer aujourd'hui un « plan Marshall », c'est-à-dire des prêts massifs à bas taux d'intérêt, quand son endettement après de puissances centrales « généreuses » a déjà fêté son premier centenaire (1).

Le mouvement tiers-mondiste a toujours tenu à rappeler certains faits historiques fondamentaux concernant les relations économiques internationales. Non par quelque complaisance morbide, mais pour poser les conditions intellectuelles d'une rupture avec le désordre mondial établi. Il est aujourd'hui accusé de simplifier abusivement l'histoire, de « ne voir dans l'histoire que l'histoire de l'Occident et de son expansion, de dépasser, dans une démarche insidieusement paternaliste, les habitants du tiers-monde de toute responsabilité dans leur propre histoire » (2).

Les historiens et économistes connaissant le tiers-monde n'ont pas

attendu d'être vilipendés pour améliorer leurs propres concepts et réviser leur image d'un certain nombre de faits mal perçus à l'origine. Ainsi du concept d'impérialisme dont l'évolution a été importante depuis le début du XIX^e siècle. Cerner les thèses historiques tiers-mondistes avec précision, mais aussi en montrer les limites, devient une exigence face aux malversations idéologiques dont elles sont aujourd'hui victimes. Les enjeux de l'heure dépassent, du reste, la théorie. Ils concernent sur-

veau Monde) disparaissent peu à peu. On a l'impression que l'Europe et les États-Unis se retranchent sur eux-mêmes pour accomplir le passage des formes préhistoriques du capitalisme à sa forme industrielle achevée, et « les termes de l'échange produits d'outre-mer contre produits anglais manufacturés évoluent dans une direction conforme à la règle de l'échange égal, les rémunérations du travail tendant à être réduites aux subsistances » (6).

jusqu'alors autonomes. On y retrouve l'articulation du capitalisme à une économie qui ne l'est pas mais qui doit être ajustée structurellement à ses exigences d'accumulation.

C'est cette période qui caractérise la phase proprement impérialiste du pillage du tiers-monde, impérialisme défini comme la capacité du capital financier (banques + industries) d'exporter du capital vers la périphérie en vue d'étendre la sphère de propriété capitaliste, de pallier surtout cor-

une vision continue de l'histoire. C'est ainsi que les phases précédemment décrites évacuent les crises et les moments de rupture dans les modes d'accumulation du capital. Ne permettant pas de relier les façons dont le tiers-monde est exploité aux différents modes d'accumulation qui résultent de chaque grande crise, ce type d'analyse échoue partiellement à rendre compte des enjeux des années 80.

Les analyses des théoriciens des régulations (14) montrent pourtant la complexité des phases récentes du capitalisme. La crise des années 1873-1895 voit ainsi une régulation « monopoliste » se substituer à la régulation concurrentielle dans les processus d'ajustement du capitalisme. La concurrence entre firmes, glorieuse par de récentes concentrations, ne permet plus l'ajustement de l'offre à la demande par le libre jeu des forces du marché. Désormais le pouvoir de quasi-monopoles s'oppose aux forces ouvrières, met en place l'organisation taylorienne du travail et empêche la libre circulation des capitaux vers les branches à forte demande.

Ce nouveau mode d'accumulation-régulation est porteur d'un rôle qui sera attribué au tiers-monde. Le taylorisme s'accompagne du drainage vers les États-Unis d'une main-d'œuvre périphérique non qualifiée qui remplacera, sur les chaînes, des travailleurs de métier par trop contestataires (15). Les monopoles sont capables d'imposer à la périphérie de bas prix pour ses matières premières. Surtout, ils réalisent des profits substantiels en limitant les salaires ouvriers. Mais, comme ils s'opposent à toute régulation concurrentielle qui exigerait le transfert automatique de ces profits vers les branches à forte demande, ils doivent les exporter. Cette exportation de capital vers les périphéries devient ainsi la forme même de la régulation monopoliste à la fin du dix-neuvième siècle.

Ce nouveau mode d'accumulation et de régulation permet de résoudre, pour un temps, la grande crise du XIX^e siècle, notamment grâce au rôle joué alors par les pays récepteurs de capitaux. Mais les salaires pèsent au centre, ce qui restreint le développement du marché intérieur. L'exportation de capitaux, créatrice de débouchés jusqu'aux années 20, bute devant l'immobilité de certains débiteurs (URSS après

Les nations industrialisées, dit-on, ne sont pour rien dans les drames du sous-développement. De la traite des esclaves à l'endettement systématique, c'est oublier de nombreuses formes d'exploitation

tout une nouvelle tentative de négliger l'histoire des relations économiques internationales, tentative utile à une sortie libérale de la crise actuelle, qui cherche à réassembler le tiers-monde suivant des modalités fort anciennes.

Les trois phases du pillage

L'ACCUSATION d'oublier l'histoire et les responsabilités des peuples du tiers-monde a déjà été largement et préventivement réfutée (3). Elle aboutit pratiquement à escamoter le fait que Samir Amin, entre autres, a consacré l'essentiel de son œuvre à analyser les luttes sociales internes aux nations du tiers-monde, dans le cadre des relations centre-périphérie. C'est lui, par ailleurs, qui a introduit la distinction de trois phases précises dans l'histoire du pillage du tiers-monde.

Durant la phase mercantiliste (XVI-XVIII^e siècle), l'Amérique du Centre et du Sud fut pillée de ses trésors et vidée de ses hommes (massacrés à plus de 90 % dès 1600, dans les premières régions conquises). L'esclavage remplacera ces « Indiens » morts de violence, de surtravail et de maladie : dix millions d'Africains environ atteignent les Amériques pendant ces trois siècles. Le commerce triangulaire rapporta de substantiels bénéfices (300000 livres sterling par an pour Liverpool, grâce aux seuls esclaves, à la

fin du XVIII^e siècle, et 4 millions de livres de revenu pour les plantations britanniques des Antilles en 1798 (4). Enfin le pillage de l'Inde, dès 1760, permit de drainer une partie de ses richesses vers l'Angleterre pour l'accumulation de la révolution industrielle. A cette logique du pillage correspond, sur le plan théorique, l'émergence d'une remarquable habileté du capitalisme à exploiter des modes de production non capitalistes. Ainsi les Espagnols ont-ils extrait l'argent du Potosi, après 1570, en utilisant pour partie une main-d'œuvre libre, s'entretenant de façon autonome et habituelle, par ailleurs, à fournir un tribut en travail au pouvoir inca (5). L'Angleterre commerçante sut même recréer, avec l'esclavage, un mode de production non capitaliste exploitable par l'économie dominante. Premières illustrations d'une capacité à articuler au capitalisme dominant des modes de production différents afin d'en extraire leurs forces autonomes de travail.

La révolution industrielle (1780-1880) constitue une seconde période durant laquelle « les formes anciennes (traite des esclaves, pillage du Nou-



(Roger Viollet)

JAWAHARLAL NEHRU (1889-1964)

« L'Internationale n'est pas quelque chose en soi, mais une réalité qui se crée et se développe. Elle doit se greffer sur les cultures nationales et ne peut s'épanouir aujourd'hui qu'en se fondant sur la liberté et l'égalité. » (1946).

puissances pour forcer ce marché nécessaire aux produits de la révolution industrielle. Par l'introduction de l'opium, la balance commerciale chinoise était déséquilibrée dès 1825, entraînant la réaction du pouvoir impérial et débouchant sur les deux défaites militaires chinoises de 1842 et 1860.

Avec la crise des années 1873-1895 s'ouvre la troisième période qui voit aux États-Unis la constitution des grands oligopoles pétroliers, électriques, sidérurgiques. En Europe, les banques développent une capacité à exporter massivement du capital, notamment vers les marges de l'Europe-Russie, Empire ottoman. Endetté de façon excessive, ce dernier doit céder à ses créanciers en 1881. La tutelle qu'il subit alors institue « un contrôle étranger sur les monopoles du sel et du tabac, le produit des droits de timbre, des droits sur les alcools et la pêche, de la taxe sur la production de soie brute dans certains districts » (9). Il s'agit d'une véritable canalisation vers l'extérieur de richesses produites dans des économies traditionnelles

taïnes baisses de rentabilité enregistrées au centre. C'est sur ce point que les thèses léninistes de l'impérialisme ont incontestablement vieilli (10). L'impérialisme se définirait plutôt, aujourd'hui, comme l'exportation du rapport de production capitaliste au-delà de ses frontières d'origine. A partir des années 1880, le capitalisme envisage la possibilité de phagocytiser (pour les transformer à son image) tous les modes de production différents dont il s'est nourri jusqu'alors.

Le pillage colonial qui s'accroît dans les années 1920-1930, fondé sur l'impôt de capitation et le travail forcé, apparaît donc a priori comme un réajustement archaïque, destiné à laisser la place à l'extension capitaliste proprement dite. Mais ce travail forcé sera largement utilisé par des firmes privées coloniales et sera la base de « l'accumulation primitive » de groupes comme Boussac et Unilever (11). Cet « archaïsme » servira aussi de relatif amortisseur à la crise des années 30 en permettant de maintenir débouchés et approvisionnements au sein d'un espace protégé de la concurrence étrangère (12).

Cet ensemble historique n'est pourtant pas dénué d'ambiguïtés. Non seulement il reste dépendant d'approches conceptuelles parfois contestables ou dépassées (13), mais encore il obéit à

(1) C'est, en effet, en 1854 et 1862 que l'Empire ottoman et l'Égypte contractent leurs premiers emprunts à long terme, notamment auprès de banques d'affaires françaises.

(2) *Vocation de la fondation Liberté sans frontières*, document du colloque des 23-24 janvier 1985, p. 6.

(3) Notamment dans A.G. Frank, *L'Accumulation dépendante*, Anthropos, Paris, 1978, pp. 18-25.

(4) E. Williams, cité par G. de Bernis, *Relations économiques internationales*, Dalloz, Paris, 1976, p. 314.

(5) P. Vilar, *Or et monnaie dans l'histoire*, Flammarion, Paris, 1974, p. 147 sq. Voir aussi L. Wallerstein, *The Modern World System*, volumes I et II, Academic Press, 1974 et 1980.

(6) S. Amin, *Le Développement inégal*, Ed. de Minuit, Paris, 1973, p. 160.

(7) De Bernis, op. cit., p. 323.

(8) *Bulletin de géographie historique et descriptive*, 1895, cité par Chateaux-Bastid, dans *La Chine I, des guerres de l'opium à la guerre franco-chinoise, 1840-1885*, Hatier, Paris, 1969.

(9) R. Cameron, *La France et le Développement économique de l'Europe, 1800-1914*, Le Seuil, Paris, 1971, p. 358 sq.

(10) En premier lieu, l'exportation de capital a commencé dès 1850 et, surtout, n'a pas d'ambiguïté quant à son rôle dans le développement des banques d'affaires. Jusqu'en 1934, pour la France, les investissements bancaires en bons d'États étrangers (et tous investissements de portefeuille) l'emportent sur les investissements directs de firmes. De même, les rapatriements de profits (intérêts et bénéfices) dépassent vite le flux de sortie de capitaux nouveaux. Ce qui conduit à parler davantage d'importation de capitaux par le centre que

d'exportation de capital (S. Latouche a particulièrement développé ce point dans un livre sur « l'histoire du capitalisme »). Critique de l'impérialisme, Anthropos, Paris, 1979.

(11) L'année a donc, en un sens, inversé la détermination, et sa théorie ne garde une signification qu'à condition de parler d'exportation de capital (capital entendu au sens de rapport de production). Et encore, seulement pour le domaine non colonial, le seul à avoir été développé sur un mode capitaliste ayant les années 60.

(12) Voir entre autres Marcel et Wilhelms, « L'expansion industrielle de Boussac et l'expansion coloniale », *Le Monde diplomatique*, novembre 1978.

(13) Voir Jacques Marseille, *Capitalisme français et empire colonial, histoire d'un divorce*, Albin Michel, Paris, 1984.

(14) Par exemple, la définition léniniste de l'impérialisme, souvent prise au pied de la lettre et à laquelle la réalité est parfois ajustée. Il en va de même de la baisse tendancielle du taux moyen de profit (concept devenu parfois explicatif en soi) ou du rôle de l'échange inégal basé sur les schèmes marxistes de passage de la valeur aux prix de production (donc la persistance est jugée très relative par Marx lui-même) érigés en dogmes incontournables, même quand la réalité historique fait qu'ils ne peuvent plus être utilisés.

(15) Thèses présentées, d'un point de vue historique, dans Rodin-Doché, *Revue économique - Crise et changement social, une perspective historique*, Maspéro, Paris, 1983. Une esquisse théorique de cette problématique a été avancée par S. Amin, *La Crise, quelle crise ?*, Maspéro, Paris, 1982, pp. 169-177.

(16) Voir B. Coriat, *L'Atelier et le Chronomètre*, Christian Bourgois, Paris, 1979, pp. 45 sq.

NUMERO SPECIAL

Le Monde
dossiers et documents

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Du café à l'or et au diamant : dix dossiers complets. Les reportages des correspondants du Monde depuis les mines et les plantations. Les données économiques et politiques des différents marchés. L'influence des négociants. Les rapports de force entre pays producteurs et pays importateurs. Un outil documentaire indispensable avec - pour chaque matière première - la carte des zones de production, les statistiques et le graphique d'évolution des cours.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 20 F. OU PAR CORRESPONDANCE AU « MONDE »

BON DE COMMANDE « LES MATIÈRES PREMIÈRES »

NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL : VILLE
NOMBRE D'EXEMPLAIRES X 32 F. (prix d'expédition inclus) = F.

A RENVoyer AVEC VOTRE RÈGLEMENT À L'ADRESSE SUIVANTE :
LE MONDE, SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 05

e.h.

ABONNEMENT (1 an)	Ordinaire	Étudiant	LE N°
France	220 F	175 F	80 F
Étranger	275 F	215 F	95 F
Avion	350 F	270 F	95 F

Prix TTC port compris

économie et humanisme

L'intermédiaire indispensable entre la presse et le livre

Des dossiers que l'on garde parce qu'ils sont à l'abri des modes et des slogans

LES DOSSIERS DE LA REVUE EN 1985 :

- La connaissance au défi des mutations socio-culturelles (281)
- Dépendance alimentaire et énergétique des grandes villes (282)
- La société face à ses fonctionnaires (283)
- Que souhaiteriez-vous faire de votre télé ? (284)
- Regards étrangers sur la crise de l'Europe (285)
- Les professions sociales en retard d'une crise ? (286)

14, rue Antoine-Dumont
69372 LYON Cedex 08

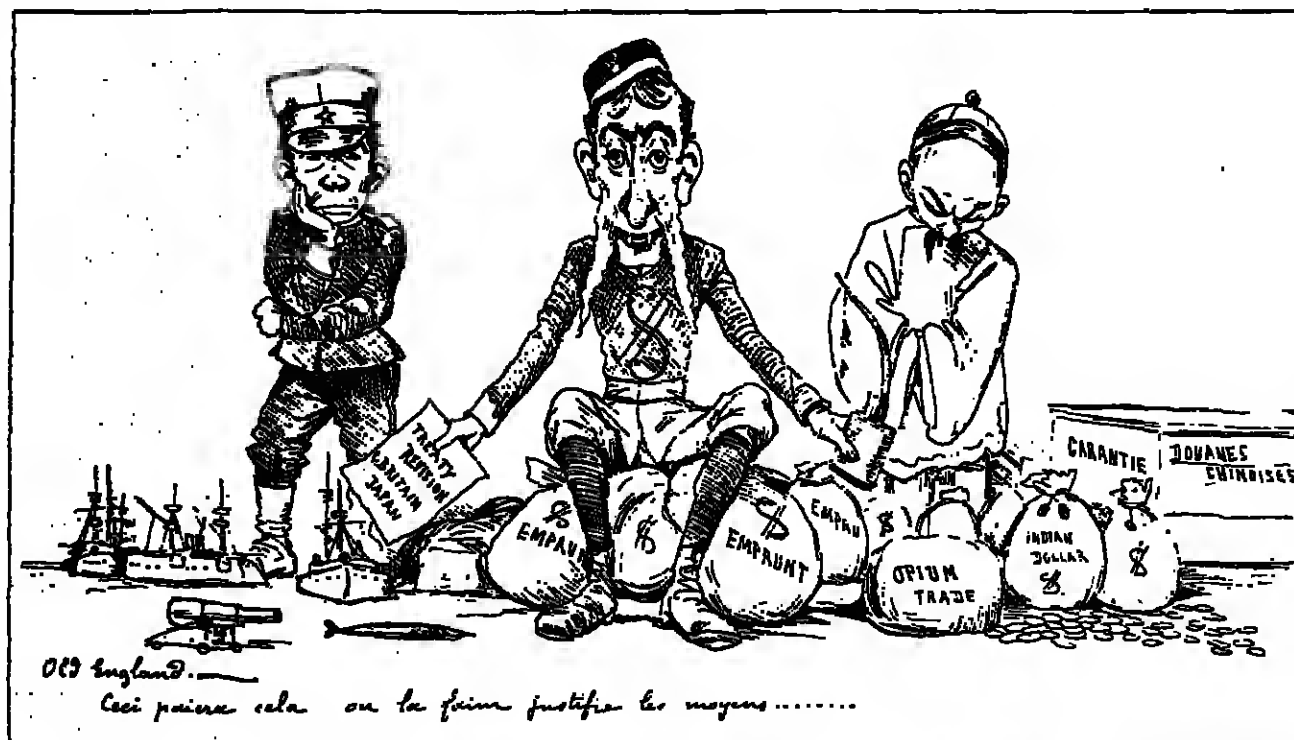
aux sanglots et aux invectives

1917) et les limites des marchés extérieurs coloniaux (16). La crise des années 30 va entraîner ces contradictions.

C'est après 1945 que se généralisera dans les économies développées la régulation fordiste et statique. Le nouveau mode d'accumulation se fonde sur le taylorisme et des progrès technologiques constants. Pour écouler la production de masse ainsi autorisée, le fordisme consistait à augmenter régulièrement le pouvoir d'achat des travailleurs, tandis que l'Etat contribuait à soutenir la consommation par le biais du salaire indirect (prestations sociales), tout en prenant en charge les coûts collectifs nécessaires à l'accumulation capitaliste (éducation, transports et infrastructures, etc.).

Dans cette dynamique centrale, l'exploitation du tiers-monde paraît jouer a priori un rôle bien secondaire. Effectivement, la part du commerce Nord-Sud dans les échanges mondiaux régresse de 1945 à 1972. Mais il ne faut pas oublier la délocalisation des termes de l'échange des produits primaires du tiers-monde, qui continue jusqu'en 1973. Ne pas oublier, surtout, les politiques d'aide, puis d'endettement, qui servent à conforter les débouchés périphériques du fordisme occidental par la consommation des couches dominantes du tiers-monde. Ne pas oublier, enfin, les ajustements structurels que chaque déficit des paiements impose (par le biais ou non du Fonds monétaire international) aux économies dominées, afin de les conformer aux besoins (même secondaires) d'une division internationale du travail voulue par les centres (17).

Et, tout comme la crise des années 30 avait connu, à titre de palliatif, une intensification des échanges entre métropoles et colonies, la crise actuelle a vu, dès la fin des années 60, un renouveau des flux de capitaux et de marchandises vers la périphérie. Désireux de remédier à des coûts de production trop élevés au centre et d'envahir de nouveaux marchés, les firmes centrales accélèrent le mouvement de transnationalisation quand la crise se déclare au centre (18). Dési-



LA POLITIQUE ANGLAISE EN CHINE A LA FIN DU XIX^e SIÈCLE (caricature d'époque)
Déstabiliser le pouvoir pour conquérir de nouveaux marchés

renses d'écouler leurs excédents d'euro puis de pétrodollars, les banques occidentales accélèrent leurs prêts au tiers-monde, créant ainsi les conditions d'un débouché, simple bouée de sauvetage, face à la stagnation de consommation du Nord. Ainsi la crise actuelle s'elle cherché un exutoire périphérique, comme la crise des années 30 avait connu un repliement sur l'empire colonial, censé résoudre les difficultés du capitalisme français d'alors.

L'analyse des phases d'exploitation du tiers-monde en regard des phases précises d'accumulation-régulation au centre ne présente pas seulement un intérêt théorique. Sortir d'analyses trop générales, parfois conceptuelles a priori et ne tenant pas assez compte des ruptures au centre, est une condi-

tion pour saisir les enjeux actuels dans leur originalité.

Les quinze dernières années ont vu se mettre en place un mode de régulation qu'on a pu croire promis à un grand avenir; certains ont pu penser qu'il constituait une solution à la crise actuelle. L'action conjointe des banques et des firmes transnationales dans le tiers-monde, en intégrant les flux commerciaux, productifs et financiers mondiaux sous le pouvoir de décision de quelques groupes financiers, a été incontestablement une réponse à la crise. Permettant de dépasser les limites inhérentes aux pouvoirs des différents gouvernements nationaux, ce processus pouvait être un substitut aux régulations étatiques défaillantes. Par la délocalisation du taylorisme, puis du

fordisme, à certains pays périphériques (Brésil, Mexique, Corée du Sud) écumant des usines de type occidental, cette « régulation » transnationale semblait aussi devoir redistribuer géographiquement les cartes et casser les pesanteurs centrales (19). Tout particulièrement l'obstacle constitué par des syndicats forts rendant les salaires difficilement compressibles.

Malgré les réussites économiques individuelles des capitalismes étatiques sud-coréen et taïwanais, malgré la capacité des pouvoirs transnationaux de s'adapter à bien des situations nationales différentes, la crise mondiale s'est largement aggravée. Les firmes transnationales n'ont pu aller, jusqu'à présent, recréer les marchés porteurs d'une authentique reprise économique.

Sur le front financier, l'accumulation des dettes fait aujourd'hui craindre le pire, et elle oblige à des ajustements très douloureux. Les banques elles-mêmes commencent à s'assurer et à revendre à perte leurs créances douteuses. La régulation privée mondiale n'a donc pas su transformer des réponses à la crise en une réelle sortie de crise (20).

Si nouvelle régulation il doit y avoir, celle qui verra le jour devra intégrer le tiers-monde, avec toute sa diversité, dans un fonctionnement capable de reproduire le capitalisme à l'échelle mondiale. Et le risque est grand de voir réutiliser de vieilles recettes, incapables de considérer le tiers-monde autrement que comme un outil au service de l'accumulation centrale.

En ce sens, les attaques anti-tiers-mondistes contre les tentatives auto-centrées de développement viennent aussi compléter l'oubli de l'histoire. Quand la domination pluriséculaire du capitalisme occidental est gommée de la mémoire, la recherche d'autocentrage et d'indépendance devient sans objet. Place est alors faite à des stratégies impérialistes aveugles et très anciennes, ne pouvant plus offrir aucune surprise.

PHILIPPE NOREL

(16) Voir dans l'ouvrage de Jacques Marseille (pp. 188 sq.) le récit des tentatives, à partir de 1924, pour forcer artificiellement les débouchés dans l'empire français. C'est en particulier l'industrie cotonnière, fortement concurrencée par l'étranger et désireuse d'écouler ses produits, qui obtiendra un réajustement des tarifs des matières premières coloniales afin de développer son propre marché protégé dans l'empire.

(17) Sur le concept d'ajustement structurel, on lira S. Amin, *Le Développement inégal*, Ed. de Minuit, Paris.

(18) Voir W. Andreff, *Les Multinationales hors la crise*, Le Sycomore, Paris, 1982.

(19) Voir l'article d'Alain Lipietz, « L'industrialisation du tiers-monde, issue à la crise? », *Le Monde diplomatique*, octobre 1981. Et, du même auteur, « Le fordisme périphérique étranglé par le monétarisme central », *Amérique latine*, n° 16, octobre-décembre 1983.

(20) Suivant l'expression de C.-A. Michallet, *Les Multinationales face à la crise*, PUF-IRM, Paris, 1985, p. 74.

Devant le désarroi de la pensée économique

EDEM KODJO *

Faut-il oublier le dialogue Nord-Sud ?

Le « Nord-Sud » n'est plus aujourd'hui un concept porteur... Victime de la « révolution conservatrice » et du libéralisme triomphant, rejeté par la mode intellectuelle (la pire de toutes) convertie aux joies et aux espoirs du réaganisme, liché par les nouveaux pourfendeurs du tiers-monde et du tiers-mondisme, empêtré dans ses propres contradictions et ses ambiguïtés, le dialogue Nord-Sud paraît désormais relégué au vestiaire.

Outre que l'expression connaît des désignations géographiques et des espèces qui n'ont pas, ou n'ont plus, une grande homogénéité, que le tiers-monde est aussi divers que le Nord est élargi, le dialogue Nord-Sud et le tiers-mondisme qui lui sert de toile de fond semblent véhiculer des thérapies considérées de plus en plus comme obsolètes, sinon simplement désastreuses... La solution américaine à la crise de l'économie mondiale, c'est-à-dire la « solution libérale », l'émergence de certains pays de l'Asie du Sud-Est, semblent avoir eu raison des arguments de ceux qui voyaient dans une redistribution mondiale des cartes la voie du salut et la chance de survie des pays du Sud; Taiwan, la Corée du Sud, Singapour, Hongkong, la Malaisie, l'Indonésie, ne seraient-ils pas autant d'exemples de ce que les pays pauvres feraient mieux de méditer, plutôt que de chercher à rejeter sans cesse sur autrui (l'Occident) les responsabilités de leur propre faillite ?

Il existe aujourd'hui un véritable syndrome idéologique qui sert de justification et de support logistique à l'argumentaire anti-tiers-mondiste et prolibéral.

Le développement ne suppose pas forcément, semble-t-on dire, la remise en cause de l'ordre international... Les nouveaux pays industriels (NPI), notamment ceux de l'Asie de l'Est, ont administré la preuve qu'une bonne ouverture sur le système international, la maîtrise scientifique et technologique de certains créneaux porteurs et des pressions inflationnistes pouvaient conduire à un développement spectaculaire de la production et des échanges.

C'est un fait établi que les NPI de l'Asie de l'Est ont connu une progression fulgurante de la croissance, avec des augmentations du produit national brut de plus de 7 % par an sur une longue période (depuis quinze ans environ) et une percée magistrale dans des domaines industriels d'avant-garde. La stratégie de la promotion des exportations, liée au développement des importations et à l'afflux massif des investissements extérieurs, plus la confiance du marché financier international, ont assuré à ces pays un développement que l'on veut ériger en modèle pour tous. Est-il nécessaire d'épiloguer sur les sacrifices, les coûts et le projet même de ce développement ? Autant prêcher dans le désert, car il n'y a pire sordide que celui qui ne veut entendre. Ce qui préoccupe une certaine opinion, c'est qu'un pays comme la Corée du Sud (36 millions d'habitants)

va dans les prochaines années « produire » plus d'ingénieurs électroniques que la France.

La capacité d'adaptation dans les secteurs les plus sophistiqués, leur « disposition naturelle » et quasi ontologique à maîtriser la complexité, le propre de la vie sociale aujourd'hui, suscitent une admiration inquiète qui détonne sur le pessimisme ambiant entourant les pays en voie de développement en général et ceux d'Afrique en particulier. Est-ce donc le voie du salut ? Et tout processus d'aménagement de l'ordre international du genre « Nord-Sud » est-il obsolète ? L'ouverture sur le marché international est-elle possible pour tous et réglera-t-elle tous les problèmes ?

Ces de certains NPI mérite qu'on s'y arrête un moment : Hongkong et Singapour sont des cités-États dont la singularité et la particularité excluent qu'on en fasse des exemples à vocation universelle. Taiwan et la Corée du Sud ont bénéficié de la force d'attraction et d'entraînement des États-Unis et du Japon... Et l'on est en droit de se demander si ces deux pays, de surcroît extrêmement militarisés, auraient eu le développement qui est le leur si la Chine communiste n'avait pas surgi en 1949 comme une véritable menace à l'Occident, et s'il n'y avait pas eu la guerre de Corée.

De plus, si la Corée du Sud peut tabler sur un marché intérieur important, il n'en est pas de même de Taiwan avec ses dix-huit millions d'habitants.

Cela dit, l'arrivée en force des NPI de l'Asie du Sud-Est ne résout pas le problème actuel du développement, et la thérapie libérale ne semble inopérante pour circonscrire à elle seule l'étendue des problèmes que connaissent les nombreux pays d'Asie, d'Amérique latine et, surtout, d'Afrique. Les mesures, souvent brutales, parfois péremptoires, préconisées par le FMI ou la BIRD (Banque mondiale) n'ont pas permis jusqu'à présent des reprises durables dans les pays pauvres, en dépit de quelques améliorations. La « rassemblerie » elle-même semble à la recherche d'un nouveau souffle, les derniers indices de l'évolution de l'économie américaine ne sont pas bons : l'OCDE et les institutions de Bretton-Woods redoutent un net ralentissement de la croissance des pays industrialisés et, particulièrement, de celle des États-Unis.

Force est de reconnaître que les principaux dossiers du dialogue Nord-Sud sont plus actuels que jamais et que ce dialogue est plus que nécessaire, voire urgent.

La question des matières premières n'a pas reçu une considération majeure depuis les dernières rencontres, en dépit de la persistance de l'échange inégal et de la détérioration des termes de l'échange — la Banque mondiale, peu suspecte de complaisance à cet égard, l'évalue à 1,2 % du PIB pour les pays de l'Afrique subsah-

rienne, et à 2,4 % du même PIB pour les pays les plus pauvres de ce continent. C'était, il est vrai, pour l'année 1983... Mais aucune reprise significative n'a eu lieu depuis lors.

Le Fonds commun de stabilisation des matières premières, adopté depuis plusieurs années déjà, n'a pas connu une mise en œuvre significative.

Le système monétaire international demeure désordonné depuis la généralisation des taux de change flottants : la réforme, longtemps réclamée, toujours différée, est devenue un véritable serpent de mer. Les fluctuations erratiques du dollar, qui, du côté de Washington, on persiste à considérer comme n'étant que la reflet du fonctionnement réel du marché, conjuguées à l'évolution des taux d'intérêt, font peser une grande incertitude sur l'ensemble de l'économie mondiale... Le consensus qui semble se dessiner à nouveau pour la reprise du dialogue, notamment lors du récent comité monétaire du FMI, pourrât-il déboucher sur un véritable rapprochement des points de vue opposés ? En tout cas, ce dossier est plus actuel que jamais et les replâtrages successifs qui ont tenu lieu de solution jusqu'à ce jour ne font que souligner l'urgence d'une approche globale.

La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) a pu calculer que, à une augmentation de 1 % des taux d'intérêt sur le marché international, correspond une aggravation de la dette africaine de 1 milliard de dollars, ce qui conduit à aborder la question de la dette.

L'endettement du tiers-monde demeure considérablement élevé. La dette totale des pays en voie de développement culminera à 970 milliards de dollars à la fin de 1985 et, si son rythme tend à se ralentir, son poids demeure lourd et souvent insupportable pour les pays débiteurs... Mais, plus que son volume, c'est le service de cette dette qui pose des problèmes inextricables aux pays en voie de développement. En dépit des solutions imaginées (les rééchelonnements, en particulier), la charge que fait peser le service de la dette sur les économies les plus pauvres constitue l'obstacle essentiel à un retour à des situations d'équilibre.

Pour l'Afrique subsaharienne, la Banque mondiale a calculé que le service de la dette, qui se chiffrait à 4 milliards de dollars en 1981, a atteint 10 milliards de dollars en 1984 et se monter à 12 milliards de dollars à la fin de 1985... Comment sortir de cette impasse ? Par le maintien de fortes recettes d'exportation, estime-t-on au FMI. Mais les marchés des pays industrialisés s'ouvriront-ils davantage alors qu'un protectionnisme rampant règne à nouveau sur les échanges internationaux ?

Et plus qu'ailleurs, l'interdépendance des différents acteurs de la vie économique internationale est évidente. Comment donc croire que le dialogue Nord-Sud soit devenu inessentiel ?

Pourrait-on éviter des situations de cessation de paiement qui feraient peser des menaces graves sur l'ensemble du système bancaire international si la dette devait continuer à s'alourdir, alors que l'aide était appelée à diminuer ?

En effet, les transferts nets de capitaux publics vers les pays en voie de développement (autre volet du dossier Nord-Sud) connaissent une évolution tout à fait inquiétante. Prenons toujours le cas de l'Afrique subsaharienne : la Banque mondiale estime que les transferts publics n'atteindront pas 6 milliards de dollars en 1985-1987, contre 11 milliards de dollars en 1980-1982.

Face à ces données, la création récente par la BIRD d'un fonds spécial pour l'Afrique qui aurait rassemblé près de 1,5 milliard de dollars, bien que digne d'intérêt, ne semble qu'effleurer la surface visible de l'iceberg.

On pourrait procéder à des analyses du même type pour l'énergie et le transfert des technologies pour constater que, en dépit des proclamations et d'une mode intellectuelle qui veulent voir ou revoir dans les simples mécanismes du marché les solutions automatiques au défi du développement, le dialogue Nord-Sud est plus actuel que jamais.

Du reste, le renouveau du néolibéralisme semble puiser davantage dans un désarroi face au vide conceptuel qui prévaut aujourd'hui que dans l'énacé d'une théorie générale susceptible de préparer la voie du salut.

La résurgence d'un manichéisme étonnant, qui prétend expliquer la faillite du développement tantôt par des causes externes (environnement économique international), tantôt par des facteurs exclusivement internes (mauvaises stratégies de développement adoptées dans le tiers-monde, voire incapacité des élites des pays en voie de développement à assumer leur mission), participe de ce désarroi...

Ceux qui critiquent le tiers-mondisme au nom d'une responsabilité exclusive des pays en voie de développement dans leur marasme actuel ont tout aussi tort que ceux qui estiment que l'environnement international, la permanence de l'échange inégal, le maintien d'un système de domination explicite, seule, le sévère crise que connaissent les pays en voie de développement les plus pauvres. Les deux facteurs sont intimement liés : les efforts que demandent le FMI et la BIRD aux pays en voie de développement, visant à l'adoption de politiques appropriées et de réformes fondamentales, doivent aller de pair avec la nécessaire révision de l'ensemble du système international tel qu'il fonctionnait aujourd'hui... Les seuls efforts internes ne suffiront pas, et le dialogue Nord-Sud est plus nécessaire que jamais.

* Ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, professeur associé à l'université de Paris I.

Une fondation au-dessus

Par ALAIN GRESH

C'EST le 10 janvier, lors d'une conférence de presse, que Médecins sans frontières (MSF) annonce la création d'une fondation, Liberté (sans s) sans frontières (LSF), « pour l'information sur les droits de l'homme et le développement ». Quelques jours plus tard, à son initiative, un colloque se déroule au Sénat sur le thème : « Le tiers-mondisme en question ».

Le docteur Rony Brauman, président de MSF, précise : « Depuis le temps qu'on intervient sur le terrain, on avait l'impression qu'il nous manquait un cadre de réflexion, que ce soit sur les problèmes généraux de la santé ou sur le problème de l'environnement des situations de crise (1) ». Louable intention ! De nombreuses organisations impliquées dans l'aide au tiers-monde se sont, depuis bien longtemps, préoccupées de cette question ; elles savaient bien qu'une aide ponctuelle — si nécessaire soit-elle — ne peut constituer une réponse durable ni à la famine ni au développement. M. Gabriel Marc, président du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), affirme ainsi que son organisation « a forgé une réflexion sur une pratique. Si on veut s'occuper du développement, on touche à des problèmes politiques ».

Contre « le seul totalitarisme »

MAIS ni l'expérience du CCFD ni celle des dizaines d'autres organisations non gouvernementales (ONG) préoccupées par la coopération ne semblent intéresser LSF, qui n'a pas jugé bon de les inviter à dialoguer à son colloque. C'est que LSF veut faire une grande lessive :

« Le débat sur les droits de l'homme et le développement, peut-on lire dans le document qui présente les objectifs de la fondation, est aujourd'hui obscurci par des présupposés idéologiques. Il n'y avait rien d'anormal, voici trente ans, à ce que des pays nouveaux explorent diverses voies d'accès ou progrès. Mais, au moment de tirer les leçons de l'expérience, ces présupposés conduisent trop d'observateurs à adopter des conclusions exactement opposées aux réalités ».

« Des pays qui décollent sont condamnés parce que leur modèle de croissance ne correspond pas aux préceptes tiers-mondistes. Dans d'autres, au contraire, qui adoptent un programme conforme à ces prescriptions, les successions de catastrophes sont présentées comme des modèles à suivre bien après que les faits ont démenti les espérances. A la Chine du grand bond en avant ont succédé, entre autres, comme référence, le Vietnam et ses nouvelles zones économiques, la Tanzanie de l'Ujamaa, le Ghana de Nkrumah, le castrisme cubain et, dernier en date, le Nicaragua sandiniste ».

« Les raisons de cet aveuglement sont complexes et impossibles à résumer en quelques lignes ».

« Mais l'objectif de la fondation Liberté sans frontières est de permettre un débat dégagé des a priori ».

« De susciter des recherches pragmatiques hors de l'idée qu'il n'y a qu'un modèle possible et qu'il faut le suivre ».

« D'analyser les problèmes du développement et des droits de l'homme sans faire référence à l'idée d'un tiers-monde dont l'unité n'existe en fait pas ».

« Enfin, de tirer de ces recherches des conséquences pour l'action ».

« De nombreux travaux, affranchis des conformismes et des idéologies, ont déjà été réalisés, et il ne manque pas de spécialistes travaillant dans cette direction ».

« Mais leurs efforts sont dispersés, leurs projets ne sont pas coordonnés. L'accueil qui leur est fait va trop souvent du désintérêt pur et simple ou critiques les plus virulentes. Leur influence est encore faible et se limite, dans l'immense majorité des cas, ou petit cercle des convaincus ».

Grande ambition en somme (2). D'autant que l'expérience de MSF sur le terrain, si elle est importante en ce qui concerne les situations d'urgence, les crises, les famines, etc., est plutôt réduite en ce qui concerne le développement proprement dit. Afin sans doute de répondre à cette lacune, LSF s'est entourée de « spécialistes » nombreux qui forment le conseil d'administration et le conseil scientifique, douze non-médecins au total.

Deux filières se dégagent pour le choix de ces douze « spécialistes » : le Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL) et l'Internationale de la Résistance. Au CIEL se retrouvent au moins sept de ces personnages : MM. Jean-Claude Casanova, Jean-François Revel, Emmanuel Le Roy Ladurie siègent

Guerre à l'utopie, guerre à l'idéologie ! Mais ceux qui prétendent leur opposer une analyse réaliste, « affranchie des conformismes », s'inspirent en fait d'une idéologie qui n'ose pas dire son nom

dans son comité permanent : Alain Besançon, François Fejtó, Ilios Yannakakis et Branko Lazitch en sont membres actifs. Le CIEL a été fondé en 1978, à l'initiative du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe, présidé par M. Olivier Guichard, un des « barons » du gaullisme. Il n'a alors, au dire de son secrétaire général, M. Alain Ravenes, aucune vocation politique, bien que le marxisme soit désigné comme le « danger principal » aujourd'hui (3). Le manifeste de l'organisation, largement popularisé dans la presse grâce à la publicité, contient certaines formulations vagues et confuses pour attirer des personnes de bonne foi ; l'objectif général est explicité en termes simples : « La crise présente, son aggravation même, demeurent préférables à l'issue dont la tentation apparaît à chaque détour du doute : la certitude totalitaire ». A ceux qui n'auraient pas compris, M. Ravenes précise : « Le totalitarisme est une tentative d'organisation totale de la vie sociale et, très vite, de la vie tout court. Si vous voulez avoir mon point de vue sur la géographie des pays totalitaires, je dirai que pour le monde il n'y a guère que le nazisme qui soit un totalitarisme non communiste » ; et d'ajouter : « Selon l'expression de M. Emmanuel Le Roy Ladurie, je dirai que l'URSS est le centre actuel le plus puissant du totalitarisme mondial (4) ». Si quelques allusions sont faites aux pays totalitaires de la « périphérie » (Afrique du Sud, Argentine ou Chili), au fil des ans l'essentiel de l'action du CIEL sera menée contre « le seul totalitarisme qui menace la liberté (...) : le communisme soviétique (5) ».

Premier congrès mondial des intellectuels dissidents cubains, dénonciation de l'arrestation de dissidents soviétiques, appel au boycottage des Jeux olympiques de Moscou, appel « pressant » pour que la conférence de Madrid sur la paix et la sécurité en Europe ne se tienne qu'après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan... Voilà quelques-unes des actions menées par le CIEL avant l'arrivée de la gauche au pouvoir. Les élections de mai 1981 marquent un tournant dans son action, qui « découvre » la politique française. Dès le 25 juin, le CIEL déclare : « La présence au gouvernement de membres du Parti communiste, parti dont les principes, les pratiques, la solidarité avec ceux qui écrasent les libertés en Europe et s'efforcent d'étendre sans cesse l'emprise

totalitaire, sont à l'évidence aux antipodes de ces valeurs essentielles, nous paraît moralement inacceptable et appelle à une grande vigilance ».

En avril 1982, le CIEL dénonce le monopole de l'audiovisuel et la nouvelle loi en préparation. En juin de la même année, à la clôture des assises du CIEL, Raymond Aron déclare que celui-ci se situe « dans l'opposition à cause de la présence de ministres communistes, de la syndicalisation du pays et de la surpopulation de l'Etat (6) ». En février 1983, il décide d'intervenir plus directement dans la vie politique française contre la « désinformation », contre le danger totalitaire et pour la « liberté de l'enseignement », contre la loi sur la presse. Ses liaisons avec différents clubs de l'opposition sont avouées (7) : le club Condorcet, pépinière des « jeunes loups » du RPR ; l'Association pour la liberté économique et le progrès social, dont le président est M. Jacques Garello, un des plus ardents partisans de l'économiste Milton Friedman et des Chicago Boys ; le club République et Démocratie... Le CIEL figure en bonne place dans le Guide de l'opposition, éditions 1983 et 1984 — publié par le RPR et l'UDF, entre l'Union nationale interuniversitaire (UNI) et Légitime défense.

Le CIEL ne délaisse pas pour autant le terrain international et il contribue à populariser le livre de Carlos Rangel contre le tiers-mondisme (8). Celui-ci, invité aux assises du CIEL, déclarera : « Sous la présidence de Willy Brandt, le tiers-mondisme est devenu l'idéologie officielle de l'Internationale socialiste. Qu'un tel mensonge soit accepté par autant de gens aussi divers indique qu'il s'agit d'une véritable maladie de l'esprit comme le socialisme lui-même (9) ».

Ce rapide tour d'horizon éclaire un détail : le bulletin du CIEL est imprimé sur les Presses de Normandie, propriété de la branche française de la secte Moon (10). Le révérend, grand organisateur de la lutte mondiale anticommuniste, ne se trompe pas sur ses amis.

Résistance et liberté

L'AUTRE filière, qui recoupe en partie la première, est l'Internationale de la résistance dont font partie MM. Jacques Brovello, François Furet, Alain Besançon et Jean-François Revel. Elle est née au début 1983, à l'appel de neuf mouvements de « résistance » : Angola, Bulgarie, Cap-Vert, Cuba, Roumanie, Russie, Vietnam et Yougoslavie. Ici, pas question de mannes, d'états d'âme sur l'Argentine ou l'Afrique du Sud : « L'ennemi, mais sûrement, le système totalitaire étend sa domination sur le monde. Après avoir soumis le Vietnam, le Cambodge, le Laos, l'Ethiopie, l'Angola, le Yémen du Sud et finalement l'Afghanistan, il fait peser une menace chaque jour plus précise sur des pays comme le Salvador, l'Argentine, la Thaïlande... La menace principale qui pèse aujourd'hui sur la liberté est l'impérialisme soviétique (11) ».

(1) Libération, 26 janvier 1985.
(2) Et qui a soulevé une grande admiration, y compris dans la presse d'extrême droite. Ainsi dans le quotidien Présent du 31 janvier 1985, on peut lire : « Liberté d'expression, désinformation, tiers-mondisme, ou remet tout en question. Intention louable s'il en est, l'initiative de MSF de faire le procès du tiers-mondisme, de jeter à bas les idoles et de secouer le cocotier, est non seulement courageuse, mais aussi très opportune. Depuis que l'on assiste à l'échec des politiques tiers-mondistes, il était temps que les hommes de terrain, des chercheurs, ou des philosophes, se décident à dénoncer le tiers-mondisme, ses abus et ses méfaits ».

(3) Le Figaro, 14-15 janvier 1978.
(4) Le Quotidien de Paris, 7 décembre 1978.
(5) Le Figaro Magazine, 12 juin 1982.
(6) Le Figaro, 14 juin 1982.
(7) La lettre du CIEL, n° 7, deuxième trimestre 1984.
(8) Carlos Rangel, L'Occident et le Tiers-Monde. De la fausse culpabilité aux vraies responsabilités, préface de J.-F. Revel, Paris 1982.
(9) La lettre du CIEL, n° 2, premier trimestre 1983.
(10) Voir J.-F. Boyer, « L'Internationale Moon », le Monde diplomatique, janvier 1985.
(11) Appel constitutif.

« POUR la nouvelle gauche, ce n'est plus Israël, mais le tiers-monde qui baignait dans une aura d'utopie et de tragédie (1) ». La plainte d'Alain Finkelkraut, lancée au lendemain de la guerre du Liban, n'a sans doute plus la même acuité aujourd'hui : du tiers-monde, on veut plus que jamais banaliser les tragédies et ignorer les utopies. Il n'empêche. L'image d'Israël, bien que partiellement gagnante, reste désacralisée par rapport à ce qu'elle était dans les années 50 et 60, quand « les socialistes avaient des raisons profondes d'aimer l'Etat juif : le génocide et le kibboutz (2) ».

Le monde arabe est demeuré longtemps étranger à la gauche européenne. Les indépendances des Etats du Proche-Orient avaient été acquises, en tout cas formellement, avant l'âge de la décolonisation, et bien rares sont ceux qui savent combien l'impérialisme européen, essentiellement français et britannique, a fait de ravages dans cette région. Certes, le mouvement de solidarité avec la lutte algérienne suscite, par ricochet, une curiosité pour les aspirations arabes, mais la volonté de comprendre s'arrête généralement à la question israélienne et à l'insupportable refus arabe d'Israël.

L'occupation durable de la Cisjordanie modifie sensiblement la perspective. Non qu'Israël soit désormais en question, ou que la résistance palestinienne attire autant de sympathisants que Guevara ou Ho Chi Minh. Mais l'agression que dénoncent les Arabes est cette fois visible et, pour ainsi dire, vérifiable. Elle montre la parenté entre Israël et l'impérialisme américain. L'image de l'agresseur — qui ne coïncide pas avec celle de l'intrus qu'en ont les Palestiniens — culmine lors de l'invasion du Liban en 1982.

Plus que l'engouement — limité — pour la résistance palestinienne, c'est l'optique tiers-mondiste en général qui est source de gêne pour les partisans d'Israël. En témoigne le dépit d'Alain Finkelkraut : cette optique « rejetait l'Etat juif dans le camp occidental, et transférait sur le tiers-monde opprimé les

Les nouveaux antisémites

Par SAMIR KASSIR

qualités que la gauche social-démocrate avait attribuées à Israël (3). Même la très modérée Internationale socialiste est contaminée, en raison de la politique de M. Willy Brandt, par une telle dérive. « L'entrée massive des mouvements du tiers-monde dans l'organisation marginalise le Parti travailliste israélien, ou point d'en faire un exclu en suris, et de donner à l'OLP la centralité symbolique qui, il y a quinze ans, revenait encore à Israël (4) ».

La centralité symbolique est déplacée. Tout est là. Car, s'il est évident que l'OLP ne l'a pas eue, il s'en faut de beaucoup, l'introduction du paramètre Nord-Sud menace la légitimation d'Israël, qui se trouve ainsi confronté à une grille d'analyse où le génocide des juifs, sans être gommé, est relativisé. Il faut donc invalider le schéma tiers-mondiste, en soulignant son inadéquation à la réalité.

La théorie générale de son inopérance étant faite (5), on prend acte de la faillite du tiers-mondisme pour démontrer que, dans le cas palestinien en particulier, l'imagerie à laquelle il a donné lieu n'est pas conforme à la vérité. Tout au long de l'été 1982, par exemple, les défenseurs des thèses israéliennes ont mis l'accent sur l'occupation du Liban par l'OLP, sur l'utilisation de la population civile comme bouclier, sans parler des gloses savantes sur la charte nationale palestinienne et les poncifs habituels sur le terrorisme.

Un deuxième niveau d'argumentation, plus subtil, est celui de l'antisémitisme. Il s'agit moins de le traquer chez les Arabes que de montrer que le tiers-mondisme lève l'interdit par un biais : l'antisémitisme. Si Israël n'est pas refuge contre le danger pour la Diaspora, c'est

que l'Etat juif est devenu le « juif des nations ». Les « majorités automatiques » à l'ONU prouvent assez qu'il est le bouc émissaire des péchés de l'Occident. Mais surtout, en sanctifiant les Palestiniens comme un « peuple-Christ », les tiers-mondistes restaurent le mythe du peuple déicide. « Si les Juifs, aujourd'hui, sont fauils, c'est d'Israël, uniquement d'Israël (6) ». Le sionisme se porte donc comme une étoile jaune. « L'antisémitisme de demain, en France, ce seront des professeurs solitaires traitant leurs élèves juifs de sales sionistes (7) ».

AU-DELA de l'exagération — et du déplacement — du danger, ce dont il est question, c'est d'intégrer de nouveau le problème israélien dans une dimension occidentale qui mette en jeu l'imaginaire européen aussi bien que les calculs atlantistes. Au moment où l'ethnocentrisme européen revient en force, il importe de figer l'autre, l'Arabe, le Palestinien qui ne veut pas de paix, sous la figure de l'hostilité et de l'étrangeté. « Comme si l'OLP et Solidarnosc étaient les deux variantes d'une même rébellion. Les uns répudient l'Occident et valorisent la lutte armée ; les autres se veulent occidentaux et répudient le terrorisme. D'ailleurs, les Polonais, comme toutes les nations d'Europe centrale, s'identifient spontanément à Israël, qui veut garder une identité européenne au sein du monde arabe, de la même façon qu'ils refusent, eux, la russification (8) ». Les élaborations politico-policiaires de la presse disent quotidiennement combien le terrorisme proche-oriental est dangereux pour le monde libre. Et l'étrangeté de l'Arabe est soulignée à souhait par le magnétique bédier

qui se pourrait de l'intégrisme musulman. Que cet intégrisme se développe est un démentant l'une des preuves de la faillite du tiers-monde. Un orientaliste explique ainsi, dans une étude fort savante où il invoque la nécessité de « penser l'altérité », que « les gros bataillons du mouvement islamiste (sont en Egypte), les symboles vivants, à une échelle de masse, de l'échec des projets modernisateurs de l'Etat indépendant (9) ».

Tenir l'autre à distance est un moyen sûr de magnifier cette identité européenne qu'Israël incarne si bien. Israël ne peut plus être un Etat « pas comme les autres ». Il sera donc un Etat européen comme les autres. Qui passe à l'acte parce qu'il est menacé. Qu'importe, dès lors, si le Liban du Sud est écrasé, puisqu'il est peuplé d'« intégristes fanatiques » et hostiles. Qu'importe si les Palestiniens restent dispersés dans l'exil ou sous l'occupation, puisqu'ils répudient l'Occident. L'heure est à la défense de l'Occident contre le bolchevisme — et l'islam. Israël est aux avant-postes.

(1) Alain Finkelkraut, La Réprobation d'Israël, Denoel-Gonthier, « Bibliothèque Médiation », Paris, 1983, p. 17.
(2) Ibid., p. 16.
(3) Ibid., p. 17.
(4) Ibid., p. 18.
(5) Notamment dans Le Sanglot de l'homme blanc (Seuil, Paris, 1982) par Pascal Bruckner, coauteur avec A. Finkelkraut de deux autres ouvrages, Le Nouveau Désordre amoureux et Au coin de la rue, l'avenir, tous deux aux Editions du Seuil, Paris.
(6) La Réprobation d'Israël, p. 13.
(7) Ibid., p. 149.
(8) Ibid., p. 133.
(9) Gilles Kepel, Le Prophète et Pharaon, les mouvements islamistes dans l'Egypte contemporaine, préface de Bernard Lewis, La Découverte, Paris, 1984, p. 212. Phénomène trop rare pour qu'on ne le souligne pas, Gilles Kepel considère les mouvements islamistes avec une certaine sympathie, surtout pour ce qui concerne Sayyid Qutb et Chukri Mustafa. Mais c'est pour s'en prendre au « totalitarisme nazi », avec des accents de craie.

de tout soupçon

Gare donc aux naïfs qui croient, en 1983, que l'Argentine est une dictature. Washington défend partout la liberté, comme il y a dix ans au Vietnam ; c'est en tout cas ce qu'a affirmé M. Broyelle au colloque de LSF. Cet ancien député de la « grande révolution culturelle prolétarienne » a battu sa coulpe pour ne pas avoir compris, en temps opportun, que « l'intervention des Etats-Unis au Vietnam se justifiait ». Il en tire une leçon : « Ne soutenir en aucun cas toute déstabilisation qui pourrait aboutir à un régime communiste ».

A l'Internationale de la résistance, on retrouve côte à côte M^{me} Simone Veil et Marie-France Garaud et M. Vladimir Maximov - qui, lui aussi, avec M. Jean-François Revel, hante les différents séminaires sur la lutte anticomuniste. Comme le CIEL, l'Internationale a commencé à s'intéresser aux problèmes du tiers-monde. En octobre 1983, elle a organisé un colloque intitulé « Le tiers-monde, quel avenir ? ». Le but était d'élaborer une « nouvelle politique pour le tiers-monde, réaliste et tenant compte de la stratégie soviétique ». Le Monde pouvait alors remarquer : « Le choix des principaux invités... donnait à ce forum l'aspect d'un rassemblement international tant soit peu contre-révolutionnaire (12) ».

On ne peut terminer ce tour d'horizon des « hommes de LSF » sans dire un mot de deux d'entre eux, MM. Branko Lazitch et Jean-Claude Casanova. M. Branko Lazitch est un des piliers de la revue *Est-Ouest* et de l'Institut supérieur du travail, fondé et dirigé par M. Albertini jusqu'à sa mort en 1983. Ce dernier, un

Dans le document de présentation de LSF, on peut lire : « Combien de changements de régime [...] n'ont-ils pas entraîné d'une part la perte de libertés formelles existantes [...], d'autre part, une manifeste régression économique et sociale... Que l'on pense au Cambodge des Khmers rouges, au Vietnam et à ses boat-people, au Laos et à ses montagnards réfugiés en Thaïlande, aux sept cent mille paysans qui ont fui d'Ogaden en Ethiopie, aux Indiens Miskitos du Nicaragua. Des régimes opposés aux précédents, parfois soutenus par certains défenseurs des thèses libérales en matière de droits de l'homme au nom d'arguments géopolitiques, n'en diffèrent souvent que bien peu en matière de liberté ». Une telle affirmation renvoie dos à dos « dictature de droite » et « dictature de gauche ». Mais cette attitude est démentie par le reste du texte et des déclarations de LSF.

En effet, les seuls pays et mouvements dénoyés sont « progressistes » ; les seuls pays encensés sont pro-occidentaux. Pas la moindre allusion à l'Afrique du Sud, à la Turquie, à l'Indonésie ou à la Palestine. C'est qu'il y a, pour LSF, une différence de « nature » entre les deux : les dictatures de droite ont « l'avantage, dans la plupart des exemples rencontrés, d'être réversibles (Portugal, Espagne, Bolivie, Nicaragua de Somoza, République Centrafricaine...) ». M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, ne dit pas autre chose : « Depuis des dizaines d'années, les sociologues et les politologues admettent qu'il existe une différence entre les dictatures traditionnelles de caractère national et les Etats totalitaires où la volonté de répression, s'étendant en tous sens, est dotée par la technologie moderne, les partis de masse et une idéologie messianique... Au cours de la récente décennie, nous avons vu plusieurs dictatures de droite se transformer en démocraties - du Portugal, de l'Espagne au de la Grèce à la Turquie et à l'Argentine. Mais aucun Etat communiste n'a connu une semblable évolution (18) ».

La similitude des thèses de LSF et de M. Shultz ne les empêche pas d'être fausses, en particulier ce qui concerne le tiers-monde. Des pays progressistes à « parti de masses et idéologie messianique » ont changé de camp durant ces vingt dernières années : le Ghana, le Mali, le Mozambique, la Guinée ou même l'Egypte en 1970-1975 - malgré la présence dans ce dernier pays de milliers de conseillers militaires soviétiques. De nombreux moyens ont été utilisés : de l'intervention directe comme à la Grenade, à la guerre civile comme au Mozambique, en passant par les pressions diverses allant de l'économique, la politique et le militaire dans le cas égyptien. Et qui peut oublier aujourd'hui les menaces que fait peser l'administration Reagan sur le Nicaragua ?

Trois autres points cardinaux peuvent être dégagés de la « doctrine » de LSF. A la thèse suivant laquelle « le système économique mondial, dominé par les grandes puissances industrielles, représente un déni de justice fondamental [et] est à l'origine de la plupart des pénuries du tiers-monde », le docteur Rony Brauman répond que, quelles que soient les injustices de celui-ci, ce n'est pas là que se trouve l'origine du sous-développement.

Conclusion logique : l'instauration d'un nouvel ordre économique international, prôné depuis des années par le Mouvement des non-alignés, n'est pas la question centrale aujourd'hui : « Quels que soient les progrès qui restent à faire, nous pouvons être fiers de l'œuvre accomplie. Fiers des efforts déployés par les pays qui ont tiré le meilleur parti du système [international]... Certes on ne saurait parler de perfection, mais les critiques s'égarent lorsqu'ils disent que la mise en œuvre du système international s'est soldée par l'échec de l'injustice... (19) ». L'intransigence des pays occidentaux dans toutes les grandes négociations internationales est sinon justifiée, du moins excusable car elle n'est pas à l'origine des problèmes.

A quoi est due la détérioration des termes de l'échange ? Le docteur Malburet, président de LSF, a trouvé la réponse : « Les fluctuations des cours... ne dépendent pas de spéculateurs internationaux, elles dépendent du marché (20) ». Et d'ajouter : « Pourquoi le cours du caoutchouc évolue-t-il ? En fonction du progrès technologique, de la demande des consommateurs, etc. ». Puis il explique : « La tendance qui se dessine dans les échanges internationaux est que l'ensemble des gens qui échangent en tirent bénéfice. Bien sûr, le marché international est « libre » et le pays africain qui vend du sucre est à égalité avec les Etats-Unis qui l'achètent. Le docteur Malburet est un ferme partisan du renard libre dans un poulailler libre (21) ».

Dernier cheval de bataille de LSF, les droits de l'homme : « Les deux sortes de droit, « libertés formelles » et « libertés réelles » (22), sont-elles de la même nature ? La réponse mérite discussion et nécessite qu'on examine l'hypothèse selon laquelle le respect des droits naturels est peut-être la condition sine qua non d'un réel développement économique et social, seul garant, au terme d'un long cheminement, des libertés réelles ».

(Lire la suite page 20.)

(12) *Le Monde*, 26 octobre 1983.

(13) *Le Matin*, 19 décembre 1978.

(14) *Observer*, 4 février 1979.

(15) *La lettre de l'Expansion*, 9 mai 1977. On pourrait aussi rappeler le rôle de M. Casanova et Furet dans la fondation Saint-Simon, lieu de rencontre de personnalités de l'économie, de la presse (MM. Serge July, Max Théret, Jean Dussan...) et de la politique (MM. Rigaud, Yves Sabouraud...) et qui tente de définir des politiques de sortie de crise où se retrouveraient une partie de la droite et des éléments du Parti socialiste.

(16) *Libération*, 26-27 janvier 1985.

(17) M. Gabriel Marc, président du CCFD, nous déclarait : « Le langage que LSF utilise ne nous concerne pas. Nous ne nous sommes jamais situés dans cette perspective d'épouser sans inventaire les causes que l'on défend ».

(18) Déclaration faite par M. George Shultz, le 22 février 1984.

(19) Discours de M. Ronald Reagan, 15 octobre 1981.

(20) *Paris-Match*, 23 janvier 1985.

(21) Dans ce même journal, le docteur Brauman critique, au nom du même principe, « le système de stabilisation des recettes d'exportation » institué par la convention de Lomé alors que celui-ci est sans doute l'acquis le plus positif pour les pays du tiers-monde.

(22) LSF reprend ici la formulation de ses « adversaires ». Par « libertés formelles », elle entend les « droits naturels », c'est-à-dire « les droits traditionnels, ceux de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 [qui] sont à la fois précis et limités, droit à la propriété, à la sûreté, droit de résistance à l'oppression, auxquels s'ajoutent les libertés de penser et d'expression. Leur base est l'égalité en droit de tous les individus ». Par « libertés réelles », elle entend « droit au travail, au repos, à la santé, droit à la sécurité matérielle, au logement, droit au développement, à l'industrie, à l'information... ».



MÉDECIN DE BROUSSE, AU DÉBUT DU SIÈCLE

ancien socialiste passé au fascisme en 1941, secrétaire général du Rassemblement national de Marcel Déat de 1942 à 1944, fut condamné pour haute trahison à la Libération. Il se spécialisa dans la lutte anticomuniste durant la guerre froide et fonda alors *Est-Ouest*. Conseiller de la compagnie Worms, voyageant beaucoup, « très bien introduit dans l'establishment américain (13) », il était lié au lobby pro-Afrique du Sud (14). Avec M. Branko Lazitch, l'autre figure importante de la revue est M. Claude Harnel.

M. Jean-Claude Casanova, dont on dit qu'il est le véritable instigateur de LSF, est professeur agrégé des facultés de droit et de sciences économiques, directeur d'études et de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques. Il participe dès 1959 à différents cabinets ministériels. En 1976, il devient conseiller de M. Raymond Barre, alors premier ministre. C'est à ce titre qu'il est chargé par le gouvernement, dans le cadre de la préparation des élections législatives en 1978, de dégager « les grands thèmes sur lesquels la majorité ira au combat (15) ». Membre du CIEL, directeur de la revue *Commentaire*, il est aussi un des experts de la commission Trilatérale, qui regroupe deux cents personnalités de l'Europe, de l'Amérique du Nord et du Japon - de M. Raymond Barre à M. Brzezinski en passant par les PDG de Paribas, Saint-Gobain, PUK, Fiat... - et chargée de définir les réponses idéologiques à la crise que connaissent les sociétés occidentales. « C'est le courant de la nouvelle droite qui avance masqué », disait le professeur René Dumont au colloque de LSF - auquel il avait en bien du mal à se faire inviter. Nous ne savons pas si elle est « nouvelle » ou non, mais c'est bien la droite qui se profile derrière la fondation.

Des thèses originales ?

C'EST un « nouvel espace de pensée » dégagé des a priori des idéologies que les promoteurs de LSF veulent ouvrir. Mais une remarque préliminaire s'impose, qui rejoint celle du professeur René Dumont (16) : il n'y a pas un tiers-mondisme, et celui défini par LSF est un mythe où se retrouvent, pélo-mêle, des idées qu'aucune organisation sérieuse ne défend, et des éléments essentiels de ce qu'est la solidarité avec le tiers-monde (17).

TÉMOIGNAGE

L'action sur le terrain et le non-engagement politique

Par le Dr VINCENT JEANNEROD

A victoire sandinista du 19 juillet 1979 a bouleversé la vision traditionnelle que les Occidentaux pouvaient avoir de l'Amérique centrale. Pour les uns, l'heure de la libération des peuples longtemps opprimés est arrivée. Pour les autres, l'infiltration marxiste a réussi à prolonger le conflit Est-Ouest jusque dans l'arrière-cour des Etats-Unis.

Toutes les organisations ou les associations qui doivent intervenir sur ce continent sont amenées à tenir compte de cet enjeu politique. Tel est le cas des organisations humanitaires. Certaines ont, d'emblée, choisi leur camp, celui des opprimés, et travaillent dans une dynamique politique cohérente, en accord avec les mouvements d'opposition aux régimes installés. Les autres, qui souhaitent néanmoins aider les populations victimes de ces conflits politiques, mettent en avant un apolitisme dont le contenu est sujet à variations.

Dès le mois d'octobre 1980, l'association Médecins sans frontières décide de venir en aide à la population salvadorienne victime de la répression militaire et des combats entre l'armée et les forces du FMLN. Le gouvernement salvadorien ayant refusé tout type d'aide à l'intérieur du pays, Médecins sans frontières décide de prendre en charge les Salvadoriens réfugiés au Honduras. Cette mission, qui se situe le long de la zone démilitarisée entre le Honduras et El Salvador, se fait sous l'égide du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) qui en finance une grande partie.

Pendant dix-huit mois, une permanence de douze médecins et infirmiers fait fonctionner un hôpital, des centres de soins et des centres de formation sanitaire. Ce travail humanitaire se fait dans des conditions physiques très difficiles (moyens d'accès et de communication fort rudimentaires, climat subtropical avec saison chaude et saison des pluies) auxquelles vient s'ajouter le manque permanent d'une incursion de l'armée salvadorienne ou des groupes d'extrême droite dans la zone d'accueil des réfugiés. Plusieurs fois, cette zone a été survolée par des hélicoptères militaires salvadoriens ou perquisitionnée par des contingents de l'armée salvadorienne accompagnés de groupes paramilitaires, tout ceci sous l'œil bienveillant, voire complice, des officiers honduriens.

Dans ce climat, les membres de MSF apprennent à connaître et à comprendre le peuple salvadorien. La confiance mutuelle qui s'installe permet un travail fructueux et adapté.

Mais l'Amérique centrale est en Amérique. Après l'élection de M. Reagan, les conditions de vie des réfugiés salvadoriens ont changé. Sous la pression de M. Negroponte, ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, et du général Alvarez, commandant en chef de l'armée hondurienne, l'ensemble du projet humanitaire s'est modifié. Les réfugiés ont été rassemblés dans des camps gardés par l'armée hondurienne. Quelques mois plus tard, ces camps ont été transférés à 15 kilomètres à l'intérieur du Honduras. Cette déportation avait plusieurs buts :

- éviter tout contact direct entre les combattants du FMLN et les réfugiés, occupant ainsi un prétendu approvisionnement de la guérilla, qui n'a jamais été prouvé ;
- laisser le champ libre à l'armée hondurienne pour prêter main forte à l'armée salvadorienne dans sa lutte contre le FMLN ;
- empêcher le passage de nouveaux réfugiés vers le Honduras (symboliquement, le HCR a mis en place deux postes de réception des réfugiés le long de la frontière, mais la présence de nombreux soldats et policiers rend tout passage quasiment impossible).

Tout ce travail de réorganisation répressive se fait contre l'avis des personnes impliquées dans ce programme sur le terrain : les représentants des réfugiés n'ont jamais été écoutés, les organisations humanitaires (Caritas, CEDEN, MSF, l'université de Tegucigalpa) qui souhaitent discuter des modalités de cette déportation ont été, soit menacées, soit expulsées. L'organisation hondurienne CEDEN, qui a la responsabilité technique du projet en accord avec le HCR et le Conseil mondial des Eglises, est écartée en quinze jours. Ses membres sont remerciés et les plus récalcitrants sont expulsés de leur propre pays.

A cette époque, et par le hasard de l'histoire, les Indiens Miskitos qui quittent le Nicaragua sandinista pour se réfugier au Honduras font le « una » d'une certaine

manière. Les 40 000 réfugiés salvadoriens, les 8 000 réfugiés guatemaltèques sont masqués et oubliés au profit des réfugiés Miskitos dont la nombre, à l'époque, n'excède pas deux mille individus. Petit à petit, les membres de MSF qui souhaitent maintenir un travail approfondi avec les Salvadoriens sont évincés par les responsables de l'association. Seuls restent les « churs de l'apolitisme et du non-engagement ». La majorité des remplaçants est orientée directement vers la zone frontalière avec le Nicaragua.

Toutes ces décisions, dont certaines sont lourdes de responsabilités, ont été prises à Paris, sans jamais consulter les membres de MSF qui travaillent sur le terrain.

POUR en avoir été le responsable pendant plus d'un an, je peux témoigner des qualités professionnelles et humaines de chacun des membres de MSF venus au Honduras. Du monde entier, de multiples témoignages s'accroissent à louer le type de travail effectué par chacun des MSF, perdu dans un petit coin de la plénitude, isolé, mais confiant dans la richesse de l'action qu'il entreprend. Les responsables qui monopolisent l'information et les médias dans le domaine de l'information humanitaire antendent-ils les réflexions des volontaires qui ont passé plusieurs mois auprès des populations les plus démunies ?

Que pense chacun de ces membres de la venue inopinée d'un « membre du bureau » voulant redresser la barre ? Et au gré de quel vent ?

Comment s'explique que seuls les réfugiés venus du Nicaragua bénéficient du maximum d'aide ? D'autant plus que la zone où ils se trouvent fourmille de « contras » qui bénéficient d'une aide de 21 millions de dollars par an du gouvernement américain pour mener leur « croisade anticomuniste ». Actuellement, au Honduras, vivent des réfugiés de trois pays : El Salvador, Nicaragua, Guatemala. Ces réfugiés, reconnus par les Nations unies, n'ont le droit de remettre en cause leur statut, aussi misérable, soit-il.

Chacun des membres du MSF qui part en mission à l'étranger s'engage à ne pas prendre parti politiquement dans le pays où il se trouve. En est-il de même pour les décideurs ? Et qui sont leurs conseillers ?

Une fondation au-dessus de tout soupçon

(Suite de la page 19.)

Confortant nos « chercheurs » dans leur « hypothèse », n'est-ce pas M.R.V. Allen, conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité nationale, qui déclarait : « Je sais que depuis quelques années on se plaint de certains « droits économiques et sociaux » - au prétendu tels - comme faisant partie intégrante de l'éventail des droits de l'homme. C'est là une des causes principales de la confusion intellectuelle qui empoisonne tant de discussions à propos des droits de l'homme. La notion des droits économiques et sociaux suppose une déformation, voire un affaiblissement, de la signification originelle et propre des droits de l'homme... C'est derrière cette formule trop pratique que se cachent les régimes et les organisations qui ne respectent aucunement les droits civiques et politiques... » (23).

Ce court survol, qui ne prétend nullement réfuter l'idéologie de LSF, veut seulement montrer que son discours est profondément imprégné des idéologies dont il prétend être dégagé ; qu'il ne se situe pas « ailleurs », mais en un lieu bien précis, celui de la pensée réaganienne et pro-américaine. Et, surtout, qu'il conforte une politique : le docteur Malhuret ne demande-t-il pas l'arrêt de « l'aide au Burkina-Faso qui vient de nationaliser l'industrie et le sol » (24) ?

A la fin des années 60, les étudiants de première année de mathématiques étaient appelés à résoudre le problème suivant tiré du traité d'algèbre de M. R. Godement : « Étant donné que, sur la planète Mars, les étudiants se divisent en étudiants de droite et de gauche ; qu'il existe deux organisations syndicales, l'Union nationale des étudiants martiens (UNEM) et la Fédération nationale des étudiants martiens (FNEM) ; que l'UNEM est la gauche ; démontrez que la FNEM est apolitique. » Le lecteur n'aura aucun mal à démontrer que LSF est aussi apolitique que la FNEM...

Un combat douteux

CELA pose, sans aucun doute, le problème des rapports entre MSF et LSF. La décision de créer la fondation vient de MSF, mais l'imbrication de deux structures ne s'arrête pas là ; MSF a décidé de consacrer 5 % de ses ressources - qui se montent en 1984 à 1 million de francs - au travail de LSF. Certains ne verront-ils pas dans cette décision un détournement de ressources destinées à la solidarité ? Les organismes dirigeants des deux mouvements sont curieusement interchangeables : le docteur Rony Brauman, président de MSF, est directeur de LSF ; le docteur Malhuret, président de LSF, est directeur de MSF ; le trésorier des deux organisations est le même, etc.

MSF prend ainsi une responsabilité qui l'entraîne sur un terrain miné. Cette organisation a acquis depuis quelques années une grande notoriété ; elle dispose de moyens considérables ; le dévouement de ses cadres médicaux - comme nous avons pu nous-mêmes le constater au Soudan - n'est plus à démontrer. Ne risque-t-elle pas de perdre tout cela en s'engageant dans un combat douteux contre le « tiers-mondisme » ? Et n'y a-t-il pas d'autres problèmes plus urgents à résoudre et qui résultent de l'expérience même de MSF ? Quel type de pratique médicale efficace peut-on développer dans le tiers-monde, particulièrement dans les situations de crise et de conflits ? Plusieurs praticiens ont ainsi mis en doute devant nous l'efficacité médicale d'équipes opérant sur le terrain pendant de courtes périodes. Un médecin présent en Angola, dans les maquis de l'UNITA, nous a dit l'inefficacité de sa présence.

Deuxième question, où et quand commence - et s'arrête - l'engagement politique ? (Voir le témoignage du docteur Jannerod.) MSF se veut apolitique. Elle a pris position, en 1982, sur l'Afghanistan et dénoncé les bombardements soviétiques. « Notre position sur le témoignage est extrêmement simple, nous a déclaré le docteur Brauman : nous ne sommes pas des journalistes, nous ne sommes pas là pour témoigner... Lorsque nous sommes témoins d'exactions dont personne n'est témoin, alors là, c'est notre responsabilité... Après 1982, nous n'avons plus témoigné sur l'Afghanistan - sauf durant l'affaire Auguyard. » Peut-on vraiment qualifier de « témoignage individuel » la conférence du docteur Malhuret à l'université Harvard, au centre de recherches sur la Russie, en octobre 1983 ? (25). D'autant que son argumentation est fort contestable. La différence, est-il dit en substance, entre la guerre menée par les Soviétiques en Afghanistan et celle des

armées occidentales en Algérie ou au Vietnam est que ces dernières essayent de se gagner l'appui de la population alors que l'URSS utilise la terreur de masse. Et d'en décrire les différents moyens : bombardements massifs, bombes antipersonnel... Sans doute étaient-ils naïfs ceux qui avaient cru que toutes ces méthodes avaient été utilisées au Vietnam, qu'un million d'Algériens étaient morts durant la « sale guerre »... Ils n'avaient pas compris que les États-Unis et la France voulaient ainsi gagner la sympathie des Vietnamiens et des Algériens...

Si le docteur Malhuret parle en son nom personnel - encore que dans l'article en question il soit identifié par ses responsabilités à MSF - il n'en va pas de même pour le journal même de l'organi-

d'avoir la de telles prises de position de MSF durant l'invasion israélienne du Liban, ou à propos d'El Salvador (27). Autre exemple : le Vietnam. Au nom de quel idéal humanitaire le docteur Malhuret vote-t-il aux élections ceux qui se précipitent « pour aider le Vietnam » et le « lobby » qui veut « rendre la coopération avec le Vietnam et le Cambodge sans conditions politiques » (28). Certes, il est difficile de croire à l'apolitisme des organisations humanitaires, quelles qu'elles soient ; mais il serait plus rigoureux de définir les critères qui définissent les prises de position plutôt que de prétendre à une « neutralité » qui n'est pas respectée.

L'offensive contre le tiers-mondisme fait certes partie d'une stratégie mondiale de « reconquête culturelle » qui vise tous les

Etat d'urgence



MEDECINS SANS FRONTIERES
68, Bd St-Marcel - 75013 Paris. CCP 40-60-U Paris

(Affiche de Médecins sans frontières)

DU BON USAGE DE LA PUBLICITE

sation : « Il y a aujourd'hui cinq ans que les troupes soviétiques ont envahi l'Afghanistan et occupent le pays. Elles y mènent une guerre d'une violence rarement atteinte et leur intervention représente une catastrophe dont les conséquences s'étendent sur de nombreuses années... Fermes défilés, champs incendiés, entrepôts dévastés, systèmes d'irrigation démantelés, tels sont les résultats d'une campagne d'annihilation délibérée destinée à frapper les populations civiles plus que la guérilla » (26).

Il est légitime de prendre position ; mais alors pourquoi prétendre qu'on s'en abstient ? D'autant que nul ne peut se souvenir

idéaux démocratiques, qui veut « briser les solidarités humaines qui font la vitalité d'une société, tout subordonner à de prétendues lois économiques, évaluer tout idéal qui oserait s'opposer au matérialisme capitaliste » (29). Dans le même temps, elle s'appuie sur les échecs et les interrogations, sur la crise réelle que traversent les pays du tiers-monde. Prendre conscience du véritable caractère de l'actuelle campagne n'exclut nullement d'examiner tous les éléments qui l'alimentent et de s'interroger sur le tiers-monde aujourd'hui, dans sa complexité, en dehors des a priori et des nouvelles recettes.

ALAIN GRESH.

(Cette enquête a été réalisée avec l'aide de Sylvie Lambotte.)

- (23) 24 mai 1981.
(24) Paris-Match, 22 janvier 1985.
(25) Foreign Affairs, vol 62, n° 2, février 1983-1984.
(26) Médecins sans frontières, n° 22, nov.-déc. 1984.
(27) On peut noter, avec ironie, que, dans son discours au colloque de LSF, le docteur Brauman affirme qu'il « est urgent de s'interroger sur le soutien automatique à tout mouvement de libération, indépendamment des valeurs dont se réclament ces mouvements... elle ne peut plus, à la lumière des expériences passées, s'accommoder du soutien mécanique et aveugle à toute force de résistance ». S'est-il jamais interrogé sur le projet politique des maquisards afghans, sur le type de société qu'il souhaitaient établir ?
(28) Paris-Match, 22 janvier 1985.
(29) C. Julien « Reaganisme », Le Monde diplomatique, mars 1985.

ORDRE INTERNATIONAL ET CROISSANCE DES JEUNES NATIONS. — Jean Assolomon

★ Les nouvelles éditions africaines, Dakar, 1983, 290 pages.
L'ouvrage solidement documenté de Jean Assolomon, ancien directeur des affaires économiques du Cameroun et maître de conférences à l'université de Yaoundé, procède d'une pensée originale : le mercantilisme, phase primitive du capitalisme, organiserait le monde depuis le quinzième siècle.

Pas à pas, l'auteur retrace l'histoire et démontre comment les théories mercantiles ont fait de la ville-industrie le ferment de l'essor européen, induisant du même coup le développement du commerce extérieur et de la colonisation pour satisfaire un besoin sans cesse renouvelé d'élargissement des marchés. A ses yeux, les champions du libéralisme et du capitalisme industriel n'ont fait que renverser l'entropie, en introduisant tout au plus des changements de forme. Ainsi, l'entreprise mercantile, affermie par cinq siècles d'existence, maintient les pays du tiers-monde en état de sous-développement ; elle les pousse, lentement mais sûrement, vers la régression, comme en témoigne le cas de l'Afrique tropicale.

En ce n'est pas l'idéologie du développement qui y fera échec, explique l'auteur, puisqu'elle permet précisément au « centre » de pérenniser sa domination dans le cadre de solidarités traditionnelles, comme la zone franc, ou dans celui des relations Nord-Sud. Car, pour Jean Assolomon, le mode de croissance européenne, érigé par certains en modèle idéal pour « les pays pauvres », n'est qu'une vaste escroquerie. Représentant point par point les fondements de cette idéologie occidentale, il montre à quel blocage elle peut conduire pour le tiers-monde.

L'asservissement à la puissance du prince, aux intérêts du « centre » serait-il une loi d'airain, une fatalité ? L'auteur estime, au contraire, que les jeunes nations peuvent ouvrir, même dans ce milieu hostile, pour une croissance sans dépendance, un développement autonome, qui représenterait sur les éléments mêmes du mercantilisme. Il en prend pour preuve les schémas proposés par des théoriciens tels que Samir Amin, François Perroux ou Gunnar Myrdal, qui donnent des pistes pour une stratégie réaliste, capable de renverser la tendance du sous-développement.

SOPHIE BROCAS.

Le principal problème de notre temps

GABRIEL MARC *

Trois milliards de nouveaux pauvres

La dimension du défi lancé par la transition démographique dans les tiers-mondes est si ample qu'il est quasi impossible de l'imaginer concrètement.

Il y avait 2 100 millions d'humains dans les tiers-mondes en 1960 ; il y en a 3 700 millions en 1985 ; il y en aura au moins 4 800 millions en 2000. En contrepartie, le monde dit développé compte à ces dates, respectivement : 945, 1 170 et 1 270 millions d'humains.

Les pays riches ont peine à absorber en vingt-cinq ans 325 millions d'habitants. Malgré leurs moyens, des millions de chômeurs creusent des poches de pauvreté dans leurs sociétés.

Avec des moyens minimes, les pays pauvres ont dû, eux, faire place à un supplément de 1 800 millions d'hommes dans le même temps. Les épargnes locales sont faibles et mal collectées ; les minorités riches placent volontiers leurs fortunes à l'étranger ; les transferts publics des pays riches sont insuffisants (s'ils avaient atteint 1 % de leur PNB, au lieu de 0,3, ils auraient largement dépassé le montant de la dette actuelle).

Un afflux aussi massif de nouveaux venus, en si peu de temps, est sans précédent dans l'histoire. Il a fallu improviser, voire bricoler, faute de références. Le mélange des enthousiasmes candides, des dogmatismes glacés, des pragmatismes limités, des essais aléatoires, des évidences humaines, a prévalu pour le meilleur et pour le pire. L'ingéniosité populaire, la capacité à survivre, a sans doute fait l'essentiel un peu partout.

Improvisation des uns, ingéniosité des autres, ont fini par éviter ce qui se présentait comme un épouvantable cataclysme. Si ce n'était lugubre, on pourrait presque se réjouir qu'il n'y ait que quelques millions d'affamés, que quelques centaines de millions de sous-nutris, et qu'un petit millier de milliards de dollars de dettes.

Il reste que cela constitue un mauvais bilan de départ pour accueillir à nouveau un supplément de 1 100 millions d'humains en quinze ans.

Les humeurs de nos concitoyens apparaissent suicidaires et sans commune mesure avec cet enjeu. Les joutes dogmatiques, les attaques contre la vie associative, les considérations du tiers-monde comme gisement de gratifications personnelles sont surréalistes, et les prétentions au savoir de nouveaux venus sont bouffonnes. Le problème appelle plus de gravité, plus de sérieux, plus de résolution, et, surtout, plus d'humilité.

L'expérience a appris que le développement procède de la logique de la vie, et pas de celle de la mécanique. C'est un phénomène complexe, aux multiples composantes, et il est irréductible à une seule d'entre elles, la nourriture par exemple. Le dosage des composantes varie d'un peuple et d'une période à l'autre. On peut les ramener à cinq classes : économique, technologique, politique, culturelle et spirituelle. Les tiers-mondes sont pauvres dans les deux premières, et riches dans les deux dernières. C'est l'inverse dans les pays riches, ce qui en fait aussi des sous-développés. Il y a là la

base d'un échange pour une solidarité non exclusivement marchande visant le développement de tous les peuples, comme la souhaitait Paul VI dans une encyclique qui, sur ce point, n'a pas pris une ride.

L'expérience montre aussi la force de l'ingéniosité populaire. Le développement qui a jusqu'ici prévalu est venu d'ailleurs et n'a guère touché, dans la plupart des pays pauvres, que des élites occidentalisées. A côté de ce pôle peu contagieux, il y a possibilité et nécessité de créer un second pôle à partir de l'ingéniosité des milliards d'exclus.

C'EST sur cette thèse que repose le soutien des organisations non gouvernementales (ONG) au développement des peuples du tiers-monde. Elles souhaitent que les gouvernements amplifient les actions dont elles sont témoins, mais se désolent des efforts qu'elles doivent distraire de ce soutien pour se justifier face à des conseillers dont les intérêts immédiats ignorent l'immensité des tiers-mondes.

L'ampleur des données rappelées plus haut montre assez que le problème des tiers-mondes est le principal problème de notre temps. Est-ce trop demander que souhaiter voir cesser les querelles de chapelle, afin qu'aucune ressource ne soit gaspillée pour y faire face ?

* Président de Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCCFD), 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris), auteur de *Le Développement en quête d'acteur*, le Centurion, Paris, 1984.

السلامة العامة

L'argent gaspillé de la dette

Par FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

« **AUCUN** gouvernement, et encore moins celui d'un pays souffrant les carences du Mexique, ne peut se donner le luxe d'inclure dans ses plans d'action les forces spéculatives. Le gouvernement de la République ne pouvait continuer à s'endetter à l'étranger pour que se renforce, ici, le libéralisme en matière de change. L'Etat ne pouvait consentir davantage à ce que l'usage illimité de la liberté de change devienne l'objectif fondamental de ses relations avec l'extérieur, sacrifiant ainsi l'emploi des travailleurs et l'activité d'entreprises utiles au pays. »

Le 1^{er} septembre 1982, M. José Lopez-Portillo, alors président du Mexique (1976-1982), annonce ainsi devant le Congrès les décrets par lesquels les banques privées sont nationalisées et le contrôle des changes établi (1).

D'une voix chargée d'indignation, il cite les chiffres accablants pour ceux qui ont « conspiré contre la monnaie nationale » : entre 1979 et 1982, quelque 54 milliards de dollars sont « sortis », dit-il, dont 22 milliards pour l'acquisition de biens immobiliers, alors que l'endettement total du pays était à cette époque de 80 milliards de dollars et que le Mexique venait de se déclarer au bord de la banqueroute. Il fallait donc réagir.

Ce fut pourtant, aux yeux des observateurs, une réaction bien tardive. Et si la nationalisation fit hurler certains milieux patronaux, qui y virent le « fantasme du communisme », si l'Eglise prescrivait une semaine de prières afin de « réfléchir sur le destin national », les cercles financiers nord-américains se sentirent, eux, fort soulagés. Les neuf plus importantes banques des Etats-Unis, qui avaient prêté au Mexique 40 % de leurs fonds propres, et de leurs réserves, respirèrent devant une mesure qui octroyait l'aval de l'Etat à des crédits dont le recouvrement paraissait douteux et volèrent au secours du malheureux voisin en participant à une opération de « sauvetage » multilatéral.

Mais comment le Mexique avait-il pu toucher le fond à ce point ? L'imprudent recours à des emprunts massifs destinés à pallier la baisse des revenus pétroliers, dans un contexte de hausse vertigineuse des taux d'intérêt, a fait couler beaucoup d'encre. Mais il est un des éléments de la crise dont on a peu parlé : les banques mexicaines, dont la mission première était en principe de servir d'intermédiaires entre épargnants et investisseurs, s'étaient peu à peu converties en mécanismes décisifs pour organiser, dans les termes les plus légaux du monde, la fuite des capitaux. Ainsi Bancomex, Banamex, Serfin et Comerex, venant par leur taille en tête des soixante-quatre principaux établissements privés qui avaient pénétré tous les secteurs de l'économie (mines, industrie chimique, électronique, automobile, grands magasins, hôtellerie, bâtiment, sidérurgie, métallurgie, papier, etc.), non seule-

ment orientés pour l'essentiel leurs crédits vers leurs propres entreprises, mais encore trafiquaient avec leurs partenaires nord-américains.

Tandis que l'argent faisait défaut à l'agriculture et à la petite industrie, une partie des fonds empruntés prenait le chemin, par exemple, des banques de Floride et du Texas, toujours plus florissantes (2).

Pourquoi n'en aurait-il pas été ainsi ? Membres de cette bourgeoisie industrielle et commerciale avec laquelle M. Lopez-Portillo entretenait d'excellents rapports jusqu'à ce qu'il découvrit, en fin de parcours, qu'elle man-

tion s'aggrave du fait de la diminution de la demande pétrolière mondiale et de la mauvaise gestion des organismes publics, qui s'endettaient à tour de bras et à court terme.

Craignant précisément une dévaluation, l'importante classe aisée mit ses biens à l'abri. A Panama, Curaçao, Aruba, New-York et Miami, en Europe aussi. La fuite des capitaux passe de 3,3 milliards de dollars entre 1973 et 1977 à 58,6 milliards de dollars entre 1978 et 1982, le tout naturellement sans être taxé sous quelque forme que ce soit. Rien d'étonnant dès lors à ce que les réserves de la Banque centrale

gères et locales, dans les centres offshore, achats de lettres de crédit, d'actions, de bons, de lingots d'or et d'argent) que dans l'immobilier, toujours aux mêmes endroits : Miami, New-York, Rio-de-Janeiro, Punta-del-Este (voir pages 26 et 27 l'article de M. J. Ikonoff). Le journal *La Nación* (14 mai 1984) évalue à 26 milliards de dollars les actifs des Argentins détournés de cette manière.

Cette situation rend encore plus ardues les négociations sur le rééchelonnement de la dette, que le FMI a interrompues en mars 1985, en avançant que le président Raul Alfonsín ne

Des milliards de dollars sont partis en fumée... Les banques, qui n'ont pas d'idéologie, ont ouvert de fabuleux crédits. Elles ne pouvaient pas ignorer les gigantesques spéculations et la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux

qualité de « sentiment patriotique », les spéculateurs se contentaient de profiter d'un système qui n'imposait alors aucune restriction à la circulation monétaire. Nombre de *saca-dolares* (les « évade-dollars », sobriquet incorporé au dictionnaire politique local) étaient des fonctionnaires corrompus.

Où en est-on aujourd'hui ? Le président, M. Miguel de la Madrid, parce qu'il a appliqué le plan d'austérité exigé par le Fonds monétaire international (FMI) et rétabli l'équilibre de la balance commerciale et des paiements, a obtenu l'an dernier un accord de rééchelonnement à long terme de la dette, qui frise les 100 milliards de dollars. Cependant, comme le signalait le correspondant sur place du *Financial Times* (3), il n'a pas réussi à réactiver l'investissement privé (-45 % sur les deux dernières années) et encore moins à réparer les sommes considérables naguère envolées, et qui s'envolent encore dans le courant de l'année 1984, lorsqu'il semblait que la « patience » des travailleurs était à bout — leur pouvoir d'achat a fondu de manière dramatique — et que le taux d'inflation dépassait les prévisions officielles.

A la vérité — et ceci touche à la vaste question d'une « dollarisation » forcée des économies latino-américaines, — l'achat du billet vert reste la meilleure affaire possible pour les Mexicains fortunés, alors que l'Etat a de plus en plus de mal à conjurer les objectifs du développement et le paiement du service de la dette. Pour l'instant, les très durs sacrifices imposés à la population n'ont pas provoqué de véritables révoltes. Entre autres choses, parce que les leaders syndicaux proches du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) veillent au grain. C'est un peu ce qui se passe au Venezuela, l'autre grande démocratie représentative de la région caribéenne.

tombent à la fin du mois de septembre 1982 à 4,3 milliards de dollars, alors qu'elles atteignaient 11 milliards de dollars en 1981 (7).

A cette saignée s'ajoutent les dépenses exagérées dont les *Caracas* sont coutumiers, comme leurs semblables de Buenos-Aires ou de Mexico, friands de ces voyages de luxe et croisières où ils déposent sans compter. Pratiquement absent de la presse française, ce sujet a inspiré, ailleurs, des commentaires acerbes. « Sur les 350 milliards de dettes que totalisent les Etats latino-américains en 1984, estimait la revue *Time* dans un

respecte pas ses engagements de façon assez stricte. Pourquoi le peuple argentin devrait-il payer par des difficultés accrues l'utilisation souvent frauduleuse des sommes empruntées par les militaires ? Le plus clair des crédits est allé à des achats d'armes, assortis de pots-de-vins. Les dépenses en armement étaient de 1,31 milliard de dollars en 1975. Elles passent à 3,6 milliards en 1980, pour atteindre 10 milliards en 1981, à la veille de la guerre des Malouines, ce qui représentait alors 64 % du budget national (10).

Certes, il y eut bien quelques réalisations aussi grandioses qu'inutiles, telle cette autoroute laide et chère qui traverse brutalement la capitale en reliant son centre à l'aéroport d'Ezeiza. Mais rien qui favorisât vraiment le développement en termes à la fois économiques et sociaux.

« Toujours plus de sang et de sueur »

Le Fonds se montrera-t-il aussi coulant à l'égard du Brésil pour renégocier la dette la plus élevée du monde (110 milliards de dollars) ? Il sera difficile aux responsables de la « Nouvelle République » née le 15 mars 1985 d'exiger de la masse des Brésiliens qu'ils remboursent cet argent avec « toujours plus de sang et de sueur », pour reprendre l'expression de Tancredio Neves.

Et pourtant, les militaires brésiliens, même s'ils ont couvert beaucoup de malversations, n'ont pas agi aussi abusivement que leurs collègues chiliens, argentins et uruguayens. La dette a deux origines. Premièrement, des investissements trop hardis (acier, pétrochimie, énergies alternatives, programme ouestier), parfois réalisés dans des ouvrages pharaoniques mis en chantier à une époque où la croissance industrielle était de 15 % l'an. Le coût du barrage d'Itaipu, sur le fleuve Parana, construit en coopération avec le Paraguay, a dépassé de six fois les prévisions initiales, pour atteindre 15,3 milliards de dollars. Deuxièmement, la dégradation des termes de l'échange des produits d'exportation et l'élévation vertigineuse des taux d'intérêts internationaux depuis 1979, ces deux facteurs comptant pour environ 40 milliards de dollars. M. Celso Furtado, ancien ministre de la planification du président João Goulart, estimait à ce propos : « Le cas Brésil ne peut pas s'expliquer si l'on ne tient pas compte de l'environnement international. Nous ne pouvons pas payer notre dette sans une modification de cet environnement (...). Pour éviter le krach international, il faut répartir les pertes : c'est l'affaire des banques centrales des pays riches (11). »

Mais, jusqu'à présent, dans tous les Etats latino-américains, depuis la petite République dominicaine jusqu'au grand Brésil, en passant par un Pérou exsangue, on assiste à la mise en place de politiques d'austérité qui ont permis à la région, en 1984, de transférer vers les pays riches, au titre des paiements d'intérêts, 37,3 milliards de dollars — chiffre fourni par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL). — la rémunération du capital étranger représentant 34 % des exportations de biens et de services. Il convient d'ajouter à ce chiffre la toujours active fuite des capitaux et le rapatriement des bénéfices des entreprises étrangères.

Enorme hémorragie, supportée par l'essentiel par des populations à bout de

Le même scénario, ou presque, s'est répété à Santiago. Avec les crédits étrangers qui ont afflué un temps en vertu des principes monétaristes chers aux économistes de l'école de Chicago, le gouvernement a financé l'équipement militaire, les importations de matières premières, de pétrole, de biens de consommation réservés aux nantis, mais il n'a pas investi, et l'industrie s'est effondrée. Après une prospérité éphémère, la situation économique, très vulnérable aux effets de la crise mondiale (ralentissement des échanges internationaux, montée du protectionnisme sur les marchés traditionnels), ne cesse de se dégrader. En 1981, les gains engrangés par les bénéficiaires du « modèle » ont rejoint la masse des capitaux flottants qui cherchent au gré des vents le meilleur taux de rendement possible, quelle que soit la nature des affaires menées par une véritable « mafia » où le trafic d'armes et de drogues fait fureur.

Arrive alors le scandale des scandales : les institutions financières locales appartenant aux deux clans les plus puissants — Manuel Cruzat-Fernando Larraín et Javier Vidal — se déclarent en faillite au début de l'année 1983. Les banques créditrices, nord-américaines pour la plupart, exigent que l'Etat prenne en charge les dettes du secteur privé (13 milliards sur un total de 20 milliards de dollars), tout en souhaitant aujourd'hui que le système bancaire redevienne entièrement privé.

L'actuel ministre des finances, M. Hernán Buchi, fait de fréquents voyages à Washington dans l'espoir d'amadouer les créanciers, auxquels il promet notamment de « stimuler les exportations ». La misère et le chômage ont beau s'étendre, la répression s'accroît, il n'importe : le sous-secrétaire d'Etat nord-américain, M. Langhorne Motley, soutient avec aplomb, lors d'un passage à Santiago en février 1985, que « l'avenir du Chili se trouve entre de bonnes mains ». Comment s'étonner de l'aimable compréhension déployée par le FMI à l'égard de Pinochet ?...

force. Selon l'envoyé spécial du Ministre du commerce international, il n'y a pas de raisons pour que cela change. « Les actions dites d'ajustement, écrites, comme l'indique la modestie même du terme, ne s'accompagnent pas de réformes ambitieuses (12). »

- (1) Septième rapport de gouvernement publié dans la revue *Comercio Exterior*, volume 32, n° 9, Mexico, septembre 1982.
- (2) *El País*, 6 octobre 1982.
- (3) *Financial Times*, 14 mars 1985.
- (4) « Venezuela : du pétrole et des dettes », *Le Monde diplomatique*, novembre 1983.
- (5) La dette privée externe est estimée entre 6 et 10 milliards de dollars (sur un total de 35 milliards) et les banques créditrices, inquiettes devant l'accumulation des arriérés, souhaiteraient que l'Etat vénézuélien la prit en charge, ce à quoi il se refuse actuellement.
- (6) Une nouvelle dévaluation est lue le 24 février 1984, la parité officielle passant à 7,50 bolívares pour un dollar, bien que trois types de change fonctionnent toujours.
- (7) Lire les revues vénézuéliennes *Resumen*, n° 487, 6 mars 1983, et *Número*, n° 141, 13 mars 1983.
- (8) *Time*, 2 juillet 1984.
- (9) Jacques Després, « Cinq ans de politique de redressement en Argentine : et si c'était pour rien ? », *Le Monde*, 11 novembre 1980.
- (10) *Latin America Weekly Report*, 8 octobre 1981. Les chiffres sont donnés par *The Military Balance*, publication annuelle de l'Institut d'études stratégiques de Londres.
- (11) *Le Monde*, 2 novembre 1983.
- (12) Jean-Marie Burgaud, « Amérique latine : un mieux prometteur », *MOCI*, 11 mars 1985.

(Publié)

OU VA LA POLITIQUE ?

- Pour faire le point sur les questions d'actualité
- Pour connaître les grands débats de l'histoire et leurs acteurs
- Pour suivre l'évolution des idées

LIBRAIRIE LE POINT DU JOUR

58, rue Gay-Lussac - 75005 Paris
Tél. : (1) 326-20-17

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE
TOUTES COMMANDES FRANCE ET ÉTRANGER

Ouvrez du mardi au samedi
de 10 h à 19 h

Oligarchies locales et danse des écus

LES dirigeants de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV, étroitement liée au parti gouvernemental, l'Action démocratique) avaient apporté un soutien important à la candidature de M. Jaime Lusinchi, social-démocrate, lors des élections générales de décembre 1983 (4). Ce dernier s'était en effet engagé à mettre en œuvre un « pacte social » dont le but serait d'instaurer une entente fructueuse entre représentants de l'Etat, du patronat et des ouvriers, en vue d'introduire des réformes à l'intérieur du système constitutionnel en vigueur et, surtout, de réduire les très frappantes inégalités sociales. Mais, plus d'un an après son élection — par 56,8 % des voix, un raz de marée électoral — et bien que le Congrès lui ait octroyé les pleins pouvoirs, il n'a rien pu faire bouger en profondeur et perd — tous les sondages le confirment — la confiance dont il jouissait dans les couches populaires.

Bien qu'il ait multiplié les concessions à l'égard des adhérents de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie (la Fedecamaras, l'équivalent du CNPF français), leur accordant en particulier l'accès au « dollar préférentiel » acheté à 4,30 bolívares afin de payer les intérêts de leur dette externe (5), pendant que le « dollar libre » caracole en ce moment autour de 13 bolívares et plus, le président n'a obtenu d'eux ni qu'ils mènent la bataille contre le chômage, ni qu'ils freinent l'envoie des prix touchant les produits de consommation courante

(haricots, riz, viande, lait), ni qu'ils s'ouvrent à l'idée de la cogestion ouvrière, ni même qu'ils appliquent une légère augmentation du salaire minimum.

Cette intransigence a découragé le ministre de la planification, M. Luis Matos Azocar, l'idéologue du « pacte social » et du septième Plan, au point qu'il s'est démis de ses fonctions en janvier 1985, n'hésitant pas à affirmer dans un très vif discours prononcé à Maracay que le gouvernement actuel était, hélas ! sous la coupe d'une oligarchie hypocrite, déloyale et aveugle. N'avait-elle pas promis de ramener au pays les immenses capitaux qu'elle a placés à l'étranger et de participer ainsi à la relance d'une économie qui, malgré les 15 milliards de dollars récoltés bon an mal an grâce aux exportations pétrolières, présente depuis six ans tous les signes d'une grave récession ?

Les causes de ce marasme sont multiples. Mais la première d'entre elles est la politique néolibérale (libération des prix, abaissement des barrières douanières, contraction des liquidités, coup d'arrêt aux investissements, réduction sévère des importations) appliquée pendant la période où les sociaux-chrétiens du COPEI (la démocratie chrétienne), élus en 1978, laissent pourrir la situation jusqu'à ce qu'éclate la terrible crise financière de février 1983. A cette date fut instauré un taux de change multiple significatif en fait la dévaluation du bolívar, monnaie jusqu'alors réputée pour son exceptionnelle solidité (6). La situa-



JOSÉ MARTÍ (1853-1895)
« Les hommes d'Etat nationaux doivent relever les hommes d'Etat exotiques. Que l'on griffe le monde sur nos républiques, soit ; mais le tronc doit rester celui de nos républiques. » (1891).

article nourri de détails sans pitié, une large part a été perdue, volée ou s'est évaporée en fumée. Et sans doute un bon tiers de cette somme a-t-il terminé dans des comptes privés ouverts à New-York, Zurich, Londres et Miami (8).

Alors qu'au Mexique et au Venezuela, malgré les détournements et les erreurs des prévisions gouvernementales, une bonne partie de la dette a tout de même été investie, l'Argentine, sous les régimes militaires qui se sont succédés entre 1976 et 1983, et le Chili d'Augusto Pinochet offrent, chacun à sa manière, l'illustration d'un formidable gâchis.

Que s'est-il passé à Buenos-Aires ? Le principal résultat du libéralisme à nutrice mis en pratique par M. José Martínez de Hoz (ministre de l'économie sous le général Videla, aujourd'hui sous les verrous) fut de ruiner l'industrie en décourageant l'investissement productif (9). Tandis que le pays importait de tout, des automobiles de luxe aux fromages, œufs, jambon, jus de fruit, étoffes, etc., les capitaux extérieurs et nationaux sont capités par des opérations spéculatives à court terme : l'aristocratie financière — la fameuse *patria financiera* — profite de la surévaluation du peso par rapport au dollar et effectue des placements, tant en liquide (dépôts dans les banques étran-

de tout notre cœur

clubs nous avaient devancés, il n'en savait rien, cela lui paraissait douteux, mais de toute façon je n'avais pas à me faire de bile, il s'arrangerait, lui, pour que la totalité des cérémonies soit assurée par le Virginian Country Club, et moi, pour bien enfoncer le clou, je lui ai rappelé : club qui fut fondé dans l'intention de maintenir un lien permanent entre deux peuples frères, absolument n-t-il repris, sans aucun doute, ne te fais pas de mauvais sang, va, « che » (parce que Ralph a été en poste aussi en Argentine). Je suis revenu dans la salle et j'ai dit aux associés : tout est arrangé. Comment, « tout est arrangé » ? m'a demandé Freddy, premier syndic du comité directeur et toujours le plus méfiant, à cause, je suppose, d'une certaine jalousie à mon égard du fait de mes succès sur le plan social, car tout le poids du club repose sur mes épaules : réjouissances, gardien-parties, tournois de golf, de tennis, etc., oh bien ! oui, tout est arrangé, leur ai-je affirmé à nouveau, je maîtrise tous les éléments (et le général Cornejo m'a regardé en souriant, car il a vu que j'employais son propre langage) : Jackie, ai-je annoncé, vient directement de l'aéroport au cocktail de bienvenue offert par notre club. La même nuit, banquet de gala, réservé à nos adhérents et à leurs familles ; le lendemain à midi, déjeuner champêtre, toujours dans notre encinte ; l'après-midi, thé habillé avec les épouses et les filles de nos adhérents ; les autres clubs n'auront même pas le temps de pousser un rugissement. Devant ce trait d'une ironie irrésistible, qui était une allusion directe à nos rivaux du Lions, tous se mirent à rire aux éclats, et ils m'applaudissaient, m'émerveillaient, voulaient me porter à bout de bras, me pressaient, côté vertes, c'était la jeunesse casse, et Maria Eugenia s'est penchée par-dessus la balustrade du second étage pour voir ce qui se passait, et quand elle a vu la raison, elle s'est redressée contents et la sourire aux lèvres, elle sait partager mes triomphes.

Et le past président m'a dit au milieu du tintamarre : mais finalement, avec qui se-tu parlé ? Question devant laquelle tous se turent, me lâchant et m'entourèrent, préoccupés. Oui, avec qui ?

Avec l'ambassadeur, leur ai-je dit. Avec l'ambassadeur des Etats-Unis. Ah bon, alors c'est du tout, critèrent-ils en redoublant de gaieté, et allions-y pour une autre tournée de félicitations et d'embrassades. Il y a des fois où dire un petit mensonge passe mieux, parce que, s'il est vrai que Ralph n'est pas l'ambassadeur, mais un important fonctionnaire de l'administration - chef clerk, comme il signe sur les commandes qu'il envoie aux maisons commerciales pour tout ce dont l'ambassade a besoin, bougies, trombones, papier, crayons, etc., il n'en est pas moins vrai qu'il pourrait représenter avec honneur sa grande nation ; en tout cas, il fallait que mes paroles produisent leur effet, et là ce fut un succès sur toute la ligne, pendant qu'ils se retiraient et faisaient démarquer leurs voitures, je les entendais encore converser, chanter mes louanges, se réjouir et se promettre de me garder toujours à la tête de leur club. Et le past président tout contrit m'a appelé à part avant de partir et il m'a dit : pardonne-moi, mon cher, il faut croire que j'étais mal informé. Et moi j'ai ri en prenant un air dégagé : oh ! ne t'inquiète pas, l'erreur est humaine, tu n'as fait que penser à l'intérêt du club (et ce n'est pas pour me flatter, mais dans ce pays nous ne sommes pas nombreux à le tutoyer).

RALPH, ainsi qu'il me l'avait promis, s'attaqua à l'ouvrage, mais comme ses arrangements avaient un caractère secret, quelques semaines passèrent avant que je puisse m'informer de la manière dont l'affaire se déroulait : selon Ralph, pour ne pas entraver ses démarches, nous ne pourrions en aucune façon entrer en contact avec Jackie. Nous apprîmes quand même certains détails de son arrivée, auxquels nous nous attendions pas : cela se ferait par la mer, à bord de son yacht privé, comme escale d'une croisière autour du monde, mais on ignorait encore l'escalade choisie pour son débarquement au Nicaragua, de sorte qu'il fallut réunir à nouveau la comité directeur et téléphoner à Ralph, lequel me réaffirma qu'il n'y avait pas de raisons de s'inquiéter, que les plans battis avec nous ne changeaient pas vu que Jackie pourrait être transportée en hélicoptère, du yacht au gazon de nos terrains de golf ; moi je me méfiais un peu de l'idée, et dans le temps qui s'écoula entre l'appel fait à Ralph et l'heure convenue pour la réunion, j'ai inventé une solution qui à tout de suite paraissait à tout le monde, je me suis étonné moi-même d'y avoir pensé si vite : acheter un yacht, aller à la rencontre de celui qui amènerait Jackie, accueillir les deux bateaux afin qu'elle passe de l'un à l'autre chaque fois qu'on lui offrirait un cocktail, une fête ou un thé, ce qui écarterait tout danger de d'autres personnes, elle une fois à terre, lui rendant des hommages qui troubleraient les nôtres. Mes paroles étaient interrompues par des applaudissements ; et, continuant-je, lorsque nous apercevions le yacht, nous effectuerions une sorte de filibuster sentimental, en lâchant des bordées de fleurs du pays et en envoiant la reddition par haut-parleurs. Quoi de mieux que de lui éviter la fournaise de la ville, la saleté, la chaleur, les gens du peuple qui la harceleraient et les écoliers qui l'embêteraient en lui demandant des autographes. Là, au contraire, elle jouirait d'un accueil chaleureux, ne serait en contact qu'avec des gens de sa classe, mais tout se passerait au Nicaragua, puisque nous aurions les deux bateaux dans les eaux territoriales, et le nôtre porterait sur son mât la plus haute du drapeau de la patrie, flottant au vent, et ces derniers mots provoquèrent un véritable délire parmi la direction, ils ne se tenaient plus de joie et nos épouses qui bavardaient dans le living accoururent et se mêlèrent à nous.

Pas de doute à avoir, entendait-on chuchoter, sur qui serait le prochain président du Virginian, et aller savoir pour combien d'années.

Je ne cache pas que l'une des grandes difficultés était d'ignorer dans quel port Jackie accosterait, le savoir aurait grandement facilité notre plan d'interception du bateau sur sa route ; mais Ralph me dit que c'était impossible, l'information était considérée comme secrète, qui plus est, si l'on parvenait à apprendre le nom du port, m'assura-t-il, il s'agirait d'un renseignement délibérément faux et, au dernier moment, le bateau s'acheminerait sur un autre port ; de sorte qu'en ma qualité d'ambassadeur du projet, fonction que m'avait assigné la comité directeur, je devais d'aller de l'avant sans plus attendre. Je résolus que nous embarquerions quand viendrait la date de l'arrivée, que

Ralph me communiquerait secrètement ; nous passerions quelques jours à parcourir la côte, et lorsque, enfin, le yacht de Jackie approcherait, nous nous dirigerions sur lui à toute vitesse. Avec un plan pareil, je garantis aussi aux associés et à leurs familles une croisière qui promettait de beaux divertissements.

J'ALLAIS m'endormir tout heureux, une nuit, peu avant de voyager aux Etats-Unis, pour remplir la mission d'acheter le bateau, qui devait être grand, si l'on observe que les membres du club s'élevaient à quatre cent cinquante et qu'il faudrait bien embarquer au moins mille cinq cents personnes, en comptant les parents des membres, l'équipage, la domesticité, les musiciens, etc., lorsque soudain je me mets à penser : et par lequel des deux océans arrivera le bateau de Jackie ? Et de me reprocher avec angoisse : imbécile, tu as seulement envisagé que le yacht arriverait par le Pacifique. Et si, comme c'est plus logique venant de la mer Méditerranée, il arrive par l'Atlantique et nous surprend en apparaissant à Bluefields ? Et aussi se je me suis levé du lit et bien qu'il fût deux heures du matin, j'appelai Ralph et je lui ai expliqué mes appréhensions. Oh !, ne t'en fais pas, a-t-il répondu, on saura ça à temps, et votre bateau attendra à l'endroit le mieux indiqué, et si a raccourci, me donnant l'impression qu'il avait parlé à moitié endormi, et ça m'a découragé un bon moment jusqu'à ce que, après avoir beaucoup insisté, Ralph se décide à me révéler, en couvrant le danger d'être accusé de haute trahison, que le yacht entrerait par le Pacifique et traverserait le canal de Panama en provenance des îles Vierges. Je l'ai remercié du fond du cœur et je me suis dit : un service pareil, seul un ami véritable peut vous le rendre, et tout heureux je suis parti à La Nouvelle-Orléans



(Venezuela de Sola)

voir les bateaux que l'on nous proposait en vente, pas complètement neufs mais en parfait état, selon les lettres des commissionnaires des navires, mais en arrivant là-bas aucun ne m'a plu, tous vieux et rouillés, les installations sanitaires ne fonctionnaient pas, les cabines sentaient le mois, les pistes de bal s'écroulaient, les piscines étaient délabrées et de plus, je suis fier de le dire, aucun ne valait la somme que nous étions disposés à payer.

Et n'ayant pas trouvé le bateau approprié, je revenais désappointé au Nicaragua pour exposer à mes associés une offre du Japon que j'avais reçue, lorsqu'un agent m'a appelé de San-Francisco, Cal., pour m'offrir en vente rien de moins que le *Queen Elizabeth* ! Parfaitement conservé, pratiquement frais comme au jour de son lancement, mouillant à présent dans la baie où on devait le laisser ancré pour le transformer en un hôtel de luxe, alors j'ai accepté de le voir, et je me disais, rempli d'une jubilation étrange : obtenir ce bateau serait grandiose, Dieu tout-puissant, le Virginian Country Club achèterait le *Queen Elizabeth* pour recevoir Jacqueline Kennedy !

UN jour arrivé là-bas, tout se passa comme par enchantement : le via le bateau et il fit un congrès (ma mère l'avait pris pour aller à Rome). Quel joyau monumental, quelle splendeur indescriptible, un véritable palais flottant, une ville qui navigue (phrases qu'à dire vrai j'avais lues dans les brochures de propagande que le représentant m'avait offertes), c'était impressionnant de contempler ses douze étages, ses dizaines de boutiques, ses dix théâtres, ses dix cinémas, quatorze pistes de danse, ski aquatique, ski sur glace ; ses quinze piscines, ses huit courts de tennis, quatre aménagés pour le jeu de pelote, dix terrains de croquet, ses trois mille cabines de luxe, ses cinq chapelles pour célébrer cinq religions différentes, des bars en vogue, des salles de jeu, des salons, des casinos, tout ce qu'un homme peut désirer. Comparé à ce que ce monument allait signifier pour nous, le prix n'était pas excessif, de sorte qu'immédiatement je me mis en contact avec mes associés au Nicaragua, et après une semaine de communications, négociations et transactions, la somme était réunie, les banques les plus solides du pays garantissaient l'achat, les compagnies financières les plus cotées, les entreprises industrielles et agricoles de plus haut prestige, toutes administrées par des membres du club ; enfin, et ce geste me bouleversa, non seulement le capital social du club fut totalement investi dans l'achat, mais ses édifices, ses prairies, ses terrains de sport, ses installations en général, furent hypothéqués. Nous demeurâmes engagés jusqu'au cou, mais l'affaire fut scellée sur le bateau lui-même, dans la suite du capitaine, une nuit pour moi historique ; la justice m'oblige à dire que tous nos membres furent pleinement conscients, dès les premiers instants, de ce que cet événement signifiait pour nous : la gloire, la consécration définitive de notre bien-aimé cercle social. Nous étions

en train de financer le coup de génie de l'année, ou du siècle tout entier, en Amérique centrale, aux Caraïbes, en Amérique latine si l'on veut ; tout cela aurait des répercussions jusqu'aux Etats-Unis, on nous inscrirait en lettres d'or dans les annales de la jet-set, pour l'éternité ; la revue *Time* devrait mettre nos noms dans sa célèbre rubrique « People » et il y avait tout à parier que le mien apparaîtrait, à l'heure de ma mort, dans la section « Milestone » du magazine.

Naturellement, je suis revenu au Nicaragua embarqué sur le *Queen Elizabeth*, avec son équipage complet à bord, et le bateau sous le commandement de son vieux capitaine, celui-là même qui, peu de temps auparavant, avait conduit le navire vers ce qu'il avait cru être son cimetière, me dit-il en pleurant.

Jamais auparavant un bateau d'une telle classe et d'une telle grandeur n'avait mouillé dans un port nicaraguayen, c'est pourquoi notre arrivée était une fête nationale, des milliers de personnes s'étaient rassemblées dans le port de Corinto. Ce fut l'un de mes jours les plus glorieux : l'unique passager était moi-même, l'auteur de cette fabuleuse affaire, celui qui avait cristallisé les ambitions de nos membres. Maintenant on ne pourrait plus dire que le Nicaragua n'attendait pas Jacqueline Kennedy comme elle le méritait : à bord du *Queen Elizabeth*.

CONFORMÉMENT aux renseignements de Ralph, il manquait un peu plus de deux mois pour sa venue, aussi pouvions-nous nous attarder sur les préparatifs ; les fortunes personnelles de nos membres les plus riches furent engagées dans les dépenses suivantes : parer le vaisseau pour l'occasion ; renouveler les meubles, les rideaux, les vitres, l'orfèvrerie, la vaisselle de faïence, les verres, les pendules, les miroirs, les tapis. Ce pourquoi on affrêta des avions express. Des centaines de techniciens étrangers montaient de nouveaux locaux sportifs, remettaient en état les piscines, vérifiaient l'eau potable, l'électricité, la musique d'ambiance, les réfrigérateurs, les cuisines et ils amenèrent à bord des chargements de liquides, viandes, volailles, fruits de mer, légumes verts, fruits, céréales, conserves. Il n'est pas inutile de rappeler que tout vint des Etats-Unis, depuis l'équipe de garçons de café spécialisés dans les croisières en mer, jusqu'aux musiciens, aux cuisiniers, aux fleuristes, aux coiffeurs, aux masseurs (notre seul souci était que face au *Queen Elizabeth*, le yacht de Jackie parût très petit, mais sincèrement nous ne pensions pas qu'elle en serait blessée).

Au cours de ces journées, ce serait de la fausse modestie que de le nier, je fus l'un des personnages les plus importants du pays ; le président de la République m'invitait à ses fêtes, me confiait à des dîners intimes, simplement pour me glisser chaque fois le nom de quelque ministre d'Etat ou de fonctionnaire à inviter. Comme il nous restait des places sur le bateau, le *Queen Elizabeth* se révélait trop grand pour nos membres et leurs familles, nous mimes en vente des cabines, avec droit au voyage et accès à toutes les fêtes en l'honneur de Jackie ;

les demandes, qui arrivaient par milliers, étaient soumises à un examen rigoureux et on y satisfaisait point par point, pour ne pas provoquer de réaction désagréable, de sorte que, durant la semaine précédant le début du voyage, nous avions dans nos dossiers plus de trois mille requêtes, bien qu'il n'y eût plus que cinquante places disponibles. An marché noir, les droits de monter à bord et d'y séjourner atteignaient des cours d'une valeur de 10 000 dollars ; attention ! le club ne se mêla pas à ces combines, il vendit toujours les invitations à un tarif établi publiquement. Mais les enchères étaient si violentes que je me souviens de bagarres accompagnées de gifles, d'insultes dans les journaux, et même de coups de feu, et c'est pour cela que le président de la République essayait de m'influencer, moi qui en fin de compte avais le dernier mot quant aux demandes, pour que je m'intéresse à ses protégés, surtout les militaires, lesquels, pour la majorité d'entre eux, n'étaient pas acceptés dans notre club.

Inutile de dire que les jalousies que nous suscitâmes furent terribles. On nous attaqua, on lança des pierres sur nos maisons, nos automobiles ; des défilés publics et des manifestations furent organisées pour protester contre nous. On nous menaçait de grèves dans nos usines et dans nos commerces, tout cela à cause, me semble-t-il, du ressentiment de ceux qui ne pouvaient pas monter à bord du *Queen Elizabeth*, soit parce que les organisateurs de ces désagréables manifestations ne disposaient pas de l'argent nécessaire, soit parce que leurs demandes avaient été rejetées. On nous refusait le bonjour, on nous couvrait d'opprobre dans notre dos ; mais y avait-il de notre faute - comme on nous en accusait - si des familles entières avaient vendu leurs biens, en souscrivant à des emprunts extrêmement onéreux, rien que pour se joindre au voyage ?

ENFIN le jour arriva. Enfin nous embarquâmes. Des fanfares de musique, payées par le club, des petites filles avec des paniers de fleurs également payées par le club nous dirent au revoir sur le quai et l'on joua les hymnes des Etats-Unis, du Nicaragua et de la Grèce, ce dernier n'étant, je l'avoue, inconnu. Les pavillons furent hissés sur les mâts des navires et nous levâmes l'ancre. Nous partîmes sans Ralph et sans Annie, circonstance qui m'échappa, ils ne se présentèrent pas à l'heure convenue, pourtant la veille je leur avais rendu visite chez eux, pour leur faire la surprise, à savoir qu'ils nous accompagneraient en tant qu'invités d'honneur du club (Ralph, par pure négligence, n'avait pas adhéré) et qu'il reviendrait à Annie, vu son amitié intime avec Jackie, de lui présenter au nom du club, lors de la cérémonie de bienvenue, un grand cœur de fleurs rouges, avec une inscription en lettres d'or qui dirait :

A JACKIE. DE TOUT NOTRE CŒUR
honneur que je m'étais arrangé pour réserver à Annie, bien qu'il revint à l'épouse du président du club, montrant ainsi à Ralph combien j'étais reconnaissant de tout ce qu'il avait fait pour nous, mais Annie se montra bouleversée, inquiète, la pauvre, il y avait de quoi, et elle appela Ralph à part et je les entendis discuter et finalement ils revinrent et dirent que oui, que ça marchait, avec grand plaisir, tous deux très pâles, du fait de l'émotion sans doute. Serait-ce à cause de ce choc que je leur ait fait qu'ils ne sont pas venus à bord, en tout cas nous autres nous sommes toujours là à naviguer, et déjà la vie devient ennuyeuse, à force de parcourir ces côtes depuis des jours et des jours, peut-être des mois et d'apercevoir au loin la fumée des volcans, la végétation, les lumières des petits ports, à force de regarder comment tombe le crépuscule et tombe la pluie, fatigués de la même musique, des mêmes jeux, la nourriture déjà rationnée, nos associés consternés et leurs familles acablées d'ennui. Mais Jackie ne peut pas nous faire faux bond et d'une route à l'autre nous naviguons et recherchons la fumée lointaine de son yacht à l'horizon, parce que nous sommes sûrs qu'elle doit venir, et chaque aurore est un nouvel espoir que ce jour sera le jour de fête, des sonneries de clairon et du cœur de fleurs rouges, parce que c'est sûr que Jackie arrivera aux côtes du Nicaragua même si les jours filent, moi je ne veux pas penser une seconde à la terrible épreuve que ce serait d'affronter les visages railleurs de nos ennemis, et lorsque je me trouve sur le pont avec mes amis du comité directeur qui passent, l'air sombre, je leur dis du regard : moi, en ce qui me concerne, jamais, au grand jamais je ne reviendrai.

SERGIO RAMIREZ (1971)
(Traduit de l'espagnol par Françoise Barthélémy.)

Du tiers-mondisme à la dérive

Par CLAUDE LIAUZU *

LE TIERS-MONDISME se porte mal. Pis, il est de plus en plus mal porté et supporté à Paris, comme l'a établi un récent colloque de l'Institut de l'Économie (1). Ne reste-t-il donc qu'à emprunter le plus court chemin de Damas, qui conduit de l'utopie au CIEL (2) ? Quels sont les véritables objectifs d'offensives idéologiques répétitives ? Si le tiers-mondisme peut être défini, sommairement, comme un ensemble de représentations du tiers-monde élaborées par la gauche, c'est bien de l'Occident et de ses idéologues qu'il s'agit.

Le problème majeur est donc d'expliquer les mouvements pendulaires des intellectuels entre le tiers-monde et l'Europe - d'une crise, celle des années 50, à la crise actuelle. Et cet essai de lecture historique et de sociologie aussi bien du tiers-mondisme que de l'antitiers-mondisme voudrait - en mettant en question aussi les intellectuels - apporter quelques éléments nouveaux au dossier. Quelle est la place du tiers-mondisme dans le temps et le tissu social français ? Pourquoi cette sensibilité particulière des intellectuels ? Comment définir le contenu et les enjeux de ce débat ?

« Des races primitives, incapables... »

SÉRIEUSEMENT, le tiers-mondisme est-il, en 1985, « une idée partagée par la presque totalité de nos contemporains, au point que toute critique serait promise à un désaveu presque universel », comme le prétend la lettre d'invitation au colloque de Liberté sans frontières ? Un tel acharnement thérapeutique paraît plutôt destiné à maintenir en survie artificielle une trop belle maladie.

C'est dans les années 50 qu'il faut rechercher les origines du tiers-mondisme, étroitement liées à la guerre d'Algérie, et les raisons de l'ampleur particulière que le phénomène a prise en France. Tout au long de son histoire, la gauche a été confrontée au problème colonial : Révolution et esclavage, socialisme et expansion outre-mer, communisme et question nationale... Seule puissance impériale dans laquelle les deux familles du mouvement ouvrier sont représentées par deux partis importants, où les intellectuels ont un statut politique original, la France ne maîtrise pas une crise algérienne profonde.

La conjonction de cette crise avec celles de la social-démocratie et du système stalinien, la chute de la IV^e République, constituent donc le moment historique de la naissance du tiers-mondisme. Naissance laborieuse : pour la Fédération de l'éducation nationale (FEN), par exemple, « le pain et l'instruction » sont les réponses adéquates au « nationalisme étroit » ou à la « mystique religieuse » qui s'emparent d'un « peuple sous-évoqué » (peuple sous-évoqué étant l'expression consacrée des motions du syndicat enseignant concernant le tiers-monde jusqu'en

1957). Le tiers-mondisme est un tard-venu à l'échelle européenne.

On a surtout retenu les temps forts du tiers-mondisme flamboyant, ceux de Cuba, du Vietnam, du maoïsme, mais ils n'auront guère duré que trois lustres. C'est une idée reçue que les réalités à Pékin, en Amérique latine, au Cambodge et ailleurs mettent fin à la mythologie révolutionnaire. En fait, la courbe du tiers-mondisme décline bien avant, dès 1968. Ainsi, les poussées algérienne et vietnamienne semblent aussi fortes qu'éphémères, elles retombent brutalement et sont évincées par le retour aux priorités internes : antifascisme en 1960-1962, recentrage hexagonal en 1968. Cette

De l'engouement au rejet : la crise d'intellectuels versatiles qui se sentent remis en question n'est d'aucun secours pour le mal-développement au Nord et le sous-développement au Sud

chronologie rappelle la faible épaisseur du tiers-mondisme et sa fragilité.

Rassemblés contre le colonialisme, les courants qui y voient un archaïsme freinant la modernisation de la société française et ceux qui trouvent dans le tiers-monde un recours révolutionnaire se divisent à la fin de la guerre d'Algérie. Car le tiers-mondisme constitue avec la modernité un couple antinomique : contradiction et dualisme qui dominent l'histoire de la gauche pendant les trente dernières années et marquent les seuils infranchissables par le tiers-mondisme.

Il reste que celui-ci a été l'un des éléments de la dialectique qui a transformé l'espace politique français. Ainsi, la création de la CFDT a été indissociable des itinéraires de la génération algérienne, de même que les mutations de l'UNEF et l'effervescence intellectuelle d'une nouvelle gauche, l'élargissement d'un internationalisme jusqu'à l'usage occidental. La crise algérienne de la conscience française a également suscité, avec les grands ébranlements des années 50 - décolonisation, apparition des caractères majeurs du sous-développement, découverte de l'altérité culturelle, affirmation d'une nouvelle réalité géopolitique et de nouveaux

acteurs historiques, - un « mal de voir » créatif, un agissement des savoirs.

Du fait même que le tiers-monde ne peut plus être ignoré, le tiers-mondisme est devenu une composante de la pensée européenne. En témoignant sa capacité de redéfinition dans ce que certains appellent le sanglot ou la compassion - d'unos les actions humanitaires, - la recomposition de son tissu organisationnel et le renouvellement de son assise militante, où dominent jeunes, animateurs de syndicats et de coopératives rurales et ouvrières, médecins, enseignants...

Il est difficile cependant d'en mesurer l'impact social. Les très rares sondages d'opinion publiés montrent le caractère contradictoire et ambigu des représentations, où l'emporte celle du tiers-monde souffrant. Quant aux jugements, ils comportent aussi bien la mise en cause des pays riches - exploitation, colonisation - que des affirmations racistes. Rappelons qu'en 1969, entre un tiers et un cinquième des Français considéraient qu'il y a « des races primitives incapables par nature de développer leur pays », proportion largement supérieure à celle des personnes accusant la colonisation.

La complainte des repentis

LA « vulgate masochiste » et la « haine de soi » ne sont certes pas aujourd'hui l'idéologie dominante ni le danger principal ! Il faut beaucoup de légèreté polémique pour agiter ainsi les démons français. Surtout en période de crise, quand s'affirment les seuils d'intolérance, dans une société qui, après avoir été dans l'âge des décolonisations sans savoir le vouloir, devient pluri-ethnique sans vouloir le savoir. Car la France est confrontée aussi à son tiers-monde interne, qu'elle ne parvient pas à assumer. Et les aspects insolites de ses minorités tiers-mondistes, les mythologies, la mauvaise conscience... sont des miroirs déformants de la France profonde.

Sans aucun doute, les avatars, aventures et mésaventures du tiers-mondisme tiennent-ils pour une large part à son peu d'épaisseur historique et sociale, à la faiblesse de ses liens avec les mouvements populaires, et tout particulièrement à une absence de convergence avec le mouvement ouvrier. Faute d'une telle convergence, le tiers-mondisme est un anti-impérialisme masochiste, introverti. Ainsi est-il resté le territoire par excellence des intellectuels, l'expression privilégiée de leur crise.

Quand l'intellectuel parle du tiers-monde, c'est aussi pour lui qu'il parle : et on peut, sans tomber dans « la bête du milieu » (Pascal Bruckner, *Le Sanglot de l'homme blanc*, p. 139), refuser de prendre pour parole d'évangile les confessions d'enfants prodiges du siècle revenus du maoïsme ou du tiers-mondisme, ou les auto-critiques battues sur la poitrine de l'adversaire. Mieux vaut les lire comme les syndromes d'une crise.

Signe de celle-ci, la floraison de la littérature concernant la situation de l'intellectuel, analysant son silence... Y dominent quelques idées-forces : l'incertitude du statut, la difficulté à délimiter un espace autonome par rapport à l'État et aux groupes

* UER de géographie, histoire et sciences de la société, université de Paris VII, auteur d'*Aux origines des tiers-mondismes*, L'Harmattan, Paris, 1982.

« Le temps des mille ans s'achève. Voilà que sortent les nations qui sont aux quatre coins de la Terre et qui étaient en nombre le sable de la mer. Elles partent en expédition sur la surface de la Terre, elles investissent le camp des Saints et la Ville bien-aimée. »

Apocalypse, XX^e chant.

VOICI venue la fin des temps. Du moins pour l'Occident blanc. Non par le feu que cracheraient les missiles intercontinentaux ou les satellites équipés de rayons de la mort (voir pages 1 à 7 les articles sur la « guerre des étoiles »). Mais par l'irréversible et pitoyable invasion des millions qui peuplent le tiers-monde. Ce drame, Jean Raspail l'a superbement évoqué dans son roman *Le Camp des Saints* (1), réédité douze ans après sa publication. Louis Pauwels en résume ainsi le thème central :

« Dans la nuit, sur les côtes de Provence, cent navires à bout de souffle s'échouent, chargés d'un million d'affamés. Ils sont l'évent-garde du monde pauvre qui va déferler, sans violence, mais avec l'irrésistible force de la misère qui rêve. Que faire ? Résister ? Comment ? Et au nom de quel ? Nous sommes devenus moutons, inerte de nos mérites et de nos droits, d'identité fragile ; moutons, mais d'une morale incanalisante (2). »

Ce mal ne touche pas la seule Europe. « L'Amérique, poursuit Louis Pauwels, en dépit de son regain de puissance, ne se distingue pas d'un profond malaise. Par ses frontières de plus en plus poreuses, le flot des millions du tiers-monde y pénètre sans s'y assomiler. En dix ans, des régions ont changé de couleur, de langue, de religion, de mœurs. » Voilà bien le risque : « Bien sûr, les Blancs d'Occident ne changent pas, mais ils ne sont plus qu'un dixième de la population de la Terre. Se fondront-ils dans un fatal brassage (3) ? »

L'Occident n'a plus d'armée

UN homme a posé, quoique sans précaution, un des problèmes majeurs de notre temps : le problème de l'immigration qui, à vrai dire, est la question de cette fin de siècle. M. Le Pen serait-il raciste ? Non. « Une chose est le racisme. Et une autre chose l'angoisse de perdre son identité et de se trouver déraciné dans son propre pays (4). »

Au cœur du monde blanc, les travailleurs immigrés sont la redoutable avant-garde des masses familiales qui décrit Jean Raspail dans son roman. Pour savoir quel destin nous attend, il suffit de se reporter aux effrayantes prévisions démographiques qui nous annoncent, pour le proche avenir, un tragique déséquilibre : « Cernés au milieu de sept milliards d'hommes, sept cents millions de Blancs seulement, dont un tiers à peine et pas très vieux, sur notre petite Europe. » Déjà « notre vieux Occident, tragiquement minoritaire sur cette Terre, refuse derrière ses murailles démantelées en perdant des batailles sur son propre territoire et commence à percevoir, étonné, le vacarme sourd de la formidable marée qui menace de le submerger (5). »

De la terrasse de sa maison provençale, un personnage de Jean Raspail observe à la longue-vue les cent navires échoués sur la côte, avec à leur bord le premier contingent des envahisseurs :

« Au soir du dimanche de Pâques, huit cent mille vivants et des milliers de morts assésaient pacifiquement la frontière de l'Occident. Le lendemain, tout serait joué. Montaient du rivage jusqu'aux collines, jusqu'au village, jusqu'à la terrasse de la maison, des chars très clous, remplis d'une puissance extrême en dépit de leur suévilé, comme une multitude freinée par un choc de huit cent mille voix... On entendait également le grondement de centaines de camions :

La Grande Peur de l'An Deux Mille



CALCUTTA : D'ICI PARTIRA L'INVASION...

depuis le matin, l'armée prenait position sur le rivage de la Méditerranée (6). »

Car le chef de l'État a donné l'ordre de repousser cette pacifique mais intolérable invasion. Sera-t-il obéi ?

« Monsieur le Président, durant toute cette semaine, j'ai rencontré secrètement les rares généraux encore capables de réfléchir et j'ai ouvert les yeux sur un gouffre. Les nations d'Occident croient posséder des armées fortes. En réalité, elles n'ont plus d'armées. Depuis des années, par tous les moyens, on inspire à nos peuples la honte de leurs armées. On a fabriqué des films, par exemple, vus par des millions de spectateurs, sur des massacres d'Indiens, de Noirs ou d'Arabes oubliés depuis cent ans et exhumés pour les besoins de la conspiration... Désormais, le bon peuple a horreur de son armée, accusée de trop de génocides... Volontaire ou non, de mélier ou pas, l'armée se fait horreur à elle-même. Pour un nouveau génocide, ne comptez pas sur l'armée, monsieur le Président (7). »

Et, en effet, l'armée ne marchera pas. « Seuls, les hommes de cœur lutteront réellement cette nuit-là (8). » Ils ne seront qu'une poignée. Rien de tout cela n'est forcé. Comme le conseiller le dit au président, il s'agit bel et bien d'une « conspiration ». Avec, aux deux bouts de la chaîne, d'étonnantes acteurs. Là-bas, sur les bords du Gange, d'où part la fameuse invasion, il y a le capitaine Ballan, vite rejoint par « des Indiens, des Blancs et aussi un Chinois. Ceux-là étaient des meneurs occultes, rompus à la psychologie des foules. On n'a jamais su leurs noms (9). » Et

puis, de ce côté-ci, « des évêques-filons, des généraux-filons, des ministres-filons, des intellectuels-filons et des filons tout court. C'est une espèce d'homme dont l'Occident se fait de plus en plus prodigue au fur et à mesure qu'il se rétrécit (10). »

Voilà pourquoi rien ne pourra barrer la route à l'invasion, que l'envoyé spécial de Radio-France décrit en ces termes :

« Ici Gibraltar... Ce que je viens de voir en survolant l'armée dépasse l'imagination. Près de cent bateaux couverts de formes noires et blanches. Noires sont les peaux de ces milliers de pauvres gens, blanches sont les tunique qui les habillent... On croit survoler une sorte de charnier dont les cadavres seraient encore vivants, car je vois des milliers de bras s'agiter (11). »

La pourriture règne à bord, mais aussi le stupre. Ces gens-là défilent et forment. « Ainsi, dans le merde et la luxure, et aussi l'espérance, s'aventurent vers l'Occident l'armée de la dernière chance (12). »

Et l'Occident ne lui barrera pas la route. Pourquoi, puisque l'en a les moyens matériels ? Parce qu'il n'en a plus la force morale. « L'Occident en était venu à se mépriser (13) » à force de se complaire dans « le remords, l'auto-accusation et le dégoût de soi-même (14) », mais aussi parce qu'il « était prisonnier des modes, lié par les nouveaux tabous, conditionné par trente ans de terrorisme intellectuel (15) », aveuglé par le « délire humanitaire (16) » que les tiers-mondistes cultivent avec une ferveur avec le concours de tous « ces idéologues de bistrot, de campus et de secrétariat (17). »

Mépris de soi et conscience coupable : voilà bien la plus absurde accusation que les anti-tiers-mondistes lancent à ceux qu'ils dénoncent. Jean Raspail porte en son camp un modèle qu'il respecte. Lorsque l'« armée de la dernière chance » passe au large du Cap, « le président d'Afrique du Sud en personne » donne une brève conférence de presse :

« Évidemment, nous sommes, nous hésiter. Dans cette guerre raciale qui fait rage, la non-violence est l'arme des multitudes. La violence, celle des minorités opprimées. Nous nous défendons. Nous serons violents (18). »

Vitupération et extase

LOUIS PAUWELS adopte un ton plus benoit. « J'ai vu la chance de ceux qui meurent sur les trottoirs. On croit millions de réfugiés s'entassant dans les bidonvilles. On croit mille hommes-chevaux attelés à des chariots surchargés de sacs... Et une ville désolée. C'est pourtant avec cette ville que j'ai, depuis dix ans, une histoire d'amour. Car j'ai découvert que cette cité accablée de tous les maux a un pouvoir magique : elle fabrique des saints (19). » Dans ce cloaque maudit, Dieu est en effet aisé et honoré avec plus de ferveur que nulle part ailleurs (20). (...) »

Le tiers-monde : point de départ de cette inquiétante multitude qui va envahir le monde des Blancs ? Ou bien lieu privilégié de cette miraculeuse misère qui fait surgir des saints ? Les deux thèses fournissent une littérature apte à faire frémir les consciences sensibles dans les chaudières : de crainte ou d'admiration. L'enfer du gouffre a lui aussi suscité de prodigieuses témoignages qui inspirent l'horreur, mais aussi le respect pour l'intensité spirituelle des âmes les mieux trempées. Gouffre du tiers-monde, sans doute y a-t-il mieux à faire que de vitupérer en trébuchant de rage ou de se pâmier dans une extase mystique.

(1) Jean Raspail, *Le Camp des Saints*, nouvelle édition, Robert Laffont, Paris, 1985.

(2) Louis Pauwels, « Méditation après un cauchemar », *le Figaro Magazine*, 23 février 1985.

(3) Idem.

(4) Louis Pauwels, « Grignol, c'est la porte à côté », *le Figaro Magazine*, 23 mars 1985.

(5) Jean Raspail, préface à la troisième édition.

(6) Jean Raspail, *Le Camp des Saints*, p. 19.

(7) Jean Raspail, op. cit., pp. 233-234.

(8) Idem, p. 23.

(9) Idem, p. 55.

(10) Idem, p. 45.

(11) Idem, p. 209.

(12) Idem, p. 132.

(13) Idem, p. 23.

(14) Idem, p. 87.

(15) Idem, p. 96.

(16) Idem, p. 206.

(17) Idem, p. 233.

(18) Idem, p. 153.

(19) Louis Pauwels, *le Figaro Magazine*, 23 février 1985.

(20) Dominique Lapierre, « J'ai découvert la ville qui fabrique des saints », *le Figaro Magazine*, 16 février 1985.

الكتاب

la dérive des continents

dominants, à définir les fonctions sociales et politiques, l'identité même des intellectuels. Leur croissance numérique, la diversification des tâches qu'ils assurent et des secteurs où ils interviennent entraînent des phénomènes de décalage, transformant les hiérarchies internes et la composition du groupe, et jouent, de manière contradictoire, à la fois dans le sens d'un renforcement de son pouvoir social et dans le sens d'un amoindrissement de son autonomie envers le pouvoir.

D'où, à la fois, cette politisation, ce poids politique et cette instabilité, les tonitruantes idéologiques à 180 degrés, les oscillations entre la contestation et le ralliement à la société de la modernité. Pourquoi le tiers-mondisme s'est-il imposé comme l'une des composantes d'un « nouveau parti intellectuel », pourquoi l'actuelle dérive des continents ? Comment ces choix se nouent-ils avec les débats généraux ?

L'affaire Dreyfus qu'est devenue l'Algérie a réinvesti les hommes de pensée de leur mission, la critique du politique. Mais, surtout, cet engagement devient un mouvement social en étant porté par la mobilisation étudiante, et un mouvement politique en posant comme centraux les enjeux classiques des combats intellectuels : rapports avec l'Etat, rapports entre culture et politique. Le « nouveau parti intellectuel » prétend, enfin, résoudre le problème de sa légitimité et de ses assises, en échappant à la référence communiste obligée, et, pour les plus radicaux, en se réclamant des forces du tiers-monde. Comme le proclame l'Université libre de Berlin à la veille de mai 68, « le tiers-monde doit devenir la base de masse du mouvement étudiant ». C'était, bien sûr, construire un espace idéologique à l'Etat pur, se condamner à faire l'histoire par procuration.

Dans son noyau dur, le tiers-mondisme s'est efforcé de poser la « question des intellectuels », empruntant aux principaux courants révolutionnaires et au marxisme. On sait assez que le passage de l'intellectuel critique au militant a produit le plus souvent des groupuscules répétant le modèle de la bureaucratie.

Il resterait à expliquer le pourquoi de la répudiation actuelle du militantisme. La simultanéité de cet abandon et du retour de l'intellectuel à l'Occident appelle l'attention sur les acteurs de l'offensive antitiers-mondiste. Une analyse du colloque organisé par Liberté sans frontières permet d'en esquisser les traits.

Qui donc est fondé de parole ? Certainement pas les intellectuels du tiers-monde, dont l'absence n'a même pas été remarquée. Elle est loin, la fascination des Européens pour le destin prométhéen de leurs frères en esprit des trois continents. Intellectuel et Europe sont synonymes : ailleurs, il n'y a que perversion par le pouvoir, ou par soumission au pouvoir, avortement de la pensée libre sous le poids du sous-développement. Car, comme le souligne le CIEL (2), « l'esprit ne doit admettre d'autres contraintes que celles par lui-même reconnues nécessaires à son action et à sa portée. Sa définition et son honneur sont de résister toutes les autres et de s'en affranchir si elles lui sont opposées ou imposées ». Autre absence, passée tout aussi inaperçue à ce colloque, celle des militants des organisations non gouvernementales (ONG), ce qui a dispensé d'une leçon « d'économie bâtarde des jeunes et des professeurs du secondaire » (J. Yamakakis, colloque LSF).

Il est remarquable que la véritable légitimité à parler du tiers-monde appartienne aujourd'hui au médecin. Le tiers-monde, ce n'est plus la terre des idéologies, ce n'est plus le fœtus du « Che », c'est le camp de réfugiés ou d'affamés. Alliant le regard froid et l'engagement humanitaire, l'idéalisme et le réalisme, homme de terrain, ce nouveau « héros positif de notre temps » éclipse le faiseur de système livresque ou le soldat perdu de telle ou telle Annabasse. Sous ce patronage, le débat tiers-mondiste associe experts en développement et essayistes, ou experts en idéologie.

Pour les premiers, à côté de démographes et d'économistes, dominent les historiens. On n'en tirera aucune vanité corporative, tant le statut de l'histoire dans le champ des sciences sociales paraît se fonder sur l'effondrement des grands systèmes explicatifs plus que sur des avancées scientifiques. Au demeurant, sauf pour



PARIS, 1961 : L'ENGAGEMENT CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE
Une nouvelle « affaire Dreyfus »

quelques spécialistes du tiers-monde, la fonction dévolue aux historiens paraît avoir été la défense et illustration de l'Occident. Telle est aussi la raison d'être des publicistes qui prennent en charge le dossier des mythes révolutionnaires, des marxismes de sous-développés, des révolutions intégristes, hérétiques, folles, etc. Dossier présenté de manière exemplaire par des tiers-mondistes repentis et des experts du communisme na de l'anticommunisme. Car, autant que le tiers-mondisme, c'est le marxisme qui est en question.

Cette remise en cause de références théoriques considérées hier comme obligées présente un saisissant raccourci de la trajectoire des intellectuels français dans le dernier quart du siècle, dessine le rapport de forces actuel et, surtout, esquisse des lignes de forces d'avenir.

Quand l'Occident n'est plus la mesure de toute chose

QUE vient faire le tiers-mondisme dans l'affaire ? Il aura été « la dernière certitude de fond, la dernière justification des pourfendeurs de la démocratie » (colloque Liberté sans frontières). Autrement dit, l'Europe, puisque le CIEL a déclaré « la synonymie des trois mots : Europe, Culture, Liberté ».

D'où la démonstration que la colonisation n'a été ni rentable ni exploiteuse, que la faim n'est pas due à l'impérialisme des légendes, bref, que l'Europe est au-dessus de tout soupçon. Ecartées les vieilles lunes, effectuée la dernière rupture avec le totalitarisme, l'objectif de Liberté sans frontières est de construire un « nouvel espace de pensée ».

Au dictionnaire des idées reçues et à l'air de la bêtise tiers-mondiste, il serait facile d'opposer des doubles antitiers-mondistes. Cependant, que le débat tende à se niveler par le bas, à être si pauvrement répétitif, est le vrai problème. Pour la première fois depuis un demi-siècle, la gauche voit son hégémonie dans le champ idéologique mise en question. Et son avenir dépend de sa capacité à ne pas gâcher sa crise, à en chercher les raisons dans ses propres carences, à procéder à un agencement et à combler le décalage entre état du monde, état d'âme, état de questions.

Certains enjeux sont des urgences, en particulier la misère et les droits de l'homme, qui constituent les cibles de la contre-offensive idéologique de la droite, mais sur lesquels celle-ci n'est pas plus convaincante que la gauche. Les mythes des grands bonds

en avant et des révolutions agraires ont fait long feu, et les succès obtenus par les nouveaux pays industriels dérangent le marxisme. Jean-François Revel en conclut que la cause de la famine, « c'est le refus de l'économie de marché ». Pour Liberté sans frontières, la solution du sous-développement, c'est « l'idée de démocratie en tant que système capable de conjuguer efficacité économique et justice sociale » : sans technologies appropriées ni développement anticoncentré, et surtout sans nouvel ordre économique international. Le développement et les droits de l'homme sans toucher à la Pax Americana et au capitalisme, CQFD. Mais c'est un peu court.

Tout un colloque sur le tiers-monde sans que pointe la crise économique mondiale, sans qu'on s'interroge sur celle-ci, sur ses composantes liées à la dépendance, sur l'aggravation des écarts et des inégalités, sur l'exclusion des bénéfices de la croissance — là où elle se produit — d'une masse d'hommes grandissante, paysans de la fin des temps, quart monde. Tout un débat crispé sur des objectifs idéologiques au point que la crise — dont l'épicentre est au Nord — ne soulève même pas une interrogation sur la validité de l'idéologie développementaliste, n'impose pas un bilan critique commun du sous-développement du Sud et du mal-développement au Nord.

Des dossiers, enfin, qui, à gauche comme à droite, sont réduits à l'espace politique défini par les Etats-nations et au niveau politique des pouvoirs. Or ce qui caractérise le tiers-monde actuel, c'est la remontée des sociétés et des cultures. Cet acharnement à vivre prend les formes les plus contradictoires, de la revendication démocratique au totalitarisme des masses, des grands mouvements politiques au repli sur les micro-espaces populaires, des stratégies d'accès à la modernité au redoublement de férocité des ancêtres...

Les mutations et les dynamiques en cours ne correspondent plus aux systèmes interprétatifs hérités des années 60. Le tiers-monde existe-t-il encore, trente ans après Bandung ? L'expression est devenue de plus en plus conventionnelle en même temps que de moins en moins adéquate : à une droite qui dénie toute réalité politique, toute communauté de destin aux peuples des trois continents et toute capacité historique au monde dit « tiers », la gauche ne saurait apposer ses vieux schémas.

Affaire de spécialistes des sciences sociales ? Bien sûr, mais le problème les dépasse. Contrairement à l'image de la dérive des continents, jamais, peut-être, le tiers-mondisme n'a été aussi important pour la gauche.

Renoncer à toute ambition de penser à l'échelle planétaire interdirait la recherche d'alternatives à la crise, car celle-ci impose à la gauche de constituer un nouvel espace de réflexion et d'action, de redéfinir son identité.

Dépassé, le tiers-mondisme ? Il reste à inventer, puisque l'Occident n'est plus la mesure de toute chose.

CLAUDE LIAUZU.

(1) Les références au colloque de janvier 1985 proviennent du dossier fourni aux participants et de la presse. Sur le tiers-mondisme des intellectuels, sans être exhaustif, voir « Le tiers-monde et la gauche », les Cahiers du Nouvel Observateur, Paris, 1978 ; Pascal Bruckner, le Sanyol de l'homme blanc, Seuil, Paris, 1983 ; Gérard Chaliand, les Faubourgs de l'histoire, le Découverte, Paris, 1984 ; Régis Debray, « Et la planète, bordel », le Débat, juin 1981 ; Claude Liauzu, Aux origines des tiers-mondismes, L'Harmattan, Paris, 1982, et « Les intellectuels français au miroir algérien », in Cahiers de la Méditerranée, 39, boulevard Edouard-Berliet, Nice, 1984 ; Jean-Paul Garnier et Roland Lew, « From the Wretched of the Earth to the Defense of the West : An Essay on Left Descendance in France », in The Socialist Register, 1984, p. 299.

Sur les interrogations des sciences sociales, cf. par exemple le Mal de voir, 10/18, UGE, Paris, 1976 ; sur l'opinion française, Jean-Yves Carfantan et Charles Condaminas, Qui a peur du tiers-monde ?, Le Seuil, Paris, 1980 ; A. Lebrun, l'Opinion des Français sur le tiers-monde, Ed. Ouvrières, Paris, 1971. Sur les manuels scolaires, cf. Ecole et tiers-monde, 20, rue Rochechouart, 75009 Paris.

(2) Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés, 112, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

PRODUITS DU TERROIR

MERCUREY A.O.C.
Vins directs producteurs récoltant, expédition en colles de 12 bouteilles, TTC France domicile.
Tél sur demande - 78.553 47-13-94
Lieu : MOHRE, vignobles, 71600 MERCUREY

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication.

Imprimerie
du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX

Publié : Publium
17, bd Poissonnière,
75002 Paris (tél. : 261-51-26)
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : 0026 - 9395.

EN VENTE DANS LES KIOSQUES N° 4 - Printemps 1985

Une revue qui ne ressemble
à aucune autre. Les textes
publiés sont de premier
ordre.

LE MONDE

Une intéressante revue et de
grande qualité.

Bernard Pivot dans LIRE

Remarquable journal.

LE SOIR Bruxelles

Un défi international... Ne
s'adresse pas à la vieille élite
intellectuelle, mais à tous
ceux qui sont ouverts.

INFORMATION Copenhague



Le numéro 30 F. Abonnement 100 F, étranger 140 F.
14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris Tél. (1) 523-48-40 - FRANCE

POLITIQUE AFRICAINE

Directeur de la publication : Jean Copans

Année 1985

- N° 17 (mars) : Les politiques urbaines en Afrique noire : Abidjan, Dar es-Salaam, Luanda...
N° 18 (mai) : Les transferts de technologie en Afrique : Algérie, Cameroun, Zaïre...
N° 19 (septembre) : L'Afrique australe face à l'apartheid
N° 20 (décembre) : Le Burkina (numéro spécial)



Abonnement annuel	Surfact	Avion
France	200 FF	X
Afrique	250 FF	250 FF
Autres pays	250 FF	350 FF

Bon de commande à retourner à :
Editions Karthala - 22-24 bd Arago, 75013 PARIS

Nom : Prénom :
Adresse :

s'abonne pour 1985 à la revue Politique Africaine.
Ci-joint mon règlement : ☐ par chèque payable en France à l'ordre de Karthala.
☐ par mandat postal international

Comment une économie de production s'est effacée

Par MOISE IKONICOFF *

Le refus du Fonds monétaire international (FMI) de débiter la deuxième tranche du prêt octroyé à l'Argentine dans le cadre des accords de rééchelonnement de la dette a récemment fait la « une » des journaux. Comme ce refus, relatif à 236 millions de dollars, entraînait automatiquement celui des banques privées portant sur environ 2 milliards de dollars, certains ont pu craindre que l'engrenage infernal conduisant à la cessation des paiements et, par là, au crack financier international, ne soit enclenché.

Les circonstances étaient, en réalité, bien moins dramatiques. La trésorerie des États-Unis faisait savoir aussitôt qu'elle était prête à accorder 500 millions de dollars pour rembourser les arriérés des intérêts — en somme, un « crédit pont » permettant à l'Argentine de reprendre les négociations avec le Fonds et de tenir jusqu'au prochain versement que doit effectuer cet organisme. Ce n'était donc qu'une péripétie de plus dans le jeu réitératif auquel se livrent créanciers, débiteurs et FMI, et caractérisé par les discours paibétiques suivis d'inévitables marchandages.

Ce feu de paille a tout de même mis en évidence l'importance que l'un accorde à l'Argentine. Ce pays est en train de rattrapper la vedette aux grands États débiteurs, alors que, pourtant, sa dette n'est la plus élevée ni en valeur absolue ni par habitant. En outre, la structure des remboursements diffère peu de celle des autres pays, et, avec une balance commerciale favorable, les risques d'insolvabilité ne semblent pas

plus grands que pour ses voisins d'Amérique latine. La raison se trouve peut-être dans la perplexité suscitée par le fonctionnement d'un système économique qui constitue un défi permanent à tout principe de rationalité et à toute logique économique.

En effet, de par sa durée (plus de dix ans), et de par son taux moyen annuel (plus de 250 %), l'inflation argentine — phénomène unique au monde — a conduit à la destruction de

mie de spéculation, c'est-à-dire que le contrepartie en termes de produit a été progressivement évincée ou marginalisée en Argentine, le fétiche monétaire devenant à lui seul l'enjeu du pari.

Ainsi, en 1984, le PIB par habitant n'atteint que 95,5 % de celui de 1970, 95,2 % si l'on ne tient compte que des secteurs producteurs de biens, et, enfin, 85,3 % si l'on ne retient que l'industrie manufacturière. Au niveau des branches, le phénomène apparaît de façon plus nette. Dans les industries dites tra-

(automobile et électroménager) et fonctionne selon un modèle que l'on désigne sous le nom de « modèle dépendant et excluant ». « Dépendant », parce que les grandes firmes multinationales qui contrôlent ces branches dynamiques vont pouvoir dominer l'ensemble du système de décisions économiques. Elles auront une influence déterminante dans l'évolution du modèle de consommation, dans l'allocation des ressources, dans l'utilisation des facteurs de production

restauration des rouages qui avaient fait leurs preuves — au moins jusqu'en 1970 — supposait que soit réengagé un processus de concentration du revenu et que soient créées les conditions d'un renforcement de la position des agents économiques dominants dans le système : les grandes firmes multinationales.

Avec le recul historique, il est possible de constater que les responsables, à l'époque, ne se sont jamais appuyés sur une analyse de ce type pour formuler leur politique économique. Cette politique ne comportait en réalité aucune stratégie au niveau productif. Plus encore, les mesures économiques n'ont à aucun moment relevé d'un quelconque projet de développement. Même les propositions de l'« école monétariste », ayant fréquemment servi de référence à l'action gouvernementale, n'ont été que très partiellement appliquées. On peut se rendre compte aujourd'hui que ces propositions ont surtout été utilisées comme des paravents idéologiques destinés à légitimer l'acquisition de privilèges et d'avantages par des groupes très réduits, liés au pouvoir politique.

La politique économique de la militarocratie ne peut donc être jugée par rapport à un projet qui n'a vraisemblablement jamais existé, mais par rapport aux transformations qu'elle provoque dans le système socio-économique de l'Argentine. Or ces transformations — au-delà des motivations immédiates ou des buts poursuivis par les responsables gouvernementaux — ont été considérables.

À la fin des années 1976 et 1977, le système financier est profondément remanié. La loi concernant les institutions financières autorise le placement à très court terme et même la rémunération des comptes courants, dans le cadre d'un marché libre de l'argent où les taux d'intérêt deviennent être fixés par le jeu de l'offre et de la demande. Ce marché va connaître, en peu de temps, une expansion prodigieuse avec la multiplication d'institutions financières bancaires et non bancaires et la prolifération d'intermédiaires de toutes sortes opérant à la limite de la légalité, et bien souvent au-delà.

Un cas : l'Argentine. Avec la bénédiction des autorités bancaires, les militaires avaient organisé une manipulation financière qui a ruiné un pays évolué, riche en ressources

système des prix relatifs. On voit mal comment une économie — qu'elle soit de type capitaliste, ou socialiste ou mixte, — peut fonctionner sans un tel système de référence. Cette situation équivaudrait à vouloir représenter une droite dans l'espace, sans tracer au préalable un axe de coordonnées. Quel que soit le système de fixation des prix relatifs — plan ou marché, — quelles que soient également les priorités que ces prix sont censés respecter, ils n'en constituent pas moins des outils indispensables à toute organisation économique.

ditennelles, comme le textile, la production en 1984 ne représentait en valeur absolue que 90 % de celle de 1970, de même pour les industries dites dynamiques comme les métaux non ferreux, tandis que, dans l'industrie de machines et d'équipements, la production atteint péniblement le seuil de 1970 après être tombée bien au-dessous en 1982 et 1983.

Enfin, à la suite de la véritable catastrophe qui s'était abattue sur l'ensemble du secteur productif après 1974, balayant toutes sortes d'usines — y compris un nombre important appartenant aux firmes multinationales, — on aurait pu penser que les entreprises sauvées de la débâcle pouvaient espérer travailler à un niveau de production et de rentabilité raisonnable. Il n'en fut rien. Une étude récente montre que l'ensemble des entreprises industrielles fonctionnent seulement à 60 % de leur capacité en 1984, après être tombées à moins de 50 % les années précédentes. Mais il ne s'agit là que d'une moyenne générale. Si l'on considère séparément les différentes branches, on peut observer, notamment dans les industries produisant exclusivement pour le marché interne, des situations bien plus critiques avec des pourcentages inférieurs à 30 %.

Le début de cette triste histoire remonte à 1975. L'inflation — qui ne dépassait pas le taux moyen annuel de 35 % entre 1970 et 1974 — s'élève brutalement à plus de 400 % au moment où la production industrielle — atteignant des sommets inégalés en 1974 — commence une chute ininterrompue jusqu'à nos jours.

Il faut rappeler que, depuis la fin des années 50, le processus d'industrialisation repose sur l'expansion des branches de biens de consommation durable

et dans le choix des technologies. « Excluant », parce que la concentration du revenu et la scission des structures sociales deviennent les conditions indispensables du fonctionnement du système. Cependant, la croissance se heurte à un facteur permanent de blocage constitué par l'étriquetage structurel de la demande.

De 1973 à 1975, la politique économique du gouvernement péroniste se propose de modifier le comportement de certaines variables afin de permettre la poursuite de l'expansion dans le cadre du même modèle. La redistribution du revenu, pièce maîtresse de cette politique, devait jouer un double rôle : atténuer et même éliminer le caractère « excluant » du processus d'industrialisation et constituer un puissant facteur de relance de la croissance. Les faits ont montré le caractère illusoire de ce projet.

Le modèle ne pouvait tolérer une telle distorsion de sa logique intrinsèque. Si cette redistribution suscite, entre 1973 et 1974, un accroissement de la demande, et si la production dans les branches stratégiques dépasse le seuil de 1970, la chute de 1975 va entraîner de graves déséquilibres de la structure économique ainsi que l'apparition de l'hyperinflation. Toutefois, ce phénomène n'était que conjoncturel — conséquence d'une erreur d'appréciation du gouvernement péroniste — et pouvait être facilement contrôlé à l'époque, soit en opérant des transformations du modèle de consommation, soit, au contraire, en renforçant la concentration des revenus.

On aurait pu imaginer que la politique mise en place par le pouvoir militaire, à partir de 1976, visait un réaménagement du modèle dans le sens opposé à celui qui avait orienté la politique du précédent gouvernement. La

Les effets d'un projet qui n'existait pas...

CETTE situation insensée est à l'origine de toutes les incongruités qui déconcertent les observateurs. Ainsi, à titre d'exemple, l'introuvable rapport existant entre la masse monétaire (M1) et le produit intérieur brut (PIB) : 4 % — probablement le plus faible du monde — qui ferait les délices d'un Paul Volcker. Ou encore l'offre de crédit officiel, à un taux d'intérêt réel fortement négatif, qui dépasse paradoxalement — notamment au cours des derniers mois — la demande privée.

Ces faits apparaissent comme des contresens dans une économie reposant normalement sur la production de biens et de services, indépendamment du modèle de fonctionnement ; en revanche, ils peuvent être interprétés comme les signes sans équivoque d'une évolution vers un autre type de système économique que l'un peut appeler « économie de spéculation ». Cette évolution semble avoir atteint un stade où

* Maître de recherche au CNRS, Paris.

elle devient pratiquement irréversible. Il y a donc bien des raisons d'être perplexes et, plus encore, inquiet, car, dans la situation actuelle — *ceteris paribus* — aucun pays, du tiers-monde au monde industrialisé, n'est à l'abri d'une telle évolution.

Avant de tenter une explication de ce qui s'est passé en Argentine, il convient d'éclaircir les concepts utilisés. Comme l'a souligné Charles Marazé, le crédit a été à l'origine de l'expansion des forces productives opérée dans le système capitaliste. Or le crédit ne signifie rien d'autre que la création de monnaie reposant sur un simple pari : la création ultérieure d'une contrepartie en termes de biens et de services. La spéculation et la production constituent ainsi les deux éléments indissociables du développement capitaliste. Leur interaction est la clé qui permettra de comprendre les vicissitudes de l'histoire de l'Occident au cours des derniers siècles. Il y a eu transition d'une économie de production à une écono-

Quand règne la peur sur le monde

ROGER LERAY *

Une source d'espérance, la solidarité humaine

PLUS personne aujourd'hui ne se risque à prédire la fin de la crise. La « sortie du tunnel » prévue au début des années 80 est-elle une illusion, un mirage ?

Somme-nous d'ailleurs dans un tunnel ? La crise elle-même est-elle une crise, un moment dangereux mais limité dans le temps de la vie des hommes en société ? N'est-elle pas plutôt l'expression d'une véritable révolution planétaire, un changement brutal et irréversible dans l'organisation économique, sociale, culturelle du monde ?

Pendant cinq cents ans, projetés par des guerres coloniales, les hommes du Nord ont asservi les hommes du Sud. L'Évangile mis au service d'une économie de pillage, l'Occident a régné sur la terre, sans partage. L'homme n'était homme que s'il appartenait aux États colonisateurs, il n'avait d'âme que chrétienne, il n'avait de lois que celles de la force.

Mais parce que les hommes sont des hommes, de quelque ethnie qu'ils soient, parce qu'ils sont également capables de raisonner, de comprendre, de juger, de choisir et qu'ils sont également dotés du sentiment de leur dignité de personnes humaines, le suprématie du Nord, celle des pays industrialisés, n'est plus acceptée passivement par le Sud, où sont les pays en voie de développement.

Désormais, partout dans le monde, l'homme revendique le droit à la vie et le droit à la dignité ; avec tous les moyens, ceux de Gandhi par la sagesse obstinée, ceux de Khomény par le fanatisme marichien, par la terreur. Il faut choisir, dès lors, la composition ou l'affrontement, et choisir c'est admettre la réalité du tiers-monde venu à émergence après des siècles d'assujettissement.

Je sais, pour ma part, choisir. Je refuse la violence, je ne crois pas que l'on puisse indéfiniment promouvoir l'homme par la haine et le mépris. Je crois aux vertus de l'intelligence, de la compréhension, qui ne sont l'apanage d'aucun groupe humain. Je crois, comme le professeur François Perroux, que c'est vers les cerveaux, si longtemps négligés au profit des marchandises, qu'il nous faut maintenant regarder.

Ajouterai-je vers les cerveaux et vers la cœur !

Bien sûr, j'entends au pire les ricaneurs, au mieux les commentaires condescendants que l'on peut faire sur une telle profession de foi anachronique : le temps du tiers-monde est dépassé — et utopique. Où sont les réalités, les faits tels que disent certains qui se veulent économistes ?

Mais d'abord, qu'est-ce que le tiers-monde ? Une croisade qui, s'appuyant sur les valeurs exclusives de l'Occident capitaliste, soit d'État, soit privé, apporterait les moyens de survie à des peuples victimes, justement, d'idéologies occidentales ? Le tiers-monde serait alors une entreprise charitable, une action ponctuelle, pas nécessairement perverse, mais forcément limitée. Ce tiers-monde-là existe ; il n'est pas en rapport avec la « cartésienne » des années 50. Ce fut, c'est même encore, une aide informelle, sans structures, sans projet, qui ne résout rien, ne sauve rien, une aide devenue destinée à donner bonne conscience aux dominants que l'espérance aux dominés.

Ce tiers-monde-là est, en effet, condamnable. Il est d'ores et déjà condamné.

Mais le tiers-monde dans lequel je crois et pour lequel je lutte, celui qui prend en compte la réalité géopolitique du monde, est tout autre chose.

Aujourd'hui, il y a sur la terre 4 700 millions d'humains, dont 22 % (1 300 millions) appartiennent aux sociétés industrialisées. Privilegié, ce quart de l'humanité consomme 80 % des ressources de la terre. Une fantastique distorsion fait que 1 200 millions d'humains sont mal nourris et que 600 millions souffrent de la faim.

En 1900, l'écart des richesses respectives des pays d'Occident et du reste de la terre s'établissait de 1 à 9. Il était de 1 à 20 en 1980.

Entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, la fossé se creuse, sans que les premiers, obsédés à défendre leurs privilèges, soient assurés d'y parvenir.

Les déficits budgétaires institutionnalisés, le chômage que tous ont tant de mal à contenir (même eux

États-Unis, où la réduction du nombre de chômeurs n'est due qu'à la création d'emplois dans les services), les marchés faillacieusement dynamisés (jusqu'au et jusqu'à quand la production des automobiles, des appareils ménagers de toute nature ?), l'industrie de l'armement indispensable à l'équilibre des balances commerciales, montrent sans doute que la monde industriel ne peut plus vivre en circuit fermé, dans un espace d'où sont exclus tous les pays en voie de développement. La pseudo-science qu'est l'économie montre ses limites lorsqu'elle ne permet pas d'appréhender la crise dans ses dimensions planétaires.

Or répétons-le : il n'y a pas de solutions aux problèmes des économies industrialisées qui ne passe par les réponses aux questions que pose le tiers-monde.

On ne peut plus s'interroger seulement sur ce qu'il faut faire pour le tiers-monde, mais aussi sur ce qu'il faut faire avec le tiers-monde.

« Seul l'inconnu épouvante les hommes ! » Saint-Exupéry avait raison.

Aujourd'hui, la peur règne sur le monde. Sollicités dans les pays industrialisés lorsque sont posés en termes racistes, mensongers et néfastes, les problèmes de l'immigration, de la sécurité, la peur est réellement panique dans les pays en voie de développement où 800 millions d'humains sont en situation de pauvreté absolue.

L'espérance serait-elle, dès lors, frappée d'interdit ? Je ne le crois pas.

Encore faut-il que, ramenant les solutions technologiques à la dimension de moyens, l'humanité retrouve dans la vie des hommes la première place. Encore faut-il que les égocentres stupides, littéralement suicidaires, soient combattus. Encore faut-il que soit assurée en toutes circonstances, sans distinction de religion, d'ethnie, de nation, la promotion de l'homme par la solidarité.

* Grand Maître du Grand Orient de France.



FRANTZ FANON (1925-1961)
« La conscience nationale est la forme la plus élaborée de la culture. » (1959).

L'hyperinflation, qui avait, en 1975, un caractère purement conjoncturel, devient — dans ce contexte — un phénomène structurel. La chute de la production se poursuivait, les ressources rendues disponibles par la destruction progressive de l'appareil productif entraînaient à leur tour dans le circuit financier à court terme, accélérant la transition vers l'économie de spéculation. L'endettement extérieur — marque une étape décisive de ce processus de transformation structurelle de l'économie.

Il est intéressant de s'interroger sur les raisons particulières qui ont conduit l'Argentine à s'endetter. Si l'on examine la formation de la dette dans les pays du tiers-monde, on constate toujours, à l'origine, un déficit de la balance commerciale. Ce déficit peut avoir pour cause principale une chute de la valeur des exportations (comme en Côte d'Ivoire), une élévation de la valeur des importations (comme en Tanzanie), ou l'expansion de la base productive (comme au Brésil). Or, fait très curieux, le solde commercial de la balance argentine a toujours été positif à l'exception des années 1975, 1980 et 1981.

L'autosuffisance en pétrole et en production alimentaire a permis d'éviter l'accroissement intolérable de la

السلامة

au profit d'un système purement spéculatif

La conjoncture internationale favorable, liée aux tensions Est-Ouest et à l'importante demande de céréales par l'Union soviétique, a rendu possible une stabilisation, et même une certaine augmentation de la valeur des exportations traditionnelles.

Enfin, le rétrécissement de la base productive et l'absence de grands projets d'infrastructure ne justifient pas l'appel à un financement extérieur.

Ainsi, on ne peut retenir qu'une seule cause possible : la volonté de renforcer les mécanismes financiers internes par l'intégration au marché financier international. En effet, alimenté exclusivement par des fonds locaux, le marché s'est effondré vers le milieu de l'année 1977. C'est alors que l'externalisation apparaît aux responsables économiques comme la solution idéale permettant de rendre au marché financier argentin son dynamisme initial.

A l'époque, le ministre de l'économie formule des déclarations visant à justifier la politique d'internationalisation en fonction d'un triple objectif :

- préserver un niveau d'activité «raisonnable» ;
- attirer le capital étranger ;
- contenir l'inflation.

Pour atteindre le premier objectif et éviter de décourager définitivement les investissements, il fallait que le taux d'intérêt fût inférieur, ou au moins égal, au taux d'inflation. Mais, pour attirer les capitaux étrangers, il fallait en même temps que ce taux d'intérêt nominal - compte tenu du taux de change et du taux d'intérêt prévalant à l'époque dans les centres financiers internationaux - corresponde à un rendement du capital supérieur à celui qui résulterait du placement en devises sur le marché. Ces deux objectifs étant en fait difficilement conciliables, le gouvernement va alors intervenir par la manipulation du taux de change pour les rendre compatibles. C'est ainsi qu'il établit un chronogramme du changement de la parité de la monnaie nationale afin que le taux de dévaluation soit toujours inférieur à celui de l'inflation.

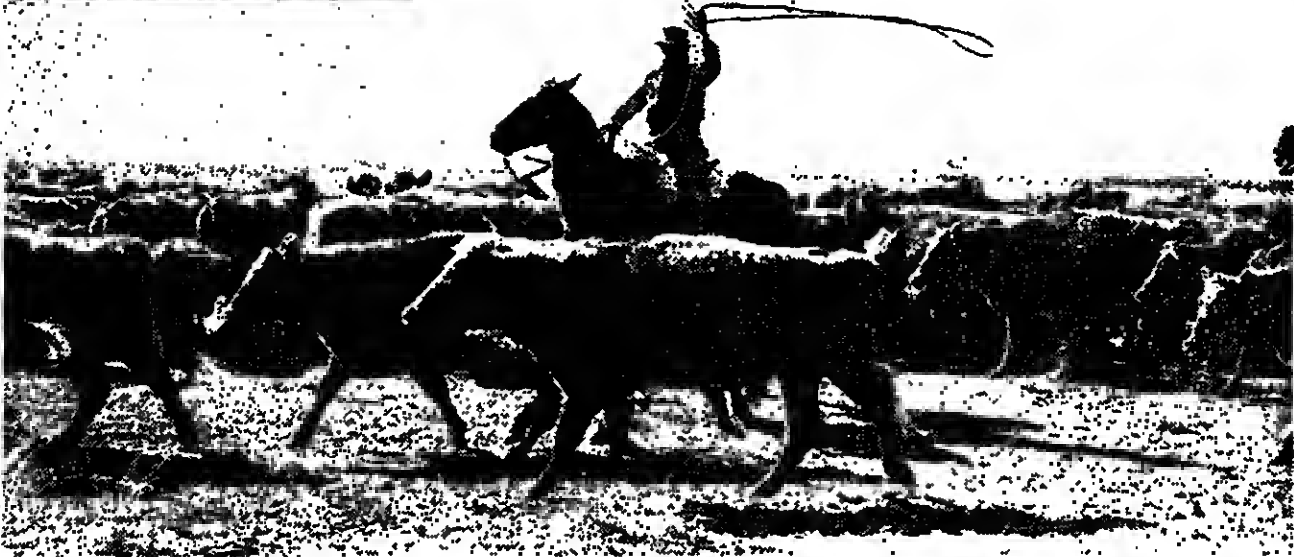
La surévaluation du peso qui en découlait ainsi que les abaissements prévus des tarifs douaniers venaient compléter le dispositif qui devait permettre d'atteindre simultanément le troisième objectif. L'idée était d'encourager les importations en vue de susciter la concurrence et de forcer les producteurs locaux à réduire leurs prix.

Le fonctionnement du dispositif dépendait toutefois d'un facteur psychologique : la perception par les opérateurs du «risque de change», c'est-à-dire de la crédibilité que pouvait inspirer le gouvernement quant au maintien de la politique cambiale. Cette crédibilité était fonction - en grande partie - du niveau des réserves que la Banque centrale pouvait réunir à accumuler pour garantir la libre sortie de devises.

En 1979, le système démarre lentement. Mais l'afflux prévu des capitaux étrangers ne se produit pas, et ce sont les agents locaux - entreprises ou épargnants individuels - qui vont s'endetter en dollars auprès des banques transnationales privées pour effectuer des placements en monnaie locale et bénéficier des différentiels des taux d'inté-

rêts. Ce processus provoque tout de même un accroissement des réserves, ce qui est de nature à rassurer les opérateurs et contribue à son tour à amplifier le mouvement. En moins d'un an, la dette privée non garantie va plus que doubler, tandis que l'endettement du secteur public reste faible.

Cependant, le système qui reposait sur la surévaluation artificielle de la monnaie nationale montre bientôt sa vulnérabilité. Au début de 1980, l'alerte donnée par le dépôt de bilan de



TROUPEAUX DANS LA PAMPA ET, EN MÉDAILLON, UN PEINTRE GAUCHO.

L'expansion des placements à très court terme a élargi la richesse.

quelques banques privées locales suffit à renverser complètement le mouvement. La pression sur le taux de change, qui s'accroît, incite les opérateurs à transférer les devises à l'étranger avant que n'intervienne l'inévitable dévaluation. Le niveau des réserves redescend de nouveau. Comme le gouvernement persiste à maintenir la stratégie cambiale, c'est l'état qui va, cette fois, s'endetter pour reconstituer les réserves et restaurer la confiance. Cette politique ne réussit pas à enrayer le mouvement qui tourne à une évasion massive des capitaux locaux. Ainsi, de janvier 1980 à mars 1981, la dette publique passe de 8,5 milliards de dollars à 25,3 milliards de dollars, c'est-à-dire qu'elle triple en quinze mois. Ces phénomènes d'évasion de capitaux vont enfin être ralentis à la suite du changement de la politique du gouvernement, qui est forcé de dévaluer. De mars à décembre 1981, la dévaluation atteint 400 %.

nal se soit opérée principalement par l'endettement n'est pas sans conséquence sur le pouvoir des banques dans la reproduction du système. Les engagements financiers de l'Argentine confèrent aux créanciers extérieurs la capacité d'exercer de considérables pressions pour bloquer toute tentative de modification des règles du jeu.

Vers la fin de l'année 1981, le processus de transition semble achevé, l'économie de spéculation atteint sa vitesse de croisière. Quelles sont les caractéristiques principales de ce nouveau type d'économie à la veille du départ des militaires en 1983 ? Si l'on ne peut formuler une représentation complète et exhaustive du fonctionnement du «modèle d'économie spéculative», il est néanmoins possible d'iden-

- de nouveaux clivages sociaux s'établissent dans la dispute pour la répartition du revenu national ; les seuls privilégiés dans le système sont les entreprises qui, de par leur position, peuvent imposer à d'autres entreprises et aux particuliers leur propre rythme de changement des prix ;

- privée de l'outil monétaire national, l'activité économique va reposer de plus en plus sur l'utilisation du dollar comme valeur d'échange pour les transactions courantes ou comme valeur refuge pour la canalisation de l'épargne. Même l'Etat ne peut se soustraire à cette logique. La principale source lui permettant de capter l'épargne est constituée par des bans dont la valeur nominale est indexée sur le dollar et

assurer le retour à une économie de production ?

Il est certes possible de réduire encore le salaire réel, qui, en 1982, ne représente que 30 % de celui de 1974. Mais on a déjà pu vérifier que toute baisse de salaire entraîne dans l'entreprise un surplus immédiatement canalisé vers les placements financiers en monnaie locale ou en dollars.

Il est également possible de réduire le déficit budgétaire. Toutefois, on observe que plus de la moitié de ce déficit est représenté par le remboursement de la dette, et, si, dans l'autre moitié, on élimine la part de l'investissement public, seul investissement dans le secteur productif actuellement, on est en droit de penser que, bientôt, il n'y aura plus de secteur productif du tout.

La Banque centrale pourrait encore élever le taux d'intérêt, mais celui-ci atteint déjà 26 % par mois... La Banque pourrait aussi tenter de restreindre les liquidités, mais c'est alors la masse de dollars en circulation qui augmenterait.

Enfin, le gouvernement peut aussi décider la sévère dévaluation que réclame le FMI, mais l'on peut s'interroger sur les effets de cette mesure au moment où les prix internationaux des exportations de produits traditionnels d'Argentine viennent de subir une très forte diminution. Les importations ont beaucoup baissé et atteignent aujourd'hui un seuil incompressible ; dans ces conditions, la dévaluation ne peut que provoquer une élévation générale des prix et accélérer l'inflation, comme cela s'est produit au Brésil.

Autre hypothèse, le gouvernement refuse les solutions du FMI et instaure, par exemple, un blocage autoritaire des prix, mais, dans le cas très problématique où ce blocage se révélerait efficace, sans les mécanismes correctifs de l'inflation on se retrouverait certainement en présence d'un système de prix relatifs tellement absurde que l'économie ne pourrait plus fonctionner.

Il est encore trop tôt pour évaluer les conséquences des mesures qui viennent d'être annoncées par le nouveau ministre de l'économie. Cependant, il est à redouter que la déréglementation bancaire, choisie apparemment comme moyen privilégié pour éliminer les circuits parallèles de l'argent, n'aboutisse tout simplement à la supplantation des intermédiaires par les banques en tant qu'agents exclusifs de l'économie de spéculation.

Quel que soit le niveau d'efficacité des solutions sectorielles, les problèmes fondamentaux demeurent : la nouvelle démocratie argentine est dans une impasse.

Trouver une issue globale constitue le défi fondamental auquel sont confrontés non seulement les Argentins, mais tous ceux qui souhaitent préserver l'indépendance nationale des pays du tiers-monde dans le cadre de régimes démocratiques, respectueux des aspirations de leurs peuples.

MOISES KONICOFF.

(1) Un compte rendu de la réunion des vingt directeurs exécutifs du Fonds portant sur le prêt sollicité par l'Argentine figure dans «Argentine : autoritarisme, libre cambio y crisis en el proceso actual», par María Bortezman, Edgar Lifshitz et María Rend, in «Economía de América Latina», n° 2, Mexico, 1979.

Les Etats-Unis font céder le FMI

ENTRE-TEMPS, la dette s'accroît : l'auto-alimentée cette fois par le simple jeu des intérêts composés, elle va pratiquement doubler dans un laps de temps de trois ans.

Au cours des quinze mois décisifs qui s'étendent de janvier 1980 à mars 1981, toute l'épargne disponible en Argentine a pris le chemin de l'évasion. Simultanément, la sous-évaluation du dollar a accéléré les importations de produits concurrentiels entraînant, en 1980, pour la première fois depuis 1975, le déséquilibre de la balance commerciale et l'effondrement de secteurs entiers de l'édifice industriel. Si l'on juge les résultats de cette politique par rapport aux trois objectifs proposés, on constate que :

- les mesures tendant à assurer un niveau d'activité économique «raisonnable» ont provoqué la désarticulation du système productif ;
- les mécanismes devant faciliter l'entrée des capitaux étrangers ont entraîné un endettement colossal ;
- la stratégie destinée à maîtriser l'inflation a fait passer son taux annuel de 200 % à plus de 400 %.

Il ne faut pas oublier qu'elles ont été les responsabilités précises du FMI et des banques transnationales dans le processus d'internationalisation.

En ce qui concerne le FMI, il convient de rappeler que le prêt de 194 millions de dollars octroyé à l'Argentine en septembre 1977, sur la base du programme économique accompagnant la demande de crédit, signifiait une approbation implicite du projet du gouvernement militaire. Approbation d'autant plus étrange que le programme ne comportait aucune allusion à la lutte contre l'inflation, au moment où celle-ci battait déjà des records mondiaux.

Cette omission avait suscité - selon certaines informations - d'après débats au sein du Fonds. Les représentants des pays européens étant en général opposés à l'octroi du crédit, la décision favorable n'avait été arrachée - d'après les mêmes sources - que grâce à l'intervention du représentant des Etats-Unis (1).

Les banques transnationales, quant à elles, ont été fortement impliquées dans la conception et la mise en œuvre du projet d'internationalisation qui leur donnait la possibilité, d'une part, de placer l'excès de liquidités disponibles et, d'autre part, d'élargir l'espace des opérations interbancaires. Que l'intégration au marché financier internatio-

tionner un certain nombre de paramètres :

- la vitesse du changement des prix relatifs entraîne une modification profonde de la nature des fonctions économiques classiques ; ainsi, les achats de biens de consommation par les ménages ou l'approvisionnement en biens d'équipement par les entreprises ne correspondent pas très souvent aux fonctions de consommation et d'investissement, mais ils sont effectués en vue de leur stockage. L'utilisation que, dans l'avenir, les propriétaires feront de ces biens dépendra de l'évolution des prix relatifs ;

- la durée disparaît progressivement des représentations mentales qui conditionnent le comportement des agents économiques : elle est remplacée par le réflexe instantané où la programmation des actions à très court terme ; ce qui explique le pourcentage très faible de M1, la monnaie devenant très rapidement actif de placement ;

dont les intérêts sont aussi versés directement en dollars.

Lorsque le gouvernement démocratique accède au pouvoir, en décembre 1983, le piège s'est refermé, la profondeur de l'étendue des distorsions rendait impossible un retour à un système susceptible de libérer à nouveau des forces productives et même d'atténuer le taux d'inflation. Une toute modeste tentative de relance, accompagnée d'un faible réajustement salarial, fait grimper le taux d'inflation de 400 % à plus de 800 %. Une timide tentative de contrôle des prix se solde rapidement par un échec total.

Devant un tel système économique, résultat de huit années d'autocratie militaire, le gouvernement démocratique apparaît impuissant. Que peut-il faire ? Les mesures préconisées par le Fonds monétaire international - même si l'on accepte l'énorme coût social qu'elles impliquent - peuvent-elles

*L'Europe.
L'Europe...!*

Qu'est-ce que la Communauté européenne ?

En plus d'un quart de siècle, la Communauté européenne a beaucoup évolué. Où en est-elle aujourd'hui ? Quelle est sa place dans le monde ? Qu'a-t-elle réalisé ? Qu'est-il advenu des projets de ses fondateurs ?

27 notices s'efforcent de faire le point.

L'EUROPE DES COMMUNAUTÉS. Edition 1985
(notices sous jaquette cartonnée) 55 F

Vente en librairie. Vente par correspondance
124, rue Henri Barbusse - 93308 AUBERVILLIERS CEDEX

Pour tous renseignements
s'adresser à

**LA
DOCUMENTATION
FRANÇAISE**



DANS L'AFRIQUE PRIVÉE DE SES VALEURS

Féroces visions de romanciers

Si les mots ont le pouvoir d'exorciser les misères, les drames et les destins funestes, sans doute qu'un jour les écrivains seront bien utiles pour l'Afrique. Car l'Afrique est enfermée dans « une parenthèse de sang » (1).

Univers de violence, d'injustice, de misère, où les valeurs morales se sont perdues dans l'ivresse du temps : la littérature africaine postcoloniale a repris tous ces thèmes dans sa dénonciation de la société africaine contemporaine. Cette littérature n'a pas eu le temps de faire de l'art pour l'art, affrontée qu'elle est aux problèmes difficiles de la quotidienneté. Les extraits ci-dessous donnent un échantillon assez significatif des questions posées par les romanciers africains de la génération des indépendances.

MICHEL LOBE EWANE.

(1) Titre d'une pièce de théâtre de Sony Labou Tansi.

divin Messie-koï redevenant Baré Koulé, prisonnier de la population des Marigots du Sud.

Le maître déchu tenta vainement de se tenir sur ses jambes, la sueur lui perlait abondamment sur les tempes, sur le front. Sa main ne quittait pas sa poitrine - côté gauche. Le lieutenant Beau-Temps voulait l'aider à se tenir debout, il le repoussa, puis, fermant les yeux, il s'arracha de son fauteuil. Sa raideur s'amollissait, le défi devenait pathétique et pourtant sur sa face un petit trait blanc se dessinait, un sourire, un mince sourire, amer ou vengeur, un dernier défi de celui qui jusqu'à la dernière seconde voulait être « au-dessus », même au prix de toutes les souffrances du monde. Baré Koulé s'écroula soudain sur la table couverte d'une nappe rouge. Sous sa tête un gros bloc de papier - ses discours - le seul don qu'il eût jamais fait à la population des Marigots du Sud : du vent !

(Extrait d'Alioum Fantouré (Guinée),
le Cercle des tropiques,
Présence africaine, Paris, 1980.)

Le rebelle

Ce matin-là, la ville se réveille comme d'habitude, à l'heure de la radio. Et voici le communiqué de la police :

« La population est invitée à se rendre au stade municipal afin d'assister à l'exécution d'un maquisard subversif. »

Le ton est emphatique, à croire que le speaker ne dessert pas les dents quand il lit ses notes.

Peu à peu, la foule envahit l'avenue de la République, puis, prenant le boulevard de la Liberté, presse le pas, poursuivie par des airs lancinants, des airs connus que diffuse la radio... On y va gaiement. On passe devant l'église. Les rideaux des boutiques sont encore baissés ; il n'y a pas d'école aujourd'hui, et nombre d'enfants sont dehors, suivant leurs aînés, sans trop comprendre.

Enfin le stade avec ses murs, protégé par des soldats, l'arme au poing. Ici, on se tait, seule la voix du speaker amplifiée par des haut-parleurs continue à régner sur la ville. Le silence des foules anxieuses qui savent mais n'osent pas exprimer leur réprobation... Les voilà subissant l'horreur, elles qui n'ont pas choisi son triomphe...

Au milieu du terrain, un poteau, le poteau d'exécution, l'arbre dénué, la borne funéraire.

On attend l'homme, le subversif, le rebelle...

On attend la clameur du cirque, quand les fusils pointent vers la cible.

Rivé au poteau, il court droit devant lui, le pied agile, évitant l'embuscade d'un taillis épineux, saute allègrement la pierre déposée négligemment par la pluie. Il va droit devant, mais ignore où ce chemin si droit le mène, s'arrête à bout de souffle et, s'appuyant contre un arbre, lève la tête au ciel avec l'impression désagréable d'avoir au-dessus de lui ce petit nuage rouge qui le suit partout.

Feu !

Feu !

Feu !

Et la tunique rougit.

Le corps s'affaisse...

Et la foule hurle avec les chiens...

Un claquement sec vient de déchirer l'air, un son familier dans les salles de cinéma, un lien de parenté avec la réalité. Il est mort sans poésie, sans fantaisie. Une balle l'a atteint.

« Adrien, tu es mort ! »

« Adrien ! »

« Adrien ! »

(Extrait de Yodi Karone (Cameroun),
le Bal des cadavres,
Karthala, Paris, 1980.)

Ce roman est un hommage posthume rendu
au leader de l'UPC camerounaise Ernest Ouandié,
exécuté par le régime de M. Ahidjo.)

Un barrage

Sous ses pieds nus, le goudron avait une chaleur agréable au début, mais il devint vite trop brûlant, et l'homme préféra marcher sur la terre brune et le gravillon du bas-côté. A l'entrée de la ville, au pied de l'école catholique perchée sur sa colline ravinée de balafres pourpres, des soldats se tenaient devant un barrage qu'ils avaient élevé en travers de la route. Des policiers armés examinaient les véhicules l'un après l'autre quand ils arrivaient au barrage. Les autos particulières passaient vite, mais les autobus et les camions devaient attendre plus longtemps tandis qu'on fouillait les passagers, hommes et femmes.

Même ceux qui avaient subi la fouille devaient continuer à attendre sur le bord de la route, jusqu'à ce qu'un policier se rappelle leur présence et fasse signe au conducteur de repartir. L'homme s'arrêta au bord de la route et s'accroupit dans l'herbe pour voir ce qui se passait.

Un petit autobus vert qui semblait flambant neuf et tout propre arriva au barrage. Un policier lui fit signe d'arrêter, d'un geste nonchalant, et d'un pas tout aussi nonchalant parvint rejoindre les autres policiers. Il n'y avait maintenant que très peu de véhicules arrêtés, mais les policiers étaient absorbés par un grand livre que tenait l'un d'entre eux. Le chauffeur du petit autobus quitta son siège et se dirigea prudemment vers les policiers. Il était tout jeune et portait un short kaki et une chemise verte claire.

« Monsieur l'inspecteur, commencez-vous à en s'approchant des policiers, mes voyageurs... ils sont pressés. »

Un des policiers se retourna et dit :

« Ah oui ? et alors ? »

« Les gens qui sont dedans, ils veulent repartir. »

Le policier qui avait parlé leva lentement la main et la porta à sa bouche.

Ce n'était pas la première fois que l'homme remarquait ce geste. En général, il s'accompagnait toujours de la même phrase : « Même les noix de kola peuvent dire merci. » Mais le policier ne disait rien ; il laissait le chauffeur entièrement libre de comprendre ou d'attendre. Le chauffeur préféra comprendre. Sans qu'on lui demandât rien, il tira ses papiers de la poche de sa chemise, sortit un cédé de la même poche, puis, le dos tourné aux voyageurs de l'autobus qui attendaient, il tendit ses papiers avec l'argent au policier. Celui-ci examina avec une dignité lente et positive les papiers et leur contenu. De la main gauche il sortit le billet, en fit pressamment une boule qu'il cacha au creux de sa paume, tandis qu'avec la main droite il avait l'air de se livrer à des calculs compliqués pour vérifier l'authenticité du document qu'il tenait.

Après un certain temps, il avança jusqu'à l'autobus, jeta un rapide coup d'œil à l'intérieur, puis fit signe au chauffeur qu'il pouvait repartir. Les voyageurs se calèrent au fond de leur siège et l'autobus se remit en route. Sans aucun doute le chauffeur avait aperçu le témoin silencieux assis au bord de la route, car lorsque l'autobus amorça sa montée pour quitter la ville, il lui fit un sourire et un signe de la main.

L'homme vit l'autobus grimper la côte, puis tourner et disparaître dans la courbe qui marquait la limite de la ville. A l'arrière, la peinture verte s'ornait d'une inscription dont les lettres avaient été soigneusement disposées en forme d'ovale : « L'AGE D'OR N'EST PAS POUR DEMAIN. »

(Extrait d'Ayi Kwei Armah (Ghana),
L'âge d'or n'est pas pour demain.)

traduction parue aux éditions Présence africaine, Paris, 1976.)



(Protestant Martin, Abidjan.)

Gala de nocces

A l'époque où mourut le général Ariamansa Poshlo, des Forces spéciales, un jeune Kha de vingt-quatre ans pour lequel elle avait eu des faiblesses et avec qui elle venait de vivre huit mois de vie semi-conjugale, Chaldana accepta, pour les remords que lui laissait la mort de son demi-frère, la demande en mariage du colonel Obaltana de Kienzo qui passait pour la fan officielle et aveugle du Guide Providentiel, celui-là même qui s'occupait des cours martiales et des exécutions, celui-là aussi qui avait donné l'ordre de tirer sur une foule de près de trente mille hommes lors de la dernière manifestation anti-exécutions. Trois ans après les obèques nationales pour trente-six ministres, Chaldana devint M^{me} Obaltana. Lors du gala de nocces à la villa Monlac, le Guide Providentiel avait été bouleversé par la féroce chair de la mariée, il lui avait soufflé quelques maladresses d'amour au cours de la septième danse consécutive qu'elle lui accordait.

« Oh ! Votre Providence ! avait simplement soufflé Chaldana en retour, je ne suis pas digne d'être la mère de la Katamalanassie. »

Le Guide en avait conclu que ses déclarations passaient bien, il les multiplia et alla jusqu'à jurer qu'il l'épouserait dès le lendemain si elle le lui permettait.

« Malheur à celui par qui le scandale descend. » Ce verset, Martial le leur avait des centaines de fois lu et à des centaines d'occasions, et il avait toujours dit « descend » au lieu de « arrive ». Ce soir du gala de nocces, la redite avait forcé son cœur puis ses lèvres. Le souvenir de son père la mit dans un tel état de révolte que Chaldana accepta les propositions du Guide Providentiel pour voir descendre le scandale.

« Dans quelques jours. »

« Ça me donne des idées, voyez-vous ? La honte. La peur. Ils parleront, disait Chaldana joueuse, ils penseront que... »

« On ne pense rien du Guide Providentiel : c'est la loi. La première loi. »

« Ils ne penseront pas tout haut. »

« Ça ne sera pas penser. Tu ne connais pas le proverbe : Qui ne dit mot consent ? »

Le Guide Providentiel dansa avec la mariée toute la nuit si bien que les méchantes langues parlèrent de nationalisation.

(Extrait de Tony Labou Tansi (Congo),
La Vie et la mort,
Le Seuil, Paris, 1979.)

Coup d'Etat

J'aurais tout donné au monde pour approcher le tyran en cet instant, le voir de près, voir comment souffre un dictateur, un despote. J'aurais voulu voir le bourreau sous les projecteurs de la salle. Le Messie-koï tel une bête se trouvait pris au piège dans sa propre arène balayée par les sunlights. Il me semblait que la tribune s'était transformée en cage où le peuple regardait l'animal dangereux, prisonnier de son propre univers maléfique. « A mort ! A mort ! » continuaient de crier les apôtres et les princes du régime contre le général Baba-Sanessi. Ce dernier était déjà assis à sa place, il ne s'était pas départi de son calme, au contraire, il était d'une froideur réfrigérante pour tous ceux qui l'auraient alors observé. A le voir, on n'aurait pas cru que les menaces de mort lui étaient destinées.

Peu à peu, le silence se fit. Djib d'une voix nette prononça : « colonel Fof ». Fof se leva, il regarda Baba-Sanessi. Sans aucune précipitation le colonel Fof se dirigea vers la tribune. Un silence lourd régnait dans le public. On le disait apprécié du Messie-koï, c'était peut-être pourquoi en le voyant sur la tribune, malgré les malaises qu'il avait ressentis et qui continuaient de le torturer, il avait eu la volonté de sourire. Le colonel Fof avait regardé sa montre ; il allait être deux heures du matin. Il se mit au garde-à-vous devant le Messie-koï.

Silencieux, retenant presque nos souffles nous tendions l'oreille. D'une voix calme, pleine de respect, le colonel Fof prononça ces mots : « Monsieur Baré Koulé, au nom de son droit à la vie, la population des Marigots du Sud vous démet de votre titre de chef d'Etat. Elle demande que justice soit faite. »

Baré Koulé avait fermé les yeux, ses traits étaient crispés, il semblait ne pas réaliser que tout venait de se... qu'il n'était plus le... Déjà les soldats et les membres de la défense civique envahissaient la salle du congrès. Ce devait être vrai. Tout était fini. La plaisanterie était terminée, le cirque Messie-koï fermait ses portes. Tout se terminait lamentablement. La troupe avait investi le Palais du Peuple, quelques soldats montèrent sur la tribune pour inviter celui qui fut le « Messie-koï » à les suivre. Le silence persistait, étouffant, seuls les sièges craquaient.

Baré Koulé tenta de se lever de son fauteuil... Je renouvelle ma profonde fidélité, mon entière obéissance et mon attachement éternel au très vénérable Messie-koï Baré Koulé, notre Sauveur, et à son digne et seul Parti Social de l'Espoir des Marigots du Sud... Il avait suffi d'une minute pour que le règne pour l'éternité, le président à vie, le

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

inter-livres

RESIDENTS A L'ETRANGER

Commandez tous livres ou disques français de votre choix
disponibles chez les éditeurs, en envoyant un chèque par une provision
minimum de 150 F ou l'équivalent en devises à valoir sur vos achats

- détaxe de 7 % sur notre prix France pour les livres
- remise de 10 % sur les disques et les cassettes
- envoi en recommandé - Pas de frais de dossier pour toute commande supérieure à 150 F (hors 5 F)
- frais réels de port (avion ou surface à votre choix)

14, place du Roule - 75013 PARIS
Téléphone : 588-44-45

L'ONU, de l'anticolonialisme aux droits économiques

Par EDMOND JOUVE *

L'HISTOIRE de l'Organisation des Nations unies se confond, aujourd'hui, avec celle de la montée en force, en son sein, des pays du tiers-monde. Il n'en fut pas toujours ainsi : lorsque la charte de l'ONU a été adoptée à San-Francisco, le 26 juin 1945, les Etats d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine faisaient cavaliers seuls. Ils étaient pourtant présents parmi les cinquante et un membres originaux. Avec leurs alliés, ils étaient plus de quarante qu'animant un esprit anticolonial. De 1945 à 1956, la « tiers-mondisation » de l'ONU ne cessa de s'accroître, portant le nombre des Etats anciennement colonisés à quarante-sept (sur quatre-vingt-neuf membres). En 1970, ils seront quatre-vingt-neuf (sur cent vingt-six) (1) et plus encore par la suite.

Ce changement quantitatif ne sera pas sans conséquences. Ces Etats, en effet, « vont imposer un changement des priorités et mettre l'accent sur l'urgence des réformes économiques et sociales » (2). Pour parvenir à ses fins, l'ONU sera à la fois un laboratoire, un forum et un centre de décision. Des actions spécifiques correspondront à chacun de ces rôles. Elles sont de natures normative, idéologique et opérationnelle.

A la naissance de l'Organisation, le rapport de forces est tel que le problème de la décolonisation ne peut être passé sous silence. Certes, le chapitre XI de la charte exclut toute référence à la notion d'indépendance. Cependant, les Etats membres s'engagent à développer la capacité des populations des territoires non autonomes à « administrer elles-mêmes ». En outre, le chapitre XII organise un

régime international de tutelle. La charte envisage que les territoires qui en relèvent puissent être conduits à « administrer eux-mêmes » ou même « accéder à l'indépendance ».

Le fonctionnement du texte fondateur de l'ONU n'allait pas sans difficultés. En 1950, l'affaire de Corée révéla les inconvénients du droit de veto pratiqué par les Grands au sein du Conseil de sécurité. Pour passer outre à celui de l'URSS, les Etats-Unis propo-

et multiforme. On ne rallumera pas ici la controverse. On se bornera à observer qu'elle témoigne de l'activité idéologique de l'ONU.

Elle est d'abord illustrée par la lutte anticoloniale. La Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960) est, à cet égard, le texte le plus notable. Selon ses propres termes, « la sujétion des peuples à une subjugation, à une

domination ou à une exploitation étrangère constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la charte des Nations unies et compromet le cause de la paix et de la coopération mondiale ». Dès lors, « tous les peuples ont le droit de libre détermination ». De telles affirmations ne furent pas du goût de tous les membres de l'ONU. Neuf pays choisisrent de s'abstenir : l'Australie, la Belgique, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, le Portugal, la République dominicaine, le Royaume-Uni, l'Union sud-africaine. Cette résolution sera pourtant adoptée. En vue de sa mise en œuvre, un comité de décolonisation sera rapidement créé. Il deviendra l'organe essentiel de l'ONU en matière de décolonisation.

L'ONU prendra également une autre direction. En 1958, elle créera un

fonds spécial destiné à financer la mise en œuvre de projets d'investissement pouvant contribuer au progrès des pays peu développés. Deux ans plus tard, une résolution 1515 (XV) déclare que « l'un des objectifs principaux des Nations unies est d'instaurer de meilleures conditions de vie ». A cette fin, la résolution 1522 (XV) dispose que l'assistance aux pays en voie de développement doit « attendre, aussitôt

que possible, 1 % environ du total des revenus nationaux des pays économiquement avancés ».

A partir de 1961, l'ONU passera — grâce à la pression du tiers-monde — à un stade supérieur. L'Assemblée générale proclame 1960-1970 « Décennie des Nations unies pour le développement ». Les deuxième et troisième décennies pour le développement prendront le relais, à la suite des résolutions du 24 octobre 1970 et du 5 décembre 1980. Quelques années auparavant, l'ONU s'était engagée sur la voie de la recherche d'un nouvel équilibre mondial. Trois textes lui donneront un visage (10). Le 1^{er} mai 1974, l'Assemblée générale adoptera, par consensus, une déclaration et un programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Le 12 décembre 1974, la charte des droits et devoirs économiques des Etats sera adoptée par cent voix contre six (dont celles des Etats-Unis et du Royaume-Uni) et avec dix abstentions (dont celle de la France).

Mais l'économie n'épuise pas, à elle seule, les potentialités du nouvel ordre international. Celui-ci présente des aspects sociaux et culturels que les pays du tiers-monde s'efforcent d'inscrire dans des textes avant de tenter de les faire passer dans les faits. Les uns et les autres constituent le terrain dans lequel se développe le droit des peuples (11).

Naissance des « casques bleus »

OUTRE ces interventions de type normatif ou idéologique, l'ONU s'efforce également d'ancrer son œuvre dans la réalité de tous les jours, par des actions de nature opérationnelle. A ce titre, elle a été à l'origine des opérations dites de « maintien de la paix », dont on a pu dire qu'elles étaient des opérations conservatoires et coercitives, menées sur une base consensuelle. Cette technique a été mise au point à la suite de la crise intervenue entre l'Egypte, d'une part, Israël, la Grande-Bretagne et la France, d'autre part. A la suite de la nationalisation du canal de Suez, le 26 juillet 1956, des forces de ces trois derniers pays sont intervenues en Egypte. Le Conseil de sécurité, saisi dès le 29 octobre 1956, mais paralysé par le veto de Londres et de Paris, a convoqué l'Assemblée générale en session extraordinaire d'urgence sur le fondement de la résolution Achesson. Elle ne décida pas de mesures coercitives mais créa une Force d'urgence des Nations unies (FNUJ), le 7 novembre 1956. Le stationnement d'éléments de la Force d'urgence fut autorisé le long de la ligne de démarcation entre Israël et l'Egypte. Elle sera maintenue dans la bande de Gaza et dans la région de Charan-el-Cheikh. Ses quelque six mille hommes y resteront jusqu'en mai 1967.

L'expérience ne sera pas perdue. Les troubles consécutifs à l'indépendance du Congo-Léopoldville, proclamée le 30 juin 1960, permettront de la renouveler. Le 24 novembre 1961, le Conseil de sécurité, cette fois, adoptera une résolution autorisant l'utilisation de la force « dans la mesure requise » pour obtenir le retrait des mercenaires et des conseillers politiques étrangers du Congo (aujourd'hui Zaïre). D'autres actions seront entreprises sur le fondement de cette résolution. Elles conduiront à la réintégration du Katanga au sein du Congo, en 1963. Les quelque vingt mille hommes des Nations unies au Congo (ONUC), appartenant à une vingtaine de pays — africains en particulier — contribueront, de 1960 à 1963, à rétablir la paix dans cette par-

tie du monde grâce à une action militaire et à une prise en charge administrative et économique du pays. L'ONUC réussit à préserver l'intégrité territoriale et l'indépendance du Congo. Le « mauvais exemple » ne fera pas taire d'huile... Par la suite, d'autres forces de maintien de la paix seront mises en place, mais celles qui viennent d'être évoquées furent les plus marquées.

Des actions coercitives non militaires ont également été entreprises. Depuis 1952, l'Assemblée générale condamne la politique sud-africaine de discrimination raciale. Dès 1962, elle a recommandé aux Etats membres d'adopter des « sanctions » contre l'apartheid en raison de sa politique d'apartheid. Plus tard, la politique d'apartheid a été condamnée par l'Assemblée générale en tant que « crime contre l'humanité » (résolution 2506 - XXIV - du 21 novembre 1969) (12). Le Conseil de sécurité lui-même a décidé, le 4 novembre 1977, un embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. Des « sanctions » économiques seront également décidées à l'encontre de la Rhodésie (13), à la suite de sa proclamation unilatérale d'indépendance, le 11 novembre 1965 (14).

Voilà donc l'ONU et les institutions qui lui sont rattachées investies par le tiers-monde (15). Voilà qu'une nouvelle majorité a progressivement vu le jour jusqu'à devenir « automatique », autrement dit jusqu'à n'être plus systématiquement favorable aux thèses de l'Occident. Cette majorité est aujourd'hui en procès. « Bruyante dans la forme et stérile dans le fond, elle est néfaste pour le Sud comme pour le Nord, pour l'Est comme pour l'Ouest », observe M. Samuel Pizar (16)... En vérité, elle illustre un changement profond du rapport de forces dans le monde. Ceux qui en font les frais l'acceptent mal. « L'existence dans l'Organisation internationale d'une majorité et d'une minorité est en soi naturelle, écrit M. Bedjaoui. Ce qui fait problème, c'est que ce n'est plus la même majorité » (17).

Droit international du développement, Berger-Levrault, Paris, 1983.
(10) M. Bettati, *Le Nouvel Ordre économique international*, PUF, Paris, 1983.
(11) A. Cassese et E. Joue (dir.), *Pour un droit des peuples*, Berger-Levrault, Paris, 1978. Voir également : E. Joue, *Le Tiers-Monde dans la vie internationale*, Berger-Levrault, Paris, 1983, pp. 162 et suivantes. Voir aussi notre dossier : « Droits de l'homme, droits des peuples », *Le Monde diplomatique*, février 1984.
(12) H. Thierry, J. Combacau, S. Sur, Ch. Vallée, *Droit international public*, Montchrestien, Paris, 1979, deuxième édition, p. 449.
(13) P. Renter et J. Combacau, *Institutions et relations internationales*, PUF, Paris, 1980, p. 396.
(14) Ch. Rousseau, *Le Droit des conflits armés*, Pedone, Paris, 1983, p. 599.
(15) S. Dreyfus, *Droit des relations internationales*, Cujas, Paris, 1981, deuxième édition, p. 234.
(16) S. Pizar dans : E. Laurent (dir.), *Un monde à refaire*, Ed. Mengès, Paris, 1977, p. 109.
(17) M. Bedjaoui, *Pour un nouvel ordre économique international*, UNESCO, Paris, 1979, p. 145.

Les pays industrialisés disposaient naguère d'une « majorité automatique » aux Nations unies. Ils ne s'en plaignaient pas. Ils ne la supportent plus dès lors qu'elle appartient aux nations du tiers-monde

sent que les questions relatives au maintien de la paix entrent dans la compétence de l'Assemblée générale. Le 3 novembre 1950, celle-ci fait siennes cette proposition en entrainant la résolution dite « Union pour le maintien de la paix ». Elle prévoit que, en cas de veto de l'un des membres permanents, le Conseil de sécurité peut se dessaisir au profit de l'Assemblée générale. Mais les Américains et leurs amis n'avaient pas prévu que, à la suite d'un afflux des pays du tiers-monde à l'ONU, le piège, savamment mis en place, finirait par se refermer sur la majorité qui l'avait conçu. Ce sera le cas, en 1956, lors de l'affaire de Suez (3).

domination ou à une exploitation étrangère constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, est contraire à la charte des Nations unies et compromet le cause de la paix et de la coopération mondiale ». Dès lors, « tous les peuples ont le droit de libre détermination ». De telles affirmations ne furent pas du goût de tous les membres de l'ONU. Neuf pays choisisrent de s'abstenir : l'Australie, la Belgique, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, le Portugal, la République dominicaine, le Royaume-Uni, l'Union sud-africaine. Cette résolution sera pourtant adoptée. En vue de sa mise en œuvre, un comité de décolonisation sera rapidement créé. Il deviendra l'organe essentiel de l'ONU en matière de décolonisation.

D'autres textes iront dans le même sens, en particulier les pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels, adoptés en 1966. Ce sera aussi le cas de la résolution du



HO CHI MINH (1890-1969)
« Nous poursuivons notre révolution dans l'intention de changer le monde et la société. Pour changer le monde et la société, nous devons d'abord et avant tout nous changer nous-mêmes. » (1957).

culture (UNESCO), l'Organisation internationale du travail (OIT), etc. En raison d'une présence toujours plus forte pour passer à l'offensive. Ils ne se limitent pas à dénoncer l'apartheidisme de l'Organisation. Ils militent en faveur d'une révision de la charte. Afin d'obtenir une représentation plus équitable, les Etats du groupe afro-asiatique proposent, en 1963, d'élargir le Conseil économique et social et le Conseil de sécurité. Certes, les cinq membres permanents de cette dernière instance sont maintenant avec leurs prérogatives de grandes puissances. En revanche, les membres non permanents — élus pour deux ans — voient leur nombre passer de six à dix. La majorité est portée à neuf voix : désormais, une résolution peut être adoptée sans le vote favorable d'un seul Grand. Les Grands ne s'y trompent pas. Les voix des pays du tiers-monde permettent à la résolution 1991 (XVIII) d'être adoptée, le 17 décembre 1963, à une majorité de quatre-vingt-seize voix. La France et l'URSS votent contre, le Royaume-Uni et les Etats-Unis se réfugient dans l'abstention. Le même texte porte les membres du Conseil économique et social de dix-huit à vingt-sept. En 1971, l'effectif passera à cinquante-quatre. Les pays du tiers-monde sortent vainqueurs de ces réformes. Bien sûr, elles ne les satisfèrent pas. Ils souhaitaient alors une révision de la charte (4).

Parmi ceux-ci, deux jouent un rôle essentiel : la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Créée en 1964, à la suite de la première Conférence de l'ONU sur le commerce et le développement, la CNUCED « fut d'abord le cri du tiers-monde vers les nations développées » avant de « manifester le poids qu'il est susceptible de prendre dans la vie économique internationale » (6). En matière de développement, le PNUD lui dispute ce rôle.

L'action normative de l'ONU est également illustrée par l'adoption de conventions (7). Les plus récentes portent la marque des aspirations du tiers-monde. C'est le cas, notamment, de la convention des Nations unies sur le droit de la mer, signée le 10 décembre 1982 à Montego-Bay (Jamaïque). Qu'il s'agisse des dispositions sur la mer territoriale (article 3), sur la zone économique exclusive (article 57) ou sur les fonds marins et leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale (article 140, paragraphe 2), les pays du tiers-monde ont marqué des points (8). Forts de ces victoires, ils prennent date, dès aujourd'hui, pour obtenir des modifications, le moment venu, du traité de l'Antarctique signé le 1^{er} décembre 1959 à Washington (et entré en vigueur en juillet 1961 pour une période de trente ans). Le 11 août 1983, les représentants d'Antigua-et-Barbuda et de la Malaisie auprès de l'ONU ont demandé que la question du continent antarctique soit portée à l'ordre du jour de la trentième session de l'Assemblée générale. Cette proposition sera à l'origine d'un vaste débat durant lequel des voix du tiers-monde se feront entendre pour déplorer que quelques pays seulement puissent s'approprier un continent dont certaines richesses — le krill par exemple — pourraient combler le déficit protéinique des pays en voie de développement dans leur ensemble.

Un Etat, une voix : tel est le principe appliqué lors des votes émis au sein de l'Assemblée générale. Dans cette enceinte, les Grands se trouvent, par la force du nombre, submergés par les petits. Ceux-ci peuvent donc imposer leur « loi », notamment dit faire adopter les textes dont ils ont pris l'initiative. Leur force juridique fait problème, du moins pour ceux qui en subissent les contrecoûts. Mais cette production — parfois qualifiée de « répétitive » et d'« incantatoire » — est là, abondante

12 décembre 1970 qui établit un programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux. Bien sûr, ces textes énoncent des principes que, le plus souvent, rien — ou presque — ne vient garantir. Mais ils sont revêtus de l'unction de l'ONU et de la majesté que leur confèrent les conditions de leur adoption. La société internationale se donne ainsi ses tables de la loi. Il deviendra de plus en plus difficile de les violer impunément sans heurter de front la conscience universelle à laquelle ils s'adressent.

Dans le cadre de la charte elle-même, le sort économique des pays sous-développés — tout comme la lutte anticoloniale — n'apparaît pas comme une préoccupation essentielle de la communauté internationale (9). Cependant, au fil des ans, l'ONU mettra en place une véritable stratégie de développement pour « favoriser » — selon les termes du préambule de 1945, — le progrès économique et social de tous les peuples ».

En 1948, la création de la Commission économique pour l'Amérique latine témoigne de la volonté des Nations unies de combattre le sous-développement. Dès lors, de grands textes se succéderont. Après la résolution 198 (III) sur « le développement économique des pays insuffisamment développés » (4 décembre 1948) et celle du 16 novembre 1949 créant un programme élargi d'assistance technique, l'ONU fera porter l'essentiel de

* Directeur du Centre d'étude et de recherche sur le développement de l'Université Paris I-Panthéon-Sorbonne.

Petit bréviaire des vertus et des pudeurs des régimes répressifs

Les Etats membres de l'ONU ont adopté en 1976 un pacte relatif aux droits civils et politiques des individus et un pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels. Contrairement à la Déclaration universelle des droits de l'homme - qui n'est pas, du point de vue légal, un document à valeur d'obligation - ces deux pactes sont des traités juridiquement contraignants.

Ceux des Etats qui les ont ratifiés se sont engagés à accepter un certain droit de regard international - par le biais du comité des droits de l'homme de l'ONU - sur la manière dont ils respectent les droits garantis par ces textes.

A l'échelle régionale, la mise en place d'une charte africaine et des conventions américaine et européenne des droits de l'homme (1) confirme cette évolution du droit international qui rend les Etats responsables des violations des droits de leurs citoyens.

Toutefois, il est dans la logique du pouvoir de considérer tout acte illégal comme une atteinte à l'ordre public, alors que ceux qui remettent en cause la légitimité d'une loi perçue comme injuste considèrent leur action comme une démarche politique.

Le fait de reconnaître, ou non, le caractère « politique » d'un crime est donc, en fin de compte, une question de rapports de forces. Et les Etats ne se privent pas de recourir à un tel raisonnement pour balayer les accusations d'organisations humanitaires non gouvernementales, par exemple Amnesty International.

Quand les Etats incriminés se sentent obligés de s'expliquer, ils le font généralement avec la plus grande légèreté et, souvent, beaucoup de mauvaise foi, s'efforçant de semer le doute sur le travail accompli par les enquêteurs.

A l'aide d'un enchaînement de citations extraites de déclarations officielles ou d'articles de presse concernant Amnesty International, on pourrait imaginer ce que serait la réponse du gouvernement répressif de la Jamaïque, soucieux, pour se justifier, d'accumuler les arguments les plus fréquemment invoqués. Rien d'autre qu'un catalogue bien réel à l'usage de la défense de l'Etat répressif.

Texte complet de la déclaration officielle de Son Excellence l'ambassadeur de la République de Jamaïque à Londres, à la suite de la publication du rapport annuel d'Amnesty International

Le gouvernement de la République de Jamaïque proclame devant l'opinion publique nationale et internationale qu'une nouvelle étape commence aujourd'hui dans la campagne qui vise à faire du murt à la Jamaïque en présentant une image faussée de notre pays (Uruguay). Amnesty International consacre la plus grande partie de sa brochure à des allégations de mauvais traitement de « prisonniers politiques » et de détenus condamnés, et à des calomnies sur le système de justice de Jamaïque, en particulier sur l'application de la législation sur la sécurité (Afrique du Sud). Au vu des circonstances, le gouvernement considère nécessaire de souligner qu'il ne reconnaît à Amnesty International ni la compétence ni l'antériorité morale pour rendre compte des affaires intérieures de Jamaïque (Uruguay). Nous ne connaissons aucune tentative précédente de la part d'Amnesty International pour conseiller un autre gouvernement sur la meilleure façon de traiter des détenus politiques. Que cet organisme impérialiste estime qu'il est de son devoir de prescrire la manière dont notre gouvernement actuel devrait traiter les détenus politiques... équivaut à un ingérence impudente dans les affaires internes de Jamaïque (Ghana).

(1) Voir à ce propos les articles publiés sous le titre « Droits de l'homme, droits des peuples » le Monde diplomatique, février 1984.

Amnesty International s'est montrée sous le jour d'une dangereuse organisation politique internationale qui fourre son nez dans les affaires des autres pays (Ghana). Nous n'allons pas nous laisser dicter [notre conduite] par des outsiders dont l'intérêt est de provoquer des troubles chez nous (Kenya). Arrêtez de pontifier et laissez les affaires intérieures de la Jamaïque aux Jamaïcains (Guatemala).

La plupart des allégations contenues dans le rapport d'Amnesty International sont fondées sur des ouï-dire ou sur des rumeurs sujettes à caution et non vérifiées provenant de sources d'une intégrité douteuse (Pakistan). Amnesty International n'apporte aucun élément pour étayer ses graves et calomnieuses accusations (Zaire). De toute évidence, Amnesty International a basé ses affirmations sur des renseignements non fondés concernant les aspects légaux et les événements réels en République de Jamaïque (RFA). Dans le passé, Amnesty International inspirait le respect dans ce pays. Peut-être que nous ne connaissions pas alors les personnages louches qu'elle présente aujourd'hui comme les sources dignes de foi dont elle tire les informations pour intéresser la communauté internationale (Zambie). Amnesty International se nourrit de rumeurs et d'affabulations venant de criminels en exil et discrédités (Ouganda). Amnesty International a menti de manière répétée et recommence encore sans honte. Toute cette affaire est le produit d'une imagination débridée et malintentionnée (Grèce). Ces allégations fantaisistes visent seulement à soulever l'opinion internationale et à créer de la tension au sein du peuple jamaïcain. La République de Jamaïque dément catégoriquement ces allégations qui s'inscrivent dans une campagne de diffamation cherchant à démolir le peuple jamaïcain (Empire centrafricain).

Amnesty International a ignoré, dans son rapport, les dispositions prises par la Jamaïque pour sauvegarder les droits de l'homme des prisonniers (Israël). Le contenu du rapport est sans fondement étant donné que la législation de la Jamaïque protège les droits de toute personne emprisonnée ou arrêtée (Irak). La Jamaïque n'est pas la jungle, mais un Etat régi par la loi (Zaire). La recommandation d'Amnesty International viole l'esprit du système démocratique et le régime de la loi (Taiwan). Nous vous demandons de regarder notre Constitution et nos lois. Vous constaterez que les droits fondamentaux des gens sont ancrés dans la Constitution (RDA). Nous n'allons pas tolérer d'actions visant à empêcher la Jamaïque de punir des criminels de la manière qu'ils méritent sous le prétexte de préserver les droits de l'homme (Zaire). Avec une impudence et une insolence totales, Amnesty International manque de respect à l'égard du président de la République, qui, accepté ou non par les ennemis de notre pays, est le représentant des Jamaïcains et la plus haute autorité dans le pays (Guatemala).

L'action que cette organisation privée appelée Amnesty International s'efforce d'engager contre la Jamaïque dépasse les limites atteintes par les campagnes de propagande internationales contre les pays qui se défendent contre la pénétration marxiste-communiste (Uruguay). Chacun sait qu'Amnesty International n'est rien d'autre qu'une organisation communiste, aussi peu qualifiée que toute organisation contrôlée par Moscou pour juger les événements en Jamaïque (Chili). L'abus de liberté d'action accordée aux représentants de cette agence d'espionnage dans ce pays, le caractère biaisé des rapports qu'elle a disséminés et qui se sont avérés faux, aussi bien que sa participation à des actes de destruction armée et de terrorisme dans certains de ces pays, a révélé clairement la vraie nature de son affiliation au communisme international (Iran).

Dans la pratique, Amnesty International n'est rien d'autre qu'un démarcheur de l'impérialisme américain et sa principale

agence d'espionnage et de subversion. Ce n'est pas la République de Jamaïque mais les médias internationaux qui ont rapporté les liens qui unissent Amnesty International à la CIA (Afghanistan). La résidente principale d'Amnesty International : conspuer le socialisme au diable, l'assimiler au fascisme, dénigrer la lutte contre le socialisme en « présentation des droits de l'homme ». Ainsi Amnesty International ne se contente pas de produire des publications sur des prétendues « violations des droits de l'homme » dans les pays socialistes, mais essaye également de constituer des groupes subversifs dans les Etats membres de notre communauté et de leur donner « une protection internationale » par le biais d'une publicité tapageuse (RDA).



SCULPTURE DE CARLISKY.
« Hommage à Amnesty International ».

Quand la poussière retombe, il devient clair qu'Amnesty International se vante plus à une attaque contre les gouvernements qu'elle n'aime pas qu'à la défense des victimes de l'oppression (Etats-Unis). Amnesty International dénonce les prétendues violations des droits de l'homme dans certains pays et en ignore systématiquement d'autres où, pourtant, ces violations sont flagrantes (Uruguay). Ni les pays de l'Est ni les procédures judiciaires en Asie et en Afrique « satisfiraient l'humanitarisme d'Amnesty (Uruguay). Amnesty International ne fait rien pour les milliers de citoyens qui se languissent dans des prisons chiliennes, espagnoles, israéliennes et sud-africaines, car ces prisonniers ne sont pas anti-communistes (URSS). De nombreuses choses se passent dans les pays européens à propos desquelles Amnesty International reste absolument silencieuse (Guinée). Pas un seul mot accusateur n'a été prononcé contre les Etats-Unis, qui ont perpétré des actes de piraterie (URSS). Si vous êtes réellement concernés par le sort des peuples défavorisés et opprimés, il vous est suggéré d'approcher certains membres prééminents de l'OUA et vos amis derrière le rideau de fer (Afrique du Sud). Le moins que l'on puisse dire est que le temps et les ressources de votre institution pourraient être mieux investis et pourraient rapporter plus si vous plaidez pour la suppression de ce type de facteurs de haine et de violation ouverte des droits de l'homme fondamentaux (Somalie).

Le gouvernement de Jamaïque, pour finir, réitère son rejet absolu des jugements subversifs et malintentionnés d'Amnesty International (Guatemala).

(L'auteur souhaite garder l'anonymat.)

SOURCES :

Uruguay : Juan Carlos Blanco, ministre des affaires étrangères d'Uruguay, au cours d'une conférence de presse spéciale le 18 février 1976.
Afrique du Sud : Amnesty for Apartheid, brochure publiée par le ministère de l'Information sud-africain, 1978.
Ghana : « Keep out Amnesty », The Weekly Spectator, Accra, 18 novembre 1972. « Amnesty and Detainees », The Daily Graphic, Accra, 7 mai 1973.
Kenya : The Weekly Review, Nairobi, 1977.
Guatemala : cité par le Washington Post, 25 mai 1981.
Pakistan : communiqué de presse de l'ambassade du Pakistan à Londres, janvier 1982.
Zaire : déclaration du président Mobutu, 1978.
République Fédérale d'Allemagne : bureau du procureur fédéral, Karlsruhe, RFA (Reuter, 25 mai 1981).
Zambie : éditorial paru dans The Zambian Daily Mail, Lusaka, 1975.
Ouganda : extrait du discours du président Amin Dada à l'Assemblée générale des Nations unies, 24 septembre 1975.
Grèce : déclaration faite par Byron Stamatopoulos, sous-secrétaire d'Etat à l'Information, The Athens News, 8 juin 1973.
Centrafrique : communiqué officiel du gouvernement de l'Empire centrafricain (dépeche Reuter du 19 septembre 1979).
Israël : communiqué officiel du gouvernement israélien à la suite de la publication du rapport d'Amnesty International intitulé : « Long : Evidence of Torture », avril 1981.
Taiwan : déclaration du président Mobutu en 1978.
Taiwan : commentaires du gouvernement de la République de Chine (Taiwan) dans un mémorandum soumis à Amnesty International en mai 1981.
République Démocratique d'Allemagne : interview du président du conseil du RDA, M. Erick Honecker, Stern, février 1981.
Guatemala : réponse officielle du gouvernement de la République du Guatemala, février 1981.
Uruguay : « Amnesty à la défense du communisme », El País, Montevideo, 21 février 1976.
Chili : lettre de l'ambassadeur du Chili, publiée dans Cambio 16, Madrid, 28 avril 1975.
Iran : Khondakheh, n° 93, Téhéran.
Afghanistan : Kabul New Times, n° 12 décembre 1981.
République Démocratique d'Allemagne : Das Volk, Erfurt, 17 janvier 1978.
Etats-Unis : Evening Outlook, Los Angeles, juillet 1981.
Uruguay : déclaration de M. Rovira, ministre uruguayen des affaires étrangères, Le Monde, 13 octobre 1977.
Uruguay : El País, Montevideo, février 1976.
URSS : dépêche de provenance de Moscou, présentée dans Neue Zürcher Zeitung, Suisse, 13 août 1974.
Grèce : déclaration de Sotiris Tsouk, Le Monde, 29 novembre 1978.
URSS : « Who are you defending, gentlemen ? », Izvestia, Moscou, 1980.
Afrique du Sud : lettre du secrétaire particulier de M. Vorster, Pretoria, 8 août 1972.
Somalie : capitaine Muthir, secrétaire du président du Conseil révolutionnaire suprême de la République démocratique de Somalie, 29 août 1972.
Guatemala : cf. supra.

Contre l'incohérence et l'impudence

Mgr JOSEPH ROZIER :

Un impératif de la foi

Pour un chrétien la prise en considération du tiers-monde, des situations qui y sont vécues et des problèmes qui y sont posés ne relève pas d'une option facultative ou d'une sensibilité politique déterminée, mais d'un impératif de la foi. Le souci de ceux qui sont démunis, qu'il s'agisse des personnes ou des peuples, est une exigence de la conscience chrétienne. Le message de l'Evangile fait un devoir d'une sollicitude particulière et de la solidarité envers eux.

C'est une constante de la pensée et de l'enseignement de l'Eglise, en particulier chez les souverains pontifes.

Le document le plus complet et le plus organique à cet égard est l'encyclique du pape Paul VI : *Populorum progressio*. C'est un document qui date de dix-huit ans : son enseignement est toujours actuel. Il fonde pleinement sur une vision chrétienne du monde et de l'humanité les exigences morales en matière de développement et de solidarité.

« Le développement intégral de l'homme ne peut aller sans le développement solidaire de l'humanité... Comme nous l'avons dit à Bombay : l'homme doit rencontrer l'homme, les nations doivent se rencontrer ; dans cette compréhension et cette unité mutuelles, nous devons commencer à œuvrer ensemble pour édifier l'avenir commun de l'humanité... Aussi suggérons-nous la recherche de moyens concrets et pratiques d'organisation et de coopération pour mettre en commun les ressources disponibles et réaliser ainsi une véritable communion entre toutes les nations. » (*Populorum progressio*, n° 43.)

Cette parole est très significative. Elle situe bien les différents plans de la réalité et de la responsabilité qui en découlent pour l'Eglise.

Au plan des convictions et des raisons profondes, l'engagement de l'Eglise est total. Il ne peut y avoir aucune réserve, aucune condition. Le chrétien ne peut concevoir ni définir l'humanité, à travers la diversité des peuples et des nations, qu'en termes de famille dont les membres doivent, en solidarité, travailler à leur avenir commun.

C'est une perspective globale et radicale qui ne fait exception de personne, qui ne pose aucune condition de race, de langue, de culture ou d'idéologie.

Les clivages les plus urgents auxquels il faut s'attaquer sont ceux qui instaurent l'injustice et la pauvreté. D'où l'urgence de prendre en considération, à l'échelle du monde, les rapports Nord-Sud, sur lesquels Jean-Paul II s'est adressé à Edmondo, lors de son voyage au Canada, interpellant d'une manière vigoureuse les nations industrialisées : « A l'échelle planétaire, émerge le fait que la masse des hommes des pays en voie de développement a très peu profité de leur participation à ce qui est encore une économie mondiale dominée par l'Atlantique. Il y a une richesse croissante du Nord et une pauvreté croissante du Sud. »

La situation actuelle ouvre donc un champ immense de responsabilité et de solidarité. Or, aujourd'hui, on assiste au développement d'un courant qui vise à mettre en question cette exigence fondamentale. Ce courant prend corps dans certains partis, certaines associations. Il est sous-tendu par une idéologie qui, sous couvert d'un bien mieux ordonné ou d'une hiérarchie des devoirs, préconise une révision et un retrait de nos engagements vis-à-vis du tiers-monde.

Certains même, à l'appui de leur thèse, se réclament d'une référence aux principes chrétiens. Il convient ici de dénoncer d'une manière claire et formelle non seulement l'incohérence, mais l'impudence que recèle cette attitude. Se désolidariser, se désintéresser des pauvres, c'est tourner le dos aux exigences essentielles de l'Evangile. D'autant plus que cette hiérarchie des devoirs masque en vérité l'aveu d'une hiérarchie des races, des peuples, qui contrevient fondamentalement aux principes de l'unité de la famille humaine et de la dignité de tout homme « créé à l'image de Dieu ».

« Qu'es-tu fait de ton frère ? » l'interpellation biblique prend aujourd'hui la dimension et l'urgence que lui confère la situation d'interdépendance à laquelle les peuples et les nations ont accédé à l'échelle du monde.

L'analyse de cette situation d'interdépendance conduit du reste à une prise de conscience déterminante. Qu'on le veuille ou non, entre les nations une connexion fonctionnelle. Par le biais des échanges internationaux, commerciaux, monétaires, culturels, la vie d'un pays retentit sur les autres. L'écono-

mie d'un pays se fonde, s'articule et se développe en relation avec celle d'une multitude d'autres.

On a pu dire que notre propre développement était directement en rapport avec le sous-développement des pays du tiers-monde. C'est un discernement et une vérification qui demandent une analyse plus précise. Mais on peut dire, à coup sûr, qu'il n'est permis à aucun pays de se retirer sous tente et de se déclarer indenne, innocent et « désintéressé » de ce qui se passe ailleurs.

L'autre plan évoqué dans le texte de Paul VI est celui des moyens. En ce domaine, le rôle de l'Eglise n'est pas de l'ordre des directives mais des suggestions. L'Eglise, à ce niveau, n'a pas compétence pour prescrire les moyens les plus appropriés. Ce que l'Eglise toutefois invoque, c'est une exigence de cohérence entre les moyens mis en œuvre, les objectifs poursuivis et l'esprit qui doit les inspirer.

Aujourd'hui, l'évolution conduit à une prise en compte plus vive de l'identité et de l'originalité des peuples, de leurs cultures et de leurs économies spécifiques. Le développement à promouvoir ne peut être une exportation du nôtre. Ce sont les peuples eux-mêmes du tiers-monde qui ont à devenir acteurs et responsables de leur propre développement. C'est pourquoi, les organismes d'Eglise comme le CCFD cherchent sans cesse à établir et à faire jouer, dans les rapports avec eux, la notion de partenariat. Le racisme commence avec la méconnaissance de la personnalité des nations et des cultures et l'affirmation plus ou moins consciente de la supériorité de la nôtre.

La mise en œuvre des moyens et la détermination des objectifs au service du développement et de la solidarité sont appelées à se conformer à la manière d'aimer qui nous a été révélée en Jésus-Christ : elles comportent la désintéressement, le gratuit, l'amour de l'autre pour lui-même.

Le pape Paul VI disait que le développement est le nouveau nom de la paix. La crise économique et culturelle actuelle conduit à repenser sans doute la notion et le modèle de développement. Y aurait-il à donner un nouveau nom au développement : ce ne pourrait être qu'en vue d'en magnifier la cause.

* Evêque de Poitiers.

السلامة

L'art et la manière d'utiliser les firmes multinationales

Par MOISE IKONICOFF *

L'OFFENSIVE contre le tiers-mondisme voudrait détruire les dangereux mythes « étonnés » par la philosophie dominante en matière de développement, et notamment une approche dite « économiste ». Parmi les fausses idées que l'« économisme » aurait répandues, figurent en bonne place les thèmes relatifs aux responsabilités attribuées aux firmes multinationales dans les maux du tiers-monde.

Pour savoir si l'accusation tient, encore faut-il d'abord préciser le terrain sur lequel on se place. Si l'on choisit le terrain du discours politique, les « nouveaux tiers-mondistes », comme les surnomme Pierre Drouin, ont, sans doute, en partie raison. Les critiques adressées aux firmes multinationales dans le contexte passionnel qui caractérise les relations Nord-Sud sont parfois excessives. Mais ne s'agit-il pas des règles normales de tout jeu politique, à l'échelle nationale ou internationale ? Si l'on se place sur le terrain de l'analyse, il en va tout autrement. Un constat s'impose dans ce domaine, les porte-parole de l'anti-tiers-mondisme ont employé le plus vieux procédé qui existe au monde pour disqualifier l'adversaire : caricaturer sa position pour ensuite la réduire à l'absurde au moyen classique de l'amalgame et de la généralisation abusive.

Le courant de pensée qui est incriminé en bloc comprend en réalité des auteurs ayant des positions très différentes quant à l'analyse de l'impact des firmes multinationales sur le tiers-monde. Il est possible, néanmoins, de résumer les idées communes de la façon suivante : la concentration industrielle, opérée, notamment, depuis 1950, dans les branches dynamiques de la croissance — automobile, électroménager — des pays occidentaux, modifie profondément le type de concurrence entre firmes. La concurrence ne porte plus principalement sur le prix mais sur la différenciation et l'innovation des produits offerts aux consommateurs. Le consommateur, pour sa part, subit un conditionnement du système qui le pousse à renouveler son stock de biens à une vitesse croissante. Dans ces conditions, le temps que les produits restent sur le marché tend à se réduire, ce phénomène accélérant à son tour l'obsolescence de la technologie et des équipements qui ont servi à les fabriquer.

* Maître de recherches au CNRS, Paris.

Pour compenser la diminution de la durée de vie d'un bien, les firmes tentent d'élargir l'échelle de sa distribution en augmentant la quantité et le rythme des exportations vers les pays du tiers-monde. Seulement, les firmes se heurtent de plus en plus à des barrières douanières dressées pour protéger les industries naissantes. La seule manière de les contourner consiste pour elles à s'implanter dans les pays concernés en y transférant une technologie et des équipements en voie

de tout processus de développement. Néanmoins, la plupart des analystes estiment qu'en agissant dans un cadre normatif très précis, avec un pouvoir de contrôle et d'arbitrage légitime, les firmes peuvent contribuer à la réussite des stratégies choisies dans chaque pays d'implantation.

Le Dr Claude Mailhuret, président de Liberté sans frontières, dans une récente interview à *Valeurs actuelles*, vantait la réussite économique de la Corée du Sud et de la Côte-d'Ivoire. Or

dans les entreprises où il existe une participation locale publique ou privée, celle-ci atteint rarement la minorité de blocage.

L'importance quantitative de l'investissement étranger est cependant moins significative de l'impact des firmes multinationales que le type de secteurs où elles se localisent. En Côte-d'Ivoire, les firmes contrôlent pratiquement l'ensemble de l'industrie produisant pour le marché interne. Au contraire, l'accès à ce dernier leur est interdit

l'ation coréenne n'a eu accès à ces biens qu'une fois satisfaits les besoins essentiels en matière de nourriture et de vêtement. Mais le développement du marché interne n'a pas profité aux firmes multinationales qui en ont été pratiquement exclues au profit des firmes locales. Dans la branche électronique grand public, par exemple, les ventes sur le marché interne sont réalisées pour 95,4 % par les entreprises coréennes et pour 4,4 % par des entreprises en joint venture.

Enfin, pour ce qui concerne l'intégration en amont de l'activité industrielle, dans un pays comme la Côte-d'Ivoire, où le secteur industriel est contrôlé par les firmes étrangères, la taille du marché a constitué l'obstacle insurmontable à la diversification de la structure productive. En conséquence, le processus reste bloqué au niveau des branches légères. En Corée du Sud, la maîtrise absolue de l'Etat sur la décision économique au niveau du marché interne a permis ce que l'on appelle la « remontée des filières » vers les industries lourdes — sidérurgie, chimie et industries de biens d'équipement — et assuré une autonomie notable du processus d'industrialisation, même si, dans certains secteurs, la dimension du marché était manifestement insuffisante.

Cette rapide comparaison montre que le diagnostic établi par les analystes des problèmes du développement n'est pas aussi faux que cela et que la thérapie proposée, qui est une « thérapie douce », loin de conduire à des situations apocalyptiques, peut se révéler efficace.

Ni panacée, ni mal absolu : les filiales d'entreprises étrangères ne bénéficient pas partout des mêmes facilités, n'imposent pas les mêmes contraintes. Deux exemples contrastés : la Côte-d'Ivoire et la Corée du Sud

d'obsolescence, afin de produire sur place — avec un certain décalage — le flux de biens qu'elles ne peuvent exporter. Telle est la logique qui conduit à la multinationalisation des firmes. La contrepartie nécessaire à l'implantation des firmes multinationales dans les pays du tiers-monde est l'adoption par ceux-ci du modèle de consommation prévalant en Occident. Ce qui entraîne des conséquences évidentes sur l'allocation des ressources ou sur la distribution du revenu, mais aussi sur l'identité culturelle et les systèmes de valeur de la société d'accueil.

Voilà — pour utiliser des termes médicaux — le « diagnostic » formulé par un certain nombre d'analyses des problèmes du développement. De nombreuses et prestigieuses institutions du monde développé ainsi que des personnalités qui ne sont pas précisément tiers-mondistes ont adressé, depuis quinze ans, de vigoureuses mises en garde contre les dangers que ce type de concurrence entre firmes fait courir aux sociétés occidentales elles-mêmes. Comment, alors, s'étonner qu'une préoccupation analogue s'exprime à l'égard des sociétés bien plus vulnérables du tiers-monde ?

A partir de ce diagnostic, les analystes considèrent-ils que l'opposition entre expansion multinationale des firmes et objectifs du développement du tiers-monde soit irréductible ? Livré à sa propre logique, le comportement des firmes devient rapidement incompatible avec les objectifs élémentaires

ces pays constituent deux exemples, dans un certain sens opposés, de politiques économiques pratiquées à l'égard des firmes multinationales. Il est donc intéressant de les examiner en détail.

Certes, les conditions d'accueil du capital étranger, dans les deux pays, sont très favorables : les incitations fiscales y sont nombreuses et le rapatriement des bénéfices n'est pratiquement assujéti à aucune contrainte. Toutefois, la législation coréenne contient quelques dispositions qui constituent des indicateurs utiles pour percevoir les différences existant avec la Côte-d'Ivoire : interdiction aux firmes étrangères de réinvestir leurs bénéfices au-delà du montant de l'investissement initial, exigence d'une participation nationale majoritaire au capital social dans certaines branches industrielles, avantages bien plus importants pour les joint ventures que pour la constitution de filiales à majorité étrangère.

En outre, la planification, en Corée du Sud, est une réalité concrète et contraignante qui définit de façon très stricte l'espace d'opération des firmes multinationales, empêchant ainsi le capital étranger de se développer sur une grande échelle. Il en résulte que la participation du capital étranger dans l'ensemble des entreprises industrielles en Côte-d'Ivoire représente environ 30 %, tandis qu'en Corée du Sud elle atteint à peine 5 %, dont seulement 26 % sont des participations majoritaires, 30 % sont des associations à participation égalitaire et 44 % des participations minoritaires. En Côte-d'Ivoire,

dans la plupart des branches en Corée du Sud. Cette situation a des conséquences décisives, particulièrement sur trois variables stratégiques du processus de développement : l'allocation des ressources, le modèle de consommation et l'intégration en amont de l'activité industrielle.

En ce qui concerne l'allocation des ressources, en Côte-d'Ivoire, l'excédent prélevé par l'Etat et consacré à l'expansion du marché intérieur transite nécessairement par les firmes multinationales, finançant en grande partie leur implantation ou l'élargissement de leur capacité productive. En Corée du Sud, les firmes multinationales sont exclusivement concentrées dans les branches exportatrices, ce qui permet à l'Etat de prélever des ressources externes additionnelles que les entreprises publiques ou privées coréennes utilisent selon les orientations précises du plan dans le cadre d'une stratégie d'intégration industrielle orientée vers le marché intérieur.

QUANT au modèle de consommation, en Côte-d'Ivoire, la production de biens relève de la stratégie propre à la firme multinationale, sans rapport avec le niveau moyen des revenus et les habitudes traditionnelles de consommation. Ce phénomène suscite ou accentue à son tour la distribution inégalitaire du revenu. En Corée du Sud, la diversification des biens offerts aux consommateurs est un processus progressif et contrôlé en relation étroite avec la capacité d'achat de la population. Cette correspondance entre niveau de revenu et offre de biens contribue fortement à atténuer les tendances à la répartition inégalitaire des revenus. La politique du pouvoir, dans ce domaine, a été très ferme. Les biens de consommation les plus modernes — électroménager, appareils optiques, électronique grand public, — fabriqués en grande partie par les firmes multinationales, ont été longtemps exclusivement destinés à l'exportation. La popu-

Naissance d'un marché

La comparaison entre les politiques économiques respectives de la Corée du Sud et de la Côte-d'Ivoire à l'égard des firmes multinationales a-t-elle un caractère trop général ? L'implantation en Côte-d'Ivoire d'une filiale d'un « grand » de l'agro-alimentaire fournit alors un exemple très concret illustrant le phénomène d'expansion multinationale des firmes.

SUR un investissement initial de près de 1 milliard de francs CFA, le groupe Nestlé n'avait apporté que 47,5 millions à la création de sa filiale la CAPRAL, en 1959. La différence a été financée par l'exonération de tous les droits et taxes à l'exportation du café vert — c'est-à-dire par l'Etat ivoirien — portant sur une période de douze années. Par ailleurs, les augmentations de capital (qui ont porté le capital social de 50 millions de francs CFA à 350 millions en 1967, à 500 millions en 1973 et à 1 milliard en 1975) se sont effectuées par incorporation de réserves.

En 1975, le rapport entre l'apport financier effectif de Nestlé et le valeur comptable des actifs de la CAPRAL représentait, en monnaie courante, 1,15 %, et, tout au plus, 9 % si l'on applique les coefficients d'actualisation les plus favorables. La total de la contribution financière de Nestlé, entre 1959 et 1975, était équivalente à un quart des bénéfices globaux dégagés par la filiale ivoirienne au cours de cette dernière année et à la moitié des bénéfices qu'elle avait rapatriés.

Le café soluble était le premier produit fabriqué par la filiale ; il était destiné au marché interne de la Côte-d'Ivoire et d'un certain nombre d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Or, curieusement, le café ne rentrait pas, à l'époque, dans les habitudes de consommation des populations locales. Plus encore, certaines d'entre elles, comme les Gourous, étaient franchement hostiles et le classaient tout en bas de la hiérarchie des biens agricoles qui déterminaient leur consommation alimentaire.

POUR créer le marché, donc, Nestlé a dû faire appel à un puissant système de publicité. La politique de promotion tendait à susciter le besoin du nouveau produit parmi les populations par un contact direct avec les consommateurs potentiels, l'utilisation des canaux habituels de communication de masse ne semblant pas être particulièrement adéquate au milieu, et les agents du système de commercialisation existant ne s'intéressant pas au produit.

Un système de diffusion spécial fut organisé. Des camions amenaient le café aux marchés et des prospecteurs le proposaient à la dégustation des personnes qui s'y trouvaient. Progressivement, le café fut ainsi incorporé dans le panier de la consommation alimentaire habituel des populations urbaines et, dans une moindre mesure, rurales.

Mais quelle est la signification de ce phénomène ? On peut considérer que la diffusion de la consommation de café se présente sous un double aspect.

D'une part, elle implique une orientation d'une partie des revenus monétaires — assez souvent très limités — vers un produit qui, du point de vue strictement biologique, ne constitue qu'un faible apport nutritionnel. Cependant, la considération du seul point de vue biologique demeure bien insuffisante, surtout si l'on tient compte de ce que le café est avant tout un stimulant. Il a des effets sur le comportement des consommateurs, ce qui doit amener à une analyse du point de vue psychosocial des effets de la consommation du café.

D'autre part, le café est devenu le support d'une nouvelle forme d'alimentation qui semble remplacer le repas pris à minuit et constitué de féculents avec assaisonnement de piments et sauces par un repas pris sous la forme de petit déjeuner et composé par des aliments plus riches en calories, notamment le lait concentré et le sucre et, dans les zones urbaines, de plus en plus par le pain. Cette nouvelle habitude alimentaire est peut-être plus satisfaisante du point de vue biologique, mais il ne faut pas négliger le fait qu'elle se base sur des produits importés, entraînant ainsi une dépendance alimentaire par rapport à l'extérieur.

Si pendant la période des balances commerciales excédentaires cette dépendance ne suscitait pas de graves problèmes, il en va différemment avec la chute des prix internationaux du café et du cacao à partir de 1978.

VERS le milieu des années 70, la CAPRAL élargit la gamme de production par la fabrication d'un nouveau bien : le cube Maggi. La diffusion de ce produit sur le marché local soulève des problèmes similaires à ceux provoqués par l'introduction du café, notamment la destruction des activités productives locales qui constituaient le support du type d'alimentation auquel le cube Maggi va progressivement se substituer. Par ailleurs, la fabrication de ce dernier est fort révélatrice de l'un des principaux mécanismes de l'expansion multinationale des firmes : le déplacement vers les pays du tiers-monde de la production de biens dont la demande décline dans les pays industriels. La consommation par ménage de cubes Maggi en Côte-d'Ivoire dépasse déjà celle des pays européens grands consommateurs, comme l'Allemagne.

Si l'on observe l'évolution de la filiale, on constate que celle-ci va reproduire en Côte-d'Ivoire le modèle de fonctionnement fondé sur la différenciation du produit. En effet, une fois que le marché ivoirien du café soluble atteint, vers les années 70, un seuil convenable, la CAPRAL commence à élaborer de nouveaux projets concernant le café décaféiné, puis le café lyophilisé. Cette stratégie entraîne l'utilisation d'une technologie de plus en plus sophistiquée qui éloigne considérablement toute possibilité de transfert horizontal de technologie, de même que la perspective d'intégration en amont de la structure industrielle à travers la création des branches de biens d'équipement.

M. I.



(Keystone)

PATRICE LUMUMBA (1925-1961)

« Nous attendons la mort aujourd'hui, demain, on ne sait pas quand. Pour nous la mort ne compte pas. Tout ce qui compte c'est la liberté. » (1959).

Qui sont-ils ? Comment sont-ils perçus ? Quel est leur avenir ?

Les Nord-Africains en France 95 F

Dans la collection du CHEAM (Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie modernes), titres déjà parus :

- Contestations en pays islamiques 60 F
- La politique militaire de la France en Afrique 70 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

Vente en librairie. Vente par correspondance
124, rue Henri Barbusse
93308 AUBERVILLIERS CEDEX

VIENT DE PARAITRE

DIVERSITÉ, INÉGALITÉS le langage des chiffres

Les variations des termes de l'échange sont utilisées comme pièces à conviction dans la bataille idéologique.

Mais le « marché » n'est que la partie la plus visible de l'iceberg...

La référence aux termes de l'échange est sans doute la plus commode, et la plus répandue, lorsqu'il s'agit d'apprécier les rapports de forces commerciaux entre le Nord et le Sud. Elle traduit, on le sait, un rapport entre deux indices : celui des prix à l'importation et celui des prix à l'exportation. Limitée aux seuls mouvements des prix, elle ne donne cependant qu'une idée incomplète des réalités.

En effet, quand un pays voit l'indice des prix à l'exportation augmenter plus rapidement que celui des prix à l'importation, on dit que, pour lui, les termes de l'échange s'améliorent. Mais cette amé-

lioration peut s'accompagner d'une détérioration de sa balance commerciale si, durant la même période, ses exportations en volume ont été moins vite que ses importations.

Autre exemple : l'évolution comparée de l'indice des produits primaires et de celui des produits manufacturés permet d'apprécier l'évolution du pouvoir d'achat d'un produit primaire en produits manufacturés importés (c'est la fameuse équation : tant de sacs de café pour un tracteur). Mais cette donnée doit aussi être interprétée avec précaution. Les variations des taxes et des subventions peuvent en effet altérer son impact sur les producteurs directs de produits primaires. Ou encore : les variations des prix peuvent résulter d'opérations spéculatives sur le marché international et ne pas se faire sentir à court terme pour ces mêmes producteurs.

Devant un indice des termes de l'échange qui s'améliorerait, pourrait-on dire que le pays intéressé connaîtrait des relations d'échange « plus équitables » ? L'hypothèse pourrait être retenu — et encore une fois avec beaucoup de précautions — si les prix sur les marchés mondiaux reflétaient les évolutions de productivité. Même s'il ne fallait plus que cent sacs de café pour un tracteur au lieu de cent cinquante, le rapport ne serait pas nécessairement moins « inégalitaire » qu'aujourd'hui. Or l'amélioration de la productivité est, pour le partenaire le plus avancé, un moyen de renforcer sa position dominante dans l'échange.

Malgré ses limites analytiques, le concept de « termes de l'échange » continue à être utilisé comme pièce à conviction dans la bataille idéologique que mènent contre les « tiers-mondistes » les « hommes-blancs-qui-ne-veulent-plus-sangloter ». En fait, dans l'économie, les prix sont les phénomènes les plus visibles et donnent facilement l'impression de détenir une certaine vérité. D'autant que les mécanismes du marché répondent à un certain « bon sens », facilement exploitable à des fins idéologiques.

La référence aux termes de l'échange a cependant son utilité si l'on n'oublie pas que le marché

n'est que la partie visible de l'iceberg et que l'échange n'est pas forcément un jeu à somme nulle. Ce qui est sûr actuellement, c'est que les termes de l'échange n'ont cessé de se détériorer pour les pays du tiers-monde (voir les illustrations ci-dessous), et que ceux-ci s'efforcent toujours, dans de telles conditions, de maintenir le volume de leurs exportations tout en réduisant d'une manière drastique leurs importations.

Cette page a été réalisée par AHMET INSEL (Graphiques : R. SEGOND)



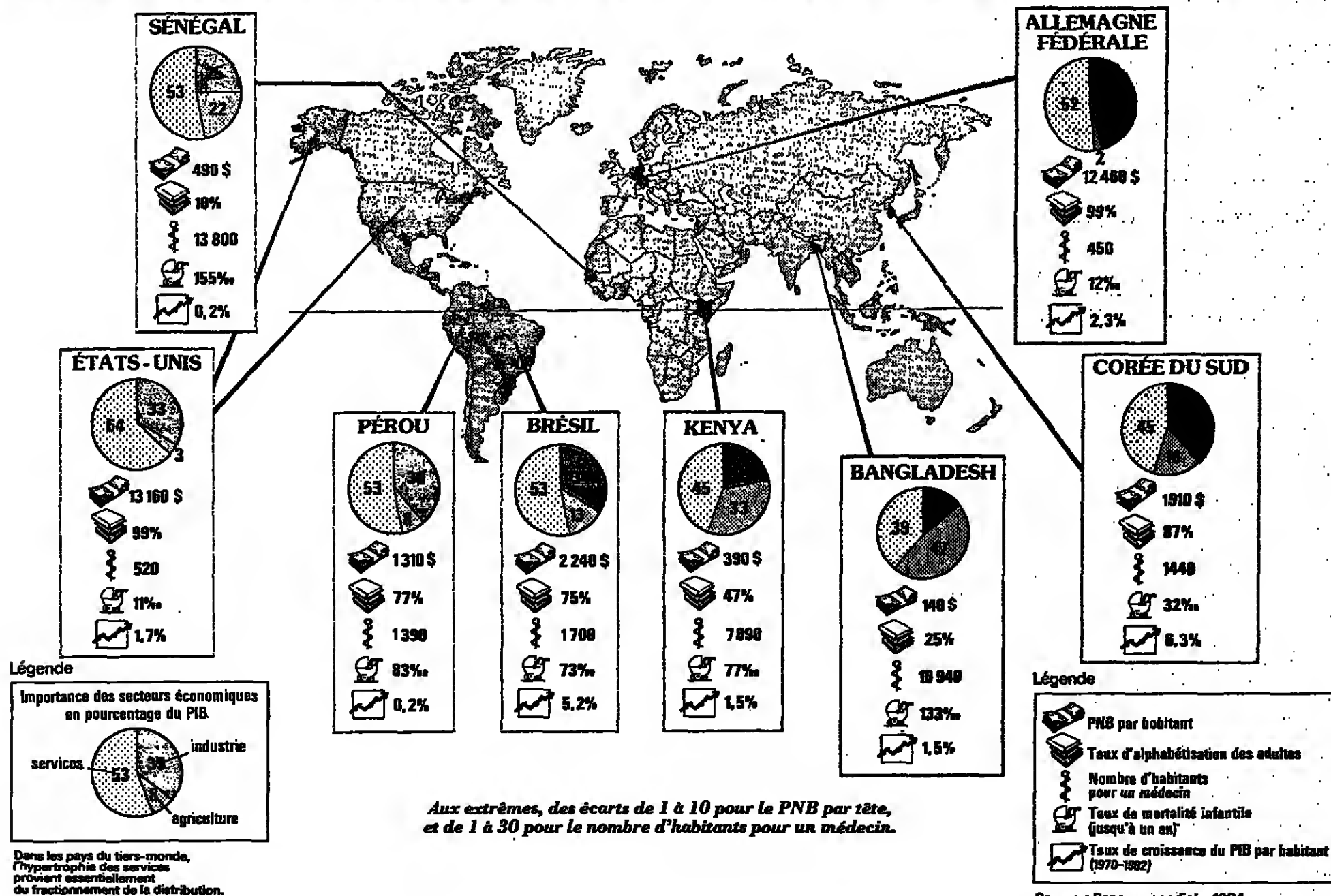
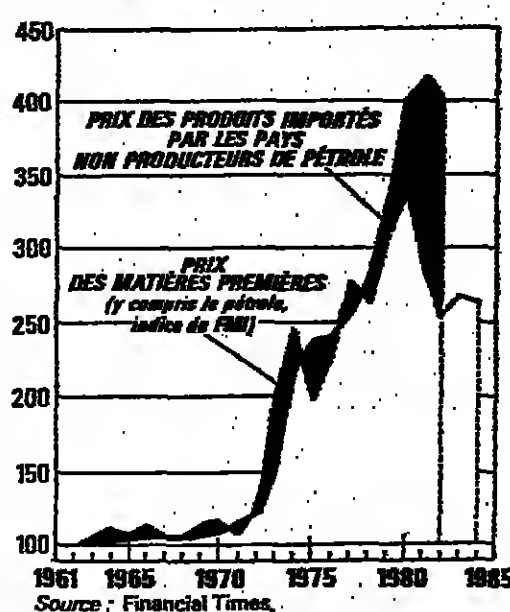
Source : CNUCED, Statistical Pocket Book, 1984.

(1) Évolution du pouvoir d'achat des principaux produits primaires par rapport aux produits manufacturés (1960-1983).

* Prix sur le marché libre.

NB. Les termes de l'échange des produits primaires ont été calculés en déflétant les valeurs unitaires des exportations de ces biens de l'indice de l'OMU des valeurs unitaires des exportations de produits manufacturés des pays développés. L'ensemble de ces valeurs a été évalué en dollars de 1980.

LA DÉTÉRIORATION DES TERMES DE L'ÉCHANGE



L'INVESTISSEMENT, MOTEUR DE LA CROISSANCE

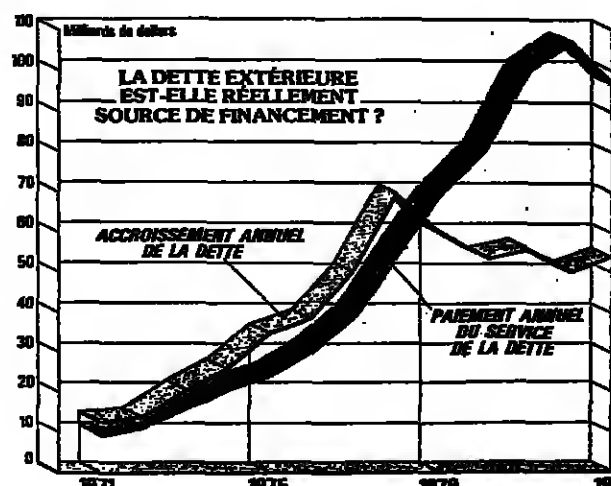
Un effort mal récompensé dans les pays pauvres

	L'investissement intérieur brut en pourcentage du PIB		Investissement par habitant (en dollars)
	1960	1982	
États-Unis	19	16	2080
Japan	33	30	2690
RFA	27	22	2368
Bretail	22	19	373
Corée du Sud	11	26	453
Kenya	20	22	65
Mal	14	19	28
Pérou	25	17	212
Singapour	16	20	83
Sri-Lanka	14	31	90
Tunisie	17	31	328

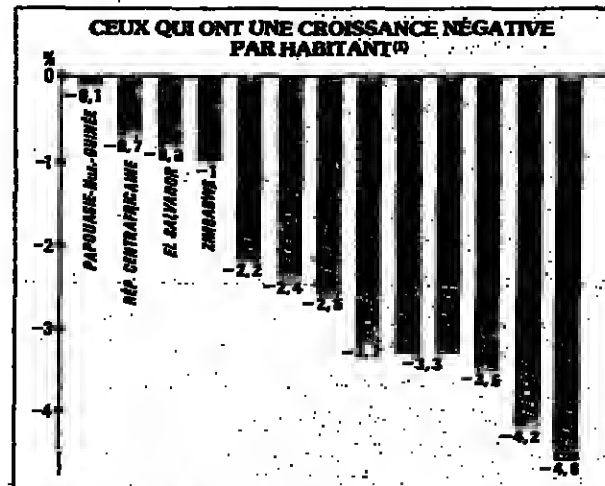
Source : Banque mondiale, 1984.

N.B. : Investissements privés et publics. Les évaluations sont faites en monnaies nationales et aux prix courants.

Dans l'ensemble, l'effort d'investissement des pays du tiers-monde n'est pas satisfaisant par rapport à leurs ressources économiques. Mais, du fait de la modestie de leur PIB, l'investissement par habitant y est plus faible que dans les pays développés. Cet état de structure, confronté aux coûts élevés de la technologie, est un des problèmes majeurs de développement.



NB. Le service de la dette consomme le remboursement du capital et des intérêts. L'augmentation et le décaissement des pays à revenu faible ou intermédiaire en voie de développement. De plus, dans le futur, si la dette continue de croître, les pays à revenu faible ou intermédiaire devront consacrer une part de plus en plus importante de leurs ressources à la dette.



(1) Selon le taux annuel moyen de croissance du produit intérieur brut par habitant, entre 1970 et 1982. En chiffres absolus, le taux de croissance n'est pas forcément négatif, mais le programme économique qui est plus rapide que celui du PIB.

البيان

Le développement des échanges commerciaux entre pays du tiers-monde

Par JEAN LEMPERIÈRE*

APPUYÉES par l'évolution démographique, l'industrialisation du tiers-monde et l'apparition de nouveaux pays producteurs sur les marchés mondiaux modifient progressivement l'équilibre de la production et du commerce. Le développement des échanges Sud-Sud illustre ce changement et témoigne des capacités nouvelles des pays en voie de développement. Ces nouveaux courants commerciaux concernent directement les pays industrialisés, moins par leur volume actuel que par leur dynamique.

Les échanges de produits manufacturés entre pays en voie de développement ont doublé de 1978 à 1981. Ils dépassaient 44 milliards de dollars en 1981, et furent ramenés à 42,4 milliards de dollars par les réductions d'importations liées à la crise. Celle-ci, on le sait, a durement touché les économies d'Afrique et d'Amérique latine, où d'importantes chutes de production ont été enregistrées. Devant le recul de la demande interne, les producteurs ont avec succès porté leur effort sur les marchés extérieurs.

En 1983, malgré la stagnation des échanges mondiaux, les pays exportateurs du tiers-monde (1) ont encore amélioré leur position sur les marchés du Nord comme sur ceux du Sud, confirmant leur compétitivité face à la concurrence internationale. Ils gagnent 1 % des marchés industriels avec des livraisons en progrès de 9,4 milliards de dollars (2). Ils deviennent les premiers fournisseurs des États-Unis en produits industriels, devant le Japon et l'ensemble des pays européens (3).

Leur position s'améliore encore plus nettement au Sud (de 14,2 % à 16 %). Sur ces marchés (en baisse de 22 milliards de dollars par suite de la réduction des revenus pétroliers, des restrictions d'importation et des difficultés de trésorerie), une augmentation en valeur des échanges Sud-Sud est même constatée pour toutes les grandes catégories de produits (+ 1,3 milliard de dollars au total). Elle contraste avec les reculs importants enregistrés au Sud pour la seconde année consécutive par tous les pays industriels (recul de 9 milliards de dollars en 1983 pour l'ensemble des quatre grands pays européens, du même ordre que celui des États-Unis).

Cette progression du tiers-monde n'est pas le fait seulement des grands pays exportateurs d'Extrême-Orient car d'autres pays, d'Amérique latine ou d'Asie, ont réussi à développer leurs ventes de produits manufacturés en 1983, mieux que les grands pays industriels à l'exception du Japon.

Ces succès sont liés à des conditions particulières de production par rapport

à celles des pays industriels : longueur du temps de travail avec souvent des semaines de 60 heures (4), intensité des cadences, importance et jeunesse du personnel féminin, rotation très rapide de la main-d'œuvre, travail des enfants, insuffisance ou inexistence de la protection sociale, conditions de travail et pratiques sociales qui rappellent l'Europe du siècle passé.

Ne conviendrait-il pas de comprendre la Chine populaire parmi les pays

Sud avec chacun 42 %, les biens de consommation n'occupant qu'une faible place (16 %). Les progrès de l'équipement sont dus à des secteurs spécialisés, compétitifs également au Nord : électroménager, matériel de télécommunications, navires.

La faible part du matériel industriel (8,7 %) montre les grandes difficultés des pays du tiers-monde à progresser dans ce secteur capital. En 1981, les seuls pays où les biens d'équipement

marchés, il faudra plutôt présenter d'autres catégories de produits, rendus compétitifs par la qualité, le savoir-faire, la technique.

Des études détaillées ont montré que le rapport capital-travail, c'est-à-dire l'investissement par ouvrier, était en moyenne, en 1977, deux fois plus élevé dans les articles dirigés vers le tiers-monde que dans les livraisons aux pays industriels. Il était 3,5 fois plus élevé dans les produits destinés pour moitié

d'œuvre importante. Cette production, dont l'écoulement est assuré par les circuits commerciaux des multinationales, est en fait intégrée aux cycles de distribution des pays industriels. Une partie (pièces détachées, accessoires) constitue même un segment de leur cycle de production dans les pays à économie extravertie.

Dans ce cadre, les transferts aux pays industriels constituent des échanges intra-firmes. Il ne s'agit pas de formes de concurrence Sud-Nord et ils devraient être bien distingués des livraisons commerciales à caractère concurrentiel. Mais les données statistiques disponibles ne permettent pas cette distinction car elles ne présentent que des échanges entre États, enregistrés au passage des frontières, et laissent dans l'ombre les véritables agents des échanges internationaux.

Des échanges concurrentiels se sont développés parallèlement. Les États et firmes locales ont poursuivi et amélioré progressivement la production destinée au marché intérieur. Cette production est beaucoup plus diverse puisqu'elle doit répondre aux principaux besoins de la population, et les techniques employées y jouent un rôle sélectif plus que les bas salaires.

Destinées à des marchés assez semblables, les livraisons au tiers-monde sont fournies par ce type de production. Avec les progrès de l'industrialisation, cette production est parvenue à alimenter également, vers les pays industriels, un courant de produits concurrentiels qui prennent un poids croissant dans les échanges Sud-Nord.

Cette coexistence de deux types de production est nette dans les pays à économie extravertie plus que dans un pays comme l'Inde. Les profits obtenus par les produits à bas salaire peuvent inciter le pays exportateur à maintenir ce courant de livraisons. Mais l'écart entre la structure des échanges Sud-Nord et Sud-Sud devrait se réduire avec le progrès des techniques employées.

Le Nord industrialisé affronte désormais une sérieuse concurrence venue du Sud sous-développé. Mais il ne reste pas passif. Sans volonté politique commune, l'humanité entrera à reculons dans le XXI^e siècle

du tiers-monde ? L'importance des réexportations vers la Chine comme le volume de produits chinois exportés par Hongkong plaident en ce sens. Sans la Chine, le commerce Sud-Sud comporterait toujours une importante zone d'ombre, de l'ordre de plusieurs milliards de dollars. Notons au moins que, dans le groupe des pays du tiers-monde, la Chine deviendrait le premier fournisseur des échanges Sud-Sud avec 7,4 milliards de dollars en 1982. Mais, contrairement aux pays avancés, elle fournit surtout des textiles : filés et tissus, vêtements, pour 42 %.

Immense marché à terme et lieu potentiel d'énormes productions à main-d'œuvre inépuisable, les pays du tiers-monde n'ont pas cessé d'être un champ de manœuvre pour les pays industriels et les sociétés transnationales. Leurs productions, leurs orientations commerciales et les résultats obtenus sont donc soumis à de fortes influences extérieures.

L'industrialisation du tiers-monde et l'apparition de nouveaux pays exportateurs ne peuvent être considérées hors du contexte de l'économie mondiale. Dans un cadre de concurrence aigüe entre grandes firmes industrielles, elles ont organisé dans les pays à bas salaires des délocalisations de production leur procurant un surcroît de profits et élargissant le marché par les livraisons d'équipements nouveaux. La production de ces pays en a été stimulée et fortement marquée, moins sans doute par les implantations nouvelles que par l'effet d'entraînement des techniques employées. L'industrialisation du tiers-monde se situe ainsi dans un mouvement général d'internationalisation et d'uniformisation de la production.

représentent plus de la moitié des ventes au Sud sont le Brésil, Singapour et la Malaisie. Filés, tissus et produits chimiques sont parmi les trois premières catégories de produits échangés entre pays du Sud ; les demi-produits demeurent au premier rang des ventes de pays tels que la Corée, Taiwan ou l'Inde.

Les échanges Sud-Sud de produits manufacturés ont été stimulés par le ralentissement de l'activité dans le monde industriel et la multiplication des mesures protectionnistes. Il ne faut cependant pas y voir une simple réorientation des ventes et la recherche d'autres débouchés pour remplacer les marchés défaillants.

Les entreprises du Sud sont demeurées prêtes à développer leurs ventes au Nord. Les gouvernements n'ont pas privilégié les échanges Sud-Sud et ont toujours réclamé une plus large ouverture des marchés industriels. Les pays qui ont progressé au Sud ont aussi poursuivi leurs progrès au Nord. Les livraisons au Nord représentent d'ailleurs 58 % des exportations de produits manufacturés du tiers-monde.

Les échanges Sud-Sud se sont développés parallèlement. Leur progrès n'est pas l'effet d'une préférence mais du jeu de la concurrence. Il s'agit de courants commerciaux nouveaux liés à

an Sud que dans ceux destinés pour 80 % au Nord (6). Mais faut-il voir là des données décisives des échanges Sud-Sud, conséquences mécaniques d'avantages comparatifs ? Cette différence entre échanges Sud-Sud et Sud-Nord n'est-elle pas d'abord liée aux conditions historiques de dépendance dans lesquelles les ventes au monde industriel ont pris leur essor ? Différence en ce cas transitoire et qui évoluera.

Deux types de production et d'échange se sont développés parallèlement dans les pays exportateurs du tiers-monde.

Avec l'activité industrielle et commerciale des multinationales, les délocalisations et la création de zones franches, s'est organisée une production bien caractérisée : orientée vers les marchés industriels, déterminée par les bas salaires, limitée à un petit nombre de secteurs employant une main-

Le recul des exportateurs européens

LA mode est actuellement de minimiser les résultats des pays du tiers-monde, de ne voir que leurs handicaps considérables en cette période de crise. Après avoir parlé de miracles, lors des premiers succès, certains Occidentaux se déclarent déçus et veulent voir des échecs ou des demi-victoires, des illusions là où des progrès très réels sont évidents (7).

En quatre ans, de 1978 à 1982, pour l'ensemble des produits manufacturés, les pays exportateurs du Sud ont gagné de 3 % à 3,5 % des marchés d'Asie, d'Afrique et du Proche-Orient, et 2 % en Amérique latine (8). Ils ont pris la deuxième position devant les États-Unis en Asie et au Proche-Orient, de même qu'en Amérique latine devant le Japon. L'existence de centres de production stimule ces échanges, et sur le continent africain, qui ne comprend pas de producteur industriel important, les pays du Sud sont devancés par la France, l'Allemagne, l'Italie et le Japon.

Les échanges Sud-Sud représentent une part de marché qui échappe aux exportateurs des pays industriels pour les secteurs traditionnels : vêtements, bonneterie, filés et tissus, mais aussi pour l'électroménager (20 %), les télécommunications, les navires, sans parler des secteurs tels que la construction et les grands travaux. Cela bien que les exportateurs du tiers-monde ne disposent pas d'appuis financiers comparables et ne puissent pas accorder les mêmes facilités de crédit.

Dans le climat actuel de guerre commerciale, le volume des échanges Sud-Sud constitue un minimum que n'ont pas pu empêcher les anciens pays fournisseurs, malgré les moyens de pression dont ils disposent et la pratique des échanges liés. Le recul de l'Europe sur tous les grands marchés du tiers-monde est d'abord celui de la Grande-Bretagne (- 5,7 % en quinze ans) et, dans les dernières années, de l'Allemagne (- 3 %) (9). La France a perdu 2 % des marchés d'Afrique, qu'elle fournit encore pour plus de 18 %.

Ce recul général des exportateurs européens devant les nouveaux concurrents incite à la réflexion. Le Japon et les États-Unis ont, dans l'ensemble, mieux régi. Les échanges Sud-Sud ne fournissent en 1981-1982 que 14 % des achats du tiers-monde. Même modeste et très insuffisante, une production industrielle compétitive au Sud ne peut qu'entrer en conflit avec les intérêts des fournisseurs traditionnels, surtout lorsque ceux-ci se donnent comme politique de produire pour exporter. Les systèmes productivistes

du Nord devront pourtant s'accommoder de son développement.

La grande industrie est uniformisante et niveleuse ; il en résulte que les pays du tiers-monde sont beaucoup moins comparables entre eux que les pays industriels. Schématiquement, on peut distinguer parmi eux :

— Les huit pays les plus avancés : activité industrielle importante à peu près complète mais très disséminée entre eux ; deux pays de taille moyenne à économie extravertie (Corée et Taiwan) ; deux villes-ateliers à forte activité de transit ; quatre pays à forte production destinée pour plus des neuf dixièmes au marché intérieur. Dans des sous-continentaux tels que le Brésil et surtout l'Inde, le poids de la demande interne est décisif.

(Lire la suite page 34.)

Des matières premières aux produits manufacturés

MAIS les mécanismes économiques ne sont pas seuls à jouer. Les nouvelles capacités de production ont servi en même temps à l'affirmation de nationalismes. Les pays les plus avancés du tiers-monde entendent construire des industries complètes et sont d'accord pour refuser une division internationale du travail qui les cantonnerait dans les productions les moins rentables. Actuels dirigeants et opposants se rejoignent sur ce point. Le divorce est net entre les calculs du grand capital et les aspirations des pays neufs.

Entre pays du tiers-monde, les progrès de l'industrialisation ont suscité un commerce considérable de produits pétroliers et des livraisons de matières premières et métaux non ferreux aux nouveaux pays industriels.

Mais les échanges Sud-Sud seront examinés ici d'abord à partir du commerce de produits manufacturés (5). Son évolution, ses progrès, ses difficultés, permettent de mieux percevoir les mutations survenues en quinze ans et la dynamique en cours.

En 1970, les pays du Sud étaient fournisseurs de matières premières et de produits alimentaires, et importateurs de produits manufacturés. Les perruques étaient le premier article d'exportation de la Corée... La possibilité du « décollage industriel » du tiers-monde était examinée avec scepticisme.

Après la percée spectaculaire des produits à bas prix sur les marchés industriels, la part des échanges Sud-Sud dans les échanges mondiaux a doublé. L'existence même de tels échanges, comprenant hors pétrole

62 % de produits manufacturés, souligne la rapidité des changements et, plus encore, la diversification de la production, de la sidérurgie aux télécommunications, de l'électroménager à la construction navale et aux grands travaux ! Ce qui suppose des hommes nouveaux, adaptés au monde moderne, et qui n'admettent plus la situation antérieure.

Poursuivi jusqu'aux années de crise récentes, ce développement de la production industrielle dans le tiers-monde, bien que très inégalement réparti, est un fait capital. Il se traduit par l'accroissement rapide de la part des produits manufacturés dans les exportations (hors pétrole) des pays du tiers-monde. De 1970 à 1981, elle est passée de 22 % à 51 % dans les livraisons au Nord et de 45 % à 62 % dans les échanges Sud-Sud.

Hors pétrole, la structure des exportations du tiers-monde s'est à tel point modifiée qu'il n'apparaît plus comme essentiellement fournisseur de matières premières et de produits alimentaires, mais est devenu fournisseur très compétitif de demi-produits et de produits finis. Même si l'on exclut les quatre grands pays exportateurs d'Extrême-Orient, la part des produits manufacturés a doublé en dix ans, passant de 15 % à 30 % (35 % en 1983). Les produits industriels sont majoritaires dans les ventes des pays les plus peuplés (Inde, Pakistan, Brésil, Argentine, Mexique) et leur progrès est rapide dans les pays de l'Asie du Sud-Est.

Depuis 1973, les échanges Sud-Sud ont été marqués par un recul des demi-produits au profit de l'équipement (+ 10 %) et par la stabilité des biens de consommation. En 1981, biens d'équipement et demi-produits viennent à égalité dans les échanges Sud-



RUBEN UM NYOBE (1913-1958)
« Nous sommes contre les colonialistes et leurs hommes de main, qu'ils soient blancs, noirs ou jaunes, et nous sommes les alliés de tous les partisans du droit des peuples et nations à disposer d'eux-mêmes, sans considération de couleur. » (1956).

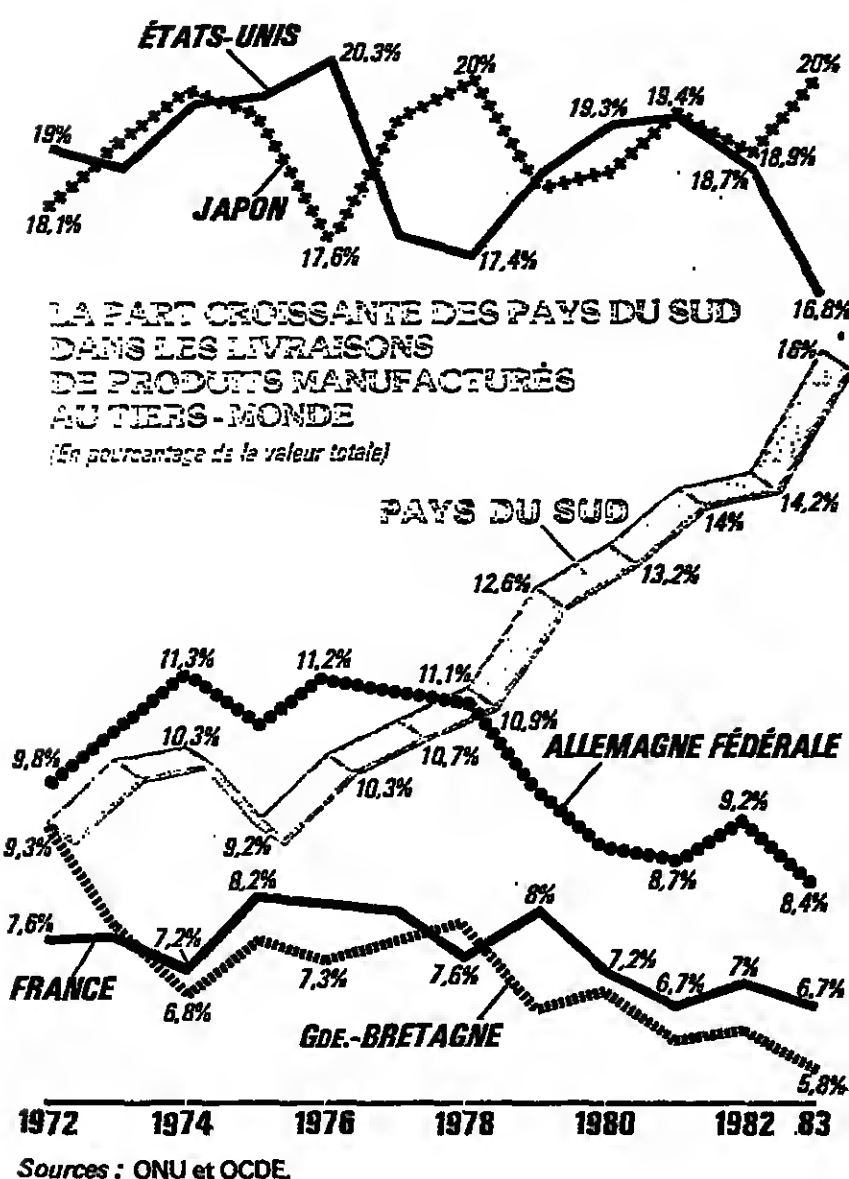
l'évolution des économies des pays paritaires. Ils se différencient des livraisons au Nord dans leur composition, surtout par la place beaucoup plus faible des biens de consommation (16 % contre 32 %).

Mais la différence semble tenir surtout à des caractéristiques des produits, qui n'apparaissent pas immédiatement dans la composition des échanges. Les échanges Sud-Sud comprennent une plus grande variété de produits, plus élaborés dans l'ensemble, et une quantité bien moindre de pièces détachées que dans les livraisons aux pays industriels.

Pour les exportateurs du tiers-monde, les ressorts du succès sont différents au Nord et au Sud. Les bas salaires permettent à des articles à forte intensité de travail de se placer en bonne position dans les pays industriels, tandis qu'ils se heurtent souvent au Sud à une production locale de même type, généralement protégée par des tarifs élevés. Pour pénétrer sur ces

* Conseiller commercial.

Le développement des échanges



Le commerce des produits manufacturés entre pays du Sud (1)

I - LES GRANDS COURANTS D'ÉCHANGES

RÉPARTITION EN POURCENTAGE (Total Sud-Sud = 100 %)			IMPORTANCE EN VALEUR (En millions de dollars)		
1970	1980	1981	1980	1981	1982
ÉCHANGES RÉGIONAUX					
75 %	66,3 %	65 %	Total régional		
35,3	37,1	35,7	24 900	28 650	27 293
24	19,1	17,5	13 940	15 734	15 584
5,4	5,5	10	7 167	7 497	5 883
10	1,6	1,3	3 200	4 401	5 197
ÉCH. INTERCONTINENTAUX					
25 %	33,7 %	34,9 %	Total intercontinental		
5,9	13,2	12,8	12 661	15 391	14 227
0,5	0,8	0,7	4 930	5 632	5 625
10,2	8,1	8,2	306	318	474
0,5	0,6	0,6	3 029	3 687	2 916
3,3	5,5	5,9	222	278	296
0,6	0,7	1	2 051	2 585	2 029
0,7	1,2	1,8	248	448	495
1	1,1	1,1	698	801	656
1,1	0,9	1,8	418	475	582
0,9	0,3	0,3	16	19	16
			337	791	686
			118	154	196

(1) Produits manufacturés : Classification-type pour le commerce international (CTCI) 5 à 8, sauf 68.
Sources : d'après les tableaux spéciaux des bulletins mensuels de l'ONU, mai 1984.
(*) Avec forte part de réexportations.

II - LES GRANDS PARTENAIRES

(En millions de dollars)

Part du Sud dans les ventes (en 1981)	Pays fournisseurs	1973	1981	1982	Part du Sud dans les achats (en 1981)	Pays importateurs	1973	1981	1982
31,5 %	TOTAL	6 730	45 500	42 900	23,2 %	Hongkong	770	4 193	3 600
31,5 %	(Chine)	(1 130)	(6 750)	(7 375)	12 %	Arab. Saoud.	-	3 428	3 817
33 %	Taiwan	720	6 334	6 080	18,9 %	Singapour	520	3 000	3 080
32,5 %	Corée	330	6 270	6 170	13,2 %	(Chine)	(122)	(2 114)	(2 208)
18 %	Breil	430	4 780	3 538	13,2 %	Indonésie	310	1 193	1 539
18 %	Hongkong	550	2 478	2 135	12,2 %	Malaisie	230	1 157	1 462
18 %	Singapour	730	1 800	1 670	12,2 %	Argentine	140	1 123	714
23 %	Inde	410	1 280	-	11,5 %	Venezuela	120	1 065	-
21 %	Maroc	210	(1 000)	-	-	Arabie saoud.	-	872	850
18 %	Argentine	420	863	822	-	Koweït	-	667	-
37,5 %	Malaisie	150	859	883	7,6 %	Breil	280	663	530
41,5 %	Thaïlande	80	724	732	6,2 %	Taiwan	110	668	755
39 %	Arab. Saoud.	250	588	-	-	Pérou	-	604	444
65,5 %	Colombie	120	545	562	-	Mexique	100	650	-
65 %	Indonésie	30	438	463	-	Thaïlande	140	601	612
38 %	Koweït	-	440	-	-	-	-	-	-
38 %	6 pays d'Afrique du Nord	110	530	-	4 %	Corée	60	574	-
49 %	Afrique subsaharienne	140	250	-	13 %	Philippines	50	494	582
					7 %	Colombie	60	470	609
					7 %	Inde	40	220	-
					5 %	6 pays d'Afrique du Nord	250	1 180	-
					-	Afrique subsaharienne	340	600	-

Source : d'après les chiffres du GATT.
Réexportations déduites.
En 1978.

(Suite de la page 33.)

Une quinzaine de pays en voie de développement rapide, dont principalement quatre d'Asie du Sud-Est, le Pakistan et une demi-douzaine d'Amérique latine.

Les pays pétroliers à forte demande, où les facilités de la rente pétrolière semblent avoir peu favorisé l'activité industrielle.

Plus d'une centaine d'autres pays, généralement de petite taille, à faible production ou dépourvu d'industrie, surtout en Afrique et dans les Caraïbes.

La situation est différente selon les continents. Une tradition industrielle déjà longue existe en Amérique latine et en Asie, surtout en Inde. Un certain marché intérieur favorise le démarrage d'une activité industrielle. Les États très peuplés, sauf le Bangladesh, ont réussi à construire un ensemble productif déjà important. Pour les petits pays qui n'ont pas la taille suffisante, cet objectif reste très hypothétique.

Les inégalités internes sont considérables, et décisives pour le développement. Le nombre des consommateurs solvables est très éloigné, faible par rapport aux chiffres de la population réelle. Le tiers, sinon la moitié, de la population demeure à l'écart des circuits marchands, même au Brésil ou en Inde qui sont parmi les plus gros producteurs.

Il faut souligner ces diversités de taille, de ressources, de développement. L'inégalité du niveau économique a été et demeure un ressort capital des échanges Sud-Sud tels qu'ils se sont développés jusqu'à présent. Les courants commerciaux récents à l'intérieur du tiers-monde ont été déterminés surtout par la complémentarité entre des centres de production nouveaux assez développés et des régions démunies d'industrie ou à industrie embryonnaire. De là, des différences croissantes à l'intérieur du tiers-monde, des dépendances et hiérarchies nouvelles. Les échanges commerciaux Sud-Sud tendent à rétablir un meilleur équilibre à l'égard du monde industriel, mais non entre pays du Sud.

Entre grandes régions du tiers-monde, l'inégalité des flux est frappante comme le montrent déjà les grands courants d'échanges (voir le tableau I). Les grands courants Sud-Sud se soldent par un déséquilibre croissant entre parties inégales. Les pays d'Asie fournissent les trois quarts des échanges entre grandes régions mais leurs achats couvrent 8 % de leurs ventes. La même situation se retrouve au niveau régional : le Brésil vend aux pays d'Amérique latine cinq fois plus de produits manufacturés qu'il n'en achète, douze fois plus en dehors de l'Argentine et du Mexique.

En tête : Taiwan, la Corée du Sud et le Brésil

LES pays les mieux placés sur le marché industriel sont aussi les premiers fournisseurs des échanges Sud-Sud. Pour les économies orientées vers les marchés extérieurs avec des capacités de production croissantes, une diversification des débouchés était possible et souhaitable. Les mesures protectionnistes des pays industriels ont accéléré le mouvement.

En 1981, plus de la moitié des échanges Sud-Sud de produits manufacturés proviennent d'un premier groupe de cinq grands pays exportateurs avec, pour chacun, des montants supérieurs à 2,5 milliards de dollars. En tête Taiwan, la Corée (dépassant chacun 6 milliards de dollars) et le Brésil (4,8 milliards de dollars). Ensemble, ils fournissent près de 40 % des échanges Sud-Sud. Ils sont suivis de Singapour et de Hongkong (3 et 2,5 milliards de dollars, réexportations exclues) (10).

Livrent encore au tiers-monde pour plus de 1 milliard de dollars de produits industriels en 1981 : l'Inde et le Mexique, dont les ventes ont peu progressé.

Avec des livraisons supérieures à 500 millions de dollars, se placent ensuite l'Argentine, dont la position s'est considérablement détériorée, la Malaisie, la Thaïlande, le Pakistan, la Colombie et l'Arabie saoudite.

Plus de 70 % des échanges Sud-Sud proviennent de ces treize pays.

Cela ne doit pas faire oublier l'apparition, comme exportateurs compétitifs dans divers secteurs, d'une nouvelle vague de pays producteurs à taux de croissance rapide, pays de toute taille (Indonésie, Philippines, Ile Maurice) (11). Ce fait illustre la généralisation de la production industrielle au Sud.

Quelques pays pétroliers de la péninsule arabe ont aussi fait leur apparition sur les marchés du tiers-monde. Leurs livraisons, principalement destinées aux pays voisins, comprennent une forte part de réexportations (camions, matériel de construction, biens de consommation). Mais, dès 1981, les exportations de produits fabriqués en Arabie saoudite ou au Koweït (engrais, produits chimiques de base, matières plastiques et divers demi-produits) sont supérieures à celles des pays africains les mieux placés. Les investissements considérables effectués depuis dix ans et les installations d'usines « clés en main » devraient rapidement faire sentir leur effet sur des marchés très divers, des textiles aux meubles, à la sidérurgie et aux télécommunications. Leurs conséquences seront encore plus fortes dans certaines branches pour les pays industriels. Pour profiter de matières premières à très bas prix, les plus grands groupes d'industrie chimique (Exxon, Hoechst, Mobil, ICI, Mitsubishi) transfèrent leurs productions pétrochimiques de base (urée, méthanol, éthylène, ammoniac, etc.) dans les énormes complexes d'Arabie saoudite (Jubail), du Koweït, d'Indonésie.

L'absence des pays d'Afrique fait ressortir l'inquiétant retard de ce continent. Leurs ventes de produits manufacturés aux autres régions du tiers-monde n'atteignent pas le dixième de leurs achats. Dans les échanges Sud-Sud, la part des échanges régionaux entre pays d'Afrique est tombée de 10 %

à 1,5 %. Les pays africains les mieux placés (Maroc, Tunisie) sont orientés vers le marché européen. Aucun n'exporte au Sud plus de 300 millions de dollars de produits manufacturés. La comparaison entre les grands pays acheteurs et grands pays fournisseurs souligne le déséquilibre (voir le tableau II).

La position des pays fournisseurs dépend des capacités de production mais aussi des politiques commerciales adoptées comme acheteurs et comme exportateurs par les pays du Sud, avec toute une panoplie de mesures, des droits de douane aux stimulants à l'exportation. Certains voient dans le montant élevé des taxes de protection le principal obstacle au développement de ces échanges Sud-Sud. Excessive dans les pays avancés, cette protection est indispensable au départ de jeunes industries.

Conséquences paradoxales de politiques différentes : l'Amérique latine, qui assurait en 1981 environ 55 % de toute la production industrielle du tiers-monde, était loin d'avoir une part correspondante dans les échanges (18 %). Bien que s'orientant au Sud que 30 % de leurs ventes, la Corée ou Taiwan livraient au tiers-monde une part de leur production trois fois plus forte que le Brésil ou l'Inde.

La part des échanges Sud-Sud s'est accrue dans l'ensemble jusqu'aux années de crise. Elle est souvent de l'ordre de 50 % dans les exportations des pays d'Amérique latine, plus forte que dans la plupart des pays d'Asie. Le rôle du commerce Sud-Sud aurait pu être considérable pour la production et les exportations des petits pays qui réussis-

sent à s'entendre, mais la constitution d'ententes fécondes se révèle très délicate.

Dans les exportations des pays les plus avancés, la part du Sud s'est accrue jusqu'en 1981 dans des pays orientés vers les marchés industriels aussi bien qu'au Brésil où les ventes au Sud sont majoritaires (12). Il s'agit pour 70 % de ventes provenant sans réel profit à des pays de niveau différent. Les grands pays d'Asie orientale font ventes surtout vers les marchés pétroliers et les pays démunis d'industrie. Les livraisons des grands d'Amérique latine vont aux petits et naissent pays de la région : le Brésil est seul à exporter en outre pour 1 milliard de dollars en Afrique et au Proche-Orient.

Les échanges entre les pays les plus avancés sont relativement faibles, avec 20 % du commerce Sud-Sud. Une fois déduites les réexportations, leur poids est plus grand en Amérique latine que dans les économies extraverties d'Asie.

Les échanges réciproques de produits similaires ou extrêmement voi-



ZHOU ENLAI (1896-1976)

« Ce qui est le plus important, c'est de créer une situation où les échanges entre les peuples du tiers-monde, la lutte des peuples pour la paix, la libération nationale et le socialisme progresseront. » (1962).

sins, échanges intrasectoriels qui sont d'une telle importance entre pays industriels (plus de 50 % des échanges entre pays de la CEE), sont loin d'avoir un rôle comparable au Sud entre les pays les plus avancés. Même, entre les trois grands d'Amérique latine, ils apparaissent dans très peu de secteurs (pièces détachées d'électronique, d'automobile ou d'équipement mécanique) et sont très déséquilibrés (13). Plus fréquentes sont les spécialisations à l'intérieur d'une même branche, prévues par des accords bilatéraux entre pays avancés d'Amérique latine.

En Asie, sans parler de la cas des relations Malaisie-Singapour, dans des secteurs tels que l'électronique, les télécommunications, les productions seraient intégrées aux industries de certains pays développés plutôt qu'à celles d'autres pays du tiers-monde.

La part des grands voisins dans les courants régionaux

LES échanges Sud-Sud sont encore compensés pour les deux tiers d'échanges régionaux, part à peu près maintenue depuis cinq ans. L'importance du voisinage, des facilités de transport, des habitudes commerciales, de la langue, etc., demeure évidente pour les petits et moyens pays. Les échanges de voisinage dominent aussi largement dans les exportations des pays du Proche-Orient ou de l'Afrique subsaharienne.

Les échanges transocéaniques (le tiers du commerce Sud-Sud) groupent essentiellement des échanges entre pays de niveau différent. L'ouverture des marchés pétroliers a constitué un puissant stimulant pour les échanges Sud-Sud. Les livraisons au Proche-Orient y ont pris la première place, passant en trois ans de 14 % à 27 %. Le Proche-Orient demeure, au Sud, le principal client de l'Inde et, pendant plusieurs années, la Corée lui destinait jusqu'à 45 % de ses ventes au tiers-monde.

Les autres courants commerciaux entre pays de niveau différent sont des échanges régionaux entre pays d'Asie ou d'Amérique latine. Ils se soldent par de considérables déséquilibres et une forte place prise par les grands producteurs dans les importations des pays voisins. A Sri-Lanka et au Bangladesh, près de la moitié des importations venant d'Asie sont livrées par l'Inde.

En Amérique latine, pour un cinquième du total les produits manufacturés importés sont fournis par les

échanges régionaux : 7,7 milliards de dollars en 1981 : commerce dominé par les trois grands (Brésil, Mexique, Argentine), car les échanges entre petits et moyens pays n'en représentent guère que le tiers malgré les tentatives pour ouvrir des circuits commerciaux moins dépendants.

Le déficit à l'égard des trois grands pays producteurs est considérable, surtout pour les petits pays tels que l'Uruguay, la Bolivie, le Paraguay, car le Brésil et l'Argentine sont en passe d'y remplacer les pays industriels comme principaux fournisseurs. Les achats de ces trois petits pays en Amérique latine sont du même ordre que ceux de l'Argentine et du Brésil réunis ! La Colombie, le Chili, le Venezuela, qui disposent d'industries compétitives de divers secteurs, dépendent moins de leurs grands voisins. Ils leur achètent biens d'équipement, voitures automobiles et produits chimiques. Les pays petits et moyens avaient compris rapidement leur intérêt à se grouper entre pays de taille et de niveau économique assez proche (Pacte andin) et avaient même prévu certaines complémentarités de production industrielle. Mais les riva-

(10) Source : GATT.

(11) Source : statistique, rapport annuel 1980-1981.

(12) Progres du Sud-Sud en trois ans : + 8 % en Corée et au Brésil ; + 4 % à Taiwan.

(13) Liste (statistiques commerciales officielles déduites) du Brésil, du Mexique et de l'Argentine.

échanges commerciaux entre pays du tiers-monde

Ités en rendent la mise au point très délicate et une grande partie des échanges entre pays partenaires (par exemple : Colombie-Venezuela) est due aux habitudes et au voisinage bien plus qu'aux dispositions des ententes (14).

Modèle ou caricature, le Marché commun d'Amérique centrale (MCAC) a assuré la protection des industries naissantes par des tarifs extérieurs élevés en leur réservant un marché relativement large par la suppression des barrières douanières entre pays membres. L'ouverture d'un marché de vingt millions d'habitants transformait les perspectives des entreprises des cinq partenaires et attirait les investissements américains. Les échanges internes se sont développés,

souvent liés à des spécialisations (850 millions de dollars en 1980, soit 40 % de plus que les échanges internes du Pacte andin).

Mais le MCAC est demeuré un circuit clos, sans débouchés à l'extérieur au Sud ni au Nord pour les produits manufacturés. Les neuf dixièmes des échanges se limitent aux pays partenaires. On notera que le MCAC n'a pu se réaliser en 1960 qu'avec un accord des Etats-Unis et révision de leur attitude pour protéger les intérêts de l'United Fruit en Amérique centrale contre la contagion cubaine. Illustration de la façon dont certains développements des pays du tiers-monde viennent s'inscrire dans les calculs stratégiques ou économiques des grandes puissances (15).

autres investissements dans le tiers-monde de grandes sociétés, surtout par création de filiales en plus généralement de sociétés mixtes, sont évalués à 10 milliards de dollars en des activités diverses. Somme encore faible, mais témoignage des interactions entre économies du Sud. Ces sociétés mixtes sont souvent conçues pour affirmer un courant commercial. De nombreuses prises de participation des investisseurs de l'Inde, par exemple, s'effectuent par fourniture d'usines et d'équipements qui assurent pour la suite une préférence pour les technologies indiennes (17). Autres pays investisseurs au sud : Corée, Hongkong, Brésil.

La plupart des pays ont compris la nécessité de rompre l'hégémonie du savoir. Partout, ont pris naissance des bureaux spécialisés d'ingénierie travaillant au niveau local. L'Inde s'appuie sur quinze mille techniciens, dont plus de sept mille dans les cinq grandes sociétés du pays. Une cinquantaine de sociétés indiennes compétentes travaillent en Asie, en Afrique et au Proche-Orient, recouvrant l'éventail des productions indiennes et assurant jusqu'à la planification d'un pays comme la Libye. Le Brésil dispose de sociétés spécialisées qui se partagent l'ensemble des secteurs et travaillent surtout en Amérique latine.

En 1982, le montant des contrats Sud-Sud de bâtiment-travaux publics (BTP), dépassant 21 milliards de dol-

lars (18), correspondait à la moitié des échanges Sud-Sud de produits manufacturés. Dans ce domaine, les entreprises du Sud, quelques années à peine après leur apparition sur les marchés mondiaux, ont pris une forte position internationale grâce à leurs bas prix, à la fourniture de main-d'œuvre, mais aussi à leur expérience et à leurs capacités techniques.

En 1983, malgré la chute générale des commandes de bâtiment et travaux publics (BTP) dans le tiers-monde de 30 % en deux ans, les entreprises du Sud ont encore amélioré leur position (22,5 %). Elles prennent en charge les travaux les plus divers : construction de villes avec habitations, édifices publics et infrastructure, réseaux d'égoûts, routes, autoroutes, ports, aéroports, barrages, électrification de villes ou régions.

Les entreprises coréennes, malgré une mauvaise année, conservent en 1983 la deuxième place sur les marchés du tiers-monde avec des contrats dépassant 10 milliards de dollars (ces chiffres sont en moyenne deux fois plus forts que ceux des sociétés françaises, pourtant dynamiques à l'étranger dans ce secteur). D'autres pays sont également très actifs : l'Inde, avec une trentaine d'entreprises, des pays du Golfe à l'Asie du Sud-Est et à l'Afrique orientale ; le Pakistan, Taiwan, le Brésil, en Amérique latine mais aussi au Proche-Orient.

Le Brésil, le Mexique, la Malaisie et bien d'autres ont contribué à ce mouvement en même temps que les quatre grands exportateurs d'Extrême-Orient. Les ventes à l'Asie et au Proche-Orient compensent la faiblesse du marché d'Amérique latine. Pour des pays comme le Brésil et le Mexique, les succès remarquables sur les marchés extérieurs en 1983 et 1984 sont loin de compenser la chute de leur demande intérieure. Cette extraversion rend leur économie plus dépendante encore de la conjoncture et en particulier du marché des Etats-Unis. Près des deux tiers des bénéfices de l'an dernier seront pris par le service de la dette à des conditions très éloignées des conditions

Le rôle des multinationales et de l'Etat

LES multinationales ont, dans les échanges Sud-Sud, un rôle bien moindre que dans les échanges Sud-Nord. Elles n'en ont pas pris l'initiative, mais ont plutôt suivi le mouvement. Seules les grandes sociétés commerciales japonaises ont joué un rôle particulier par leurs réseaux de commercialisation qui ont facilité la diffusion des produits d'Asie dans le tiers-monde.

Les multinationales sont présentes dans les échanges Sud-Sud de façon très inégale, dans les secteurs dont elles ont le contrôle (électronique, automobile) et dans les livraisons des pays où leur position est dominante, comme Singapour, ou très forte, tel le Brésil. Leur rôle est difficile à préciser car leurs interventions sont devenues plus discrètes depuis dix ans, et souvent indirectes avec un rôle croissant des banques.

Les échanges Sud-Sud n'évoluent pas en un milieu aseptisé, réglé par les seuls équilibres d'une économie de marché. Droits de douane, barrières non tarifaires, préférences, accords financiers ou commerciaux, subventions, crédits à l'exportation, appuis financiers, sans parler des partages occultes de marchés, du jeu de la corruption et des décisions arbitraires : une multitude de facteurs interviennent entre l'offre et l'échange, et dans le tiers-monde plus qu'ailleurs.

L'intervention de l'Etat dans l'économie des pays réputés les plus « libéraux » (Hongkong excepté) est beaucoup plus forte que dans les pays occidentaux les plus dirigés. Elle dépasse largement le choix et l'application d'une politique industrielle et commerciale. Dans les pays les plus avancés, l'Etat a été amené au moment de l'industrialisation à suppléer à l'absence ou à l'insuffisance des structures nécessaires. Il est devenu lui-même investisseur, producteur, distributeur. La part du secteur public est très forte mais d'une efficacité variable.

Cette action coordonnée de l'Etat dépasse les motivations économiques et

le simple calcul marchand. Là où la production était déjà assurée de larges débouchés, la création d'industries de base (chimie, sidérurgie) se révélait très coûteuse et ne s'imposait pas dans l'immédiat. Mais, en créant les conditions d'une moindre dépendance à l'égard des fournisseurs étrangers, elle devait permettre d'autres rapports avec les pays industriels.

Les classes dirigeantes des pays d'Extrême-Orient, par exemple, ont utilisé avec lucidité la place qui leur avait été attribuée dans le système industriel et les nouvelles capacités acquises pour construire une industrie nationale, complète, expression de l'identité nationale (voir page 31 l'article de Maurice Ikonoff). Ce choix politique était validé par un consensus national en dépit du caractère autoritaire des régimes et de la surexploitation.

A partir de ces nouveaux secteurs de production, les principaux pays d'Extrême-Orient ont su dépasser leur production traditionnelle et la diversifier. Les industries chimiques ont permis la fabrication de demi-produits jusqu'à livrer en quantité par les pays industriels aux usines locales. Les « remontées de filières », qui ont rendu beaucoup plus autonomes et plus rentables les productions, reposent sur les capacités des techniciens.

Le développement a une composante culturelle. Il reste dans l'impasse là où s'imposent les comportements traditionnels empêchant une transformation des mentalités. La formation technique et une large ouverture d'esprit sont des atouts maîtres pour les mutations économiques. Des pays neufs sont devenus compétitifs dans de nouveaux secteurs grâce à une profonde transformation de leurs avantages, principalement humains : un meilleur équipement, la restructuration de la production auraient peu d'effet sans les facultés d'adaptation des travailleurs et les capacités d'assimilation et de maîtrise des techniques des ingénieurs.

Briser le monopole du savoir

EQUIPEMENTS complexes, usines « clés en main », ingénierie, construction et grands travaux : dans une série de domaines qui semblaient réservés aux pays industriels, divers Etats du tiers-monde se sont imposés, sur les marchés du Sud, contre la concurrence internationale. Cela mène de dix ans après la parodie de leurs biens de consommation sur le marché industriel.

Les exportations technologiques et leurs progrès récents marquent une étape nouvelle dans les rapports avec le monde industriel. En brisant le monopole du savoir, elles modifient les conditions du marché dans le tiers-monde.

Elles ouvrent en même temps un autre chapitre dans les rapports entre pays du tiers-monde. Par-delà les échanges commerciaux, elles tissent entre eux des liens d'un type nouveau. Les installations industrielles sont complétées souvent par la formation du personnel et des techniciens. La possibilité de recourir à des sociétés compétentes du Sud pour l'appréciation des contrats et le contrôle de leur exécution offre à tous les pays du tiers-monde un moyen de pression. Le progrès de quelques-uns constitue un facteur de libération pour tous, et un atout dès à présent. C'est en même temps la source d'inégalité encore plus fortes entre pays du Sud.

L'équipement industriel ne représente pas encore 10 % des échanges Sud-Sud, mais la diversité des matériels et machines offerts apporte la preuve de capacités polyvalentes dans une dizaine de pays, en même temps qu'une indication sur leur politique. Ils entendent ne pas se laisser enfermer

dans une division internationale du travail qui les cantonnerait dans les secteurs en perte de vitesse, et ils ne se laisseront exclure d'aucune production essentielle.

L'installation d'usines « clés en main » (16) implique à la fois capacités de production, compétitivité pour une partie des équipements, maîtrise de techniques assez complexes et coordination de ces techniques. Les entreprises de ces pays du tiers-monde au moins sont capables de prendre la responsabilité de telles opérations à l'étranger.

L'Inde satisfait à 85 % de sa demande intérieure d'équipement. Mais son énorme marché et sa politique commerciale n'ayant pas encouragé les efforts à l'extérieur, elle n'est pas dans les premiers pays du Sud exportateurs d'équipement. Malgré tout, la réputation de son matériel, sa bonne adaptation aux conditions du tiers-monde, la capacité de ses ingénieurs la placent depuis longtemps au premier rang des pays neufs comme fournisseur d'installations industrielles les plus diverses, livrées partout de l'Asie du Sud-Est au Proche-Orient, des pays pétroliers méditerranéens à toute l'Afrique anglophone : au total, près de moitié des ensembles fournis au Sud par les pays neufs.

Avec les « technologies appropriées », l'Inde propose des adaptations de techniques difficilement réalisables par les pays industriels.

De nouvelles formes de coopération entre pays du Sud sont apparues dans le domaine du financement. Les pays pétroliers avaient déjà apporté un soutien financier à des pays choisis. Les

Quand l'austérité frappe des concurrents gênants

AVEC le mouvement d'industrialisation, les marchés BTP dans le tiers-monde ont pris une importance croissante, et les grandes entreprises des pays industriels sont devenues très dépendantes de leurs commandes, souvent à plus de 50 %. Elles doivent tenir compte de ces nouveaux concurrents ; elles soumissionnent avec eux pour des projets précis ou leur sous-traitent une partie des contrats.

Certains pays ont constaté qu'il était possible de réaliser des économies considérables en rejetant les soumissions reçues et en lançant de nouveaux appels d'offres. Signe d'un nouveau climat et de l'évolution des rapports Sud-Nord : progressivement, les pays du tiers-monde, de l'Arabie à la Colombie, prennent des mesures pour contrôler leur marché, limiter les abus de sociétés étrangères et leur imposer des conditions pour obtenir un certain partage des bénéfices :

- création d'entreprises locales favorisées par les autorités ;
- fragmentation des contrats pour les rendre accessibles ;
- recours obligatoire aux services locaux de transport, banques, assurances... et achats d'équipement aux agents régionaux ;
- recours aux firmes locales pour 40 % des travaux et rejet de toute clause obligeant le pays à commander des travaux à l'étranger.

Dans tous les domaines nouveaux et en particulier l'ingénierie, les liens avec le monde industriel demeureront pourtant étroits. Les grandes firmes indiennes, brésiliennes, coréennes sont très conscientes de leurs limites et éloignées de toute idée de rupture avec les économies du Nord. Pour progresser, elles recherchent avec persévérance des ententes avec les grandes sociétés industrielles, la création de sociétés mixtes sur des projets précis ou des accords plus vastes de coopération technique.

La concurrence signée entre firmes industrielles contribue à accélérer les transferts de techniques, qui prennent une importance décisive. Déjà le ton change. Les pays du tiers-monde font pression à ce sujet : il n'est plus question seulement de transferts mais de maîtrise assurée des techniques. Une véritable coopération technique s'impose au Nord comme condition d'accès aux marchés les plus dynamiques.

La crise a pris des formes diverses dans les différentes parties du tiers-monde. Difficultés de trésorerie et réductions d'importations presque générales ne pouvaient qu'avoir une incidence directe sur les échanges Sud-Sud.

Les pays pétroliers, inquiets de la chute de leurs revenus, échelonnent ou réduisent leurs commandes. En Afrique et en Amérique latine, les difficultés déjà sensibles en 1981 se sont aggravées en 1982. Le service de la dette atteint 36,6 % du montant des exportations pour l'ensemble de l'Amérique latine. Les exigences des organismes prêteurs sont intervenues au moment où la récession du monde industriel entraînait l'effondrement des cours des principales matières premières et un affaiblissement très sensible des termes d'échange. Les mesures d'austérité imposées par le FMI ont encore aggravé le recul de la demande intérieure et des

échanges régionaux. Au Brésil, en 1982, la production reculait de 10 % pour l'ensemble des produits manufacturés, et, pour le gros équipement, secteur le plus touché, elle n'atteignait pas le niveau de 1975 (19).

Des signes de reprise sont manifestes en 1983 et 1984. Le fléchissement de la demande interne a orienté les producteurs vers les marchés extérieurs où leur compétitivité s'est affirmée en 1983. Assez paradoxalement, compte tenu des conditions de la production, la part des exportateurs du tiers-monde s'est fortement améliorée sur les marchés déprimés du Sud avec un progrès en valeur, sensible sur tous les grands secteurs, de 1,3 milliard de dollars au total. Parallèlement, ils poursuivaient leur avance sur les grands marchés industriels (+ 9,4 milliards de dollars).

Le troc comme moyen de survie

LA crise a entraîné la disparition de multiples unités de production ; les commissions techniques et l'aptitude à les renouveler sont un atout majeur pour le redressement économique. Là où existent des industries de base et une certaine expérience industrielle, les difficultés actuelles peuvent retarder de plusieurs années le développement, lui imposer un autre rythme ou d'autres orientations, mais non l'arrêter.

La pénurie de devises et les difficultés de trésorerie poussent les pays du tiers-monde à explorer d'autres voies pour soutenir les échanges et éviter un recul dangereux de la production. Le troc se généralise entre pays du Sud. L'OCDE estime qu'un cinquième des échanges du tiers-monde se pratique par voie de troc.

Moyen de survie en période de pénurie, le troc est pratiqué en même temps comme une revanche contre les règles imposées par les autorités internationales. Il est abordable surtout pour les plus riches des pays pauvres capables d'offrir une gamme de produits assez intéressants : Soudan, Ghana, Thaïlande, Zaïre, Tanzanie (conserves de poissons contre implantation d'usine, mais contre tracteurs, etc.). Les pays pétroliers sont les mieux placés pour pratiquer au même moment d'imposer cette forme d'échange : pétrole contre produits sidérurgiques (Iran-Turquie), contre construction d'un port (Libye-Yugoslavie), contre travaux routiers (Irak-Brésil)...

La déclaration de principe des autorités du Brésil d'accepter le paiement en pétrole des contrats de BTP et d'ingénierie constitue un autre signe d'impénitence à l'égard des instances monétaires. Devant la faillite de l'ordre monétaire aggravée par les fluctuations imprévisibles du dollar, des réseaux d'échanges essentiels pourraient s'instaurer dans un cadre régional sur des bases non monétaires.

Une économie entièrement coupée du monde industriel n'est pas concevable sans régression catastrophique des deux côtés. Mais le système actuel est insupportable pour des pays rendus impuissants par l'aggravation du poids de la dette, la détérioration des cours et des termes d'échange, victimes de plus

d'emprunt. Comment ces pays peuvent-ils alors renouveler leurs instruments de production ? Pour eux, comme pour un pays tel que la France, c'est pourtant le seul moyen de ne pas être éliminés des marchés internationaux. Objectif ou résultat ? Les instructions du FMI aboutiraient à écarter des marchés des concurrents gênants.



GAMAL ABDEL NASSER (1918-1970)

« Notre guerre contre le colonialisme fait partie de notre guerre contre le sous-développement. Notre indépendance n'a d'autre pilier que nos capacités nationales. » (1970).

eo plus lucides de mécanismes implacables qui ne leur apportent rien.

Les rapports actuels ne pourront pas se maintenir lorsque dans quinze ans les quatre cinquièmes de la population du globe feront partie du tiers-monde. Ainsi, contrairement à la tendance des trente années précédentes, l'importance relative des échanges pourrait être réduite, pour les pays industriels, par la multiplication de centres de production proches des principaux marchés en expansion.

Mais un progrès coordonné de la production et des échanges dans le tiers-monde dépend d'abord d'une volonté politique commune. Cet esprit de coopération ne s'est guère manifesté. L'édification d'industries nationales correspondait à une volonté politique. Les échanges Sud-Sud se sont développés de façon pragmatique et sans horizon politique.

Les pays industriels peuvent envoyer des hommes sur la Lune, mais, dans leurs rapports avec le Sud, ils cherchent d'abord à préserver leur situation privilégiée. Ceux des pays du tiers-monde qui parviennent à se développer sont pris par leurs problèmes particuliers. Sans perspectives nouvelles, nous entrons dans le vingt et unième siècle à reculons.

JEAN LEMPÉRIÈRE

(14) Rapport de la Banque interaméricaine de développement, 1982.

(15) Cf. Constantine V. Vaitsos, « Crisis in Regional Economic Cooperation (Integration) among Developing Countries: A Survey », *World Development*, 1978, pp. 719 à 769.

(16) Cf. Pierre Judet, *Les Nouveaux Pays Industriels*, Editions ouvrières, Paris, 1981 ; Richard Thomas, *India's Emergence as an Industrial Power* (1982) ; Sandhya Lal, *Developing Countries as Exporters of Technology*, Londres, 1982.

(17) Cf. Sandhya Lal, *Les Multinationales du tiers-monde*, ENR (*Engineering News Record*), hebdomadaire, publications McGraw-Hill, diffusion à Paris : 17, rue Georges-Bizet, 75016 Paris (1983).

(18) *Ibid.*

(19) Sources : *Economic Survey of Latin America* (1982), édité par les Nations unies.

ENTRE LES BEATLES ET LE GÉNÉRAL DE GAULLE

L'histoire telle qu'on l'enseigne

Par GILBERT COMTE

SELON un projet officiel, le ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, souhaite rendre à l'histoire la place éminente qu'elle n'aurait jamais dû perdre dans les programmes scolaires. L'opposition, semble-t-il, approuve et soutient sa réforme. Quand la mémoire collective faiblit pendant douze ou quinze ans, des aptitudes indispensables à sa reconstitution s'estompent avec elle. Un manuel d'histoire et de géographie, réalisé par Hachette à l'usage des classes de troisième, en administre des preuves à la limite du vraisemblable, mais cependant bien réelles et donc très alarmantes.

Rédigé sous le contrôle de M. Jean-Michel Lambin par une dizaine de professeurs pourvus chacun d'une agrégation ou d'un certificat dans sa spécialité, cet ouvrage collectif présente un tableau panoramique du monde entre 1914 et 1984. Grâce à une iconographie généreuse, pittoresque, soutenue par des documents extraits de livres, de journaux, de discours, il se propose d'en fournir une description complète, vivante, fort ambitieuse, en apparence harmonieuse avec les efforts de M. Jean-Pierre Chevènement. Les maréchaux Joffre et Pétain, mais aussi Lénine, Trotski, Henri Barbusse, Hitler, Aragon, Céline, Mussolini, Roland Dorgès, Stresemann, de Gaulle, Guderian, « Che », Guevara, Wolinski, Salvador Allende, Jean Boissonnat participent à la fresque, avec cent autres acteurs ou témoins du siècle, avec un éclectisme apparemment fort libéral.

Des citations puisées, suivant l'époque, dans *l'Intransigeant*, le *Temps*, *Libération*, le *Monde*, le *Nouvel Observateur*, *Tinlin* ou *Mickey* inspirent cependant quelques doutes sur la méthode. Saturé, à longueur de jour, d'informations fragmentaires, contradictoires, de pages publicitaires, où la vulgarité racoleuse le dispute au factice, un élève de quatorze à quinze ans distingue-t-il, en toute certitude, l'apparence de la réalité, l'essentiel de l'accessoire, et un texte fondamental d'images récréatives interprétées comme des preuves ?

Dates flottantes

DES les premiers chapitres, la profusion des circonstances et personnages qui évoquent les auteurs impressionne le lecteur confiant. Les citations, références innombrables, étaient complaisamment des lumières encyclopédiques. Hélas ! une lecture attentive dissipe rapidement cette flatteuse impression. À la page de garde, un planisphère politique sur « le monde en 1914 » prive ainsi la France de ses comptoirs en Inde. Plus loin, l'évocation de 1925, scandée par les rythmes du jazz, les chansons de Mistinguett, Joséphine Baker, Maurice Chevalier, prête sa nostalgie au roman de Robert Brasillach *Comme le temps passe*, lorsqu'elle provient d'un autre livre du même auteur, *Naitre avant-guerre*, d'un contenu très différent. La confusion paraît peut-être anodine, comme il semblerait bémol de situer la fondation du quotidien *l'Action française* en 1903 au lieu de 1908.

Dans les cas cités, M. Michel Lambin et ses collaborateurs invoqueront sans doute la faute de frappe involontaire, l'inévitable défaillance typographique. Mais une méprise accidentelle n'explique plus rien quand les bévues se répètent, tronquent, faussent des certitudes irrécusables, fort clairement établies.

Toujours sur le planisphère en page de garde, quel qu'un de normalement renseigné s'étonnera de découvrir qu'en 1914 l'« influence » des États-Unis sur les pays sud-américains ne s'exerçait qu'à Cuba. Mais la géographie politique donne bien du tracé à

nos cartographes. Page 83, ils restituent Chandernagor, Pondichéry, Karikal, Yanam et Mahé à la III^e République, mais placent toute l'ancienne Indochine sous un régime de protectorat, quand la Cochinchine obéissait à une administration directe. Page 115, ils l'intègrent tout aussi vigoureusement dans l'« extension maximum de l'Axe en 1942-1943 », alors qu'elle n'y entra vraiment qu'après le coup de force japonais du 6 mars 1945. Ailleurs, l'Espagne est classée, avec la Suisse et la Finlande, parmi les États non communistes demeurés en dehors du Plan Marshall. Elle ne figurait effectivement pas parmi ses premiers bénéficiaires, en 1948, mais profita de l'aide dès 1950, suivant le système imaginé pour les autres Occidentaux par le secrétaire d'État du président Truman.

Quelques pages plus loin, la légende d'une figurine déclare Staline « à la fois chef de l'Internationale communiste, chef de l'État et

Les nouveaux collaborateurs de Hachette s'affranchissent doucement de cette vieille discipline. Du coup, toute une hiérarchie de valeurs s'écroule avec elle, et son effondrement annonce, en préparation, une encore plus complète confusion des esprits.

Un vingt-huitième chapitre de leur petit chef-d'œuvre, M. Lambin et ses auxiliaires dressent ainsi un tableau récapitulatif des principales étapes qui orientent la France « vers une autre culture », de 1959 à 1970 (voir ci-dessous). En 1960, aucune affaire nationale ne les intéresse particulièrement. Ils laissent donc la case vide, malgré l'accession à l'indépendance de quatorze anciens territoires coloniaux, et la naissance d'une force de frappe nucléaire. Deux ans plus tard, en revanche, la paix en Algérie et la parution du premier numéro de *Salut les copains* leur semblent dignes de retenir, à équivalence, l'intérêt des générations futures.

Par l'éparpillement des sujets, l'ouvrage déconcerte bien des élèves. Conscients du risque, les auteurs le concluent donc par un lexique substantiel, qu'ils supposent capable d'en faciliter la lecture. Les mots « agroliminaire », « Anschluss », « apparatchik », « Bretton Woods », « Commonwealth », « dévaluation », « espace vital » défilent donc, par ordre alphabétique, avec des dizaines d'autres, depuis « accroissement naturel » jusqu'à « Zolbach », selon une sélection souvent mystérieuse.

Un soupçon d'ignorance colossale plane sur les adolescents d'aujourd'hui. Pourraient-ils vraiment la moindre intellectuelle jusqu'à ignorer le sens de « bas-relief », « bidonville », « faïence » ? Ces « enseignements » le redoutent, si l'on en juge d'après le soin qu'ils mettent à signaler certaines expressions d'usage courant. Entre « surproduction » et « taylorisation », « talis » se définit gravement comme une

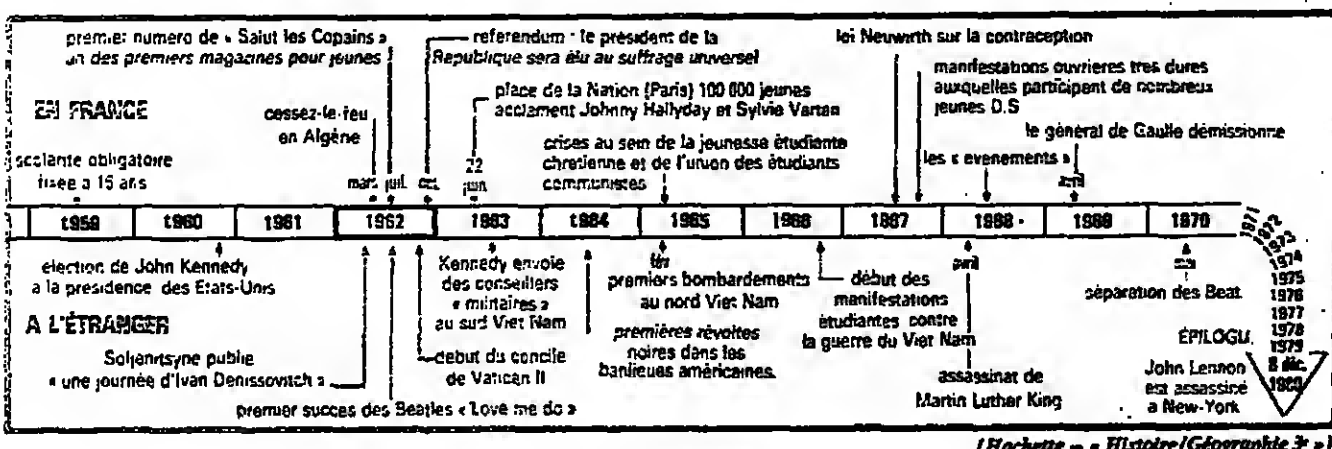
« forte forme d'arbres de faibles dimensions », en parfait accord avec le bon sens même. Quelques termes historiques intelligents à nos standards beaucoup plus de peine. « Corps francs » révèle ainsi les ressources de leur ignorance, à raison d'une erreur par ligne.

D'après ce qu'ils en imaginent, la lecture désigne une « troupe ne faisant pas partie d'une armée régulière et souvent utilisée pour lutter contre les mouvements révolutionnaires ». En Allemagne, en 1919, les socialistes au pouvoir ont créé des corps francs pour écraser les communistes (spartakistes). En France, hélas ! l'État-major organisa en 1940 des groupes de choc sous le même vocable. Ils appartenaient à l'armée régulière et ne participèrent jamais à une seule opération de police. Dans l'Allemagne de 1919, la formation des corps francs ne résulta pas davantage d'une initiative gouvernementale. Ils se constituèrent spontanément à Berlin dès le 16 novembre, autour d'un sous-officier sans emploi, l'adjudant Suppe, bientôt rejoint par quelques-uns de ses supérieurs hiérarchiques. Ebert, Nostke utilisèrent effectivement contre l'extrême gauche cette force qu'ils ne pouvaient dissoudre. Mais elle s'engagea aussi contre les Russes en Lettonie, contre les Polonais en Haute-Silésie.

Bonne chance, monsieur le ministre !

POUR passer maître de l'auteur au public, un manuscrit transita par les multiples contrôles du directeur de collection, des lecteurs et correcteurs professionnels. Si quelque bécasse échappait à leur vigilance, des typographes titulaires d'un simple certificat d'études la relevaient aussitôt. Même chez Hachette, cette vérification soignée des textes ne s'exerce plus. La défaillance en apprend davantage que toute une enquête sur l'immense dégradation de la culture nationale. Des élèves manqueraient peut-être leur examen parce qu'ils reproduiraient les erreurs du livre. Cette hypothèse n'émeut pas grand monde, à en juger par le silence des parents d'élèves ou des professeurs. Leurs associations, s'agitent parfois tout autrement pour des causes moins saines. En France, décidément, tout se produit et rien n'arrive. Un peuple et ses élites se préparent d'affreux lendemains quand la fausseté est acceptée comme l'élément ordinaire de la vie et ne suscite qu'une molle indifférence.

Dans son intention de rétablir l'histoire à sa juste place dans l'enseignement public, M. Jean-Pierre Chevènement rencontrera des embarras inattendus, et pas toujours où il les imagine, puisqu'ils se tiennent dans l'esprit même de certains professeurs. Enfin, bonne chance quand même, monsieur le ministre !



LES ANNÉES 60

chef du parti ». Outre qu'en URSS le titre de « chef » ne s'applique à aucune responsabilité de la hiérarchie gouvernementale, le successeur de Lénine assumait seulement la dernière de ces trois fonctions comme secrétaire général du Parti communiste, et son rôle satisfaisait pour exercer sa dictature. Même s'il contrôlait complètement l'Internationale, il en laissait toujours la direction officielle à d'autres, très exactement Zinoviev, Boukharine, puis Dimitroff. Enfin, l'organisation du pouvoir sous son règne n'attribuait jamais à quiconque la dignité ni les charges d'un « chef de l'État ». Certaines prérogatives du poste incombant au président du présidium du Soviet suprême, en l'occurrence Michel Kalinine.

Ces approximations énoncées sans apparemment l'ombre d'un doute autorisent, bien sûr, d'autres hardies. La « réhabilitation des victimes du stalinisme » figure donc parmi les actes de Nikita Khrouchtchev, comme si Trotski et quelques autres fantômes n'attaquaient pas toujours une justice posthume. Mais comment nos « historiens » s'y reconstruisent-ils sur les hommes, quand leur science bégaie même sur les dates ? Page 172, une référence exacte situe ainsi le XX^e Congrès du Parti communiste de l'URSS en février 1956. Mais la suivante le repousse à juillet de la même année, sans explication, et en caractères gras, comme pour mieux fixer l'erreur dans les mémoires. En 1944, la Libération de Paris traverse aussi des tempêtes. Page 118, le général de Gaulle descend les Champs-Élysées sous les acclamations populaires le 26 août 1944. Mais à la 119, la légende illustrative transporte son triomphe en septembre, par un effet proprement magique.

Une « autre culture »...

L'ANCIEN enseignement de l'histoire, qualifié non sans abus de « traditionnel », familiarisait au moins l'intelligence avec la précision chronologique. Les sentiments pouvaient bien s'affronter sur la mort de Louis XVI. Partisans comme adversaires s'accordaient pour la situer au 21 janvier 1793.

Suivant la même technique, ils sélectionnent un succès de Johnny Halliday et Sylvie Vartan place de la Nation, en 1963, mais négligent le retour des pieds-noirs, un peu plus tôt, puis la réflexion du général de Gaulle à la présidence de la République en 1965. Non sans logique, les affaires étrangères subissent le même traitement. Nos professeurs amoncellent le début des Beatles en 1962, mais dédaignent l'assassinat de John Kennedy puis la chute de Nikita Khrouchtchev en 1963 et 1964. Quant au meurtre de Martin Luther King, il entre pour 1968 dans la saga du crime avec celui du chanteur John Lennon. Un intérêt soutenu s'attache à la carrière des Beatles. En 1970, leur séparation entre dans la rubrique où figuraient en 1965 les premiers bombardements du Vietnam du Nord, sans doute en pieuse commémoration des grandes tragédies de ce siècle.

Sous ses sanglants découpages, le manuel réunit pourtant de belles ambitions. Ses graphiques, images, commentaires, documents, mettent parfois dans de bonnes perspectives les rapports économiques entre le tiers-monde, les États-Unis, l'URSS et la Communauté européenne. Une page « documents et recherches », sur la détérioration des termes de l'échange, éveillera certainement, chez certains élèves, le besoin de mieux connaître les vrais mécanismes du marché international. Mais ce sérieux ne dure pas. Les mutations générales, aménagements urbains, mœurs modernes, entraînent les auteurs à écraser leur jeune public sous un lourd didactisme, rempli lui aussi d'inexactitudes.

À les entendre, les famines se « sont raréfiées » dans le vaste univers, mais ils ne précisent pas dans quels endroits, alors qu'elles s'amplifient en Afrique depuis 1973. Une pédañte allusion au retour de l'Alsace-Lorraine dans l'Hexagone décore les frontières françaises « devenues définitives » seulement après 1918, et oublie apparemment l'annexion des mêmes départements par l'Allemagne de 1940 à 1944, pour ne rien dire de deux communes savoyardes reprises à l'Italie en 1945. Avant de brandir tant de faux savoir, il aurait mieux valu se renseigner.

Grash, Samir Kassir et Claude Lianzu). — Les réalités économiques (Philippe Nègre, Françoise Barthelemy, Nicolas Roussier et Jean Leppeltier). — Les opinions d'Edem Kodjo, de Gabriel Marc, Roger Lécay et Mgr Joseph Rostier. — Le cadre international (Edmond Jouvenot). — Les droits de l'homme : Petit bréviaire des vertus et des pervers des régimes répressifs. — Les expressions littéraires : « A Jacqui, de tout notre cœur », une nouvelle de Sergio Ramirez. — Féroces visions de romanciers africains. — La Grande Peur de l'An Deux Mille.

La Monde diplomatique du mois d'avril 1985 a été tiré à 130 000 exemplaires.

Mai 1985

Dans ce numéro :

PAGES 2 à 4 :

LA GUERRE DES ÉTOILES ET LA CHANCE DE L'EUROPE, suite de l'article de Claude Julien. — Traitement de choc à la télévision : « La guerre en face », fantasmes et manipulations, par Paul-Marie de La Gorce. L'avenir de l'Europe et les enseignements de la seconde guerre mondiale, par Vadim Zagladine.

PAGES 5 à 7 :

LES RAYONS DE LA MORT DANS LES ARMES CLASSIQUES, par David C. Morrison. Bientôt quarante ans de guerre nucléaire dans les films américains, par Anne-Marie Bidaud.

PAGE 9 :

Dans les revues... — Correspondance.

PAGES 10 et 11 :

LES LIVRES DU MOIS : Les Canadas, par Yves Florenne. — « Le Merdier », de Gustav Hasford, par Pierre Dommergues. — « The Whistleblower », de John Hale, par Marie-Françoise Allain.

PAGE 12 :

L'affirmation des chiïtes libanais, suite de l'article de Samir Kassir.

PAGES 13 à 35 :

UNE BÊTE À ABATTRE : LE TIERS-MONDISME. — Le débat d'idées (Claude Julien, Alain

enja
Un besoin
Une ambition
Un grand mensuel
pour toute la gauche